Métamorphoses rurales

Philippe Schar : itinéraire géographique de 1984 à 2010

Philippe Schar fait partie de ces chercheurs restant convaincus que la géographie ne saurait exister sans la dimension du temps, la profondeur de l'histoire qui sont seules capables de mettre pleinement en lumière le présent et de le restituer dans toutes ses dimensions.

On retrouve en filigrane dans ses recherches concises et pointues la volonté de replacer les opérations de développement à l'interface des logiques promues par les décideurs d'un côté et par les populations de l'autre. Il en ressort un engagement éthique qui, tout en étant balisé par un tracé scientifique, témoigne d'une ferme décision de rester à l'écoute et de plaider pour l'amélioration du sort des plus démunis. D'où le respect de cette propension, trop souvent négligée ou oubliée, à diffuser le « bon usage de la science ».

Ses ancrages (en milieux rural, forestier, périurbain et urbain) et ses thématiques principales (alimentation, agriculture, industrialisation, capital social, évaluation des politiques publiques et internationales) se succèdent avec une visée comparative, et non pas évolutive, visant à déceler les variants des invariants dans un souci de mettre en évidence des tendances qui se dessinent.

Ces quelques écrits sélectionnés, auxquels sont ajoutées des contributions de chercheurs ayant travaillé à ses côtés sur des questionnements partagés, convergent ainsi vers un point fondamental, à savoir que toute entreprise de développement véritable ne peut aboutir sans être l'objet d'une négociation, à condition que ces pourparlers, dont certaines politiques font croire qu'ils coulent de source, ne soient pas l'objet d'une manipulation.

Philippe Schar *(1957-2010), géographe de l'université de Bordeaux 3, fut chercheur au CNRS et membre de l'UMR 5185 ADES CNRS. Il effectua de longs séjours en Inde méridionale ainsi qu'en Thaïlande. Le parcours de ses recherches l'amena finalement en Afrique de l'Ouest, notamment en Guinée forestière alors qu'il questionnait en parallèle les dynamiques industrielles aux Philippines.*

33 €
ISBN : 978-2-296-99739-4

Université Michel de Montaigne Bordeaux 3

ADES UMR 5185

9 782296 997394

HC_GF_SOULANCE_METAMORPHOSES-RURALES-ITINERAIRES-GEOGRAPHIQUES-SCHAR.indd 1

Sous la dir. de Dominique SOULANCÉ et Frédéric BOURDIER

Philippe Schar : itinéraire géographique de 1984 à 2010

Métamorphoses rurales

Sous la direction de Dominique SOULANCÉ *et* Frédéric BOURDIER

Métamorphoses rurales

Philippe Schar : itinéraire géographique de 1984 à 2010

L'Harmattan

Métamorphoses rurales, itinéraires géographiques

Philippe Schar, 1984-2010

Sous la direction de

Dominique SOULANCÉ
Frédéric BOURDIER

Métamorphoses rurales, itinéraires géographiques

Philippe Schar, 1984-2010

L'Harmattan

« Brodeuses de l'ethnie Mien, dans un village à 50 km de Nan (nord de la Thaïlande). Dans ces collines les litchis ont remplacé l'opium, mais bien des membres de cette "minorité" n'ont toujours pas de carte d'identité et représentent des citoyens de seconde zone » (Frédéric Landy, avril 2006).

« Dans ce village du bassin de Chiang Mai (Ban Muang Wa) en Thaïlande, les rizières irriguées en chaume sont labourées au motoculteur pour être remises en cultures en saison sèche (janvier-mai) pour une culture de soja. Les parties boisées sont de l'habitat dans des vergers » (Michel Bruneau, 2006).

« Culture intensive traditionnelle, jardins de case et tapades, République de Guinée, hauts plateaux du Fouta Djallon » (Véronique André-Lamat, novembre 2006).

« Sériciculture en Inde du Sud (Karnataka) : grands plateaux où sont déposés les vers à soie en fin de cycle dans le village de Tylur » (Dominique Soulancé, septembre 2011).

Ouvrage publié avec le concours de l'université Michel de Montaigne Bordeaux 3 et l'UMR 5185 ADES.

© L'Harmattan, 2012
5-7, rue de l'École-Polytechnique ; 75005 Paris

http://www.librairieharmattan.com
diffusion.harmattan@wanadoo.fr
harmattan1@wanadoo.fr

ISBN : 978-2-296-99748-6
EAN : 9782296997486

SOMMAIRE

Avant-propos
Dominique Soulancé 9

Introduction au parcours de Philippe Schar
Frédéric Bourdier 17

Chapitre 1
Agriculture, alimentation et bilan nutritionnel dans le pays Coorg en Inde méridionale
Philippe Schar 23

Chapitre 2
Capitalisme agraire et industrialisation rurale en Inde méridionale : étude de la région de Coimbatore dans le Tamil Nadu
Philippe Schar 57

Chapitre 3
Les politiques publiques d'industrialisation : espaces, territoires et acteurs
Doryane Kermel-Torrès et Philippe Schar 81

Chapitre 4
Croissance industrielle et redéploiement spatial en Thaïlande
Doryane Kermel-Torrès et Philippe Schar 109

Chapitre 5
Rural Transformation in Southern Thailand. Mobility and retention capacity of the work force in selected rural systems
Philippe Schar et Somyot Thungwa 133

Chapitre 6
Capital social et développement. Un exemple en Guinée Forestière
Philippe Schar..... 159

Chapitre 7
Agriculture et alimentation en Inde du Sud, vingt ans après
Frédéric Landy 183

Chapitre 8
Microenterprises, Endogenous Development and State Policies: Tamil Nadu (India) since the 1990s
Keshab Das and Tara S. Nair..... 195

Chapitre 9
Les circuits courts : une des solutions pour une agriculture durable. Exemples en Inde du Sud et dans le Sud-Ouest de la France
Jean-Marc Quitté..... 213

Chapitre 10
La « transition agraire » dans le Nord de la Thaïlande : du périurbain aux marges montagneuses (1966-2006)
Michel Bruneau..... 237

Chapitre 11
Le développement à l'épreuve des faits. Regards croisés au Brésil, en Inde et au Cambodge
Frédéric Bourdier..... 253

Chapitre 12
L'Occident et les paysages africains, une longue incompréhension
Georges Rossi 279

Chapitre 13
Politiques industrielles et formes spatiales du développement à Cebu (Philippines): vers une démarche modélisatrice
Philippe Schar, Véronique André-Lamat, Olivier Pissoat..... 295

Les Auteurs..... 311

Remerciements..... 315

AVANT-PROPOS

Dominique Soulancé

Il est des pays aux noms magiques qui, plus que d'autres, ont nourri l'imagination de notre adolescence. Pour certains ce fut l'Amérique, les îles Caraïbes ou celles du Pacifique Sud cachées derrière leurs barrières de corail…

En 1984, Philippe Schar, étudiant en géographie à l'Université de Bordeaux 3, reçoit une bourse pour préparer une thèse sous la direction de M. Guy Lasserre puis de M. Singaravelou. Ses pas le conduisent en Inde méridionale où il va passer une année parmi les villageois de Rangashipura dans les montagnes du Coorg au Karnataka. C'est à travers l'étude des régimes alimentaires et des niveaux de consommations nutritionnelles qu'il va apprécier l'impact des changements socioéconomiques récents et leurs retombées pour les familles, dans un type de développement rural reposant sur la conquête de nouveaux terroirs et le développement des cultures de plantation. Il soutient sa thèse « *Société, Agriculture et Alimentation en Inde méridionale : étude de Rangashipura* » en 1987. Elle sera publiée en 1992 sous le titre : « *Vivre et survivre en pays Coorg : agriculture et alimentation en Inde du Sud* ».

Son doctorat en poche, c'est une allocation postdoctorale qui le ramène en Inde, à Pondichéry puis à Coimbatore où il va s'installer avec sa femme Michelle et où il verra naître sa fille Adèle. Pendant deux ans, il travaille sur plusieurs programmes de recherches de l'Institut français de Pondichéry. Dans le taluk de Pollachi, il montre comment le développement de l'irrigation par puits a conduit à la mise en place d'une agriculture capitaliste s'accompagnant d'une aggravation des inégalités sociales et de la nécessité d'une diversification de l'économie rurale par l'industrialisation des campagnes.

En 1990, recruté par le CNRS, il est affecté au Centre de géographie tropicale de Bordeaux (CEGET). Quatre ans plus tard, dans le cadre d'une vaste réorganisation du Comité national du CNRS mettant l'accent sur l'interdisciplinarité, la section géographie disparaît et les géographes sont répartis entre les sections 31 et 39. Le CEGET est provisoirement rattaché à la section 39 avant d'être définitivement supprimé. Le CNRS décide de garder le bâtiment qui prend le nom de Maison des Suds et abrite plusieurs centres de recherches dont l'UMR REGARDS (unité mixte ORSTOM-CNRS), une partie de DYMSET (URA associant le CNRS à l'Institut de géographie) et du CEAN (Centre d'études d'Afrique noire, UMR associant le CNRS, l'IEP et l'Université de Bordeaux IV). C'est à l'UMR REGARDS (Recherches en économie, géographie et anthropologie sur les recompositions et le développement des Suds) que Philippe Schar poursuivra sa carrière et contribuera au renforcement de la recherche sur l'Asie. Les travaux de l'équipe sont destinés « à comprendre les mutations en cours, les recompositions et les enjeux du développement dans les pays des Suds, à favoriser les recherches interdisciplinaires et comparatives et à combiner les approches aux différents niveaux, du local à l'international, en passant par le national et le régional[1]».

Sa nouvelle destination géographique est la Thaïlande où il mène, avec la géographe Doryane Kermel-Torrès, le programme «*Approche sociale et spatiale des dynamiques liées à l'industrialisation : étude comparative entre le Nord, le Nord-Est et le Sud de la Thaïlande* ». Il s'installe à Bangkok de 1994 à 1997 et travaille avec des enseignants-chercheurs du CUSRI (Chulalongkorn University Research Institute), des universités de Chiang Mai, Khon Kaen, Prince of Songkhla et des chercheurs du CNRS et de l'IRD. Il s'intéresse aux notions d'espace et de territoire et plus particulièrement aux interactions entre politiques industrielles, entreprenariats publics et privés et dynamique du monde rural. La recherche s'attache à la mise en œuvre et aux effets des politiques de redéploiement spatial de l'activité industrielle vers les régions périphériques. La reconstitution des trajectoires des acteurs – producteurs ruraux, ouvriers et entrepreneurs industriels – et les raisons d'ordre économique et social qui justifient leurs décisions sont placées au cœur de l'analyse.

L'*Atlas de la Thaïlande* – qui paraît en version anglaise à Bangkok en 2004 et en version française en 2006 – est le fruit de la collaboration des

[1] HUETZ DE LEMPS A. Les géographes de Bordeaux et l'Outre-Mer, *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 200, octobre-décembre 1997.

chercheurs et techniciens de l'UMR REGARDS, de chercheurs d'autres laboratoires du CNRS, d'enseignants-chercheurs de l'INALCO, de l'INRETS et des universités thaïlandaises de Khon Kaen et de Songkhla. Il apporte une contribution nouvelle à la réflexion sur l'analyse de l'espace thaïlandais et est le résultat d'un projet qui a eu pour ambition de construire une image de la Thaïlande articulée aux dynamiques de son territoire et à son intégration dans le monde. L'unité de base pour la réalisation des cartes est la province mais quelques phénomènes sont étudiés à des échelles plus grandes (district) pour l'espace national thaïlandais. La mise en perspective de la Thaïlande dans son environnement régional – l'Asie orientale – et dans l'économie-monde amène à passer à une échelle plus petite. Des grandes questions guident cette étude. Quelle est la singularité de l'espace thaïlandais par rapport à d'autres espaces nationaux d'Asie orientale ? Quels sont les facteurs qui déterminent la distribution spatiale de la population et son évolution ? Quels sont les facteurs qui conditionnent la localisation des activités productives ? Quels sont les axes qui concentrent les principaux flux (de population, de commerce) ? Quelle est la contribution de l'Etat dans la réduction des inégalités spatiales ? Comment s'expriment dans l'espace les dynamiques internes aux régions ? Les réponses avancées sont de nature à permettre la définition des aires marginalisées et des aires potentielles de développement. Philippe Schar a participé activement à l'élaboration de cet Atlas dont il est l'auteur du chapitre sur l'agriculture ainsi que de nombreuses cartes et notices sur l'industrialisation.

Dans le cadre d'une extension géographique du programme de recherche sur les dynamiques liées à l'industrialisation en Thaïlande à d'autres régions d'Asie du Sud-Est, il noue des relations avec des chercheurs de la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres et du Culture Development and Environment Centre de l'Université du Sussex à Brighton, en décembre 2000. Le travail de Philippe Schar prend une nouvelle tournure : il élargit les horizons du local afin de développer *in fine* une approche comparative. Celle-ci constitue à la fois l'aboutissement de ses recherches et un de leurs enjeux majeurs.

Ainsi, c'est aux Philippines, dans la région de Cebu que le conduit son voyage suivant. En 2001, il poursuit ses travaux sur la durabilité socioéconomique des politiques d'industrialisation périphériques en Asie du Sud-Est à travers un programme de recherches « *Emergence d'espaces industriels périphériques : Compétitivité régionale, intervention publique, organisation spatiale et mobilités*», en collaboration avec Elizabeth M. Remedio du Social Sciences Research Center de l'Université San Carlos à Cebu. La démarche innovante prend en compte les réponses locales aux

stratégies spatiales des firmes, les effets et les impacts de politiques publiques d'accompagnement du développement industriel, en termes de structuration de l'espace et les processus de métropolisation. La mise en perspective des résultats obtenus a permis d'analyser la nature et les formes prises par le redéploiement spatial de l'activité industrielle dans les pays d'Asie du Sud et du Sud-Est, d'évaluer les impacts des différentes politiques de décentralisation industrielle et l'efficacité des processus d'intégration économique des régions périphériques.

La création en 2003 d'ADES, Unité Mixte de Recherche (UMR 5185) du CNRS, des Universités Michel de Montaigne Bordeaux 3 et Victor Segalen Bordeaux 2, a vu le regroupement en une seule structure des centres de recherches à vocation ultra-marine, REGARDS, DYMSET et SSD travaillant dans les domaines de la géographie, de l'anthropologie et de la santé. Philippe Schar y joue alors un rôle essentiel en qualité de responsable scientifique d'une équipe de recherche – TEMPOS (une trentaine de chercheurs et enseignants-chercheurs) et de l'axe de recherche intitulé : *Action publique, développement local et durabilité des systèmes socio-spatiaux*. Un des responsables du centre reconnaîtra que « Ces tâches l'absorbent beaucoup et c'est avec énormément d'implication, de sens de la gestion des ressources humaines qu'il les accomplit. En tant que spécialiste de l'Asie du Sud, il a assumé cette année la préparation d'un numéro des Annales de Géographie sur les nouveaux territoires de l'économie. Il poursuit, sur cette question, des travaux plus précis sur les Philippines et construit une méthode d'évaluation des interventions d'observation du développement durable en Guinée… Collaborateur et animateur de premier ordre, chercheur exigeant, très présent, il est aussi très impliqué dans l'encadrement des ITA, jeunes chercheurs…»[2].

C'est ainsi que ses dernières missions auront lieu sur un autre continent : l'Afrique – au Fouta−Djalon et en Guinée Maritime (2006 et 2008). C'est avec beaucoup de plaisir et de passion qu'il participe au programme de Georges Rossi « *Mise en œuvre de politiques de développement décentralisé et évaluation de l'action publique en Guinée* », en partenariat avec l'Observatoire national des régions de Guinée (ministère guinéen de la Décentralisation) et financé par l'Agence française de développement et la Banque mondiale. Il est en outre animé par une volonté de se pencher sur des questions importantes qui surgissent dans le monde contemporain. Sa position de scientifique s'affirme en ce point : toute recherche doit contenir

[2]DI MEO G. Compte-rendu annuel d'activité des chercheurs du CNRS, année 2006-2007.

une part d'utilité et servir à l'amélioration des conditions de vie des populations. Mu par cette conviction, son implication dans le programme africain concerne principalement l'analyse des politiques de développement décentralisé au travers du suivi et de l'évaluation des projets locaux de développement. Il élabore, à la demande de la Banque mondiale, un outil méthodologique qui permet de suivre les impacts sociaux, économiques et environnementaux des actions locales de développement. Le suivi et l'évaluation des actions reposent sur un système multithématique – biodiversité, systèmes d'activités, pauvreté – qui tente de prendre en compte des indicateurs, quantitatifs et qualitatifs, jugés pertinents aussi bien par les bailleurs et les opérateurs que par les populations locales. Il définit des indicateurs d'impacts co-validés par les différents acteurs et portant sur l'état et l'évaluation des écosystèmes, le fonctionnement des systèmes d'activité, la situation économique et sociale des ménages, les logiques d'accès aux ressources pour un échantillon de quatre Communautés rurales de développement (CRD) dans le Fouta-Djalon. L'objectif est de mettre en place des instruments permettant la prise en compte dans l'action d'aide au développement, des choix et des visions des acteurs locaux à côté de ceux des acteurs nationaux ou internationaux.

En dehors de ses activités de recherche et d'organisation de son centre de rattachement, Philippe Schar a dispensé des cours de géographie en Master 2 (UFR de géographie) et en Gestion du développement et de l'action humanitaire (IUT) à l'Université de Bordeaux 3. Ses enseignements, enrichis par ses expériences de terrain, ont porté sur les questions du développement en Asie du Sud et du Sud-Est ainsi que sur les systèmes productifs localisés et le développement territorial durable.

Courtois avec son voisinage, attentionné pour ses proches, rigoureux, solitaire mais pas égoïste « pour deux sous », passionné, perfectionniste et pointilleux, il a trouvé sa place sans déranger ou empiéter sur celle des autres. Agacé, Philippe Schar l'aurait été par un hommage dithyrambique. Aussi nous avons choisi de terminer cette courte préface par un portrait chinois tout simplement.

Si tu étais...
Une couleur ? Le gris
Un animal ? Un chat
Un vêtement ? Un pull vert
Un arbre ? Un bonzaï
Un objet ? Un ordinateur ou un appareil photo
Un personnage de fiction ? Zoelindra
Une ville ? La nuit
Un livre ? *Les vrais durs ne dansent pas*, de Norman Mailer
Un auteur ? James Lee Burke
Une série TV ? *L'Inspecteur Barnaby*
Un lieu ? Une cabane dans la forêt
Une boisson ? Un café
Un péché capital ? Une cigarette
Un plat ? Un carry bien épicé
Une friandise ? Des fraises Tagada
Un élément ? L'eau
Un bruit ? Le bruit des vagues
Une femme ? Ta grand-mère
Un p'tit bonheur de la vie quotidienne ? Boire un verre avec tes meilleurs potes
Un mot ? Perfectionniste
Une expression ? On récolte ce qu'on sème
Un proverbe indien ? Si tu veux qu'on t'entende, crie. Si tu veux qu'on t'écoute, chuchote
Une qualité ? La fidélité
Un défaut ? Tatillon
Un point fort ? Combatif
Un point faible ? Trop discret

« La seule chose dont on soit sûr, en ce qui concerne l'avenir, c'est qu'il n'est jamais conforme à nos prévisions » (Jean Dutourd).

INTRODUCTION
AU PARCOURS DE PHILIPPE SCHAR

Frédéric Bourdier

En octobre 2011, je rencontrais dans la petite ville de Snoul (capitale d'un district de la province de Mondolkiri au nord-est du Cambodge), un groupe de cinq investisseurs tamouls originaires de la ville de Coimbatore en Inde méridionale. Conduits par des agents nationaux agissant en tant que porte-parole des ministères de l'Agriculture et de l'Environnement, l'objectif de leur périple, commencé au Vietnam et allant s'achever en Malaisie, consistait à acheter de vastes portions de terrain après avoir constitué une coentreprise remplissant les modalités d'une joint-venture. Les négociations conclues, ils commenceraient sans tarder à promouvoir une agriculture organique. Connaissant pour y avoir vécu leur lieu d'origine, je tentais d'en savoir d'avantage sur leurs motivations. Ils m'expliquèrent alors les mobiles qui les animaient. En raison de la pression démographique, de la pauvreté des sols érodés, de la rareté de l'eau et des terres agricoles saturées, ils entendaient diversifier leurs activités en mettant en valeur une agriculture organique qui leur apparaissait plus qu'un simple débouché économique. C'était également une vertu, dotée d'une philosophie constructive de la vie, qu'ils ne pouvaient malheureusement encourager dans leur pays.

Fait remarquable, leur trajectoire s'inscrivait dans le prolongement de ces entrepreneurs dynamiques que Philippe Schar accompagna lors de ses recherches entre 1988 et 1991. Leur demandant leur origine sociale, ils me confirmèrent ce que je subodorais, à savoir qu'ils appartenaient à la *jati* (sous-caste) des Naidu Gowder d'origine télugu, une communauté ayant migré il y a environ deux cents ans dans la plaine nord-ouest du Tamil Nadu. Loin d'être une anecdote, la coïncidence de cette rencontre avec les membres d'un groupe social de paysans-entrepreneurs réputés pour leur dynamisme révélait la logique de leur trajectoire. Le prolongement de cette

dernière résidait dans la volonté de diversification d'activités rurales au départ concentrées sur l'agriculture traditionnelle du coton, du riz et de la canne à sucre, mais rapidement destinées à recouvrir d'autres secteurs innovants comme la micro-industrie, la petite mécanique et de nouvelles pratiques culturales.

L'auteur auquel est dédié ce livre avait déjà pressenti, puis décrit et analysé ce qui allait presque devenir une évidence spatiale et sociale deux décennies plus tard : un monde rural non plus ancré dans des rapports de castes impérissables ni étreint par une mise en valeur de l'espace qui remonte à la nuit des temps, mais un espace investi qui, bien que chargé d'histoire, fait preuve d'indéniables témoignages d'adaptabilité attestant la vitalité d'une frange de la population locale. Cette frange entend rester rurale mais elle sait composer avec les politiques, pénétrer les arcanes financiers et naviguer allègrement dans les parcours sinueux des villes. Elle souhaite également imprimer de son sceau une façon originale, parfois alternative, de concevoir le rapport au monde ainsi que sa façon d'envisager l'économie moderne. Plusieurs écrits de Philippe Schar, dont une partie a été sélectionnée pour l'édition de ce livre, nous permettent de suivre ce phénomène, et plus particulièrement ce qu'il convient d'appeler la *métamorphose du monde rural* : un monde non pas seulement en mutation, comme une rhétorique classique serait tentée de le dépeindre, mais un univers remarquablement créatif, flexible, échangiste et s'ouvrant sur d'autres parties du globe, à l'instar de ces Naidu Gowder rencontrés par l'auteur de ces lignes en Asie du Sud-Est.

Le propos de ce livre vise à retracer l'itinéraire scientifique du géographe Philippe Schar. Il examine parallèlement certaines des influences qu'il développa et qui continuent d'exercer sur des chercheurs appartenant à des disciplines différentes (économie, anthropologie, géographie, sciences politiques). Méthodologiquement parlant, retracer ici son itinéraire scientifique revient à relater, étape par étape, le devenir d'une société rurale qui, tout en s'émancipant de certains rapports conventionnels et traditionnalistes régissant les relations entre les hommes et la nature, a su se montrer attentive à la réussite individuelle et sociale, tout en s'inquiétant identiquement du bien-être d'autres populations, comme celles du Vietnam, du Cambodge et de la Malaisie. Telle est du moins l'image véhiculée par ces hommes qui se présentent en ambassadeurs de leur pays en se faisant les promoteurs d'une agriculture innovatrice au Vietnam et au Cambodge. Des hommes que Philippe Schar n'a pas eu l'occasion de connaître mais dont il avait présagé l'existence.

Suivant pas à pas, pourrait-on dire, les métamorphoses qui surgissent très rapidement en milieu rural, il oriente ses recherches – d'abord en Inde méridionale puis en Thaïlande, aux Philippines et en Guinée occidentale – en fonction du devenir des sociétés sur lesquelles il se penche. Il n'est à aucun moment question de quête de modèle, seulement une mise en perspective dans des contextes variés, à partir desquels une comparaison pourrait toutefois s'effectuer. Force est de reconnaître aussi en lui, en tout honneur, un côté pragmatique qu'il justifiait souvent en affirmant – exemples à l'appui – qu'un sujet d'étude pertinent devait avant tout rendre compte des mécanismes permettant de saisir les moments clés du développement socioéconomique. Sa réflexion, dont il faudrait des pages pour dégager toute la richesse, la nuance et la complexité, nous convainc aussi de l'arbitraire de la distinction encore trop manichéenne que l'on peut se faire entre milieu rural et milieu urbain, alors que le second est vivifié par le rayonnement du premier et, qu'inversement, ce dernier reçoit l'impulsion de la multiplicité des réseaux socio-spatiaux qui procurent une assise à la pluralité des développements locaux. Témoin en est l'essor remarquable d'une région au nord-est du pays Tamoul pourtant mal desservie quant aux conditions climatiques (climat de type soudano-sahélien) et édaphiques (dégradation, salinisation, pauvreté des sols, baisse inquiétante de la nappe phréatique) mais qui rivalise avec les plus grands pôles de développement agro-industriels de tout le sous-continent indien. Enfin ce qui est donné à saisir dans un espace restreint comme la région de Coimbatore incite à recadrer la façon d'anticiper le processus de développement rural à l'œuvre en d'autres lieux.

Ce livre est divisé en deux parties. La première regroupe six écrits publiés en France et à l'étranger entre 1987 et 2008. Hormis le premier chapitre qui offre un condensé de la thèse de doctorat, il se compose, pour l'essentiel, d'articles, de comptes rendus et de rapports de mission qui ne figurent dans aucun autre ouvrage existant sur Philippe Schar. Il est à noter que la réflexion scientifique autour des écrits présentés dans cet ouvrage ouvre la porte à une pensée qui alimenta débats et discussions lors de plusieurs colloques et séminaires. La sélection de ces écrits est en conséquence une invitation à découvrir ailleurs ceux qui ne figurent pas ici. Afin de ne pas imposer un quelconque parti pris au sens ou à l'orientation des textes, il a été adopté un ordre exclusivement chronologique. Par commodité, cet ordre chronologique procède suivant la date de parution et non selon la date – connue ou présumée – de rédaction. Il en va de même pour les interventions des autres intervenants qui sont classées en fonction des pays investis. Un classement thématique aurait peut-être eu l'avantage de s'inscrire dans la lignée d'un recueil reflétant les options théoriques et

méthodologiques de l'auteur, mais il aurait eu le désavantage plus conséquent de faire croire à la reconstitution d'un quelconque livre « sur » Philippe Schar ou dont lui-même aurait eu le projet. Ce qui n'est évidemment pas le cas.

Le présent recueil vise ainsi à rendre disponibles des textes maintenant difficilement accessibles, dispersés dans des revues, des ouvrages collectifs ou encore dans des rapports internes pour des agences internationales de développement. Avec cet ensemble, nous avons inclus ensuite, et ceci représente la seconde partie de ce livre, des textes le plus souvent inédits de chercheurs ayant travaillé en collaboration avec Philippe Schar. Les auteurs conviés à participer à une réflexion sur son travail eurent le loisir soit de commenter et revoir sous un jour nouveau des passages clés de ses écrits, soit de montrer l'articulation de leurs recherches avec celles de l'auteur, soit encore d'envisager les implications théoriques et méthodologiques dont ils bénéficièrent mais parfois aussi critiquèrent certains aspects.

Frédéric Landy entreprend de relire le livre de Philippe Schar « *Vivre et survivre en pays Coorg – Inde du Sud* » à la lumière de ses recherches sur la politique alimentaire de l'Inde et s'interroge : cette solide étude de terrain menée dans une zone montagneuse du Karnataka confirme-t-elle la situation délicate de l'Inde en matière nutritive ? Le Système de distribution publique qui théoriquement irrigue tout le pays par des flux de grains et de sucre subventionnés concernait-il alors la région ? Il se demande *in fine* quelle était la perspective de l'auteur à l'époque, et si elle se trouvait novatrice – ou décalée – par rapport aux approches dominantes.

Keshab Das et Tara S. Nair débattent ensuite de l'importance de la micro et de la petite entreprise en Inde, un thème qui attira très tôt l'attention de Philippe Schar. Génératrices d'emplois locaux, facteurs de stabilité au niveau de la région, pourvoyeuses de flexibilité et propices à l'aménagement du travail près du domicile, la micro et la petite entreprise ont fortement contribué à la croissance économique des zones rurales ainsi que des petites et moyennes villes qui sont à proximité. Les auteurs montrent toutefois qu'il ne s'agit pas d'initiatives privées ou individuelles : l'Etat et les gouvernements locaux ont toujours encouragé cet essor par le truchement d'aides à la création d'entreprises et de primes diverses. Il n'empêche que le développement de ces activités ont leur revers, que ce soit en termes de coûts sociaux (rapport de genre, discrimination de caste, travail d'enfants) et environnementaux (pollution de l'eau et de l'air, dégradation des écosystèmes locaux).

Jean-Marc Quitté, quant à lui, part de sa rencontre initiale avec Philippe Schar avant sa première étude en Inde du Sud dans le cadre d'un Master de géographie. Ce jeune chercheur géographe pose un regard sur les outils conceptuels qui le conduisent aujourd'hui à poursuivre ses recherches sur l'agriculture, dans le champ des proximités géographiques et organisées, considérant que les circuits courts sont peut-être la solution pour un modèle d'agriculture durable. Il renforce son analyse en mettant en perspective les dynamiques à l'œuvre en Inde méridionale et dans le Sud-Ouest de la France.

Michel Bruneau, dont les problématiques de recherches en Thaïlande coïncident en certains points avec celles de Philippe Schar, envisage une approche diachronique sur les politiques de développement soumises à l'épreuve du temps au sein de deux villages du nord de la Thaïlande (1970-2006) dans lesquels politiques publiques, ONG, notions de développement durable et de transition agraire seraient utilisées.

Dans un chapitre qui interroge les politiques de développement initiées de l'extérieur et négociées de l'intérieur, Frédéric Bourdier s'interroge sur les « effets » de certaines pratiques de développement tenant très peu compte, voire pas du tout, des logiques et des aspirations des populations locales, en dépit des ressources humaines mobilisées, de la manne financière disponible et des volontés « compréhensives » initiales affichées. Tout en se référant à la pensée théorique sur le développement mise en avant par Philippe Schar, il émet l'hypothèse qu'*a contrario* un « bon projet » d'aide aux populations consiste très peu à apporter quelque chose de significatif et de bénéfique aux communautés concernées. Pire encore, trop d'organismes de développement, y compris des ONG internationales, agissent comme les postes d'avant-garde de la mondialisation. Il est probable, conclut-il, que la réussite de projets en termes d'implantation, de suivi et d'évaluation, ne soit à rechercher ailleurs que dans l'autoréalisation. Un des objectifs latents serait par ailleurs de participer à l'ordre d'un monde guidé par une pensée néolibérale, tout en s'assurant de la pérennité de l'institution de développement intervenante et des membres qui la composent.

Georges Rossi dont les travaux récents portent l'attention entre le développement durable et le risque d'un nouvel impérialisme par le truchement de la protection de la « nature », poursuit cette réflexion et s'interroge sur la nature ambiguë des liens entre scientifiques et opérateurs. En filigrane se pose la question de savoir sur quoi repose l'union partenariale, chaque fois renégociée. Suite aux multiples interventions du chercheur en Guinée et dans d'autres pays du Sud, il se propose d'analyser, à

partir d'exemples très précis, la nature de la demande des organisations internationales et/ou des agences publiques auprès des chercheurs en sciences sociales (attentes, représentations, obstacles, répercussions attendues) ainsi que les négociations mutuelles qui se dégagent en ce domaine.

Ayant travaillé étroitement avec Philippe Schar, Véronique André-Lamat et Olivier Pissoat achèvent un article entamé par le géographe, à l'aide des quelques données complémentaires dont ils disposent, notamment celles qui autorisent la production de cartes. Dans un contexte où l'Etat philippin doit faire face à un dilemme classique – privilégier la croissance nationale ou favoriser un rééquilibrage socio-spatial du territoire – l'intention de ce dernier chapitre est de montrer les processus historiques de l'émergence de Cebu en tant que métropole secondaire de l'espace philippin, en s'appuyant sur l'analyse des politiques publiques industrielles et en mobilisant une approche cartographique visant à poser les pierres d'une démarche modélisatrice des dynamiques en cours.

Parti de l'alimentation dans une région reculée des montagnes de l'Inde méridionale pour arriver finalement à cerner les conditions ayant permis l'émergence d'un pôle de développement industriel aux Philippines, celui à qui est dédié ce livre nous offre matière à penser le développement endogène sous des formes et des conditions aussi diversifiées que complémentaires. Une telle démarche n'est pas le reflet d'une dispersion à vau-l'eau en fonction de thèmes qui apparaissent au gré des rencontres de terrain. Elle témoigne au contraire d'une cohérence et d'une rigueur scientifique soucieuse de rendre compte de l'existence de traits saillants et d'un projet ambitionnant l'identification de variants et d'invariants au sein d'un même système, tout en s'intéressant à la place que ces éléments occupent au sein de cet ensemble. C'était aussi une façon de suivre l'évolution des sociétés avec des outils chaque fois méticuleusement affutés. Des pistes ont été tracées. A nous de les faire fructifier.

CHAPITRE 1

AGRICULTURE, ALIMENTATION ET BILAN NUTRITIONNEL DANS LE PAYS COORG EN INDE MERIDIONALE[1]

Philippe Schar

Le présent travail a pour objet d'évaluer les rapports entre niveau de vie, structures sociales et nutrition. L'analyse proposée est l'aboutissement d'une enquête fine sur les rapports entre l'agriculture et l'alimentation dans le sud de la péninsule indienne. Les données furent récoltées de première main. Je passais 12 mois (février 1984 – février 1985) à Rangashipura, un petit village où habitaient jadis des populations tribales mais qui était à l'époque de ma venue en plein développement agricole. Localisé près de la forêt, sa population était alors composée de 192 foyers.

Remarques méthodologiques

Afin d'apprécier l'impact des changements socioéconomiques récents et les retombées, au niveau des familles, d'un type de développement rural reposant sur la conquête de nouveaux territoires et le développement de cultures de plantation, nous avons choisi de privilégier l'étude des régimes alimentaires et des niveaux de consommations nutritionnelles, ces indicateurs étant, plus que tout autres, révélateurs de la qualité de l'existence de chacun. Ce travail ne pouvait se faire qu'en ayant une parfaite

[1]Ce chapitre reproduit fidèlement des passages de la thèse de Philippe Schar sur l'alimentation en pays Coorg. Leur sélection a été réalisée sous la responsabilité de Frédéric Bourdier, sans consultation avec l'auteur.

connaissance du milieu économique et social. Nous ne présentons pas cet aspect pourtant fondamental de la recherche ici mais renvoyons le lecteur intéressé au livre publié en 1992[2]. Ce travail ne pouvait se faire qu'en ayant une connaissance intime du milieu social et économique, et limiter cette étude à un seul village présentait l'avantage de mettre au premier plan les interactions entre les différentes composantes de la vie, en évitant les généralisations estompant le facteur humain. Le village retenu regroupait un ensemble multicastes, d'un millier de personnes environ, et nous permettait ainsi de travailler sur des échantillons de populations suffisamment représentatifs.

Classification économique des ménages

Afin d'établir une classification économique des ménages de Rangashipura, nous avons converti en roupies la valeur de chaque source de revenu que nous avons pu estimer, que ces revenus soient en espèces ou en nature. En ce qui concerne les revenus issus de l'exploitation des terres agricoles, nous nous sommes fondés sur les profits théoriques dégagés par les différents types de cultures tels qu'ils ont été exposés dans le troisième chapitre. Nous avons éventuellement ajouté, à ce total, les revenus en espèces perçus par les différents membres des familles : salaires des ouvriers agricoles, rentes envoyées par les fils travaillant à l'extérieur du district, allocations gouvernementales… Les revenus en nature ont été convertis en roupies (monnaie locale) en prenant pour base la valeur marchande (dans le village) des produits concernés.

Le revenu total calculé pour les 192 foyers de Rangashipura a été divisé par le nombre d'unités-consommateur (u.c.) composant les différentes familles afin d'obtenir, pour chacune d'entre-elles, un revenu moyen indépendant de sa taille et de sa composition[3]. Les 192 foyers de Rangashipura ont été répartis, en fonction du revenu annuel par u.c., en quatre catégories économiques :

- *Catégorie économique supérieure* (catégorie I) : 8 familles ayant un revenu supérieur à 10 000 roupies par u.c. et par an, c'est-à-dire les familles des plus grands propriétaires du village ;

[2]SCHAR Ph. (1992) – *Vivre et survivre en pays Coorg*. Bordeaux, CEGET Espaces Tropicaux, 224 p.

[3] Le concept d'unité-consommateur est fondé sur les besoins caloriques des individus tels qu'ils ont été définis par l'*Indian Council of Medical Research* (ICMR). Ces besoins varient en fonction de l'âge, du sexe et de l'activité. Une unité-consommateur équivaut à un homme adulte moyen en ce qui concerne la taille et le poids, exerçant une activité physique modérée.

- *Catégorie économique moyenne supérieure* (catégorie II) : 24 familles ayant un revenu compris entre 2 500 et 8 000 roupies par u.c. et par an. Elle regroupe la majorité des moyens propriétaires possédant rizières irriguées et petites plantations de café auxquels s'ajoutent quelques commerçants importants ;

- *Catégorie économique moyenne inférieure* (catégorie III) : 74 familles, essentiellement des familles de petits propriétaires exploitant 0,8 à 1,2 ha de rizières irriguées et quelques artisans et fonctionnaires. Le revenu de ces ménages varie entre 1 500 et 2 490 roupies par u.c. et par an ;

- *Catégorie économique inférieure* (catégorie IV) : 86 familles soit 44,8 % du nombre total des foyers résidant à Rangashipura ont été réparties dans la catégorie économique défavorisée. Ce groupe rassemble essentiellement des petits exploitants, des micro-exploitants et des ouvriers agricoles. La grande majorité des personnes vivant dans les deux Colonies gouvernementales, à l'exception de 3 familles de Kabiné Gaddé et de 7 familles de la Colonie Paisari, appartient à cette catégorie. Le revenu de ces foyers est compris entre 600 et 1 490 roupies par u.c. et par an, c'est-à-dire, des foyers situés aux alentours du seuil de pauvreté.

Vingt-cinq familles (13 % du nombre total des foyers) ont été choisies dans l'ensemble des quatre catégories économiques afin d'évaluer les niveaux de consommation alimentaire de la population villageoise. L'échantillon est composé de trois familles de la catégorie I. Cette sur-représentativité des ménages situés au sommet de l'échelle économique est apparue nécessaire. Il est préférable, dans ce type d'enquête, d'inclure les familles les plus riches et les plus puissantes du village dans l'échantillon étudié si l'on veut obtenir une bonne coopération des autres ménages choisis : une mère de famille acceptera plus facilement que l'on pèse la nourriture qu'elle cuisine si elle sait que le chef du village ou un autre personnage important prête son concours à ce type d'enquête. Quatre familles ont été retenues dans la catégorie II, huit de la catégorie III, et dix de la catégorie IV. Ces familles peuvent être considérées comme représentatives de leur catégorie respective. Nous avons essayé d'avoir un éventail de castes le plus large possible tout en prenant en compte les différents types de revenus, la taille et l'origine géographique de chaque famille.

Déroulement de l'enquête alimentaire

Les consommations alimentaires des foyers composant l'échantillon ont été établies en pesant quotidiennement la nourriture crue utilisée pour la préparation des différents repas et en prenant soin de faire abstraction des déchets (peau des légumes par exemple) afin de connaître avec précision les quantités utilisées. Il est nécessaire, pour le bon déroulement de l'enquête, que l'objet de l'étude soit clairement exposé aux familles concernées et plus particulièrement à la maîtresse de maison qui doit donner son accord pour la durée totale de l'investigation.

Les pesées ont été effectuées, dans chaque ménage, pendant 3 à 5 jours consécutifs ce qui a permis d'éliminer l'impact de repas exceptionnels. Il a été également nécessaire d'exclure les repas pris lors des jours de fête où les types et les quantités de nourriture sont généralement très différents de ceux utilisés pour la confection de repas ordinaires.

Cette méthode de pesées directes implique un grand investissement en temps de l'enquêteur. Plusieurs visites par jour sont obligatoires dans chaque famille, au moins une avant la préparation des principaux repas, et il s'avère impossible de suivre quotidiennement la consommation alimentaire dans plus de deux ou trois foyers. Pour minimiser le problème, ce procédé a été combiné avec une méthode de pesées indirectes qui consiste de demander à la mère de famille d'énumérer les quantités d'aliments utilisées pour les différentes préparations du jour précédent. Ceci nécessite une bonne connaissance des habitudes alimentaires prévalant dans la famille suivie, l'étalonnage de toutes les mesures utilisées par la cuisinière (récipients utilisés pour mesurer les quantités de riz ou de légumes secs mis à cuire…), et l'estimation du poids de certains ingrédients achetés dans les boutiques (bottes de légumes, fruits vendus à la pièce…).

Les résultats obtenus quotidiennement ont été complétés par un questionnaire concernant l'origine des produits consommés (achat et prix d'achat ou production, cueillette, don…), la nourriture éventuellement prise par chaque membre du foyer en dehors des repas familiaux (snacks, thés), le nombre de personnes ayant partagé chaque repas et leur âge respectif ainsi que certaines particularités comme la présence de femmes enceintes ou allaitant des nouveau-nés.

Nous avons procédé à trois séries de pesées pendant 3 à 5 jours consécutifs afin d'essayer de percevoir l'impact des variations saisonnières. La première série a eu lieu en mai et juin, la seconde en octobre et la troisième en janvier, ce qui a permis de couvrir approximativement le cycle annuel. Une quatrième série de pesées aurait, semble-t-il, été profitable.

Nous y avons renoncé devant le manque de temps et la lassitude grandissante des familles concernées.

Il est clair que la situation alimentaire des individus est directement liée à leur condition économique mais il faut garder en mémoire le fait que la nourriture s'inscrit dans un contexte socioculturel et religieux précis ayant une incidence importante tant sur les habitudes alimentaires de la population que sur la composition quantitative et qualitative de la ration alimentaire des individus. Dans le but de dégager les principales implications de cette réalité, nous avons questionné pratiquement l'ensemble des foyers de Rangashipura sur le nombre et le type de repas pris quotidiennement, l'ordre préférentiel des différentes céréales disponibles dans le village, les types de céréales employées, leur mode de préparation et les raisons de ces choix, la fréquence de consommation des différents produits d'origine animale, l'ordre préférentiel des différentes viandes disponibles… Cette enquête a été complétée par des entretiens menés auprès d'un éventail de familles plus restreint concernant la fréquence des repas de fête, les interdits et les obligations alimentaires d'ordre religieux, les tabous alimentaires, les croyances populaires relatives à la nourriture, les rapports nourriture/santé, les régimes alimentaires conseillés aux femmes pendant la grossesse et l'allaitement, la durée de l'allaitement, le régime alimentaire des enfants pendant le sevrage… Les réponses obtenues laissent apparaître des différences assez sensibles entre les familles, liées à leur appartenance à certains groupes sociaux ou économiques, à leur niveau d'éducation, ou encore, à leur origine géographique.

Contexte socioculturel de l'alimentation

Nourriture, pollution et commensalité

Les notions de pureté et pollution, fondement de l'idéologie sanskritique et la base de la hiérarchisation de la société hindoue, conduisent à un ensemble de règles variées relatives à la nourriture. La nourriture peut être un puissant agent de pollution puisqu'elle est ingérée et devient partie intégrante de celui qui l'absorbe ; il s'agit d'une pollution interne que l'on ne peut supprimer par un moyen physique comme le bain. Encore faut-il faire des distinctions en fonction du type de nourriture considéré. La nourriture

crue paraît insensible à l'impureté alors que la nourriture cuite est particulièrement vulnérable[4].

Dans un premier temps, il faut protéger la cuisine de toutes les formes de contact impur. Son accès est réservé aux membres de la famille et du groupe endogame et aux membres des castes ayant un statut équivalent ou supérieur. Le cuisinier doit avoir un statut rituel égal ou supérieur à celui du dîneur. La femme ayant ses règles s'abstient donc, au moins très généralement, de la préparation des repas. Le dîneur doit, également, être rituellement pur. Chez les Brahmanes orthodoxes, après avoir pris un bain, il mange le buste nu, dans une partie retirée de la maison, à l'abri des regards impurs.

On mange avec les doigts de la main droite (la main gauche est réservée aux déchets impurs par définition), et comme dans tout le reste de l'Inde, la salive, émission organique du corps, est considérée comme une matière particulièrement polluante. De ce fait, on boit sans toucher le verre de ses lèvres, on mange une banane en coupant des morceaux à l'aide de sa main droite mais sans porter le fruit à sa bouche…, et les restes de nourriture servie au cours du repas sont jetés. Bien sûr, ces différentes règles s'appliquent d'autant plus strictement que l'on s'élève dans la hiérarchie rituelle.

Vu l'extrême vulnérabilité de la nourriture vis-à-vis de l'impureté, il n'est pas surprenant qu'elle ne puisse être facilement transmise d'une caste à l'autre. Lorsqu'on parle de commensalité entre personnes cela signifie que ces personnes ou ces groupes de personnes se reconnaissent un statut rituel équivalent. Généralement, on accepte de la nourriture de sa propre caste, ou d'une caste de statut équivalent ou supérieur. Cette acceptation dépend de plusieurs facteurs notamment du type de nourriture considérée, du rang du cuisinier et du lieu où la préparation a été faite (dans un temple ou une habitation).

La nourriture crue, insensible à l'impureté, peut être transférée d'une caste à l'autre sans restriction et convient parfaitement, par exemple, pour rétribuer un prêtre qui a effectué un service rituel dans une caste inférieure à la sienne. Parmi les nourritures cuites, on distingue la nourriture « ordinaire », dite *kacca* et la nourriture « parfaite », dite *pakka*. La première, nourriture quotidienne généralement faite à base de céréales et de légumes bouillis, est particulièrement sensible à l'impureté. Elle n'est destinée, en règle générale, qu'aux membres de la caste et aux serviteurs de rang inférieur. A l'opposé, la nourriture *pakka* est beaucoup moins

[4] Voir les écrits classiques de Louis Dumont.

vulnérable car préparée à l'aide de produits dérivés de la vache, animal sacralisé. La nourriture *pakka* convient donc aux repas de fête qui sont, à dire vrai, les seules occasions où les groupes de statut différents sont rassemblés.

A Rangashipura, le partage de la nourriture se fait dans un éventail de castes beaucoup plus large que la rigueur des règles ne pourrait le laisser croire. Les implications des notions de pureté et de statut ne semblent respectées que lors du partage du *pakka* que l'on qualifiera de « religieux », c'est-à-dire la nourriture servie lors des cérémonies religieuses se déroulant selon un mode sanskritique telles que la fête annuelle du temple ou les fêtes religieuses semi-privées offertes par des personnes de castes moyennes et supérieures en l'honneur d'une divinité familiale sanskritique. Nous prendrons, comme exemple, une fête offerte par une famille gowda, propriétaire d'une exploitation rizicole de taille moyenne. La cérémonie réunit les parents, les proches, les voisins et les ouvriers agricoles travaillant régulièrement pour la famille organisatrice ou vivant à proximité, soit au total une soixantaine de personnes. La nourriture servie est une nourriture *pakka* préparée à base de *ghi* et de lait par le prêtre brahmane qui a célébré la *puja*. Lors du repas, les invités, assis en cercle à même le sol, mangent sur des feuilles de bananier ; les femmes, les hommes et les enfants étant regroupés légèrement à l'écart les uns des autres. Trois services sont organisés afin de ménager la susceptibilité de chaque convive. Le premier rassemble les invités appartenant aux castes supérieures (Gowdas, Okkaligas, Kodagas et un Lingayat) ; le dernier regroupe les membres de la famille et les ouvriers agricoles hors castes. Le fait qu'il y ait beaucoup moins de monde que lors des services précédents permet aux Kurubas d'être placés à une distance respectable de leurs employeurs.

Le second type de nourriture de fête, qui pourrait être qualifiée de *pakka* « gastronomique », correspond à la nourriture servie par toutes les familles non-végétariennes lors des mariages, des cérémonies de deuil, des cérémonies offertes aux divinités dravidiennes et des principales fêtes kodagas, c'est-à-dire la majorité des occasions où plusieurs personnes de statut différent sont appelées à partager le même repas. Ces repas se composent en partie de nourriture *pakka*, en partie de nourriture faite à base de viande, et sont fréquemment arrosés d'alcool. A titre d'exemple, citons le menu proposé lors du mariage du fils d'un petit propriétaire de caste Gowda :

- *paysam* (bouillie à base de pois, de *ghi*, de riz et de *jaggery*) ;
- riz frit au *ghi* et salade de carottes râpées au lait caillé ;

• riz blanc bouilli et *sambar* (sauce de légumes bouillis, pois) ;
et *carry* de porc ;
et *carry* de mouton.

Une dizaine de bouteilles d'*arack* distillé localement sont mises à la disposition des amateurs en guise d'apéritif. Des représentants de pratiquement toutes les familles du village assistent à la cérémonie mais les Lingayats présents se retirent avant le repas qui réunit environ 250 personnes. Cinq services sont nécessaires. Contrairement à l'exemple précédant, on ne peut pas dire, dans ce cas, que les notions de hiérarchie rituelle soient à la base de l'organisation des différents services. En fait, lors des trois premiers services, Kodagas, Gowdas, Okkaligas et castes d'artisans se retrouvent sans distinction de statut, le seul critère de sélection semblant être la rapidité qu'ont les invités à s'asseoir devant une feuille de bananier. Le quatrième service est composé de quelques propriétaires castés et d'une majorité d'*Harijans* et de *Girijans*. Ces propriétaires, n'ayant pas eu la possibilité de manger plus tôt, se regroupent un peu à l'écart et prennent leur repas en compagnie de personnes de statuts nettement inférieurs[5]. Le dernier service réunit des ouvriers agricoles hors castes et des musiciens *harijans* (nom donné pour les groupes hors-castes) engagés pour animer la journée.

Les cérémonies de ce type sont des cérémonies joyeuses qui se déroulent en dehors de la présence des Brahmanes et des Lingayats, suivant un mode bien souvent peu protocolaire. En règle générale, il semble que les Kodagas (et les castes qui leur sont inférieures) aient une perception moins rigide des notions de pureté et de pollution. Ceci pourrait peut-être s'expliquer par le fait qu'ils vivaient, à l'origine, en dehors de toute autorité hindouiste sanskritique et qu'ils ont conservé une grande originalité socioculturelle.

De même, les règles relatives au partage de la nourriture ordinaire n'apparaissent pas être aussi strictes que le voudrait l'orthodoxie brahmanique. L'observation des faits tend à prouver que les villageois prennent certaines libertés par rapport aux codes traditionnels, l'acceptation des *Harijans* dans les *tea-shops* du village et le fait que ces derniers utilisent librement les puits communaux en est l'illustration la plus sensible.[6]

[5] Le chef du village de caste kodaga, retenu par une affaire importante, est arrivé très en retard au mariage et a pris son repas au cours du quatrième service, sans pour autant que cela ne l'ait dérangé.

[6] Les règles relatives au partage de l'eau sont équivalentes à celles du partage de la nourriture *kacca*.

Bien que les habitants aient parfaitement conscience de leurs positions respectives dans l'échelle hiérarchique locale, il est toujours possible, pour l'observateur, de citer de nombreux exemples allant à l'encontre des règles théoriques. La relative liberté prise par rapport à l'orthodoxie ne semble, en fait, n'être que l'aspect « alimentaire » d'un phénomène plus général traduisant l'évolution lente, mais réelle, de la société villageoise par rapport aux schémas traditionnels, évolution encouragée par la modification des rapports socioculturels liée aux transformations économiques récentes.

Le végétarisme, la chasse et la hiérarchie des viandes

Il existe une réciprocité étroite entre statut hiérarchique et régimes alimentaires. Le statut d'un groupe repose sur la notion de pureté relative des nourritures qui donnent au régime alimentaire de chaque caste sa valeur hiérarchique. Au cours des siècles, le végétarisme s'est imposé à l'ensemble de la population hindoue comme forme supérieure de l'alimentation.

Brahmanes et Lingayats ne représentent que 3,8 % de la population de Rangashipura, mais l'ensemble des villageois laisse paraître un profond dégoût à l'idée de manger de la viande de bovin : aucune famille *harijan*, musulmane ou chrétienne n'a déclaré en consommer, bien qu'il soit clair que les *Harijans* les plus pauvres s'occupant du bétail mort dans le village utilisent la chair lorsque celle-ci s'avère comestible.

Parmi les non-végétariens, il existe des occasions (fêtes religieuses d'inspiration sanskritique, par exemple) où la consommation de viande, poisson ou œufs est considérée comme un fait non religieux. En outre, dans pratiquement chaque famille, au moins parmi les classes moyennes (Kodagas, Gowdas, Okkaligas), une ou plusieurs personnes ont fait vœu de ne consommer que de la nourriture végétarienne les jours de la semaine correspondant aux divinités sanskritiques qu'elles honorent à titre individuel. Ces restrictions apparaissent s'appliquer plus particulièrement aux femmes : il est fréquent que les femmes respectent un nombre de jours végétariens plus important que les hommes, comme il est fréquent que les veuves aient un régime végétarien ou du moins qu'elles ne consomment que du lait et des fruits en guise de dîner.

Le statut hiérarchique des non-végétariens est lié à l'impureté relative des différentes viandes acceptées. D'une manière très générale, la viande de mouton jouit, en Inde, d'un statut supérieur à celui de la viande de volaille. La viande de porc est particulièrement impure car ces animaux sont nourris de déchets et d'ordures. Les sangliers sont beaucoup mieux acceptés que les cochons domestiques (il est moins impur de manger du gibier qu'un animal élevé par les hors-castes). De la même façon, il est moins impur de

consommer de la viande d'un animal herbivore que carnivore… Cette hiérarchie des viandes est fortement variable d'une région indienne à l'autre. Elle résulte, en fait, des traits marquants de l'histoire régionale.

Le Coorg présente, à ce sujet, des caractères particuliers du fait de son occupation par les Kodagas. La guerre, la chasse et le sacrifice sont trois fonctions indissociables. « La chasse, comme la lutte à mort sur le champ de bataille, peut être assimilée à un sacrifice (dont le résultat est de consacrer la victime) où le chasseur (et le guerrier) serait à la fois sacrificateur (il tue) et victime possible (il peut être tué) » … « La guerre et la chasse sont autant d'occasions pour le *Kshatrya* d'accomplir sa fonction du sacrifiant ».[7] Cette association de la chasse à la fonction guerrière apparaît nettement dans le folklore kodaga, plus particulièrement à l'occasion de la fête de *Kail murtha* où les armes sont vénérées comme de véritables divinités.

Les sacrifices de cochon et les offrandes de viande de porc aux divinités et aux ancêtres sont le trait fondamental de la culture kodaga. L'élevage du cochon domestique est indispensable pour satisfaire les besoins rituels et la viande de porc jouit, de ce fait, d'un statut particulier. Elle représente la viande de prédilection pour les Kodagas car elle est, traditionnellement, issue de la chasse (cochon sauvage) ou du sacrifice (cochon domestique). La chasse et le sacrifice sont deux modes complémentaires de consommation de viande : la chasse fournit le gibier, le sacrifice légalise la consommation de la viande des animaux domestiques et sanctionne, dans un même temps, la consommation de viande non rituelle.

Formant la classe dominante des seigneurs, les Kodagas ont transféré la majorité de leurs rites et coutumes aux castes qui leur sont inférieures. La consommation de viande de porc n'est pas considérée comme dégradante par les castes d'agriculteurs ou les castes de service vivant dans le Coorg car elle est la viande utilisée pour leurs rituels bien que, dans les régions d'origine de ces castes, la viande de porc soit généralement réservée aux *Harijans*. En fait, les attitudes des villageois vis-à-vis de la consommation de viande de porc méritent d'être légèrement nuancées. Si elle est incontestablement la chair préférée des Kodagas, son utilisation reste presque exclusivement cérémonielle et seuls quelques riches propriétaires kodagas en achètent régulièrement dans les boucheries de Kushalnagar. La viande consommée en dehors de ces occasions particulières est la viande de poulet (élevage villageois) ; le mouton est considéré comme supérieur mais sa consommation n'est qu'exceptionnelle du fait de son prix.

---

[7] ZIMMERMAN F. (1983) – *La jungle et le fumet des viandes*, Paris, Ed° du Seuil, p. 77.

En répondant aux questions concernant la consommation des différentes viandes, quelques villageois appartenant aux castes des paysans ont déclaré refuser de consommer du porc (« à la suite d'un vœu ») sans que ces restrictions engagent les autres membres de leur famille ou entravent les offrandes faites à leurs ancêtres. De même, aucune famille *harijan* n'élève de porc à Rangashipura et certaines déclarent ne pas en consommer la viande en invoquant le fait que ce sont des « animaux sales », ce qui peut paraître surprenant dans une région où cette pratique est en vigueur dans les castes supérieures. Il est également intéressant de noter que lors des repas de fête, comme les mariages qui réunissent de très nombreuses personnes, il est généralement servi deux carrys : l'un est obligatoirement à base de cochon (sauvage de préférence), l'autre est préparé avec du gibier (cerf ou antilope des forêts), du mouton ou du poulet, en fonction des moyens financiers dont dispose la famille. Cette pratique laisse à chacun la possibilité du choix.

Le gibier est abondant, tant sur le périmètre du village que dans les forêts environnantes. Pratiquement toutes les familles de paysans possèdent un fusil et des chiens, et la chasse est fréquemment pratiquée (chasse individuelle). Sangliers, cerfs et antilopes des forêts sont, par ordre de préférence, les animaux les plus recherchés. On abat également les buffles sauvages mais à seule fin de trophées. Les *Harijans* et les musulmans étant les seuls groupes qui acceptent d'en consommer la chair, cette viande est généralement vendue à l'extérieur du village[8]. On apprécie aussi les chauves-souris chassées dans les plantations et les vergers, les lièvres pris au collet, et de nombreuses espèces d'oiseaux. Chacals et chats sauvages sont encore chassés par les paysans ; leur viande n'est consommée que par les hors-castes (animaux carnivores). Les populations tribales consomment des rongeurs, des batraciens, des crabes (la chair de crabe donne « la force et l'intelligence du tigre ») et bien d'autres espèces animales encore parmi lesquelles on note les écureuils[9].

Croyances et tabous alimentaires

Au cours des âges, les hommes ont sélectionné plantes et autres produits comestibles pour leur alimentation, et ont établi des corrélations entre certains faits observés et la consommation de certains aliments. Ces observations, souvent peu justifiées, ont été transmises de génération en

[8] Comme dans tout le Deccan, la viande des buffles sauvages ou domestiques est taboue pour les populations d'origine tribale.

[9] La viande d'écureuil est taboue pour la plupart des hindous : cet animal est associé à un dieu du Panthéon hindou (*Rama*) dans les récits mythologiques.

génération et fournissent aux populations actuelles un ensemble de règles alimentaires, résultats de croyances populaires, de superstitions ou de tabous, auxquelles on se réfère fréquemment.

Il existe en Inde un concept très répandu qui classe les aliments en nourriture dite « chaude » et en nourriture dite « froide ». Par exemple, le riz blanc et le blé sont chauds alors que le riz précuit et le *ragi* sont froids et certaines personnes réservent l'utilisation de ces derniers à la seule saison chaude. La plupart des fruits et légumes sont froids à quelques exceptions près, notamment les fruits verts des jaquiers et des papayers utilisés comme des légumes. De même le lait caillé et le petit lait sont froids, les œufs et le *jaggery* (sucre brun non cristallisé) sont chauds…

Ces notions de chaud et de froid sont à la base de très nombreuses restrictions alimentaires. Les croyances populaires associent, en effet, des types de nourriture à des types de troubles pathologiques. Par exemple, les nourritures chaudes passent pour être liées aux saignements de nez, maladies de la peau, insomnies, vertiges, constipation… et on les évite lorsque l'on présente l'un de ces symptômes. A l'opposé, les nourritures froides sont tenues pour responsables des rhumes, sinusites, maux de tête et de gorge, faiblesses, fièvres… On s'abstient de consommer du lait caillé et du petit lait durant la plupart des maladies, des œufs et de la viande lorsqu'on a des problèmes hépatiques, des légumes verts et des légumes secs lors des diarrhées.

Les femmes sont plus particulièrement concernées par ces croyances populaires du fait d'interdits alimentaires nombreux lors de certains états physiologiques, notamment durant la grossesse et les premiers mois de l'allaitement. Pendant la grossesse, on considère qu'il est préférable d'éviter la consommation de trop de nourritures chaudes. Pour de très nombreuses femmes interrogées, les jaques verts, les papayes vertes, le *jaggery* et les graines de sésame sont tabous car ils provoquent des fausses-couches ; les œufs et les neralus (*Syzigium cumini*) entraînent la naissance d'enfants marqués de tâches colorées. Lors des premiers mois suivant l'accouchement, les femmes s'abstiennent de lait caillé et de petit lait car ces produits passent pour provoquer des refroidissements chez la mère et chez l'enfant ; certains légumes, notamment ceux à feuilles vertes, sont tenus pour responsables des diarrhées de l'enfant ; soit, au total, un bon nombre de sources alimentaires riches en protéines, en vitamine et en fer.

A côté de ces interdits, des nourritures spéciales sont conseillées aux femmes lors de ces états particuliers. Durant la grossesse, la consommation de lait au safran est encouragée, le safran étant censé favoriser le développement de l'embryon. Bien qu'il n'y ait aucune justification

scientifique à cette affirmation, cette pratique motive la mère à consommer plus de lait, ce qui ne peut être que bénéfique d'un point de vue nutritionnel.

Un régime spécial est suivi pendant les deux mois qui suivent l'accouchement. Lors des cinq premiers jours, la ration alimentaire ne se compose que de pain de mie acheté dans les boutiques, ou à défaut d'un peu de riz et de café au lait. Du cinquième au douzième jour, on rajoute du riz en quantité de plus en plus importante, quelques légumes (cucurbitacées, banane plantain), du miel et du *ghi* (beurre clarifié) en abondance ; le poivre est utilisé à la place des achards et du piment. A partir du douzième jour, on inclut si possible au régime de la viande de mouton qui, comme le *ghi*, le lait ou le poivre, passe pour accroître la résistance physique de la mère et de l'enfant. Au cours du deuxième mois, du *jaggery* et des lentilles viennent compléter l'alimentation qui redevient normale après le troisième mois. Certaines plantes (ail, bétel, tamarin…) continuent à être consommées en grande quantité, la population leur prêtant pour vertu d'augmenter la quantité et la qualité du lait de la mère.

Ces croyances populaires restent vivantes dans le village par manque d'éducation en général, et d'éducation nutritionnelle en particulier. Elles n'ont cependant pas le même impact sur toutes les familles. Les interdits sont en principe beaucoup plus nombreux et plus répandus parmi les populations illettrées appartenant aux classes économiques défavorisées. Les entretiens menés auprès des femmes du village montrent que très peu d'entre elles ne croient à aucun des tabous alimentaires relatifs à la grossesse : 6 femmes sur 52 interrogées. Ces femmes sont toutes des femmes éduquées appartenant à des familles aisées. La majorité d'entre elles ont été suivies par un médecin au cours de leur dernière grossesse et ont accouché dans une clinique. D'autre part, les papayes vertes ou les jaques verts qui sont les produits alimentaires les plus fréquemment cités comme produits tabous ne rentrent pas dans la composition des régimes alimentaires des groupes économiques supérieurs. Chez les plus pauvres, en revanche, papayes et jaques verts sont parmi les légumes les plus utilisés pour la confection des sauces qui accompagnent le riz. Il est à penser que ces restrictions alimentaires ne sont pas sans conséquence sur l'état nutritionnel des femmes appartenant aux catégories les plus basses.

Toutes les femmes interrogées reconnaissent qu'il est bon de consommer du lait, du *ghi* ou du mouton pendant l'allaitement. Les prix élevés de ces différents produits, riches d'un point de vue nutritionnel, les réservent presque exclusivement aux classes économiques supérieures. Quant aux

plantes comme l'ail, le tamarin ou le bétel, utilisées dans les familles les plus pauvres, elles ne semblent pas avoir les vertus qui leur sont couramment prêtées[10]. S'il est admis que les problèmes nutritionnels sont grandement liés à des facteurs économiques, il est à penser que les facteurs socioculturels contribuent également, et d'une manière significative, à leur aggravation chez les personnes appartenant aux couches défavorisées de la population.

Contraintes économiques et typologie des régimes

Les budgets alimentaires

Le budget alimentaire théorique annuel (BAT), représentant le coût des aliments consommés en moyenne au cours d'une année, a été calculé sur la base des données recueillies au cours des enquêtes réalisées dans les familles de l'échantillon. Il varie de 1 092 roupies par u.c. et par an dans la catégorie IV, à 2 763 roupies dans la catégorie I (tableau 1).

TABLEAU 1 – BUDGETS ALIMENTAIRES ET CATEGORIES ECONOMIQUES

Budgets Catégories	Budget alimentaire théorique (u.c./an)	Budget alimentaire en nature (% BAT)	Budget alimentaire en espèces (% BAT)	Rapport dépenses alimentaires / dépenses totales (%)
I	2 763 Rs	67,4	32,6	45
II	2 072 Rs	58,7	41,3	54
III	1 590 Rs	55,1	44,9	62
IV	1 092 Rs	31,4	68,6	71

(Source : Enquêtes personnelles, 1984)

Le budget alimentaire prend deux formes. Le budget alimentaire en nature, correspondant aux denrées alimentaires produites et autoconsommées par les familles (dont la valeur en espèces a été estimée en utilisant les prix correspondants, pratiqués dans les boutiques du village, afin d'établir le BAT), auxquelles il convient d'ajouter les denrées alimentaires provenant de la cueillette, la chasse, la pêche et les dons de nourriture faits à titre gracieux

[10] GOPALAN C. – Effect of protein supplementation and some socalled « galactocoques » on lactation of poor Indian women. In: *Indian Journal of Medical* Research, p. 56.

(dons de fruits et légumes frais de voisins à voisins ou de propriétaires à ouvriers agricoles). Le budget alimentaire en espèces correspond aux dépenses réellement faites par les ménages pour l'achat de denrées alimentaires ou pour leur transformation (usinage des grains, par exemple).

La comparaison des BAT avec le revenu moyen de chaque catégorie économique montre que l'importance relative de la nourriture diminue au fur et à mesure que les revenus augmentent. Il arrive un moment où la consommation alimentaire atteint un certain degré de suffisance au-delà duquel un pourcentage plus élevé de revenu est destiné à l'acquisition d'autres biens ou services.

Les dépenses alimentaires occupent une place prépondérante dans le budget des familles. Dans la catégorie IV, plus des deux tiers de la dépense totale des ménages sont consacrés à l'achat de nourriture. Cette proportion diminue régulièrement lorsque l'on monte dans l'échelle économique mais reste, dans l'ensemble, très élevée. Les dépenses sont nécessaires dans tous les groupes de revenus au moins pour acheter des produits alimentaires importés des régions voisines (noix de coco et huiles végétales, sucre, une partie des légumineuses, tubercules, poissons…).

La part des budgets alimentaires en nature augmente d'une manière significative avec les revenus. La hiérarchie économique des familles est une hiérarchie essentiellement foncière et chaque paysan a le désir d'être auto-suffisant, au moins en ce qui concerne la consommation de céréales.

L'importance relative de chaque groupe d'aliments dans les budgets alimentaires des différentes catégories économiques appelle quelques commentaires. Dans la catégorie I, le budget alimentaire en nature représente plus de 67 % du BAT. Ces familles obtiennent toutes des récoltes de riz dépassant largement leurs besoins alimentaires. Les dépenses liées à la consommation de céréales sont faibles (13 % du total du coût des céréales consommées) ; elles correspondent à l'achat de blé, aux coûts de l'usinage du paddy et de la transformation du riz en farine. Ces familles produisent également la totalité du lait et des œufs consommés, les deux tiers de la viande et une bonne partie des fruits et légumes. Les dépenses alimentaires couvrent l'achat de poisson, de pomme de terre, de légumineuses et autres produits importés (huiles végétales, oléagineux, sucres, thé…).

Par opposition, le budget alimentaire en nature ne représente environ que 30 % du BAT chez les ménages les plus pauvres. Ces foyers couvrent l'essentiel de leur consommation en fruits et légumes (une partie très importante provient de la collecte et de dons), en tubercules (manioc et igname sauvage) et un pourcentage non négligeable des légumineuses, des épices et des œufs. Les céréales produites ne représentent que 21 % du coût

total des céréales consommées. Ce pourcentage est d'autant plus faible que bon nombre de micro-exploitants vendent leurs récoltes de maïs ou de *ragi* pour acheter du riz.

Le profil des budgets alimentaires dans les catégories II et III se rapproche de la catégorie économique supérieure. Les productions de céréales permettent, dans l'ensemble, de couvrir les besoins alimentaires de ces familles. Celles-ci produisent, également, la majorité des fruits, légumes, viande, lait et œufs consommés.

Si l'on considère la place occupée par chaque source alimentaire dans le BAT des quatre catégories économiques, on note qu'au fur et à mesure que les revenus augmentent, la part des céréales diminue de manière considérable (près de 80 % dans la catégorie IV, moins de 25 % dans la catégorie I). Les céréales étant la source énergétique la moins chère et la mieux adaptée, ceci tendrait à prouver qu'au-delà d'un certain seuil de revenus (en espèces ou en nature), la ration alimentaire devient quantitativement suffisante et que les ressources supplémentaires des ménages sont utilisées pour diversifier le régime et améliorer la composition qualitative (on note une très forte augmentation des produits d'origine animale dans les BAT).

Régimes et rations alimentaires

On fait trois repas par jour dans la catégorie économique supérieure auxquels s'ajoutent deux collations. La journée débute par un petit déjeuner comprenant un café au lait suivi par des galettes et un *sambar* de légumes ou une omelette ou un *chutney* de noix de coco. Les galettes (*rottis*) sont généralement faites avec le reste du riz bouilli pour le dîner de la veille que l'on a conservé dans l'eau toute la nuit. Ces grains sont mélangés à une quantité égale de farine blanche de riz afin de constituer une pâte que l'on met à cuire sur une plaque en métal posée sur le feu. On finit de faire dorer les galettes en les plaçant directement sur les braises ce qui les fait légèrement gonfler. Le procédé utilisé pour la conservation du riz permet un début de fermentation qui augmente la digestibilité de la galette. Les préparations de *dosai* (crêpe de riz et de farine de *dhal* de *Phaseolus mungo*, d'*uppitu* (semoule de riz et de légumes pilaf) ou de « porridge » de *ragi* sont beaucoup moins fréquentes.

Dans le milieu de la matinée, on prend généralement un verre de lait chaud ou un thé au lait et quelques biscuits ou sucreries préparés par la maîtresse de maison. Le déjeuner a lieu vers 13h. Il comprend du riz blanc bouilli accompagné de légumes frits ou d'œufs, puis d'un *sambar*, et enfin de lait caillé et d'achards (fruits verts ou légumes ayant macéré dans de

l'huile, du piment en poudre, de l'ail, du turmeric et du sel). Vers 17h, on partage une seconde collation : café au lait, *uppitu*, ou pâtisserie, ou *rottis* enduits de miel et de *ghi*. Le dîner est pris vers 19h. Il est équivalent au déjeuner à l'exception du lait caillé non consommé le soir (nourriture « froide »). Avant le coucher, on boit généralement un verre de lait chaud et l'on mange éventuellement quelques fruits.

Dans cette catégorie économique, les repas sont fréquents, copieux et diversifiés, du fait de la grande variété de produits disponibles pour la confection des *sambars* ou des *carrys*. On consomme de la viande (poulet, porc ou mouton) plusieurs fois par semaine, de préférence au poisson (poisson de mer pour l'essentiel). Les modes de préparation des céréales sont variés et si l'on consomme du riz tous les jours et pratiquement à tous les repas, on l'utilise de manières très différentes : la semoule ou les grains peuvent être bouillis ou fricassés dans l'huile ou le *ghi*, ou bien cuits à la vapeur. Les *sevais* (nouilles de farine de riz) et les *kadambus* ou *kadambattus* (boules faites de semoule de riz bouillie dans de l'eau puis façonnées à la main et séchées à la vapeur) sont des préparations locales très appréciées qui accompagnent les plats de viande. Deux à trois fois par semaine, les *chapatis* (galettes de blé) se substituent au riz. Les repas de fête sont nombreux et renforcent la diversité du régime. Lors de ces festivités, les préparations particulières les plus courantes sont le *paysam* (bouillie claire à base de *dhal* de *Phaseolus aureus*, de riz, de *ghi* et de *jaggery*), les *prasadams* (semoule de blé fricassée, mélangée à du sucre et à du lait et servie sous forme de boule), les *tumbittus* (boules de farine de riz et de *jaggery*)…

Dans la catégorie II, le type de régime alimentaire est équivalent à quelques nuances près. Les disponibilités en lait sont beaucoup moins importantes et on l'utilise de façon beaucoup plus restreinte. De ce fait, le thé au lait et la collation pris au cours de la matinée par les familles aisées et le verre de lait chaud et les fruits consommés avant le coucher sont supprimés. Certaines familles composant cette catégorie n'utilisent pas quotidiennement du lait. Le déjeuner et le dîner sont moins diversifiés. Ils ne comprennent généralement qu'un *sambar* ou un *carry*, rarement les deux. La préparation de *chapatis* est également moins fréquente que précédemment. Le poisson est utilisé deux ou trois fois par semaine, plus souvent que la viande (poulet).

Dans la catégorie III, les repas deviennent moins nombreux et plus monotones. Le petit déjeuner se limite souvent aux restes de la veille (*sambar* réchauffé et riz conservé dans l'eau). Pendant la saison sèche, le déjeuner se résume fréquemment à un gruau de riz et des achards. Le repas du soir reste classique (riz bouilli/*sambar*). Le café est très souvent pris sans

lait et la collation de 17h est inexistante. La consommation de viande devient occasionnelle (une fois tous les mois ou tous les deux mois) ; celle du blé, rare. Le poisson (essentiellement poisson séché ou poisson de rivière) n'est utilisé, comme les œufs, qu'une fois par semaine environ.

De nombreuses familles composant la catégorie économique inférieure ne font que deux repas par jour pendant les périodes difficiles de la saison sèche et de la saison des pluies. On note, dans ce groupe de population, une augmentation de la consommation de *ragi* et de riz « précuit » par rapport aux autres catégories précédentes. Les *sambars*, préparés à l'aide de jaques, papayes (*kay*) ou de légumes à feuilles vertes, deviennent très clairs et sont souvent remplacés par des bouillons relevés ne contenant ni légume vert, ni légume sec (*palias sarus*). On achète du poisson séché en très petite quantité une fois par semaine, plus souvent une fois par mois. La consommation d'œufs devient rare, celle de viande exceptionnelle. Plus de la moitié des familles interrogées a déclaré ne jamais consommer de lait.

La consommation des rations alimentaires moyennes de chaque catégorie économique (tableau 2) traduit les variations observées entre les différents types de régimes alimentaires.

La consommation de céréales et de légumes secs augmente entre les catégories IV et II. A ce stade de revenus, la consommation de céréales décroît assez nettement. Les disponibilités économiques importantes des familles composant la catégorie I permettent l'achat de denrées alimentaires plus variées et plus chères. La consommation de céréales est en moyenne, pour le village, supérieure aux besoins recommandés par les experts et compense le déficit en légumes secs de la ration alimentaire. Il n'y a que peu de variations dans les quantités de fruits et légumes consommés dans les catégories IV, III, II, très inférieures à celles de la catégorie supérieure. L'augmentation des revenus entraîne une très forte augmentation de la consommation des produits d'origine animale et dans une moindre part, de celle de noix de coco, matières grasses et sucres. En comparaison avec les recommandations faites par l'ICMR (*Indian Council of Medical Research*), la ration alimentaire moyenne à Rangashipura ne paraît déficitaire qu'en produits d'origine animale. Mais cette moyenne cache de profondes disparités entre les différentes catégories économiques.

TABLEAU 2 – COMPOSITION DE LA RATION ALIMENTAIRE DANS LES DIFFERENTS GROUPES DE REVENUS (EN G PAR U.C. ET PAR JOUR)

	Catégorie				*Rangashipura (moyenne)*	*Besoins (ICMR)*
	I	II	III	IV		
Céréales	562	750	631	653	652	400-475
Légumineuses	50	34	32	19	28	55-65
Tubercules	28	76	56	33	47	75-100
Légumes	157	97	88	73	85	175-200
Fruits	111	24	25	24	28	30
Laitages	491	141	98	10	55	100
Viande	68	18	9	--	9	-30
Poisson	9	23	14	9	13	-30
Œufs	24	5	4	2	4	30
Oléagineux	59	44	28	13	26	-40
Matières grasses	18	16	8	5	8	-40
Sucres	55	66	63	30	49	30-40

(Source : Données de l'enquête alimentaire, 1984)

Bilans nutritionnels

Besoins nutritionnels

Une ration alimentaire équilibrée doit apporter à chacun les quantités adéquates des différents nutriments dont son organisme a besoin. Les besoins nutritionnels d'un individu dépendent de son âge, de son sexe, de son activité physique et de certains états physiologiques ou de facteurs environnementaux. Les normes nutritionnelles variant quelque peu selon les groupes d'experts qui les ont définies, nous avons retenu, comme références de base, celles établies par l'ICMR (tableau 3). Ces normes doivent être prises comme des données approximatives donnant une idée des besoins nutritionnels des individus et non comme des valeurs exactes marquant une limite stricte entre une alimentation « correcte » et la malnutrition.

TABLEAU 3 – BESOINS NUTRITIONNELS DES INDIVIDUS

Individus	*Calories (kcal)*	*Protéines (g)*	*Calcium (mg)*	*Fer (mg)*	*Vitamine A*	
					Rétinol (g)	Carotène (g)
HOMME						
TPM	2 400	55	0,4-0,5	20	750	3 000
TPI	2 800	55	0,4-0,5	20	750	3 000
FEMME						
TPM	1 900	45	0,4-0,5	30	750	3 000
TPI	2 200	45	0,4-0,5	30	750	3 000
Enceinte (4 derniers mois)	2 200	55	1,0	40	750	3 000
Allaitement (1ère année)	2 600	65	1,0	30	1 150	4 600
Garçons	3 000	60	0,5-0,6	25	750	3 000
Filles (16-18 ans)	2 200	50	0,5-0,6	35	750	3 000
Garçons	2 500	55	0,6-0,7	25	750	3 000
Filles (13-15 ans)	2 200	50	0,6-0,7	35	750	3 000
Enfants (10-12 ans)	2 100	41	0,6-0,7	15-20	600	2 400
Enfants (7-9 ans)	1 800	33	0,4-0,5	15-20	400	1 600
Enfants (4-6 ans)	1 500	22	0,4-0,5	15-20	300	1 200
Enfants (3 ans)	1 200	20	0,4-0,5	15-20	250	1 000
Enfants (2 ans)	1 200	18	0,4-0,5	15-20	250	1 000
Enfants (1 an)	1 200	17	0,4-0,5	15-20	250	1 000
Bébés (7 mois-1 an)	120/kg	1,8-1,5/kg	0,5-0,6	1mg/kg	300	1 200
Bébés (0-6 mois)	100/kg	2,3-1,8/kg	0,5-0,6	1mg/kg	400	--

TPI Travail physique important – TPMTravail physique modéré

(Source : GOPALAN C. *Nutritive value of Indian food*, New Delhi, ICMR, 1968, p. 57)

La consommation des différents nutriments calculée pour les quatre catégories économiques résulte de l'utilisation des tables éditées par l'ICMR. Les données exprimées pour chaque aliment correspondent à des valeurs moyennes s'appliquant à des aliments crus et il est bon de garder en mémoire leurs limites. Les chiffres indiqués sont des moyennes calculées après analyse d'échantillons. Or, la valeur réelle des aliments varie de manière assez significative d'une région à l'autre en fonction des types de

sol, des conditions de culture ou de stockage… En outre, la présence d'un nutriment dans un aliment particulier ne veut pas dire qu'il soit absorbable en totalité par l'organisme. Rappelons enfin que les valeurs indiquées ne tiennent pas compte des pertes éventuelles liées à la cuisson. Ces pertes sont souvent moins importantes qu'on ne le pense généralement : elles apparaissent minimes pour les protides et les glucides contenus dans les céréales, les viandes ou les légumes secs ; elles sont beaucoup plus élevées dans le cas des vitamines, des éléments minéraux et des protéines contenus dans les légumes et ce d'autant qu'ils sont bouillis pendant longtemps.

La comparaison entre les consommations de nutriments et les besoins nutritionnels recommandés est utile pour apprécier la situation alimentaire du village mais ne permet pas d'évaluer, avec précision, l'impact réel de la sous-alimentation ou de la malnutrition. Le bilan alimentaire de Rangashipura, calculé à l'aide des résultats obtenus dans chaque catégorie économique et compte-tenu de leur représentativité respective dans la population villageoise, donne, dans l'ensemble, des résultats légèrement supérieurs aux moyennes précédemment établies pour le Coorg (tableau 4).

TABLEAU 4 – TOTAL DES DIFFERENTS NUTRIMENTS DANS LES CONSOMMATIONS NUTRITIONNELLES (RANGASHIPURA ET COORG)[11]

	Calories (kcal)	*Protéines (g)*	*Glucides (g)*	*Calcium (mg)*	*Fer (mg)*	*Vitamine A (g rétinol)*
Rangashipura (u.c./j) (1)	2 880	66,2	44,6	341,0	33,4	287,0
Coorg (u.c./j) (2)	2670	65,4	41,5	759,5	31,5	369,2
Besoins (u.c./j) (3)	2400 2800	50,0 60,0	-- 50,0	100,0 500,0	20,0 30,0	-- 750,0

(Source : (1) Enquêtes personnelles (1984) (2) National Nutrition Monotoring Bureau (1979) (3) GOPALAN, 1968, p. 57)

[11] Les consommations de thiamine, de riboflavine, niacine et acide ascorbique n'ont pas été calculées pour Rangashipura. A titre indicatif, notons simplement que les chiffres de consommations donnés pour le Coorg par la NNMB sont, pour toutes ces vitamines, nettement supérieurs aux besoins recommandés par l'ICMR.

Les données obtenues à Rangashipura, comparées aux besoins recommandés par l'ICMR, font apparaître que la région étudiée présente une situation alimentaire moyenne convenable. Le Coorg n'est pas, et n'a jamais été, un pays de disette chronique où une population trop nombreuse doit tirer de la terre des ressources trop maigres.

Revenu familial et bilans alimentaires

Le rapport entre pauvreté et faibles disparités nutritionnelles n'a rien d'étonnant et les écarts entre les catégories économiques extrêmes sont importants. L'apport calorique augmente de 25 % entre les catégories IV et I, celui des protéines de 60 %, la consommation de vitamine A et de calcium augmente d'un tiers de la plus basse à la plus haute catégorie.

L'apport énergétique moyen paraît satisfaisant pour l'ensemble de l'échantillon (tableau 5). La part des féculents (céréales, légumes secs et tubercules) est prépondérante dans les quatre catégories économiques (de 61 % dans la catégorie I à 85 % dans la catégorie IV). L'augmentation des revenus se traduit, dans les bilans énergétiques, par une proportion plus importante de calories liée à la consommation de noix de coco, de matières grasses, de sucres et de produits d'origine animale.

TABLEAU 5 – CONSOMMATION DES DIFFERENTS NUTRIMENTS DANS CHAQUE CATEGORIE ECONOMIQUE (U.C./J.)

Catégorie	*Calories (kcal)*	*Protéines(g) (prot.animales)*	*Calcium (mg)*	*Fer (mg)*	*Vitamine A (g carotène)*
I	3 483	95,6 (33,5)	854	34,7	2 102
II	3 548	81,7 (18,3)	486	40,2	1 020
III	3 057	65,7 (7,3)	402	35,6	1 160
IV	2 666	59,4 (2,5)	222	29,9	769
Besoins	2 400 2 800	55,0 (20,0)	450	25,0	3 000

(Source: Enquêtes personnelles)

Le riz, les légumes secs et la noix de coco fournissent la majorité des protéines consommées dans chaque catégorie économique. Les protéines d'origine animale augmentent fortement de la catégorie IV à la catégorie I (respectivement 4 % et 35 % de l'apport protidique total). La viande, le

poisson et les œufs restent la principale source de protéines animales dans tous les groupes de revenus : le lait et ses dérivés ne représentent que 12 % du total des protéines animales dans la catégorie IV contre 47 % dans la catégorie I. D'après les normes en vigueur, ces résultats montrent que, d'une manière générale, la ration alimentaire moyenne de chaque catégorie économique est suffisante pour couvrir les besoins en protéines et en calories. Il ne devrait donc pas se poser de problème majeur de malnutrition proto-énergétique.

Les sources de calcium les plus riches étant le lait et les œufs, il est normal que la ration alimentaire de la catégorie IV soit déficitaire. Cependant la consommation de bétel et de chaux éteinte (hydrate de calcium) n'a pas été prise en compte dans l'établissement des bilans alimentaires bien que cette source ne soit nullement négligeable : la consommation d'une chique de bétel par jour représente un apport de 230 ml de calcium, soit autant que la consommation quotidienne moyenne de la catégorie IV.

Le carotène contenu dans les fruits jaunes-rouges et les légumes à feuilles vertes, couvre la majorité de l'apport en vitamine A dans les différents groupes de revenus. La part des laitages (contenant de la vitamine A sous une forme beaucoup plus facilement assimilable) ne devient importante que dans les catégories économiques supérieures (40 % de la consommation de la catégorie I, 25 % dans la catégorie II). La catégorie IV apparaît sensiblement déficitaire (769 µgrammes contre 1 000 à 1 500 recommandés). Il faudrait également tenir compte de la consommation de chiques de bétel et de noix d'arec qui sont de très riches sources de carotène.

Dans les enquêtes où cela a été étudié, l'habitude de chiquer du bétel et des noix d'arec représentait, dans les familles des groupes les plus pauvres, un apport de 200 à 300 µgrammes de carotène par unité-consommateur et par jour[12]. Ces résultats appliqués à Rangashipura, pourraient éventuellement permettre à la catégorie IV d'avoir un apport moyen suffisant.

La consommation de fer, essentiellement liée à la consommation de céréales, subit peu de variation en fonction du revenu des ménages de l'échantillon et paraît adéquate en vue des normes nutritionnelles. Bien que les régimes alimentaires communs apportent généralement en Inde 20 à 30 mg de fer, toutes les études de la concentration hémoglobinique prouvent que l'anémie nutritionnelle liée à une carence de fer a une très forte

[12]POLEMAT T.T. (1973) – Incidence du revenu sur les habitudes alimentaires à Sri Lanka. In : *Alimentation et nutrition*, FAO, 11(3), p. 62.

prévalence chez les femmes indiennes (l'Inde apparaît être le pays où cette prévalence est la plus forte). Deux raisons peuvent être avancées pour expliquer ces résultats : d'une part, les femmes ont des besoins en fer plus importants que les hommes (du fait des pertes menstruelles, des nombreuses grossesses et de l'allaitement) qui seraient généralement sous-estimés[13], et d'autre part, les consommations de fer estimées, d'après la valeur nutritionnelle des aliments crus, seraient beaucoup plus fortes que le fer réellement absorbé par les individus[14].

D'une manière générale, la situation alimentaire prévalant à Rangashipura paraît convenable et ne laisse pas augurer de problèmes nutritionnels graves. Toutefois, si les régimes des classes aisées procurent aux personnes qui composent ces groupes une ration alimentaire « adéquate », le régime des plus pauvres permet juste, en moyenne, de couvrir les besoins nutritionnels des individus. Les marges de sécurité entre consommation et besoin ne sont pas suffisantes : certaines familles, dont les revenus sont les plus bas, ou certains groupes vulnérables de cette population, dont les besoins nutritionnels sont comparativement plus importants, sont exposés à une forme quelconque de malnutrition. La classe économique défavorisée apparaît comme une population exposée à des risques alimentaires : la moindre limitation de la ration, qu'elle soit liée à la disponibilité saisonnière de certains produits alimentaires ou à une détérioration temporaire de la situation économique des familles, peut entraîner l'apparition de carences nutritionnelles.

Variations saisonnières

La disponibilité saisonnière de certains produits alimentaires et la fluctuation, au cours de l'année, des ressources financières des familles, sont à l'origine des variations de la ration alimentaire. Dans les catégories économiques supérieures (catégories I et II), la production de céréales couvre largement les besoins alimentaires de chaque famille et les revenus en espèces sont suffisamment importants pour empêcher toute modification substantielle du régime et des bilans nutritionnels.

Dans la catégorie III, les variations saisonnières restent limitées. On note une diminution d'environ 6 % par rapport à la moyenne saisonnière annuelle

---

[13]ROYSTON E. (1982) – *La prévalence de l'anémie nutritionnelle chez les femmes des pays en voie de développement : étude critique des données*. Genève, Statistiques sanitaires mondiales de l'OMS, 35(2), p. 71.

[14] SHUKLA P.K. (1984) – *Nutritional problems of India*. Delhi, Printice Hall, p. 75.

pour l'apport proto-énergétique calculé en octobre. Cette baisse reflète essentiellement les problèmes de soudure enregistrés dans trois familles de l'échantillon, dont la consommation calorique et protidique varie de moins 8 % à moins 12 % pendant cette période. L'exiguïté des exploitations agricoles de ces familles (de l'ordre de 0,32 ha par u.c.) ne leur permet pas de couvrir leurs besoins annuels en céréales. Les réserves sont épuisées en septembre/octobre et la récolte de la variété précoce *Baroda* n'a lieu qu'au mois de novembre. A cette époque, les disponibilités financières des familles sont au plus bas du fait des dépenses obligatoires liées à l'agriculture. L'achat de céréales se fait à crédit dans les boutiques du village. L'endettement est d'une centaine de kilogrammes de riz. Le remboursement a lieu dès la récolte. Bien que la ration alimentaire diminue, les bilans nutritionnels restent globalement satisfaisants.

Les problèmes de soudure se posent différemment pour les familles de la catégorie IV. Les réserves alimentaires, quand elles existent, ne couvrent guère plus de 3 à 4 mois de consommation. De décembre à février, les besoins en main-d'œuvre sont importants dans le village et les produits récoltés permettent de couvrir une partie de la consommation alimentaire de ces familles. Celles-ci prennent alors trois repas par jour et ont la possibilité d'acheter des nourritures plus riches (augmentation de la consommation de poisson et de lait). L'apport calorique augmente en moyenne de 8,2 % par rapport à l'apport annuel moyen de la catégorie. L'apport protidique augmente de 12,7 %. Toutes les familles de l'échantillon atteignent des niveaux de consommation nutritionnelle satisfaisants par rapport aux normes (le cas de la famille 1 est un cas particulier sur lequel nous reviendrons).

Pendant la saison sèche, les réserves s'épuisent, le travail manque dans le village, le prix des denrées alimentaires augmente et les produits de la cueillette deviennent rares. On ne fait généralement plus que deux repas par jour. Nous n'avons pas eu la possibilité d'effectuer une série de pesées à cette époque et nous ne connaissons donc pas l'ampleur du déficit de la ration alimentaire. Notons simplement que de nombreux micro-exploitants ont recours au manioc pendant la soudure. Le tubercule, conservé en terre jusqu'au moment de son utilisation, est préparé sous forme de bouillie en remplacement des céréales. On ne fait généralement qu'un repas de manioc par jour, le repas du soir restant à base de riz. L'achat de l'essentiel des autres denrées alimentaires repose sur le crédit auprès des propriétaires chez qui l'on s'emploie durant la saison agricole, ou auprès des commerçants du village.

Les pesées réalisées en mai/juin, à l'époque où le travail reprend dans les rizières, montrent une diminution de la consommation moyenne de tous les nutriments : l'apport énergétique chute de 11 % par rapport à la moyenne

annuelle de la catégorie. Une famille sur deux a un apport inférieur à 2400 calories par u.c. et par jour. La baisse de la consommation de céréales (moins 15 % par rapport à la moyenne annuelle) entraîne un déficit en protéines et en fer plus marqué.

Les mois de mousson sont caractérisés par des périodes de travaux intenses alternant avec des périodes de chômage liées aux aléas du calendrier agricole. De juin à août, les besoins en main-d'œuvre sont importants dans les rizières (labour, repiquage) et on peut penser que la situation alimentaire est globalement satisfaisante. De septembre à novembre, le sous-emploi est beaucoup plus important, la culture du café étant la seule à fournir du travail. Cette période de privation est, cependant, moins longue et moins difficile que la saison sèche. En octobre (date à laquelle les pesées sont réalisées), les familles commencent à faire des récoltes de légumes et légumineuses ; les produits de la cueillette sont disponibles. Les bilans nutritionnels obtenus dans chaque famille sont à peu près équivalents aux moyennes annuelles.

Variations des bilans nutritionnels entre les familles composant le groupe économique défavorisé

Bien que les écarts de revenus soient assez limités dans la catégorie IV, les foyers les plus déshérités ont des apports proto-énergétiques situés en-dessous des normes. La consommation calorique des familles 1 et 3 de la catégorie IV, respectivement 1983 et 1926 calories par u.c. et par jour, correspond à une limite critique de la ration énergétique. Cette limite, déterminée d'après la dépense énergétique nécessaire à l'entretien du corps a été fixée par un comité d'experts à 1,5 fois l'énergie utilisée pour le métabolisme de base (le métabolisme de base est égal à 1 500 calories pour un Indien de 60 kg)[15]. Si les aliments dont dispose un individu ne lui apportent pas 1,5 MB (2 250 calories), il est probable qu'il soit sous-alimenté puisque ces besoins ne tiennent pas compte de son activité physique. Toutefois, il existe des variations du métabolisme individuel pour lesquelles on a suggéré un coefficient de variation de 10 %. Ainsi, on considère qu'avec un apport inférieur à 1,2 MB (1 800 calories), un individu souffre très vraisemblablement de quelque forme de privation énergétique[16].

La famille 3 de la catégorie IV est une famille nombreuse composée de V…, Kuruba, sa femme, sa mère veuve et ses quatre enfants : un garçon de

[15] RAJALAKSMI R. – *Energy metabolism, applied nutrition*. Bombay, Oxford and IBH Publishing Co, 3e ed°, p. 65.
[16] FAO (1977) – *Quatrième enquête mondiale*, p. 61.

12 ans et trois filles de 19, 14 et 9 ans dont l'aînée, mariée et enceinte de son premier enfant, vit actuellement sous son toit. La famille dispose, comme revenus, du salaire des parents, ouvriers agricoles (3 000 à 3 200 roupies par an) complété par la production d'un lopin de terre sèche de 0,3 ha habituellement cultivé en *ragi* et légumes divers. En 1984, la culture du mûrier a remplacé celle du *ragi* mais les bénéfices en sont encore modestes. Vu la faiblesse du revenu familial, la ration alimentaire moyenne ne couvre respectivement que 80 % et 70 % des besoins en calories et en protéines. Cet exemple montre la précarité de la situation alimentaire des familles composant cette catégorie : la moindre modification de la situation économique de la famille (ici, le retour de la fille aînée chez ses parents et son non-emploi) suffit à placer les individus dans une situation alimentaire critique. Il est aussi révélateur des problèmes alimentaires cycliques rencontrés par les familles nombreuses. Le fait d'avoir beaucoup d'enfants apparaît sécurisant pour les parents. Lorsque ces enfants sont encore nombreux et en bas-âge, la situation alimentaire de la famille reste correcte. L'augmentation des besoins alimentaires du ménage, liée à la croissance d'enfants encore trop jeunes pour travailler, entraîne un déséquilibre entre le nombre de producteurs de revenus et le nombre de personnes à charge, d'où une détérioration de l'apport proto-énergétique moyen. En revanche, lorsque certains d'entre eux atteignent l'âge de travailler, le revenu familial augmente et la situation alimentaire s'améliore. Des études réalisées en Inde parmi les familles à faible revenu ont montré que les signes de carences alimentaires chez les enfants d'âge préscolaire étaient trois fois plus fréquents dans les familles de plus de quatre enfants[17].

La famille 1 de la catégorie IV est formée de sept personnes venues du Kérala, il y a 5 ans, et vivant depuis 2 ans dans la Colonie Paisari. S…, Achari est employé chez un artisan contre un salaire de 40 roupies par semaine. Sa femme et sa fille aînée (17 ans) travaillent comme saisonniers dans le village. Les 4 autres enfants, une fille et 3 garçons, sont âgés de 12, 9, 5 et 2 ans et demi. La mère cultive autour de l'habitation un lopin de terre sèche (10 ares) dont la moitié est plantée en manioc. Lors de la première série de pesées réalisées au mois de mai, la ration alimentaire apportait en moyenne 2 698 calories et 65,3 g de protéines par u.c. et par jour. En octobre, S…, malade ne travaille plus depuis 1 mois et sa femme vient d'accoucher du sixième enfant. La famille ne dispose plus pour vivre que du salaire de la fille aînée mais celle-ci ne travaille pas tous les jours. Les possibilités de recours au crédit sont assez limitées car le ménage n'a aucune

[17]RAO K.P. (1971) – Population et développement agricole en Asie et en Extrême Orient. In : *Nutrition Newsletters.* Rome, (9), p. 69.

garantie à offrir. On ne fait plus alors qu'un repas par jour : l'apport proto-énergétique de la ration alimentaire est tombé à 1 405 calories et 24,2 g de protéines par u.c. et par jour. S… meurt au mois de novembre. Au mois de janvier, la mère et sa fille aînée sont employées à la récolte du riz et à la récolte du café ; le nouveau-né est confié à la garde de ses sœurs plus âgées. On peut faire deux repas par jour et l'apport proto-énergétique moyen atteint 1 851 calories et 35,1 g de protéines par u.c. et par jour. Il n'est pas besoin d'examen bien approfondi pour voir les problèmes causés par la faim dans cette famille ; l'aspect chétif des enfants en bas-âge, pleurant entre les repas trop maigres et trop espacés, est en cela suffisant. Ce cas n'est pas exceptionnel. Il illustre simplement à quel point les familles déshéritées sont démunies face à l'adversité.

Si la situation alimentaire est un reflet de la situation économique d'une famille, il n'y a pas, à l'intérieur d'un groupe de revenus, de rapport absolu entre les niveaux de consommations nutritionnelles et les disponibilités alimentaires théoriques accessibles à chaque famille : les ménages ayant la ration alimentaire la plus importante et la mieux équilibrée n'étant pas forcément ceux qui possèdent les plus hauts revenus (tableau 1). Les niveaux de consommations nutritionnelles semblent être liés à plusieurs paramètres tels que la gestion du budget familial et alimentaire, le niveau d'éducation nutritionnelle des familles, la facilité d'accès au crédit…

K… *Harijan* (famille 7, catégorie IV), veuve depuis 4 ans, vit dans la Colonie Paisari avec ses 3 enfants (2 fils âgés de 14 et 10 ans et une fille de 7 ans). Les deux plus jeunes fréquentent l'école de Rangashipura. La famille tire la majorité de ses ressources du travail effectué par K… dans les rizières et les plantations de café du chef du village pendant 200 jours par an. Ceci représente une certaine sécurité du revenu et permet d'avoir accès à une source de crédit dénuée d'intérêt (avance sur salaire). Elle arrive également à s'employer, une vingtaine de jours supplémentaires, chez des propriétaires voisins. Son fils aîné travaille un peu (comme journalier) pendant la saison rizicole mais sa contribution au revenu du foyer reste faible. K… possède, autour de son habitation, un lopin de terre sèche qu'elle a du mal à mettre en valeur par manque de temps depuis la mort de son mari. Le champ produisait, avant cette époque, de quoi couvrir la consommation en *ragi* de la famille (un repas par jour) pendant 2 ou 3 mois par an suivant les années. Aujourd'hui, il ne fournit plus que quelques kilogrammes de manioc et un peu de légumes verts et de légumes secs, cultivés par le plus âgé des garçons avec l'aide de son grand-père vivant à proximité. K… est sensibilisée par les problèmes alimentaires et fait de son mieux pour tirer le maximum de ses ressources. La ration alimentaire apporte 2 850 calories et 56,5 g de

protéines par u.c. et par jour, bien que le revenu théorique du foyer soit inférieur à la moyenne de l'échantillon.

Le cas de cette famille est intéressant dans la mesure où la femme y tient un rôle inhabituel. En règle générale, la femme est la personne la plus au fait des problèmes alimentaires. Elle prépare les repas et distribue la nourriture mais n'en contrôle pas l'approvisionnement. Ceci peut avoir des conséquences importantes comme l'a montré S.K. Kumar dans les districts voisins du Kérala. Il a constaté que la situation alimentaire des enfants d'âge préscolaire appartenant à des familles d'ouvriers agricoles sans terre s'améliorait avec l'augmentation des revenus de la famille si la mère avait un emploi rémunéré propre et participait aux décisions concernant la gestion du budget alimentaire. En revanche, si l'augmentation des revenus n'était pas liée à un travail rémunéré de la mère, il n'y avait pas forcément amélioration de la situation alimentaire des enfants, les excédents monétaires ne se traduisant pas forcément par l'achat de nourriture supplémentaire mais plutôt par l'accroissement de la consommation d'alcool et de bétel[18]. Les dépenses faites par l'homme pour satisfaire ses besoins ne sont pas négligeables. A Rangashipura, c'est également l'homme qui gère le budget alimentaire dont il détient la plus grande part, et qui fait les achats de nourriture dans les boutiques locales (lieux de rencontre et de détente). Les dépenses d'alcool, de tabac et de bétel faites dans ces boutiques peuvent être estimées à une dizaine de roupies par semaine si l'homme fume des *bidis* (petites cigarettes composées d'une feuille d'un arbre et d'une pincée de tabac) et boit un peu d'alcool, ce qui est souvent le cas dans les familles de la catégorie IV[19]. Le coût de ces habitudes représente plus de 10 % du budget alimentaire théorique d'une famille moyenne de cinq personnes, pourcentage qui prend toute son importance lorsque la famille est située à la limite critique de la consommation proto-énergétique.

Problèmes nutritionnels des couches vulnérables de la population

Dans les catégories économiques défavorisées, où l'apport de la ration alimentaire est en moyenne juste suffisant pour couvrir les besoins nutritionnels des individus, certains groupes de personnes, les femmes et les

[18]KUMAR S.K. (1977) – *Composition of economic constraints in child nutrition: impact of maternal incomes and employment in low income households*. New York, PhD Health Science and Nutrition, Cornell University, p. 58.

[19] Une dépense hebdomadaire de 10 roupies couvre approximativement l'achat d'un paquet de *bidis* par jour, d'un verre d'*arack* par semaine (ou de 2 verres d'*arack* local), de quelques chiques de bétel et de boîtes d'allumettes.

enfants en bas-âge, apparaissent comme particulièrement vulnérables. D'un point de vue nutritionnel, les phases de croissance et de reproduction sont les plus exigeantes du cycle biologique. Les besoins énergétiques et protidiques quotidiens des femmes pendant la deuxième moitié de la grossesse et pendant la première année de l'allaitement augmentent, en moyenne, de respectivement 300 et 700 calories et de 10 et 20 g de protéines. De même, les enfants d'âge préscolaire (0 à 5 ans) ont, proportionnellement, besoin de plus d'énergie et de protéines pour chaque kilogramme de poids corporel que les adultes. Or, la répartition des aliments à l'intérieur d'une cellule familiale ne se fait pas équitablement entre les différents membres ; ou plutôt les aliments sont répartis de manières inéquitables compte tenu des besoins spécifiques de chacun. La méconnaissance de ces besoins spécifiques, les coutumes traditionnelles concernant les repas, la place sociale qu'occupe chaque individu au sein de la famille sont autant de facteurs qui défavorisent les femmes et les jeunes enfants, et font que les problèmes nutritionnels se posent chez eux avec davantage d'acuité.

La séparation alimentaire ne prévaut pas à Rangashipura, notamment parmi les foyers composant les couches économiques les plus basses de la société villageoise. La répartition des aliments entre les différentes personnes d'une même famille paraît, cependant, avantager les hommes adultes au détriment des femmes et des jeunes enfants, plus particulièrement les filles.

Les membres du groupe familial prennent généralement leur repas ensemble. La mère distribue les aliments à chacun en prenant soin de commencer par son mari puis ses fils aînés qui reçoivent les parts de nourriture les plus copieuses ; le reste est partagé entre ses filles, ses enfants en bas-âge et elle-même. En assistant au déroulement de quelques repas dans des familles de la catégorie IV, nous avons essayé d'estimer la part de nourriture reçue respectivement par chaque personne en comptant le nombre de cuillérées distribuées. Bien que ces estimations soient un peu approximatives, on constate que lors d'un repas moyen, les hommes adultes reçoivent 30 à 35 % de nourriture de plus que les femmes. Cette différence entre les sexes est également sensible chez les enfants, de l'ordre de 12 % pour les enfants âgés de moins de 10 ans et de 18 % entre 10 et 15 ans. Plusieurs auteurs ayant mis l'accent sur ces variations s'accordent sur les facteurs explicatifs. Du point de vue des familles, il est normal d'investir une partie plus importante des ressources alimentaires sur les hommes adultes (père, fils aînés) qui sont généralement les principaux producteurs économiques du ménage, afin de prévenir toute maladie ou faiblesse qui pourrait entraîner une modification désastreuse de la situation familiale. Il

est également préférable, d'un même point de vue, de favoriser les garçons dont dépend la sécurité des parents devenus vieux.

Cette différenciation des sexes lors de la répartition des aliments au sein de la famille est sans grande conséquence nutritionnelle lorsque la ration moyenne présente une marge de sécurité suffisante. Sur la base des observations faites au cours des repas partagés par des familles de la catégorie IV, et en prenant comme consommation nutritionnelle la moyenne enregistrée par la catégorie, la répartition des aliments entre les membres du groupe familial donne les résultats suivants (tableau 6).

TABLEAU 6 – TAUX DE COUVERTURE DES BESOINS PROTO-ENERGETIQUES EN FONCTION DU SEXE

	Taux de couverture des besoins en calories (%)	*Taux de couverture des besoins en protéines (%)*
Homme	118,5	109,7
Femme	111,3	101,6
Garçon (10-15 ans)	119,5	112,2
Fille (10-15 ans)	109,3	100,0
Garçon (5-10 ans)	108,0	110,0
Fille (5-10 ans)	100,4	100,0

(Source : enquêtes personnelles)

Dans la réalité, l'écart entre les hommes et les femmes est certainement plus important que ne laissent paraître ces estimations. Parmi les adultes, les hommes ont, beaucoup plus que les femmes, accès à des sources alimentaires en dehors des repas familiaux (thé, *snacks*, alcool consommés dans les boutiques). Ces sources difficilement estimables (l'alcool n'a pas été pris en compte dans les bilans alimentaires des familles) leur profitent presque exclusivement. De la même manière, le chapardage ou la collecte des fruits ou autres produits comestibles (directement consommés) ne concernent pratiquement que les garçons : la situation alimentaire des filles passe pour rattraper celle des garçons de leur âge quand elles commencent à aider la mère lors de la préparation des repas.

Les besoins en différents nutriments augmentent de manière significative pour les femmes pendant la grossesse et l'allaitement. La méconnaissance de ces besoins spécifiques et le manque de disponibilités financières font que leur régime alimentaire ne s'améliore guère durant ces périodes. Au contraire, les tabous et les interdits auraient plutôt tendance à limiter leur ration. Quatre femmes appartenant à la catégorie IV étaient enceintes ou allaitaient de jeunes enfants lors du déroulement de l'enquête. Une seule

mère a reconnu avoir une ration plus riche du fait de son état. L'amélioration du régime consistait en un emploi quotidien de 120 g de *Cajanus cajan* pour quatre personne contre 60 g de légumineuses utilisées occasionnellement en temps normal, ce qui représentait, pour l'ensemble du foyer, un gain d'environ 1 000 calories et 6 g de protéines par u.c. et par jour. D'une manière générale, les femmes mangent simplement un peu plus qu'à l'accoutumée et prennent un peu plus de lait que les autres membres de la famille si cette denrée est disponible, ce qui n'est pas suffisant pour satisfaire leurs besoins proto-énergétiques lorsque la ration alimentaire moyenne de la famille apporte 2 500 calories, ou moins. Dans les familles situées aux limites des normes nutritionnelles, la grossesse et l'allaitement ne font que révéler les déficiences nutritionnelles multiples existant chez ces femmes à l'état latent.

L'allaitement maternel est la seule source alimentaire disponible pour le nouveau-né. Le lait de la mère est un excellent aliment car il est parfaitement adapté à ses besoins nutritionnels et à sa physiologie (équilibre en protides, glucides, lipides, éléments minéraux et vitamines facilement assimilables). Plusieurs études ont montré que l'état nutritionnel de la mère avait peu de conséquences sur les qualités nutritionnelles de son lait, du moins en ce qui concerne les protides, glucides et lipides. Toutefois, vers l'âge de 6 mois, l'enfant a besoin d'une alimentation complémentaire ; le lait maternel n'est plus suffisant pour assurer son développement normal (déficience minérale et protidique). Le passage de l'allaitement maternel à l'alimentation normale est crucial. Le sevrage ne doit pas être trop tardif car le lait de la mère manque, au bout d'un certain temps, de protéines et de sels minéraux (notamment de fer). Il ne doit pas être également trop brutal pour laisser à l'enfant le temps de s'adapter petit à petit à la nourriture solide.

Pour la majorité des femmes interrogées, l'allaitement se poursuit pendant 12 ou 15 mois, ce qui est un point satisfaisant : la mère, au contact des germes de son enfant, fabrique et transmet les anticorps indispensables à la défense de son organisme limitant ainsi les risques d'infection car de mauvaises conditions sanitaires prévalent dans la catégorie IV. La durée de l'allaitement semble être liée au niveau d'éducation des mères. Les femmes illettrées ont tendance à nourrir leurs enfants au sein beaucoup plus longtemps et à leur donner des aliments solides beaucoup plus tard. Entre 3 et 6 mois, l'enfant reçoit du lait de vache comme nourriture complémentaire (le lait de bufflesse, trop gras, est considéré comme indigeste). Entre 6 mois et 1 an, on ajoute des fruits mûrs à son régime alimentaire (banane). La nourriture normale est introduite vers un an, parfois plus tardivement. Elle consiste, si possible, en des bouillies faites à bases de farine de céréales et de légumes secs, enrichies de lait et de *ghi*.

Dans la classe économique défavorisée, l'allaitement maternel se poursuit généralement jusqu'à 2 ans. Les femmes employées comme ouvriers agricoles sont contraintes, pour des raisons économiques, de reprendre leur travail 3 mois après l'accouchement et laissent leurs jeunes enfants à la garde de leurs frères ou sœurs plus âgés avec pour conséquences des tétées trop espacées. Jusqu'à l'âge d'un an, le lait maternel reste la seule nourriture. Le passage de l'allaitement maternel à la nourriture solide est généralement tardif est brutal ; l'enfant a alors tendance à refuser les aliments qu'on lui propose et auxquels son palais n'est pas habitué. Les faibles disponibilités financières de ces familles ne permettent pas, en général, d'acheter du lait de vache comme nourriture complémentaire ni d'offrir à l'enfant une nourriture solide riche d'un point de vue nutritionnel. Parallèlement à ces causes économiques, le manque d'éducation nutritionnelle semble jouer un rôle important. Par exemple, bien que la famille 9 de la catégorie IV ait un apport énergétique moyen égal à 2 912 calories par u.c. et par jour, l'enfant de 15 mois ne reçoit, en dehors du lait de sa mère (ouvrier agricole permanent) qu'un peu de pain de mie trempé dans de l'eau chaude sucrée et légèrement teintée de café (60 g par jour achetés pour 0,35 roupies dans les boutiques du village) ou à défaut, un gruau de riz. La ration alimentaire de cet enfant ne permet de couvrir que 75 à 80 % de ses besoins proto-énergétiques.

Les carences proto-énergétiques de l'enfant ne sont pas simplement liées à un problème quantitatif. De nombreux facteurs externes semblent jouer un rôle important dans l'alimentation des enfants d'âge préscolaire. Si la faiblesse des revenus est une des raisons principales de la malnutrition infantile, ce n'est pas uniquement parce qu'elle influe sur la ration alimentaire de ce groupe d'âge, mais également parce qu'elle est associée à un certain nombre de conditions défavorables du milieu telles que le manque d'espace ou les mauvaises conditions d'hygiène favorisant le développement d'infections. Il existe un rapport étroit entre malnutrition et infection. Un certain nombre d'enquêtes épidémiologiques ont démontré que les maladies infectieuses telles que la rougeole, la tuberculose, le paludisme, l'hépatite B, les maladies diarrhéiques… avaient une prévalence beaucoup plus forte chez les enfants atteints de malnutrition proto-énergétique. C'est non seulement l'incidence des infections, mais aussi leur gravité qui augmentent[20]. Inversement, les infections limitent l'assimilation des nutriments apportés par la ration alimentaire ou créent des besoins supplémentaires aux

[20]CHANDRA R.K. (1976) – The effect of nutritional status on immune capacity and immune responses on preschool children in a rural community in India. In: *Bulletin of the WHO*, Genève, 54(5), p. 54 ; CHANDRA R.K. (1979) – Nutritional deficiency and susceptibility to infection. In: *Bulletin of the WHO*, Genève, 57(2), p. 53.

individus[21]. Il a, par exemple, été démontré que des mesures prophylactiques et une éducation sanitaire pouvaient réduire la prévalence et la gravité de la malnutrition proto-énergétique chez les enfants, sans qu'il y ait une modification substantielle de leur ration alimentaire[22].

Il n'y a pas, dans le village, de forme grave de malnutrition proto-énergétique. Les signes associés au Kwashiorkor (œdèmes aux membres inférieurs et au visage, dépigmentation des cheveux, lésions cutanées) qui apparaissent dans les 3 à 6 mois suivant le sevrage (déficit protidique faisant suite au remplacement du lait maternel par une nourriture inadaptée) ou ceux associés au marasme nutritionnel (enfants présentant un visage émacié de « vieillard » et des « fesses ridées ») lié à une inanition prolongée (arrêt précoce de l'allaitement entraînant un déficit proto-énergétique), ou forme combinant les deux, ne sont pas visibles sur les enfants appartenant aux familles les plus pauvres. Toutefois, l'aspect apathique et grognon de quelques-uns traduit vraisemblablement des formes mineures de malnutrition proto-énergétique (pré-carence nutritionnelle) ; formes beaucoup plus insidieuses mais tout aussi irréversibles car elles retardent le développement physique et mental des jeunes enfants. L'évaluation de l'impact réel de la malnutrition proto-énergétique chez les enfants d'âge préscolaire nécessite des études de taille et de poids comparées aux standards définis pour chaque tranche d'âge. L'interprétation des résultats n'est possible que si ces études sont étalées dans le temps (la présence de formes graves du Kwashiorkor n'entraîne pas forcément une perte de poids du fait de l'apparition des œdèmes) et touchent un échantillon de population beaucoup plus vaste que celui disponible parmi la population de Rangashipura. Ces résultats appellent un développement qui dépasse le cadre de ce travail.

[21] SHUKLA P.K. (1982) – Malnutrition, infection, interaction. In: *Nutritional problems of India*, Delhi, Printice Hall, p. 75.
[22] FAO (1977) – Quatrième enquête mondiale, (61).

CHAPITRE 2

CAPITALISME AGRAIRE ET INDUSTRIALISATION RURALE EN INDE MERIDIONALE ETUDE DE LA REGION DE COIMBATORE DANS LE TAMIL NADU[1]

Philippe Schar

Le district de Coimbatore en Inde méridionale connaît, depuis la fin des années soixante-dix, une forte industrialisation rurale. Parallèlement à la déconcentration des activités industrielles des grandes firmes de Coimbatore, les agriculteurs de la région jouent un rôle prépondérant dans cette évolution de l'économie rurale. La surexploitation des eaux souterraines utilisées pour l'irrigation pousse les agriculteurs aisés à investir leurs surplus financiers dans le secteur secondaire. L'émergence d'une classe d'entrepreneurs issue de l'élite rurale repose sur le haut niveau de qualification de la jeune génération, la disponibilité des réserves financières familiales et les liens sociaux et économiques qui unissent la bourgeoisie industrielle et urbaine aux familles d'entrepreneurs ruraux.

L'émergence du capitalisme agraire est l'un des phénomènes les plus marquants de l'évolution économique rurale dans la période postcoloniale, plus particulièrement depuis la Révolution Verte. Si l'Inde a atteint l'autosuffisance alimentaire vers la fin des années 1970, le développement d'une agriculture capitaliste s'accompagne trop fréquemment d'une aggravation des inégalités sociales et d'une rapide prolétarisation des campagnes. Après plus d'une décennie de programmes d'aide au développement rural, force est de constater que la majorité des ruraux (petits

[1] Initialement publié dans les Cahiers d'Outre-Mer, 45(178), avril-juin 1992.

propriétaires, artisans, ouvriers agricoles) souffre d'un sous-emploi chronique, et de revenus trop faibles et jamais assurés. Cette situation, aggravée par le transfert d'une grande partie des richesses (surplus dégagés par les activités rurales) et du savoir (élite rurale) vers les centres urbains, n'offre aux laissés-pour-compte de la Révolution Verte que peu d'opportunités de trouver, en zone rurale et hors du secteur agricole, les moyens d'une existence meilleure (Lipton, 1977).

La diversification de l'économie rurale apparaît comme une nécessité. Économistes et responsables de la planification soulignent aujourd'hui le rôle que doit jouer l'industrialisation des campagnes.

Les implantations industrielles en milieu rural devraient permettre de valoriser sur place les ressources locales, de créer des emplois non agricoles capables d'absorber les excédents de main-d'œuvre et de générer des dynamiques entrepreneuriales hors des centres urbains (Mishra, 1988). À ce titre, le district de Coimbatore (État du Tamil Nadu) est un des rares exemples de région indienne où le développement économique induit un certain équilibre entre la ville et la campagne, le rural et l'urbain, et les différents secteurs de l'économie régionale.

Le district de Coimbatore : une économie régionale dynamique et diversifiée

Situé au pied des Ghâts occidentaux, en position d'abri par rapport aux vents de mousson, le district de Coimbatore est une région fortement sensible à la sécheresse. Les précipitations annuelles moyennes, de 600 à 800 mm, sont caractérisées par un coefficient de variabilité interannuelle très fort. La faiblesse et l'irrégularité des pluies ont obligé très tôt les agriculteurs à avoir recours aux ressources en eau souterraine. L'irrigation par puits y est fortement développée et a toujours joué un rôle considérable[2].

Dès le XIXe siècle, l'agriculture régionale présente un certain nombre de particularités. C'est une agriculture intensive de semi-subsistance produisant des céréales sèches destinées à l'autoconsommation (millets), et quelques cultures commerciales (coton, tabac, piments, bétel,...) pratiquées sur les meilleures terres et les périmètres irrigués par puits. Le fonctionnement des systèmes agraires implique une forte capitalisation sur les exploitations,

[2] On dénombrait plus de 50 000 puits d'irrigation dans la région de Coimbatore en 1895 et près de 70 000 en 1911 permettant d'irriguer 118 800 ha.

phénomène très rare en Inde du Sud à cette époque. L'importance des investissements est liée au coût de creusement des puits et à la nécessité de maintenir plusieurs paires de bœufs pour assurer leur fonctionnement. L'entretien de ces animaux est, en effet, très onéreux dans un environnement sec où les zones de pâture sont pratiquement inexistantes. L'agriculture régionale présente donc des orientations spéculatives, certes limitées, mais indispensables au fonctionnement des systèmes agraires. Un autre fait remarquable est l'implication directe des propriétaires dans la commercialisation de leurs productions sur les marchés régionaux (Baker, 1984).

Ce type d'économie agraire a permis aux cultivateurs de répondre très vite aux changements intervenus au tournant du XXe siècle : augmentation de la demande sur les marchés internationaux et développement des transports permettant d'exporter les productions commerciales et d'importer les grains alimentaires. Les superficies irriguées s'étendent, la tendance spéculative se renforce, les marchés régionaux se spécialisent. Parmi le large éventail des cultures commerciales pratiquées, le coton est celle qui connaît le succès le plus rapide : la région devient l'un des principaux centres de production du sud de l'Inde et Tiruppur s'impose comme le marché le plus important. Depuis les années 1950, les superficies cultivées en coton diminuent régulièrement au profit d'autres plantes commerciales comme la canne à sucre dans le nord du district ou les cocotiers dans le sud. Aujourd'hui, plus de la moitié de la superficie nette cultivée est irriguée, la consommation d'engrais chimiques et le nombre de tracteurs par hectare cultivé sont nettement supérieurs à la moyenne du Tamil Nadu. Les grands propriétaires ont su tirer les meilleurs profits de l'utilisation des eaux souterraines et des nouvelles techniques agricoles. Ils pratiquent une agriculture commerciale moderne, de type capitaliste, qui demande de forts investissements, mais permet de dégager d'importants bénéfices (Schar, 1989).

La culture du coton est à l'origine du développement économique régional. Naïdu et Vellala Gounder, les deux principales castes de propriétaires-exploitants ont investi, à partir de 1920-1930, leurs surplus financiers dans la création de filatures. En règle générale, les usines sont des propriétés familiales, les entrepreneurs sont des agriculteurs le plus souvent impliqués dans le négoce du coton et l'investissement de départ est relativement limité. La main-d'œuvre n'a pas besoin d'être particulièrement qualifiée si l'on se limite à la filature et peut être recrutée dans les zones rurales situées à la périphérie de Coimbatore et Tiruppur où les premières usines sont créées. L'activité textile apparaît rapidement sûre et facile

d'accès, et les capitaux ruraux viennent très vite l'alimenter par le jeu d'émission de parts dans les cercles familiaux étendus (Baker, 1984).

Le textile, à la base de l'industrialisation du district, continue à dominer l'activité économique de la région[3]. Ce sont les besoins du textile qui ont conduit à la diversification des activités industrielles. Fonderies, petite métallurgie et ateliers mécaniques ont au départ été créés pour alimenter les filatures en machines indispensables à leur fonctionnement et pour produire les structures métalliques nécessaires à leur construction. L'acquisition d'un savoir industriel a favorisé, à partir des années 1940, la diversification des productions permettant ainsi de répondre aux besoins croissants des autres secteurs de l'économie régionale : pompes et moteurs électriques pour l'irrigation (Coimbatore est un des plus importants centres indiens de production), pièces automobiles pour supporter le développement des réseaux de transport, puis une diversification plus large basée sur l'adaptation de ces techniques à d'autres types de production faisant de la région de Coimbatore l'une des plus industrialisées du Tamil Nadu.

Le développement de l'agriculture et la croissance industrielle ont conduit à la mise en place d'un réseau de villes petites et moyennes relativement dense. Lors du recensement de 1981, 35 centres urbains regroupaient plus de la moitié de la population totale du district, l'agglomération de Coimbatore atteignant un million d'habitants[4]. Si l'on exclut la capitale d'État (Madras) et sa périphérie immédiate (le district de Chengalpet), Coimbatore est le district le plus urbanisé du Tamil Nadu. L'urbanisation va au-delà de ce que laissent entrevoir ces statistiques. Les villages sont souvent de gros bourgs ruraux présentant des caractères d'urbanité qu'on ne rencontre que très rarement dans les autres régions de l'Inde méridionale, aussi bien au niveau des infrastructures et des équipements (réseau routier, transports en commun, enseignement, santé, banques, commerces) qu'au niveau de la répartition sectorielle de la population active. L'importance des revenus non-agricoles en zone rurale est un phénomène plus particulièrement marquant dans les villages de la moitié nord du district où la population dispose de nombreuses opportunités d'emplois industriels dans les banlieues de Coimbatore et Tiruppur. Ce type de développement économique régional, soutenu et diversifié, ne peut se comprendre qu'en tenant compte du dynamisme et de l'esprit d'entreprise des castes dominantes. Coimbatore est un des rares exemples indiens où l'élite industrielle soit issue des communautés paysannes locales. De nos

[3] Le textile représentait 50 % des emplois de Coimbatore en 1980.

[4] 997 000 habitants en 1981 contre 736 000 en 1971 et 50 000 au début du siècle.

jours, les plus grands groupes industriels (Lakshmi, PSG, Balakrishna, etc.) sont aux mains de familles d'origine paysanne ayant investi dans le textile après la Première guerre mondiale. Leurs activités s'étendent de la filature au tissage en passant par les fonderies, les industries mécaniques, et la vente d'usines textiles « clés en main ». Ces groupes possèdent également les principaux collèges d'enseignement supérieur et hôpitaux de la région, de même que d'immenses domaines agricoles. Les liens économiques entre les différents secteurs productifs et les liens sociaux unissant l'élite rurale à la bourgeoisie industrielle et urbaine favorisent la croissance et la diversification de l'économie régionale dont le fait le plus marquant est, depuis une dizaine d'années, la dispersion des entreprises industrielles en milieu rural.

Afin d'apprécier le rôle joué par la paysannerie riche dans ce processus d'industrialisation des campagnes, nous avons recensé, dans 65 villages situés au nord de Coimbatore, entre l'agglomération et les villes de Mettupalaiyam et d'Annur (respectivement 110 000 et 150 000 habitants en 1981) distantes d'une quarantaine de kilomètres, la totalité des entreprises industrielles existantes.

Nous définissons ici par « entreprise industrielle » toute unité employant au moins 5 personnes (en dehors de la main-d'œuvre familiale), et/ou ayant un capital fixe de plus de 100 000 roupies (Rs)[5]. Ceci permet de prendre en compte les petits ateliers n'employant qu'un nombre restreint de salariés mais où l'investissement est important du fait du coût des machines utilisées, sans omettre les entrepreneurs possédant plusieurs unités de petite taille[6].

Industrialisation des campagnes

La zone rurale retenue pour cette étude est représentative de l'évolution économique que connaît la moitié nord du district. C'est une région agricole traditionnellement riche grâce à ses productions de coton et de tabac. De nos jours, la canne à sucre est devenue la première culture commerciale pratiquée sur les périmètres irrigués par puits. L'agriculture traverse depuis quelques années une crise certaine due à la faiblesse chronique des pluies de

[5] 1 roupie = 0,3 franc en 1990. A titre indicatif, le seuil de pauvreté était défini en Inde, à cette époque, à 6 500 Rs de revenu annuel pour une famille de 5 personnes.

[6] Les entreprises de type artisanal, classées en Inde comme « household & cottage industries » (comme le tissage sur métiers mécaniques), n'ont pas été prises en compte dans cette étude. De la même façon, nous n'avons pas pris en compte les briqueteries qui utilisent, dans leur grande majorité, des sources d'énergie traditionnelles comme le bois.

mousson et à la surexploitation des nappes d'eau souterraine. Parallèlement, cette zone connaît une très forte croissance industrielle et urbaine liée à l'extension spatiale de la métropole. Coimbatore est passée d'une municipalité de 197 000 habitants entourée de quelques petites villes satellites en 1951 à une agglomération urbaine de plus d'un million d'habitants en absorbant, entre 1951 et 1971, une vingtaine de villages et de centres urbains périphériques.

Sur les 65 villages pris en compte pour cette étude (villages définis comme tels lors du recensement de 1981), 56 accueillent un total de 650 unités industrielles (UI) représentant plus de 30 000 emplois. La localisation de ces usines traduit très clairement l'influence de la métropole. Les villages « périurbains » inclus dans la première couronne autour de l'agglomération regroupent plus de la moitié des UI recensées pour 2/3 environ des emplois industriels créés. Les autres zones rurales où l'on enregistre une forte implantation industrielle sont situées le long des grands axes routiers et ferroviaires, notamment l'axe Coimbatore – Tiruppur – Avanashi qui assure la jonction entre les deux grands centres industriels du district et ouvre la région sur les plaines orientales du Tamil Nadu.

La création industrielle dans cette zone rurale est un phénomène relativement récent qui connaît une forte croissance depuis le début des années 1980. Ce type d'évolution doit être mis en parallèle avec plusieurs facteurs complémentaires : une certaine reprise de la croissance industrielle indienne, la volonté de déconcentration industrielle affichée par les grandes firmes de Coimbatore qui s'appuie en partie sur la politique de l'État d'encourager l'industrialisation rurale, et la mobilisation dans le secteur secondaire d'une part importante des surplus dégagés par l'agriculture locale.

Les propriétaires des UI recensées ont été classés, en fonction de leurs origines socioéconomiques, en trois catégories. Par « agriculteurs », nous entendons des cultivateurs, ou fils de cultivateurs, possédant une usine ou un atelier industriel. Ce sont les principaux créateurs d'entreprises (plus de la moitié des usines recensées pour 1/3 environ des emplois industriels créés).

La bourgeoisie industrielle et urbaine (catégorie « non ruraux ») possède environ 1/3 des UI représentant plus de 60 % des emplois créés. Jusqu'à la fin des années 1970, les firmes de Coimbatore ont pu trouver, dans les banlieues périphériques nouvellement créées, l'espace nécessaire à l'extension de leurs activités. Depuis le début des années 1980, la saturation de ces banlieues les a conduites à s'implanter hors des limites de

l'agglomération urbaine[7]. Le principal avantage de cette délocalisation est l'abaissement des coûts d'installation et de production. Les terres agricoles sèches sont abondantes et bon marché en comparaison du prix des terrains en zone urbaine. Une implantation industrielle en milieu rural permet aux entrepreneurs de profiter des avantages consentis par l'État sous forme de subventions, de réduire la fiscalité indirecte (taxes payées à la municipalité), et d'éviter les problèmes liés à l'engorgement de l'agglomération (manque d'espace pour agrandir les usines, problèmes de circulation à l'intérieur de la ville et de sa proche banlieue). Cette déconcentration est favorisée par un excellent réseau de transport et la présence d'une abondante main-d'œuvre industrielle en milieu rural. La main-d'œuvre non qualifiée est, en outre, moins onéreuse et moins syndiquée que la main-d'œuvre urbaine. Près de 20 % de ces UI appartiennent à des firmes ou des entrepreneurs étrangers à la région dont la moitié environ est originaire du Kérala ou des Etats du nord de l'Inde (notamment le Maharashtra). Ces entrepreneurs ont choisi la région de Coimbatore pour la proximité des marchés, les facilités d'approvisionnement (matières premières, machines, pièces détachées), la présence d'une main-d'œuvre qualifiée, et la renommée attachée à la ville pour la fabrication des pompes d'irrigation et des machines textiles qui sont, avec la filature, les principaux secteurs d'activité dans lesquels ils sont engagés.

La catégorie « autres ruraux » regroupe essentiellement des commerçants et négociants villageois, auxquels s'ajoutent d'anciens ouvriers industriels ayant créé de petites entreprises avec l'aide, notamment, des primes de départ à la retraite payées par leurs employeurs. Ces catégories sociales ne jouent qu'un faible rôle dans le processus d'industrialisation rurale (20 % des UI, soit moins de 5 % des emplois industriels créés).

La production industrielle apparaît comme largement diversifiée et présente à peu près les mêmes caractéristiques sectorielles que celles de l'agglomération de Coimbatore. Le textile et les industries mécaniques/fonderies sont les activités dominantes. L'activité textile connaît en Inde des problèmes cycliques. Toutefois, ils sont à Coimbatore beaucoup moins importants que dans les autres grandes régions de production (Bombay et Ahmedabad). Il est nécessaire de différencier deux secteurs : le secteur « organisé » (les usines), et le secteur « décentralisé » qui correspond

[7] Pour se limiter à l'exemple du groupe Lakshmi, on peut noter à titre indicatif la création, dans les villages de Kaniyur et d'Arasur situés à 25 km de Coimbatore sur la route Coimbatore-Avanashi, d'un complexe industriel regroupant 5 usines construites entre 1985 et 1987 : Lakshmi Fondaries, Lakshmi Textile Products, Lakshmi Precision Tools, Lakshmi Machine Tools (unit 2), Lakshmi Machine Works (unit 2).

aux métiers à tisser manuels et aux métiers mécaniques. Dès le second plan quinquennal, les choix politiques ont protégé et favorisé le tissage sur métiers, mesures qui se sont traduites par un fléchissement très net de la production des usines « composites » (filature + tissage). En revanche, la production des métiers mécaniques connaît depuis les années 1970 une croissance très soutenue du fait de leur compétitivité au niveau des prix et de leur grande profitabilité[8]. Par ailleurs, si l'on constate une augmentation des dépenses d'habillement de la part de toutes les catégories sociales indiennes, celle-ci masque une stagnation de la consommation des cotonnades au profit des textiles synthétiques, et ceci quelle que soit la catégorie économique considérée. Les unités industrielles les plus touchées ont été celles produisant des cotonnades bon marché mises en compétition directe avec les productions artisanales (Goswamy, 1990). Cette situation a conduit au rachat d'un grand nombre d'usines composites par des organismes étatiques (« National Textile Corporation » ou « State Textile Corporation ») afin de limiter le nombre des fermetures.

À la différence des autres grands centres textiles indiens, Coimbatore est essentiellement un centre de filature. Certes, il existe un certain nombre d'usines composites reprises par la « National Textile Corporation », mais la crise n'a pas été ressentie avec la même force que dans le nord de l'Inde[9]. Les grands groupes de Coimbatore produisant des cotonnades de luxe et des tissus synthétiques, ou des mélanges coton/synthétique de qualité supérieure, comme le groupe Lakshmi, possèdent des usines modernes, emploient une main-d'œuvre « rationalisée », et offrent des productions diversifiées. Ils bénéficient d'un important support publicitaire et d'un réseau de distribution national qui leur a permis de fidéliser, à l'échelle de l'Union, une clientèle urbaine aisée et de réaliser d'importants bénéfices.

Les usines textiles sont dispersées dans l'ensemble de la région rurale et représentent l'activité industrielle dominante dans les villages les plus excentrés. Depuis la saison 1988, l'activité textile indienne enregistre de très bons résultats, y compris dans le secteur organisé, grâce à une succession de bonnes récoltes et une augmentation des marchés à l'exportation. Cette

[8] Profitabilité liée à la faiblesse des salaires dans le secteur « décentralisé » et aux exemptions fiscales (taxes sur la vente des productions).

[9] On constate une augmentation du nombre des emplois textiles dans le secteur organisé pour la région de Coimbatore au cours de la décennie 1970, augmentation certainement plus liée, il est vrai, à l'enregistrement d'un plus grand nombre d'usines d'égrenage du coton existant sous le « Factory act » (source des données officielles) qu'à l'augmentation réelle du nombre des emplois créés dans le secteur textile (Harris, 1982b).

situation se traduit localement par la création de nombreuses filatures entraînant une forte demande dans le secteur mécanique[10].

Fonderies et industries mécaniques produisent principalement pour le secteur des machines textiles et des pompes et moteurs d'irrigation. Les usines sont essentiellement localisées dans les villages proches de Coimbatore et le long de l'axe Coimbatore-Avanashi. Cette implantation semble devoir rapidement s'étendre à l'ensemble de la zone rurale étudiée. Il y avait, par exemple, dans les villages situés à la périphérie d'Annur, 15 usines en construction lorsque nous avons conduit notre recensement dont 7 unités de production mécanique appartenant, pour la plupart d'entre elles, à des groupes industriels de Coimbatore, unités qui devraient rapidement attirer des ateliers sous-traitants.

Les autres types de production industrielle révèlent une large diversité. Notons, pour leur importance au niveau des emplois, les industries électriques et électroniques (35 UI ; 1 321 emplois), de caoutchouc et plastique (17 UI ; près de 500 emplois), agro-alimentaires (60 UI ; 300 emplois), chimiques (10 UI ; 300 emplois).

Profils des industriels d'origine paysanne

Il est relativement rare, en Inde, de trouver des agriculteurs aussi largement et directement impliqués dans des processus d'industrialisation rurale. Afin de mener une étude plus approfondie sur ces industriels d'origine paysanne, nous avons sélectionné un échantillon de 53 entrepreneurs (16,5 % du total) représentatifs des différents secteurs de production en tenant compte de la taille, de la localisation et de l'ancienneté des usines.

La plupart des industriels appartiennent à la bourgeoisie rurale locale. Plus de 75 % des entrepreneurs sont issus de familles de propriétaires possédant des exploitations agricoles de plus de 5 ha ; 70 % de la superficie de leurs exploitations sont irrigués par puits[11]. Il est bon de noter que les entrepreneurs possédant de petites propriétés (< 2,5 ha) sont issus de familles présentant des formes de diversification économique relativement anciennes,

[10] Lors du déroulement des enquêtes, le délai d'obtention pour des machines textiles neuves était d'environ 2 ans.

[11] Nous avons calculé, dans des villages de cette zone rurale, que le revenu annuel procuré aux propriétaires appartenant à ces catégories foncières était de l'ordre de 16 000 à 18 000 roupies par hectare cultivé avec des cultures irriguées telles que la canne à sucre.

telles que le négoce des productions agricoles. En d'autres termes, les entrepreneurs ruraux appartiennent dans leur grande majorité, aux groupes privilégiés qui occupent le sommet de l'échelle économique villageoise.

Vellala Gounder et Naïdu, les deux principales communautés de propriétaires fonciers de la région, sont largement représentées parmi ces industriels. La comparaison des dynamiques entrepreneuriales des différentes castes à partir des données recueillies dans plusieurs villages est difficile en raison des différences des niveaux d'industrialisation et des opportunités de développement industriel, comme de la dominance dans un même village d'une seule caste d'agriculteurs. Les résultats de nos investigations indiquent néanmoins une plus forte tendance à la création industrielle dans la communauté Naïdu. Certes, ces éléments ne permettent pas d'affirmer un plus grand dynamisme entrepreneurial chez les Naïdu, mais semblent confirmer l'impression qui prévaut dans la région : la majorité des entrepreneurs reconnaissent que les paysans Naïdu bénéficient d'un environnement extrêmement favorable pour débuter leurs activités industrielles dans la mesure où les relations entre grands propriétaires et représentants de la bourgeoisie industrielle et urbaine sont très fortes au sein de cette communauté.

La génération actuelle est responsable de la création de 90 % des entreprises industrielles existantes. Les grands-parents de ces entrepreneurs étaient engagés dans les seules activités agricoles, à l'exception de 8 familles pratiquant le négoce du coton, du sucre brun ou de l'arachide. Dans la génération suivante, la diversification des revenus par le biais d'activités tertiaires se renforce. Aux 8 cas précédents s'ajoutent 7 familles engagées dans un nouveau type d'activités tertiaires (magasins, transport, cinéma, location de salles de mariage, dépôt de bois). Seules cinq usines sont créées, fin des années 1950 – début des années 1960 : 4 de ces entreprises peuvent être considérées comme des extensions du négoce (3 huileries, une usine d'égrenage de coton), la dernière étant une usine de pompes d'irrigation. La création industrielle s'accompagne d'un affaiblissement de l'intérêt porté aux activités tertiaires traditionnelles. Le négoce des productions agricoles ne subsiste que s'il est directement lié à l'activité industrielle (5 cas). De nos jours, l'industrie est devenue la principale source de revenus de ces familles et plus de 80 % des entrepreneurs consacrent la majeure partie de leur temps à leurs usines, et plus de la moitié d'entre eux ne participent pas directement à la gestion de leur propriété agricole qui est laissée à un parent proche (père, mère, ou frère).

Trois entrepreneurs sur quatre ont décidé de créer leurs entreprises dans leur village d'origine. Aux côtés pratiques de cette implantation (possession de terrains pour construire usines et ateliers) s'ajoute un ensemble de

facteurs psychologiques liés au prestige dont ils jouissent. Par le biais des recrutements locaux, l'industriel maintient ou accroît le contrôle que sa famille exerçait traditionnellement sur la main-d'œuvre agricole villageoise. Au-delà d'un certain niveau de réussite, il multiplie les dons à la communauté (écoles, temples, éclairage public, etc.), d'autant plus que cela permet de diminuer les taux d'imposition sur les bénéfices de l'entreprise. De fait, on assiste dans certains villages à un transfert du pouvoir local (politique et économique), et du prestige qui lui est attaché, des grands propriétaires vers les nouveaux industriels. Ce transfert est facilité par la modification des rapports propriétaires/ouvriers agricoles (rapports traditionnels de type « patron/client » ayant évolué vers des rapports « employeur/employé ») mais continue de lier les mêmes familles de notables ruraux aux mêmes groupes défavorisés de la société villageoise.

Six agriculteurs, originaires de la zone d'étude, ont créé leurs entreprises industrielles hors des frontières de leur village natal, généralement dans un village très proche de leur lieu d'origine, pour des raisons essentiellement liées à un meilleur accès au réseau de transports. Notons enfin la présence de 7 familles d'agriculteurs qui ne sont pas originaires de cette zone rurale.

Les familles appartenant à la bourgeoisie rurale indienne ont une volonté très affirmée de diversifier leurs revenus. Cette volonté exprime une réaction par rapport aux risques d'un revenu familial[12] reposant sur la seule activité agricole, et traduit le désir de ne pas diviser l'exploitation entre plusieurs fils obligés de rester à la terre.

Dans les villages étudiés, les notables ruraux ont accumulé, au cours des dernières décennies, des surplus financiers considérables grâce à l'exploitation de leurs propriétés agricoles. De nos jours, le réinvestissement de ces profits dans l'agriculture est extrêmement faible. D'une part, les exploitations ont atteint un niveau d'équipement important, et d'autre part, l'agriculture apparaît aux yeux de ces propriétaires comme une activité peu rentable au futur incertain. Les problèmes liés à l'agriculture et à l'irrigation sont les principales raisons avancées par les propriétaires pour expliquer le réinvestissement de leurs profits dans l'activité industrielle. La politique des prix pratiquée par l'État pour certaines productions agricoles et la forte augmentation du coût de la main-d'œuvre (augmentation des salaires et réduction horaire de la journée de travail) sont parmi les raisons les plus

[12]«A rural capitalist farmer family today a well-educated younger generation, and systematically seeks to diversify economic activities, placing some sons in service (making them doctors or lawyers if possible) setting others up with small shops or tiny businesses, and leaving only one to run the land and the tractor» (Ornvedt, 1981).

fréquemment citées par les grands propriétaires pour expliquer la baisse de leurs revenus agricoles. Cette baisse est somme toute réelle et ne pourrait être compensée que par l'augmentation des superficies irriguées. L'irrigation par puits a atteint aujourd'hui les limites de son développement. Les nappes sont surexploitées et la situation est largement aggravée par les insuffisances chroniques de la mousson au cours des années 1980 : la station d'Annur a enregistré des précipitations inférieures à 400 mm pour les 6 dernières années[13]. Les investissements dans ce secteur sont actuellement très limités. La création d'un puits dont le coût serait de plusieurs centaines de milliers de roupies vu la profondeur de la nappe (en moyenne supérieure à 30 m) comporte de très gros risques pour une rentabilité qui, de toute façon, resterait insuffisante au regard des sommes à engager. L'investissement dans l'irrigation se limite à l'approfondissement de quelques puits existants et l'installation de puits tubés au fond des puits ouverts[14]. Afin de s'adapter à l'amenuisement des disponibilités en eau souterraine, les paysans sont contraints de diminuer régulièrement les superficies irriguées et de s'orienter vers des cultures dont les besoins en eau sont inférieurs (remplacement de la canne à sucre par le coton sur une partie du domaine irrigable). Parmi les formes de diversification économique accessibles, privilégier l'investissement industriel traduit le désir des entrepreneurs de valoriser leurs connaissances (formation scolaire ou expérience professionnelle) dans un secteur d'activité auquel est attaché un prestige certain et où les exemples de réussite d'entrepreneurs locaux constituent un facteur très motivant.

La diversification du revenu familial par le biais de la création industrielle correspond à l'aboutissement d'un investissement à long terme qui débute par le choix des filières d'éducation. Près de la moitié des entrepreneurs possèdent au moins un diplôme de fin d'études secondaires, généralement acquis dans des filières techniques, un quart environ est

[13] Tous les villages inclus dans la région d'étude appartiennent à des zones où le taux d'utilisation des eaux souterraines dépasse 80 % de la capacité théorique de recharge des nappes, capacité calculée pour une pluviométrie moyenne. On estime qu'au-delà de ce seuil, la nappe est surexploitée (Swaminathan & Kandaswamy, 1991).

[14] Dans 3 villages pour lesquels nous avons recueilli des informations précises concernant l'irrigation, aucun nouveau puits ouvert n'a été creusé pendant les dix dernières années, 7 puits ont été approfondis pour un total de 64 propriétaires de plus de 5 ha possédant un total de 89 puits d'irrigation et 49 tentatives de forage ont été effectuées au fond des puits existants, dont plus de la moitié s'est soldée par un échec.

diplômé de l'enseignement supérieur, et 10 % d'entre eux ont complété leur formation par un stage en entreprise[15].

Privilégier les filières techniques dans l'éducation des enfants est un choix dicté par la conjoncture économique régionale. L'obtention d'un emploi industriel à la suite d'une formation scolaire ou universitaire est un tremplin vers des activités entrepreneuriales qui peuvent offrir des possibilités de carrière et de progression sociale très attrayantes. La plupart des entrepreneurs ayant des niveaux d'éducation élevés sont engagés dans les industries mécaniques. C'est également dans cette branche d'activité qu'on trouve le plus grand nombre d'industriels ayant acquis une expérience professionnelle en entreprise avant de s'établir à leur compte. Les propriétaires ayant peu de qualifications se tournent généralement vers des activités plus traditionnelles telles que l'égrenage du coton ou les huileries. En revanche, leurs familles possèdent souvent une longue expérience dans la commercialisation de ces productions agricoles.

La création de l'entreprise

Seulement 45 % des entreprises sont des propriétés individuelles. L'association de plusieurs partenaires est la forme d'organisation la plus répandue. Les associés sont généralement choisis parmi les membres de la famille proche (père ou frères). L'organisation des entreprises en propriétés familiales, ou par association de parents, proches ou éloignés, ne repose pas uniquement sur des facteurs psychologiques mais se justifie également par un certain bon sens lorsque l'entreprise est replacée dans son contexte local. Le fait de considérer les membres de la famille comme les personnes les plus fiables pouvant occuper des postes à responsabilité comporte une certaine pertinence. Cela évite une fuite des cadres qui pourraient profiter de leur expérience pour établir des usines concurrentes (les cas sont fréquents, particulièrement dans le secteur mécanique).

Dans une entreprise familiale, les intérêts personnels et familiaux se confondent. Quelque soit son statut juridique, l'entreprise est considérée comme une propriété collective et lorsqu'elle est menacée, il est plus aisé de mobiliser les réserves de capitaux des partenaires ; ce n'est pas seulement la propriété qui est menacée mais la réputation et le prestige de l'ensemble de

[15] Il est bon de noter, à ce sujet, le rôle majeur joué par les collèges techniques privés créés par les grands groupes industriels de Coimbatore afin de former, sur place, les cadres nécessaires au fonctionnement de leurs usines.

la famille. Les reproches communément faits aux entreprises familiales ne semblent pas se vérifier ici. Si l'autorité des anciens (le père) reste très forte dans les domaines sociaux et rituels, la gestion effective et la direction des usines sont laissées aux enfants les plus qualifiés, les plus au courant des dernières transformations techniques ou législatives pouvant avoir des conséquences sur la marche de l'usine. Il n'existe pas, dans notre échantillon, de relation directe entre le type d'organisation de l'entreprise et ses performances économiques.

Le support familial est un facteur prépondérant. Un exemple géographique précis illustre la nature des liens existant entre les 8 industriels Naïdu présents dans un bloc de 3 villages situés à une vingtaine de kilomètres de Coimbatore où ont été recensées 14 UI dont 11 appartiennent à des agriculteurs. Outre le fait que ces 8 entrepreneurs sont liés par des relations familiales plus ou moins complexes, il est intéressant de noter qu'il existe un ensemble de liens avec la bourgeoisie industrielle urbaine. Par exemple, M. X., « landlord » Naïdu, s'est marié à un membre de la famille possédant le groupe Lakshmi. Grâce à sa fortune personnelle (plus de 50 ha de terres agricoles) il a pu, en achetant des parts, entrer au Conseil d'administration de la société. Sa fille est aujourd'hui mariée avec un industriel d'Udumalpet. Ses trois fils sont chacun à la tête d'une usine dont la création a été grandement facilitée par les relations existantes avec le groupe Lakshmi (possibilité d'achat de matériel importé). Un des fils possédant une usine de machines textiles (V.J. Engineering) a épousé la fille d'un des membres du Conseil d'administration de Textool, filiale du groupe Lakshmi. Son usine et les usines Lakshmi Machine Works et Textool offrent des contrats de sous-traitance à trois ateliers mécaniques créés dans ces villages par des parents éloignés. Cet exemple ponctuel illustre en fait un réflexe communautaire largement répandu dans la région. Il faut noter à ce titre que si les grands propriétaires offrent à leurs fils une éducation de qualité, il en est de même pour les filles. Il s'agit, dans ce cas, de pouvoir les marier avec des représentants de la bourgeoisie industrielle ou urbaine afin de renforcer les liens avec ces groupes sociaux.

Les apports personnel et familial sont les principales sources de capital utilisées pour la création de l'entreprise. Ils correspondent essentiellement aux surplus financiers accumulés au cours des années précédentes grâce à l'exploitation des propriétés agricoles. L'importance des disponibilités financières familiales permet de créer une usine sans avoir à entamer le patrimoine foncier. Seuls quatre entrepreneurs ont vendu des terres agricoles pour pouvoir débuter leurs activités industrielles : 5,84 ha au total, soit moins de 2 % du patrimoine foncier agricole total de l'échantillon.

La part des prêts bancaires augmente proportionnellement avec le montant total de l'investissement. Ils deviennent la première source de financement lors de la création d'usines dont le coût total est supérieur à 10 *lakhs* (un million) de roupies. Ces prêts sont contractés auprès des banques commerciales nationalisées ou des institutions d'aide au développement industriel : « District Industrial Corporation » (DIC) ou « Tamil Nadu Industrial Investment Corporation » (TIIC). La marge de sécurité (apport personnel de l'entrepreneur) doit être au minimum équivalente à 25 % du coût total[16]. Le délai d'obtention de ces différents types de prêt varie de 3 mois à 1 an. Pour les entreprises de petite taille (Small Scale Industry) l'intérêt annuel est de 13,5 %, ou 12,5 % si elles sont implantées dans une zone déclarée industriellement défavorisée (avec 10 % de subventions sur le montant total du prêt). Seulement une dizaine de villages situés à la périphérie d'Annur, appartenant à la circonscription administrative d'Avanashi, ont bénéficié de ce statut entre 1984 et 1989. Ils n'accueillent actuellement que peu d'établissements industriels créés par des agriculteurs. En revanche, comme nous l'avons évoqué précédemment, il existe un grand nombre d'usines en construction dans ces villages. Les prêts privés ne jouent qu'un faible rôle dans la constitution du capital nécessaire à la création des entreprises (7 % en moyenne des capitaux investis par l'ensemble des entrepreneurs). Ils sont généralement contractés auprès des membres de la famille ou de la caste et les taux sont à peu près équivalents aux taux bancaires. Au total, 12 entrepreneurs y ont fait appel, parmi lesquels 4 seulement ont approché des institutions financières privées (intérêts de l'ordre de 30 % par an) pour des prêts à très court terme correspondant au besoin d'augmenter le capital circulant de l'entreprise dans les quelques mois qui ont suivi sa création.

Productions et diversification

Sur les 17 usines textiles de notre échantillon, 13 filatures produisent essentiellement pour le secteur des métiers à tisser mécaniques ; la commercialisation est faite, au niveau régional, par des intermédiaires. Un seul de ces industriels exporte à l'étranger une partie de sa production. Trois unités de doublage du fil peuvent être considérées comme des unités de

[16] La principale différence entre les prêts accordés par les banques et les institutions d'aide au développement industriel se situe à ce niveau. Dans le cas d'un prêt du TIIC, la marge de sécurité est de 25 % calculés sur le capital immobilisé de la future entreprise alors que les banques le calculent sur le coût total de l'investissement nécessaire (capital immobilisé, capital circulant, besoins en matières premières).

sous-traitance. Elles sont liées par contrat à des usines de Tiruppur spécialisées dans le tissage de couvertures. Dans les trois cas, l'usine-mère et l'atelier sous-traitant appartiennent à une même famille. La dernière usine est une unité d'égrenage. Près de la moitié des ateliers mécaniques (9 sur 21) sont des unités de sous-traitance travaillant pour les grandes usines de Coimbatore (machines textiles, pompes d'irrigation). Les contrats ont été obtenus, dans la grande majorité des cas, grâce aux réseaux familiaux des propriétaires. Parmi les entreprises indépendantes, 4 ateliers produisent des pièces détachées commercialisées dans des boutiques de Coimbatore, 5 usines vendent leurs productions (pompes d'irrigation, matériel agricole, machines textiles) dans le Tamil Nadu et le nord de l'Inde, par l'intermédiaire d'agences commerciales. Notons enfin le cas de 2 ateliers produisant des structures métalliques pour la construction (renforts pour béton, cadre de fenêtres) : ces productions servent essentiellement à alimenter d'autres activités des familles concernées (les frères des propriétaires sont, dans les deux cas, entrepreneurs en bâtiment à Coimbatore). À l'exception de 2 ateliers sous-traitants moulant des pièces en plastique, les usines classées dans la catégorie « autres » produisent toutes directement pour le marché : 12 pour le marché local (Coimbatore et sa région), 1 propriétaire exporte la totalité de sa production d'extrait de jasmin vers les parfumeries du sud de la France. Il est très difficile d'apprécier avec exactitude les performances des UI. La plupart des entrepreneurs ont accru le nombre de leurs ouvriers ainsi que la capacité de production de leurs usines depuis leur création. Pour près d'un propriétaire sur deux, les profits dégagés par l'entreprise servent à financer une diversification des activités entrepreneuriales, principalement industrielles. Pour les propriétaires d'ateliers sous-traitants, la forme de développement la plus courante est la création de nouvelles UI dont les productions sont destinées au marché, ou la création d'ateliers faisant un autre type de sous-traitance que l'atelier d'origine afin de limiter la dépendance vis-à-vis d'une même usine. Les propriétaires d'UI (catégories « mécanique » et « autres ») dont les productions sont destinées au marché ont tendance à investir leur surplus dans la création de réseaux de commercialisation. Pour ces deux catégories, comme pour celle des propriétaires d'usines textiles, les nouvelles UI créées sont essentiellement de deux types : UI similaires enregistrées sous le nom d'un membre de la famille, ou UI dont les productions sont complémentaires des productions des usines d'origine. La multipropriété est un phénomène très développé. Les avantages de ce type d'extension des activités industrielles sont multiples. Diviser une même activité en plusieurs ateliers permet au propriétaire de conserver à chacune des UI créées le statut de Petite Entreprise Industrielle (PEI), et de bénéficier des avantages attachés à cette catégorie, notamment en matière de fiscalité. Les lois sur le travail ne

s'appliquant que dans le cas d'UI employant 10 ouvriers ou plus, il peut maintenir les revendications de ses ouvriers à leur niveau le plus bas. Le nombre de nouvelles unités créées est d'autant plus important que les usines d'origine appartiennent à plusieurs associés. Dès que ces dernières dégagent des bénéfices, ils ont tendance à être utilisés pour créer des entreprises similaires, l'objectif étant, à terme, d'avoir autant d'unités que de partenaires actifs. Le réinvestissement des profits industriels dans l'agriculture est peu important. 25 ha de terres irriguées par puits ont été achetés par une famille étendue dont les quatre fils sont chacun à la tête d'une filature ; la propriété est cultivée en coton, la production alimente une usine d'égrenage nouvellement créée. De la même façon, l'entrepreneur produisant de l'extrait de jasmin a investi dans 3 ha irrigués pour limiter ses problèmes d'approvisionnement en fleurs. Les paysans de la région ont effectivement tendance, à certaines époques de l'année (saison des fêtes religieuses), à vendre leur production sur le marché aux fleurs de Coimbatore où les prix sont plus attractifs. Enfin, un des industriels de notre échantillon a acheté une cocoteraie de 4,8 ha dans le sud du district, lui assurant une rente mensuelle confortable.

Rapport avec le grand capital industriel régional

Une part importante des unités industrielles créées dans les secteurs de la production mécanique, plastique et métallurgique sont des ateliers sous-traitants. Les activités de sous-traitance sont un fait relativement récent en Inde qui se développe essentiellement depuis la fin des années 1970 (Nagaraj, 1984). La reprise de la croissance industrielle au début des années 1980 s'est traduite, plus particulièrement dans le secteur mécanique, par un développement très important de ce type de contrats ; développement favorisé par le contexte économique indien qui présente une abondante réserve en main-d'œuvre par rapport à des disponibilités en capital relativement limitées. Les grandes firmes et les petites entreprises industrielles se situent dans un environnement économique différent. Les premières ont, comparativement, une certaine facilité d'accès aux capitaux pour leurs investissements lourds, notamment par l'émission de parts ou d'actions boursières. Leur choix se porte donc sur des formes d'activités industrielles utilisant des technologies avancées et nécessitant un important investissement moyen par ouvrier. À l'inverse, les petites entreprises, et ceci est encore plus vrai en milieu rural, ont une activité basée sur l'emploi d'une main-d'œuvre relativement abondante et peu qualifiée en rapport avec un volume d'investissement qui reste assez faible. Ces différences favorisent la division du travail entre les deux secteurs, leur coexistence est possible et les

rapports sont rendus nécessaires dans le but d'abaisser les coûts de production, rapports contrôlés par les grandes firmes dans le cadre de la sous-traitance. Dans la zone rurale étudiée, le développement de la sous-traitance est d'autant plus aisé qu'il existe une importante concentration de main-d'œuvre industrielle, et d'importantes disponibilités financières au sein de la bourgeoise paysanne. Le développement, ou une partie du développement des activités de certains groupes engagés dans la production de machines textiles ou de moteurs et pompes d'irrigation, repose sur le développement des contrats de sous-traitance passés avec de petites usines ou des ateliers industriels[17]. Pour les usines-mères, les avantages sont très nombreux. Ces contrats leur permettent d'abaisser les coûts de production, de s'adapter plus aisément aux fluctuations du marché, d'avoir une plus grande emprise sur le monde ouvrier, et de favoriser leur politique de diversification. L'abaissement des coûts de production est d'autant plus significatif qu'il existe une très forte compétition entre les différents sous-traitants travaillant pour une même entreprise. Cette compétition oblige les petits industriels à maintenir les salaires de leurs ouvriers à un niveau très bas en comparaison des salaires versés par les grandes usines. L'absence de syndicalisation des ouvriers employés dans les petites entreprises et le contrôle exercé sur celles-ci par le grand capital permettent aux grandes firmes de protéger leur environnement social. Le contrôle des mouvements ouvriers est l'un des facteurs essentiels favorisant le développement des activités de sous-traitance dans une région comme Coimbatore où le syndicalisme est ancien et fortement enraciné (Harris, 1982b). Le développement des contrats de sous-traitance permet aux grandes firmes d'accroître leurs bénéfices sans pour autant accroître leurs investissements. Ceci se traduit par une augmentation de leurs disponibilités financières favorisant la diversification de leurs activités. En outre, le financement de cette diversification est en partie supporté par les petites entreprises : en allongeant les délais de paiement, les grandes firmes s'approprient temporairement un capital qui correspond à un emprunt dépourvu d'intérêt. C'est également une façon pour ces dernières de profiter indirectement des aides gouvernementales accordées aux petites entreprises (prêts bancaires à taux préférentiels, subventions, fiscalité avantageuse). Selon certains auteurs, le principal problème des sous-traitants résiderait dans l'importante immobilisation de capitaux et les difficultés perpétuelles de trésorerie liées aux délais de paiement pratiqués par les maisons mères (Shaw, 1990),

[17] Il y aurait, d'après les chiffres fournis par la Chambre de commerce et d'industrie de Coimbatore, 185 ateliers sous-traitants fournissant des pièces usinées aux seules usines Lakshmi Machine Works en 1990.

difficultés qui seraient à l'origine de la majorité des faillites enregistrées par les petites entreprises[18]. Les industriels de notre échantillon travaillent essentiellement avec les groupes LMW et Textool qui règlent les factures dans un délai de 21 à 28 jours. Leur problème majeur semble être l'augmentation, au cours des dernières années, des coûts de production (main-d'œuvre, électricité) beaucoup plus forte que celle du prix de vente à l'usine-mère, mais la situation économique de leurs entreprises reste relativement bonne. La dépendance vis-à-vis d'une même usine-mère n'est pas très forte (dans 55 % des cas, le principal contrat représente moins de 60 % de la production totale des ateliers sous-traitants) et la plupart des propriétaires ont pu diversifier leurs productions depuis la création de leurs ateliers. La possibilité d'obtenir un contrat de sous-traitance est un facteur très motivant qui incite bon nombre d'agriculteurs à entreprendre une activité industrielle. L'assurance de débouchés donne la possibilité au nouvel entrepreneur d'acquérir progressivement une technicité et une rigueur de gestion nécessaires à toute entreprise industrielle. L'acquisition de ces deux qualités est indispensable avant de décider du passage vers un statut d'entreprise indépendante dont la production est entièrement destinée au marché. De nombreuses petites entreprises produisant directement pour le marché se trouvent en compétition avec les grandes firmes de la région. Bien qu'elles connaissent un certain nombre de difficultés, notamment d'approvisionnement en matières premières, leur survie ne fait aucun doute dans la mesure où elles occupent des parts de marché différentes de celles des grandes usines. La dualité des marchés pour certaines productions (mécanique, textile), basée sur les différences de prix et de qualité, est telle que leurs marchés spécifiques sont persistants (Harris, 1982b).

Elite rurale et développement régional

Le type de développement économique de la région de Coimbatore traduit un modèle de développement du capitalisme qu'on pourrait qualifier de « classique ». Le développement des cultures commerciales, particulièrement le coton, et la monétarisation de l'économie rurale qui en résulte entraînent une dissolution progressive des relations féodales liant les différents groupes économiques engagés dans les activités agricoles. Les surplus financiers sont alors réinvestis dans certains secteurs productifs de l'économie régionale dont le développement est induit par la généralisation

[18] Faillites dont il est toutefois impossible de connaître l'ampleur vu l'absence totale de statistiques.

de la production marchande et l'expansion des circuits commerciaux. La dernière étape de ce type de développement est l'essor de l'industrie qui draine une main-d'œuvre rurale prolétarisée au moment où les relations capitalistes dominent dans l'agriculture.

Dans la majorité des régions indiennes, le processus de transition des formes de production précapitalistes féodales vers le mode de production capitaliste diverge considérablement de ce modèle (Patnaik, 1986). L'accumulation de surplus agricoles par les notables ruraux et la volonté de diversification économique – par le biais d'investissements non agricoles – sont des phénomènes relativement anciens qu'on rencontre dans certaines régions dès le XIXe siècle. Les formes de diversification privilégiées par la bourgeoisie rurale et l'émergence ou non d'une classe d'entrepreneurs issue de cette bourgeoisie varient fortement d'une région à l'autre en fonction du type de développement économique régional et de l'interaction, à des périodes historiques déterminées, d'un certain nombre de paramètres sociaux, politiques et culturels. Dans la plupart des régions indiennes, le développement d'une agriculture commerciale à la fin du XIXe siècle a entraîné le contrôle de l'ensemble des secteurs de l'activité économique rurale (production, commercialisation, marché du travail et crédit) par un petit groupe de notables issus d'une même caste dominante. C'est cette dominance exclusive qui serait à l'origine de la stagnation économique de ces régions, les profits agricoles et mercantiles étant investis sous des formes improductives, notamment l'usure (Harris, 1982a). Le contrôle des différents marchés liés aux activités agricoles (production, travail et crédit) par un même groupe, pouvant fixer seul les termes des échanges, renforce la dépendance à la terre des masses rurales qui doivent s'endetter pour survivre dans la mesure où elles n'ont aucune possibilité de trouver, dans les campagnes et hors de l'agriculture, les moyens d'une subsistance meilleure. Dans un contexte où les possibilités d'exploiter la main-d'œuvre rurale sont pratiquement illimitées, les motivations pour améliorer les formes productives ne peuvent être que très faibles (Bharadwaj, 1985). La Révolution Verte n'a pas modifié les tendances générales du réinvestissement des surplus agricoles. Les flux de capitaux dirigés vers l'industrie restent peu importants. Ils se limitent à des entreprises urbaines qui n'ont peu ou pas d'implication sur les modes de production de l'agriculture régionale et l'évolution de l'économie rurale (Harris, 1987). Dans bien des cas, l'investissement industriel apparaît pour les agriculteurs comme peu rentable par rapport aux formes traditionnelles de revenus (commerce et usure) et très risqué du fait de la faible croissance de ce secteur de l'activité économique indienne et de la compétition des grands groupes industriels (Sau, 1988).

En réponse à des conditions climatiques peu favorables, les agriculteurs de Coimbatore ont été obligés de pratiquer très tôt une agriculture spéculative et de s'impliquer directement dans la commercialisation de leurs productions. Les incitations extérieures intervenues à la fin du XIXe siècle (augmentation de la demande sur les marchés mondiaux et développement des transports) leur ont permis de se lancer dans des cultures commerciales à une beaucoup plus grande échelle. Leurs réserves financières et leur expérience dans le négoce les maintenant à l'abri des prêts et avances sur récoltes pour financer ces changements, ils ont pu pleinement profiter de l'essor de la culture du coton et des tendances spéculatives du marché de Tiruppur où ils se sont trouvés en compétition directe avec les grandes castes de marchands et les agents des firmes textiles de Bombay venus s'approvisionner dans le sud. La compétition entre ces différents groupes a favorisé le développement du niveau de commercialisation de l'agriculture, sans qu'un groupe particulier n'ait le monopole des activités rurales (commerce et crédit), et a poussé certains entrepreneurs à chercher de nouvelles formes d'investissements, notamment dans le secteur industriel en créant les premières usines d'égrenage, dès le début du XXe siècle. La dépression des années 1920 a contraint les agriculteurs à modifier leur politique en matière d'investissements qui restaient, pour l'essentiel, sous forme de terres et d'usure. Les cultivateurs, qui avaient accumulé durant les années précédentes d'importants bénéfices grâce à la commercialisation du coton, ont réalisé que le meilleur moyen de lutter contre la baisse des profits de la vente des productions agricoles et l'effondrement du système de crédit rural était d'accroître la valeur ajoutée à leur production de base en se lançant dans la filature. Naïdu et Vellala Gounder sont les responsables de la croissance de l'industrie textile de Coimbatore dans les années 1920 et 1930. Il s'agit, pour l'essentiel, de la transformation de surplus agricoles en capitaux mercantiles, puis industriels. L'émergence d'une classe d'industriels issue des castes dominantes d'agriculteurs a permis dans un premier temps la création des filatures en drainant une part importante des surplus agricoles vers l'activité textile (émission de parts dans les cercles familiaux étendus), puis la diversification des productions industrielles. Cette diversification, favorisée par la demande des autres secteurs de l'économie régionale, répondait à un climat incertain dans l'activité textile et à un surinvestissement apparu dès la fin des années 1930 (Baker, 1984). L'établissement de liens sociaux et familiaux entre l'élite rurale et la bourgeoisie industrielle et urbaine favorise, de nos jours, les transferts de capitaux de l'activité agricole vers le secteur industriel. La jeune génération de notables villageois possède un haut niveau de qualification. Pour un fils de grand propriétaire, l'emploi industriel en tant que cadre ou technicien offre peu de perspective de carrière, ou plus exactement, ces carrières ne

correspondent pas à ses espérances, ce qui sous-entend qu'elles ne sont pas à la hauteur des aspirations de sa famille. En revanche, l'emploi industriel est un tremplin vers la création d'une entreprise qui s'appuie sur les disponibilités financières mobilisables dans le cercle familial. La création de petites entreprises industrielles en milieu rural est favorisée par la crise agricole qui renforce l'investissement des surplus vers le secteur secondaire, par l'existence de marchés propres pour certaines productions, et le fait que ces entreprises rurales servent, par le jeu de l'abaissement des coûts et du contrôle exercé sur la main-d'œuvre, les intérêts du grand capital industriel régional qui encourage la tendance. Le phénomène est actuellement très développé dans la moitié nord du district.

Dans le sud (région de Pollachi) la situation est quelque peu différente. Si les possibilités d'extension des superficies irriguées et de modernisation de l'agriculture attirent la plupart des surplus agricoles, le phénomène d'industrialisation est toutefois en cours. La ville de Pollachi connaît une forte croissance caractérisée par une industrialisation rapide ; les grands groupes industriels régionaux commencent à investir dans les campagnes du sud, et ce d'autant plus facilement que la circonscription de Pollachi a été classée comme industriellement défavorisée. Pour ne citer qu'un seul exemple, le groupe Lakshmi vient d'annoncer la création, en collaboration avec la firme allemande Barmag A.G., de deux nouvelles usines de matériels et machines textiles dont le coût est estimé à 12 *crores* de roupies (120 millions de roupies) dans le village de Nallattipalayam situé à 13 kilomètres de Pollachi sur la route de Coimbatore[19]. Cette dispersion des entreprises industrielles semble devoir toucher rapidement l'ensemble des zones rurales du district. La région agricole sèche de Palladam a été déclarée, elle aussi, « industrially backward » par décision du Chef de l'État tamoul en novembre 1990, à la demande d'associations d'industriels locaux et de la Chambre de commerce et d'industrie de Coimbatore[20], ce qui signifie la possibilité d'obtenir des avantages fiscaux et des subventions gouvernementales pour les industriels prêts à investir dans cette zone rurale proche de Tiruppur où les propriétaires de terres agricoles ont déjà largement diversifié leurs activités, notamment en investissant massivement dans le tissage sur métiers mécaniques. L'exemple du nord du district montre que

[19] Le financement de l'unité est le suivant : émission d'actions boursières pour un montant de 4,05 crores, emprunt de 7,8 crores auprès de banques indiennes et d'institutions financières étrangères, 15 lakhs de subventions gouvernementales. Sur les 4,05 crores d'actions mises sur le marché boursier, 1,5 lakh est réservé au groupe Lakshmi, 1,2 lakh aux partenaires allemands, 2,03 lakhs aux employés du groupe de Coimbatore, le reste pour le public (*The Hindu*, 8 octobre 1990)

[20] *The Hindu*, 5 novembre 1990.

lorsque de grands groupes industriels s'implantent dans une zone rurale, ils entraînent une industrialisation progressive de la région environnante en favorisant la création de petites et moyennes entreprises par des entrepreneurs locaux. Cette forme de diversification économique des campagnes conduit rapidement à l'urbanisation de certains bourgs ruraux dans lesquels se développent des activités tertiaires de type urbain permettant de répondre aux besoins croissant d'une population rurale dont le niveau de vie s'élève grâce à l'obtention d'emplois industriels. La densification du réseau de petites villes permet de décentraliser les services urbains, renforce la diversification économique des campagnes et conduit à l'établissement d'un meilleur équilibre entre l'agricole et le non-agricole, le rural et l'urbain, la campagne et la ville.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BAKER C. (1984) – *An Indian rural economy (1880-1955, The Tamilnad countryside)*. Bombay, Oxford University Press, 616 p.

BHARADW AJK. (1985) – A view on commercialisation in Indian agriculture and the development of capitalism. *Journal of Peasant Studies* (London), 12 (4), pp. 8-25.

GOSWAMY O. (1990) – Sickness and growth of India's textile industry. *Economic and Political Weekly* (Bombay), 25 (44 & 45), pp. 2429-2439 & pp. 2496-2506.

HARRIS B. (1987) – Regional growth linkages from agriculture and resource flows in non-farm economy. *Economic and Political Weekly* (Bombay), 22 (1 & 2), pp. 31-46.

HARRIS B. (1984) – *State and Market*. New Delhi, Concept Publishing Company, 360 p.

HARRIS J. (1982a) – *Capitalism and peasant farming*. Bombay, Oxford University Press, 358 p.

HARRIS J. (1982b) – *Studies of small scale industries and urban labour in South India.* Madras, Madras Institute of Development Studies, 78 p., (Working Paper N° 27).

LIPTON M.(1977) – *Why poor people stay poor (urban bias in world development)*. London, Temple Smith Ltd, 467 p.

MISHRA GP. (1988) – On the question of relationship between agricultural surplus and economic development. *Asian Journal of Economics and Social Studies* (New Delhi), 7 (3), pp. 180-189.

NAGARAJ R. (1984) – Sub-contracting in Indian manufacturing industries. *Economic and Political Weekly* (Bombay), 19 (31, 32 & 33), pp. 1435-1453.

OWNEDT G. (1981) – Capitalist agriculture and rural classes. *Economic and Political Weekly* (Bombay), 16, pp. (A140-A159).

PATNAIK U. (1986) – *The agrarian question and the development of capitalism in India*. Bombay, Oxford University Press, 45 p.

SAU R. (1988) – The Green Revolution and industrial growth in India. *Economic and Political Weekly* (Bombay), 23 (16), pp. 789-796.

SCHAR Ph. (1989) – Adaptabilité des groupes socioéconomiques au développement de l'irrigation. Les *Cahiers d'Outre-Mer* (Bordeaux), 2(167), pp. 221-256.

SHAW A. (1990) – Linkages of large scale, small scale and informal sector industries. *Economic and Political Weekly* (Bombay), 25 (7&8), pp. 17-23.

SWAMINATHAN, L. P. & KANDASWAMY P. (1991) – *Ground water exploitation, community wells and ground water markets in selected regions of Tamil Nadu*. Coimbatore, Tamil Nadu Agricultural University, Water Technology Centre, 69 p.

CHAPITRE 3

LES POLITIQUES PUBLIQUES D'INDUSTRIALISATION ESPACES, TERRITOIRES ET ACTEURS[1]

Doryane Kermel-Torrès et Philippe Schar

La dimension spatiale constitue l'approche des politiques publiques d'industrialisation qui est privilégiée ici. Elle permet de mettre en évidence les modes de confrontation et les conditions de conciliation de deux types de territoires : ceux des institutions publiques et ceux des entreprises pour les stratégies desquelles les espaces et les territoires sont de plus en plus importants.

Le rôle de l'activité industrielle dans les politiques d'aménagement du territoire a connu des faveurs diverses selon les périodes : si la correspondance entre son importance relative et des séquences temporelles est assez aisément identifiable pour les pays développés, l'exercice apparaît plus périlleux en ce qui concerne les pays en voie de développement tant l'argumentaire pour faire de l'industrie un facteur-clé des politiques d'aménagement cumule de références souvent créées ailleurs et d'objectifs tenant à la construction nationale. Une des idées traditionnelles qui perdure est que l'activité industrielle est par excellence le moteur de la croissance économique, car créatrice de richesses et d'activités nouvelles, et qu'elle est le secteur caractéristique des pays riches et développés. En ce sens, elle apparaît comme un marqueur de la puissance nationale et elle concrétise les aspirations d'autonomie économique et, partant, d'indépendance politique.

[1] Publié dans Baré, Jean-François ed., (2001). *L'évaluation des politiques de développement : approches pluridisciplinaires,* l'Harmattan.

Les effets d'entraînements et les effets induits sur les économies régionales qui sont attribués à l'industrie en font un levier privilégié de réduction des inégalités économiques et sociales entre des régions aux contrastes ressentis par les politiques comme insoutenables. Plus récemment, l'aménagement industriel, dont la conception quant au rôle des acteurs a subi des inflexions, est vu comme un outil de défense de l'emploi et de diffusion des nouvelles technologies. Autant de finalités qui font des politiques d'industrialisation un nœud où se confrontent des attentes par essence différentes.

Comme d'autres, les initiateurs de l'intervention publique se représentent l'espace ; leur décision et leur action sont orientées par ces représentations, mais pas seulement par elles car « représentations spatiales et non spatiales s'appuient et s'engendrent réciproquement » (Brunet, 1990 : 14). Imprégnées d'idées reçues et de modèles simples, les représentations des politiques se sont aussi nourries de concepts produits par les scientifiques sur la différenciation et l'organisation de l'espace pour élaborer des constructions intellectuelles qui méritent qu'on s'interroge sur les conditions mêmes de leur production et sur le rôle réel de leurs discours. De par les fonctions qui lui sont assignées, améliorer la performance globale d'un pays et apporter plus d'équité par des actions et des mesures spatialement différenciées, l'aménagement du territoire s'inscrit dans la dialectique efficacité-équité qui fonde toute politique économique et l'amène à faire appel à des conceptions forgées essentiellement par des géographes et des économistes. Les motivations qui le sous-tendent relèvent d'autres considérations mais n'en apparaissent pas moins complexes car « la puissance publique, soucieuse d'équilibres, ne peut laisser se développer sans risques les seules stratégies spatiales des entreprises privées » (Fisher, 1994 :119).

Aux inévitables questions que se pose le géographe sur « où », ou « pourquoi ici » ou encore « ailleurs », on ajoutera ici un intérêt pour la compréhension des lectures, des idéologies qui affectent peu ou prou toute intervention publique sur les territoires et qui caractérisent des études géographiques sur les actions entreprises par des Etats des PVD à marier industrialisation à aménagement. Espaces et territoires ne sont pas neutres mais ils constituent des objets de convoitises, de répulsions et ils sont aussi des leviers sur lesquels s'appuie l'action publique pour construire ou reconstruire un projet national. Opposer ce qui relève du discours et de la pratique, reconnaître les décalages récurrents entre buts et résultats, différencier les raisons avouées et les motivations profondes, exhumer les « non dits », font généralement partie de toute démarche consistant à évaluer l'intervention publique mais l'exercice ne prend ici d'autant plus d'intérêt que les fonctions des politiques territoriales d'industrialisation se trouvent à l'intersection de multiples enjeux d'ordres sociaux, économiques et

politiques. « L'aménagement du territoire : un champ d'action où se croisent bien des influences » (Théry, 1995 : 11) ; et bien des représentations dans lesquelles la rationalité, à commencer par celle de l'Etat et de ses corollaires, peut être mise en question.

Pourquoi une intervention publique sur les espaces ?

C'est au nom d'inégalités ancrées dans l'espace national et estimées intolérables ou dangereuses à différents titres par les autorités publiques que les politiques interviennent pour réduire les déséquilibres interrégionaux. Nul ne peut en effet contester que les fruits de la croissance économique se répartissent de façon inégale dans l'espace mondial et dans les territoires nationaux reproduisant à n'importe quel degré de l'échelle spatiale, à l'image de ce que la géographie qualifie « d'emboîtement d'échelles » (les quartiers d'une ville, les agglomérations, les régions d'une nation, les nations du monde), le modèle centre-périphérie. « Une façon devenue banale de penser la différenciation de l'espace » (Reynaud, 1995 : 583) que l'essor des technologies nouvelles n'a pas contredite en renouvelant des ségrégations qualitatives de l'espace, et qui a largement influé sur la démarche des pouvoirs publics pour aménager leur territoire. C'est sur certaines des particularités d'un centre ou d'une périphérie et sur des liens dissymétriques qui unissent les différents sous-ensembles territoriaux (flux d'hommes, de biens, de connaissances, rapports de domination…) qu'ils ont assis leur exercice de rééquilibrage du territoire, notamment par la déconcentration des activités industrielles. Processus dynamique, la constitution en centres et en périphéries est mouvante tant dans le temps, tant dans sa nature que dans l'espace même national : différents centres et différentes périphéries traduisent la grande variété des situations observables, leur mutation éventuelle conduisant à des combinaisons variables des phénomènes de domination et d'intégration, si ce n'est à l'extrême, à des inversions du sens des flux et des rapports.

Face à une telle complexité d'organisation et d'évolution, l'ambition avouée de l'action publique de régler les disparités entre centres et périphéries, si elle peut sembler à certains irréaliste et vouée d'entrée de jeu à l'échec, apparaît pour le moins titanesque. Les représentations des politiques du fonctionnement en centres et en périphéries sont souvent tranchées et les oppositions entre ces deux systèmes poussées parfois jusqu'à la caricature, comme la juxtaposition spatiale supposée d'un « secteur moderne » et d'un « secteur archaïque ». Nous pouvons toutefois considérer que si les acteurs publics sont aussi résolus et péremptoires dans leurs

déclarations c'est qu'ils sont tout autant pragmatiques et souples dans leurs actions, conduisant le géographe H. Théry à conclure à propos du Brésil que l'Etat « gère les disparités plus qu'il ne tente réellement de les corriger » (1985 : 83).

Il paraît difficile à la recherche de faire abstraction des grandes conceptions et des théories qui ont encadré l'aménagement industriel du territoire : « faute de les prendre en compte, on ne comprendrait pas le contenu des politiques d'aménagement mises en œuvre » (Fisher, 1994 : 121). Depuis plusieurs décennies, et avec un rayonnement variable entre les périodes et les espaces, la politique d'aménagement industriel se fonde sur diverses théories parfois « ramassées dans un raccourci vertigineux, mais logiquement articulé » (Martins et Théry, 1984 : 46) : la théorie des activités motrices, celle des économies d'agglomération, la théorie de la polarisation et des pôles de croissance dont l'idée d'implantation, en fonction du rôle que l'Etat s'octroyait (aménageur, entrepreneur, développeur), a été intégrée sur tous les continents dans les politiques d'intervention industrielle. Les confusions sémantiques et conceptuelles qu'elle a suscitées notamment sur les types d'espaces en jeu (l'espace économique abstrait de la théorie et l'espace géographique des pôles), les « complications » introduites par la différence entre situation de croissance (contexte des observations de F. Perroux à partir de pôles industriels anciens) et situation de développement (dans lequel intervient l'Etat pour créer les conditions nécessaires à la reproduction de cette dynamique) n'ont pas empêché son appropriation par les intervenants publics amenant notamment à des espérances injustifiées sur les effets d'entraînement régionaux des pôles. Réflexion autorisant le chercheur à se demander si leur raisonnement d'allure scientifique précède la formulation des politiques ou s'il est utilisé pour légitimer un choix déjà fait.

Mais de quelles inégalités ou de quelles disparités s'agit-il ? L'inégalité spatiale se manifeste de diverses manières et elle recouvre « un nombre quasi infini d'indicateurs de bien-être ou de performance économique » (Polèse, 1994 : 150) autorisant des interrogations sur les critères à partir desquels l'analyse des disparités spatiales est réalisée par les pouvoirs publics. Le domaine du développement régional met toutefois en scène deux types majeurs d'inégalités : les inégalités dans le niveau du revenu réel de familles ou d'individus et les inégalités dans la répartition spatiale des activités économiques et des populations. Force est de constater que ce sont les premières qui constituent à en croire les proclamations des autorités publiques la motivation essentielle de leur intervention et qui les conduisent à influer sur la répartition spatiale des activités industrielles. Outre le fait que équité et bien-être sont des notions souvent confondues et interchangeables

dans le discours politique, on peut objecter qu'il paraît illusoire de croire que l'aménagement du territoire, même par l'industrialisation qui permet d'agir sur l'emploi et le pouvoir d'achat des populations, peut régler ces questions car elles semblent plutôt ressortir, dans leur majorité, d'un traitement social direct que d'un traitement territorial, traduisant une des contradictions de l'aménagement « entre le point de vue de l'action sectorielle et celui de l'action territoriale » (Collectif, 1989 : 274). Mais du moins les pouvoirs publics travaillent-ils à leur propre image en affichant une préoccupation et en agissant pour une « justice spatiale » censée apporter du mieux-être.

L'amélioration de la performance globale est un justificatif rarement reconnu dans le discours (Dubresson cite p. 253 une déclaration de M. Diawara, alors Ministre du Plan de la Côte d'Ivoire, craignant en 1970 « un blocage de la croissance elle-même ») ou alors avec pragmatisme, exprimant dans le cas de la Chine par exemple « une vision stratégique du développement selon laquelle le développement doit se propager d'étape en étape » (Pairault, 1999 : 111) en adéquation avec un découpage spatial des avantages comparatifs régionaux présumés et aboutissant, au détriment de la politique d'« égalité » suivie jusque-là, au renforcement des « poches » littorales traditionnelles de croissance. On remarquera que si l'égalisation de la répartition spatiale des activités économiques, en particulier industrielles, est un objectif revendiqué par certaines des politiques, sa réalisation apparaît utopique et relever du domaine purement idéologique : elle a été affichée au nom de la sécurité aux frontières ou à celui de la construction nationale puis abandonnée pour des raisons tenant à l'impératif de tirer parti des opportunités de croissance offertes par le marché mondial. En effet, « la difficulté politique de l'intervention de la puissance publique sera d'autant plus fortement ressentie que les divergences sont grandes entre les intérêts des entreprises privées et ceux de l'Etat » (Fisher, 1994 : 120).

L'analyse de A. Dubresson à propos de la Côte d'Ivoire s'applique aisément à d'autres cas : « Trois des nombreuses disparités constituent des problèmes majeurs pour un pouvoir d'Etat interventionniste, soucieux d'éviter le développement d'inégalités dans la distribution des hommes et des revenus susceptibles, à terme, de remettre en question une stabilité sociale et politique constamment recherchée » à savoir l'inégale répartition des hommes, de la production et de la distribution des richesses, « l'obsession abidjanaise ». Au-delà du souci prégnant de transférer les activités industrielles hors de l'espace urbain central, les recherches effectivement débusquent, dans certaines analyses faites par des agences chargées de « prospective territoriale », des imprécations catastrophistes, telles celles concernant l'importance de l'exode qui ferait déferler des campagnes des hordes de migrants venus envahir les villes, détentrices des

richesses. Il est vrai que l'industrialisation des zones rurales défavorisées est apparue à une époque à la géographie française, marquée par une idéologie ruraliste, comme le moyen de combler le « fossé ville-campagne » et il demeure une des visées (on serait tenté d'ajouter mythique) de l'intervenant public : d'où le label « industrialisation rurale » donné à certaines opérations de déconcentration des unités industrielles qui n'ont de « rurale » que leur localisation dans des villes régionales. La corrélation avec les grands centres urbains est prégnante dans l'action publique : leur rôle, leur force d'attraction et de concentration des activités et des hommes, leur croissance souvent qualifiée d'incontrôlable en font à la fois une des visées majeures et un des obstacles incontournables des politiques de rééquilibrage spatial.

Le désir de déconcentration spatiale par les politiques peut se justifier autant par l'objectif de rééquilibrer le territoire au bénéfice des périphéries que par celui d'alléger la tension sur la gestion urbaine. Elles s'appuient sur les théories d'équilibre entre villes de tailles différentes et des économies d'agglomération : une excessive concentration spatiale pouvant aboutir à une périphérie délaissée (que l'on se remémore « *Paris et le désert français* » publié par J.F. Gravier en 1947, véritable cri d'alarme en faveur de l'aménagement du territoire en France) et à un centre hypertrophié où des économies d'échelles et externalités négatives l'emportent sur les avantages. Les termes de la stabilité sociale et politique se déclinent différemment entre les pays et ils sont à rechercher dans les particularités des histoires sociales et politiques. Replacer l'intervention publique dans des objectifs de construction de la nation comme de légitimation de l'Etat amène l'analyse à s'inscrire dans l'histoire et dans la diachronie. Les projets de rééquilibrage du territoire par l'industrialisation n'ont pas les mêmes justificatifs idéologiques, ni les mêmes visées macro-économiques, au moment des Indépendances de certains pays africains ou asiatiques que ceux qu'ils peuvent revêtir 30 ans après. L'inscription de la recherche dans une période assez longue lui permet d'observer une alternance de politiques de déconcentration ou de re-concentration soit pour des raisons politiques soit pour des raisons économiques.

Les politiques d'industrialisation ne sont pas exemptes de la fonction de légitimation du pouvoir par son intervention sur son territoire et « le pouvoir public n'existant que tant qu'il agit, ou en donne l'apparence, se doit de nourrir cette idée d'une causalité indéniable, si possible en donnant à voir les formes les plus matérielles de cette intervention » (Vanier, 1995 : 240). Quoi de plus matériel et de plus symbolique qu'un complexe ou une zone industriels qui à la fois symbolisent et matérialisent l'action publique ?

Le dilemme équité/efficacité tire l'aménagement industriel du territoire tantôt du côté de la compétitivité de l'économie nationale, à savoir du côté

des Etats et des entreprises, tantôt vers l'équité, et donc davantage vers le point de vue de l'individu. Il se traduit par des mouvements de politiques nationales balançant, dans le temps et dans les échelles, entre ces deux fondements, ou tentant de les unir ajoutant à l'impression d'incohérence de l'intervention publique que restituent beaucoup d'analyses en la matière. Ceci est de nature à rendre plus complexe l'identification par les chercheurs des réels objectifs spatiaux des politiques industrielles. Certains s'interrogent sur l'aménagement du territoire « modalité d'application spatiale d'une politique socio-économico-culturelle nationale et seulement cela » ou sur l'existence « d'objectifs propres » (Collectif, 1989 : 286). Aux deux principes fondamentaux de toute politique d'aménagement du territoire, s'ajoutent effectivement des fonctions de natures diverses dont la teneur change relativement rapidement en fonction de leur environnement national et international.

Par ailleurs, la question de la possible incompatibilité des deux fondements de la politique spatiale d'industrialisation, émanant des fonctions de l'aménagement du territoire, est récurrente : faut-il venir en aide à des régions défavorisées et à leur population quitte à abaisser la performance générale ? Mais, et quel que soit le système économique adopté, l'Etat central ou les collectivités locales ne peuvent redistribuer que ce qu'ils ont. Toute action redistributive suppose que l'économie nationale enregistre une croissance qui générera ou confortera des inégalités spatiales. Leur réduction volontariste et pérenne par l'autorité publique nécessite l'établissement de la croissance économique des pays en voie de développement : les politiques sont par conséquent poussées à promouvoir un temps durant les régions comme les centres urbains et industriels les mieux placés et elles contribuent par là au renforcement des inégalités spatiales créées par le marché. La confrontation de l'histoire des politiques industrielles de PVD, quelles que soient les caractéristiques de leur régime politique et de leur modèle économique, le montre bien : les politiques d'industrialisation sont amenées, à un moment ou à un autre, à plus ou moins dissocier efficacité et équité spatiale. Certaines politiques de déconcentration parviennent « à faire d'une pierre deux coups » lorsque certaines demandes du marché mondial coïncident avec des « atouts » de régions considérées jusque-là comme délaissées (faible coût de la main-d'œuvre, disponibilité en ressources naturelles…) tout en suscitant des interrogations chez les chercheurs sur les relations de ces « réussites » avec la dynamique régionale et sur leur pérennité.

La dialectique des concepts fondateurs de l'aménagement industriel a été particulièrement mise en exergue à la suite des profondes mutations économiques et technologiques de la fin des années 1970 et des années 1980

touchant de plein fouet les pays industrialisés, en particulier européens. Un contexte macro-économique marqué par les problèmes de l'emploi et une tendance à la réduction des dépenses publiques, la remise en cause du système de production fordiste et les mutations technologiques se concrétisant par la complexification de la division spatiale du travail et le choix des implantations géographiques des activités industrielles ont progressivement modifié l'idéologie de l'aménagement du territoire dans les pays affectés par la crise. « La nécessité de respecter les impératifs de l'économie sans pour autant négliger la demande sociale » renforce la question fondamentale entre équité et efficacité, tout en lui conférant une déclinaison nouvelle : l'aide publique doit-elle être générale ou voler au secours des branches d'activités et des espaces déprimés, toujours dans le souci récurrent de l'égalitarisme, ou doit-elle être sélective, entre les secteurs et les territoires, pour mieux y préparer la « sortie de crise » et la reprise de la croissance globale ? (Fisher, 1994: 125).

Emerge un nouveau modèle de développement territorial (appelé par certains économistes et géographes « développement local ») qui privilégie la dynamique endogène des collectivités locales entraînant une modification des rapports respectifs entre les acteurs publics, mais aussi entre eux et les acteurs privés. La dimension locale, longtemps ignorée par les théories et les recherches économiques plus préoccupées des économies nationales et internationales, est le centre des préoccupations. La recherche sur l'aménagement industriel dans les pays en voie de développement se doit de prendre en compte ce que De Gaudemar qualifie de « nouveau paradigme territorial » (Collectif, 1989 : 282), et même si aujourd'hui les observations offrent davantage de richesse et de recul à partir des cas européens, pour deux raisons essentielles. C'est à partir de théories et de conceptions forgées sur des observations faites sur les pays industrialisés occidentaux que les autorités publiques d'Asie, d'Afrique ou d'Amérique latine ont construit leurs interventions sur l'aménagement du territoire. Les tendances à la démocratisation et à la décentralisation administrative et politique émergent ici, se renforcent là, mais sont, en tout état de cause, profondément inégales entre les pays. Ceci constitue autant de défis à la recherche qui se doit également de prendre en compte des états de développement différents de ceux des pays industrialisés traditionnels et qui ont des effets sur l'organisation et le contenu de l'intervention publique.

Les politiques : « savoir-faire » et « savoir-penser » l'espace

La mise sur pied d'une politique suppose l'identification d'objectifs, de mesures et en ce qui concerne toute politique spatiale l'appréciation des espaces et des territoires dans le but de leur « rattrapage » mais aussi dans celui de les faire concourir à la croissance globale. Chaque partie du territoire national est en effet invitée à participer en fonction de ce qu'il est devenu habituel de dénommer « atouts », « potentialités » , voire même « vocations », les pouvoirs publics ou même les chercheurs ayant tendance à voir le territoire comme entreprise, ou comme personne, et à parler de « gestion » (Comité de rédaction, 1994 : 48). Les concepts auxquels renvoient ces termes, que les aménageurs et les pouvoirs publics ont adoptés, en font des entités polysémiques : ainsi les notions clés de la géographie, lorsque son paradigme reconnu était la relation homme-nature, telles que « atouts », « potentialités » ou encore « ressources » et enfin « contraintes » comportent à la fois une dimension naturaliste et une dimension sociale liées aux problèmes de perception. « Les ressources d'un milieu ne deviennent telles que si les hommes les perçoivent comme de possibles richesses ou que si, les connaissant, ils les recherchent explicitement » (Pinchemel, 1988 : 340). En économie, la définition des termes « ressources » et « contraintes » est relativement peu différente même s'ils ont un sens beaucoup plus large.

Quelle que soit la discipline de référence, ces notions, toujours associées, se définissent toutes relativement à un objectif donné, à un usage, à une finalité expliquant leur appropriation dans le discours de l'action et dans l'opérationnel, entraînant de ce fait, selon B. Hubert et N. Mathieu, la quasi-disparition de leur usage, jusqu'à une période récente, dans la géographie des pays industrialisés en raison « d'un soupçon de collusion entre une analyse géographique et un discours d'expert dans une vision strictement déterministe du naturel sur le social » (1992 : 310). Certains scientifiques, géographes mais aussi agronomes, économistes dans une certaine mesure, ont effectivement participé aux procédures d'évaluation et aux diagnostics destinés à des décideurs confrontés à des diversités de situations qu'ils cherchaient à classer et à utiliser. Si l'on se réfère au statut scientifique de ces notions, cette évaluation était éminemment contingente car relative à la fois aux échelles d'espace et de temps comme aux indicateurs choisis. L'état de ces notions est affecté par des dynamiques propres dans un milieu donné et il s'inscrit dans le mouvement qui les relativise dans un environnement plus large : objectif, usage, finalité changent et font tomber certaines « potentialités » en désuétude ou transforment des handicaps en « vocations ». « Il n'y a pas une rationalité des systèmes territoriaux mais plusieurs » (Brunet, 1990 : 188) qui ne donnent que plus d'intérêt à la

compréhension des interrelations entre milieux « naturels », savoir-faire et systèmes sociaux locaux, structures productives locales, Etat et collectivités locales. La notion de « gestion » fait référence à un mode d'organisation de l'espace selon un principe de fonctionnalité à partir de réflexions sur les infrastructures techniques ou sur des logiques économiques. « Les territoires ainsi déformés sont en fait des espaces de gestion pertinents définis par une approche technocratique ou administrative des problèmes » (Bonnet, 1997 : 43). Les investisseurs ont eux aussi leur idée sur les « bons espaces », les « lieux porteurs » qui résultent de l'état momentané d'une combinatoire complexe et qui donc ne le sont qu'à un moment donné.

Lieux de représentations et spécifiés par leur histoire, les territoires ont aussi fait l'objet de lectures et d'interventions publiques largement guidées par d'autres facteurs tels la récurrence de catastrophes naturelles ou encore la difficulté à contrôler des zones instables (zones frontalières, particularités ethniques ou culturelles avec rébellions et tentations de sécessions). Il s'agit là d'une ambition de conquêtes ou de reconquêtes de territoires non par les armes mais par leur intégration économique et qui équivalent à des conquêtes politiques par l'Etat. Même s'ils sont plus rares, il y a également des territoires volontairement pénalisés par l'action publique, sous le prétexte qu'ils ont été les lieux favoris d'un impérialisme politique et économique. L'histoire de la construction nationale s'en mêle également et A. Dubresson, par exemple, relève à propos de la Côte d'Ivoire l'influence de l'héritage des modes de pensée coloniaux ou encore H. Théry, à propos du Brésil, l'importance dans l'esprit de la politique d'aménagement industriel des cycles économiques historiques régionaux et de la difficile intégration nationale.

A l'inscription dans le temps des représentations des pouvoirs publics, on adjoindra une curiosité pour la question de l'échelle des territoires dont « les niveaux de cohérence et de prégnance sont extrêmement inégaux et ne doivent pas être confondus » (Comité de rédaction, 1994 : 46). C'est largement dans le concept de régions, à géométrie variable, que les pouvoirs publics ont inscrit leur appréciation et leur diagnostic des dynamiques spatiales (à défaut de parler de vocations ou de potentialités régionales) ; concept de « régions » dont on sait qu'il n'existe pas dans l'absolu mais que son utilisateur construit en fonction de sa problématique et de l'usage qu'il veut en faire.

La question de l'échelle se pose autant pour une démarche scientifique que pour une démarche volontariste des pouvoirs publics prisonniers de

surcroît des échelles qu'ils peuvent contrôler et sur lesquelles ils peuvent agir. De multiples travaux en géographie, rejoints par l'économie notamment à partir des années 1950[2], se sont attachés à cette question de la « région », dans la perspective d'en dégager les caractéristiques et les dynamiques d'évolution.

Au-delà des débats scientifiques sur la conception et les différents types de régions, une des préoccupations constantes en géographie, et qui intéresse au premier chef l'évaluation des politiques d'aménagement, porte sur les échelles d'emboîtement des différenciations spatiales en tant que donnée majeure de l'organisation des territoires : ainsi de l'imbrication des disparités sociales avec le fait spatial, de son adéquation avec les niveaux auxquels sont appliqués les traitements publics. Ceux-là résultent généralement de l'agrégation d'unités spatiales très hétérogènes et qui nécessitent pour la recherche la mise au point de méthodes permettant « d'analyser des objets par essence composites et dont il faut articuler les dimensions et les logiques différentes » (Matthieu, 1992 : 136). Méthodes que l'intervenant public paraît peu enclin à adopter pour des raisons qui tiennent probablement autant à son besoin de simplifications dans ses lectures et ses représentations, à sa nécessité d'agir qu'à ses impératifs d'encadrement politique et administratif du territoire. C'est au regroupement d'unités élémentaires en régions (généralement différentes des régions proposées par des géographes) qu'ont procédé un temps les Etats pour faciliter la gestion du territoire. Le processus de requalification des territoires vers lequel tend l'aménagement dans certains pays, accompagné d'un mouvement variable de décentralisation, accorde une importance à l'espace local qui « représente l'échelle à laquelle s'exprime le mieux l'essor des relations horizontales entre les multiples agents et acteurs locaux et régionaux du développement » (Fisher, 1994 : 74). Ceci ne résout toutefois pas la question des échelles car « l'échelle d'analyse du local paraît plurielle et évolutive » (Bonnet, 1997 : 43). J. Lévy propose de rechercher comme niveau « local », « le plus petit espace au sein duquel les différentes fonctions d'une société (économique, sociologique, politique, géographique et historique) peuvent faire système » (Bonnet, 1997 : 44).

[2]Le domaine interdisciplinaire a été nommé *science régionale* et des chercheurs d'autres disciplines amèneront par la suite leurs perspectives complémentaires (urbanistes, sociologues, anthropologues...).

On peut s'interroger sur la perception par l'analyste public de certaines complexités sociales et sur l'idée qu'il peut avoir des effets supposés de son intervention. La politique d'industrialisation des régions périphériques thaïlandaises, par exemple, avait en autres visées clairement affichées celle d'augmenter l'offre d'emploi sur place et par conséquent de pouvoir stopper les forts courants migratoires dirigés vers une capitale de plus en plus congestionnée. C'était sans compter sur la complexité des stratégies des ruraux qui jouent sur une palette d'espaces et d'activités se traduisant par une grande mobilité, sans que l'on puisse conclure à un échec des mesures mises en œuvre. Cette vision mécaniste des comportements n'est d'ailleurs pas spécifique aux politiques industrielles : c'est le cas de politiques de développement rural qui paraissent peu appropriées à la « fluidité » de l'utilisation du sol par les sociétés auxquelles elles s'appliquent (Gastellu et Marchal (éd.), 1996). Elle traduit également la difficulté, qui vaut aussi pour la recherche, à sortir des schémas traditionnels d'analyse, en particulier de la dichotomie claire entre ville et campagne : la « mixité » de certains espaces d'industrialisation encore fortement marqués par des dynamiques rurales explique que certaines actions publiques paraissent y être en porte-à-faux.

La plupart des analyses sur les actions d'aménagement du territoire relèvent la complexité qui caractérise à un moment particulier les opérations, les réalisateurs, les modes d'action en premier lieu parce que « l'Etat », acteur incontournable à défaut d'être le seul intervenant public, ne correspond pas à une entité unique et homogène mais invite au « jeu des pressions et des contre-pressions à l'intérieur d'un immense appareil d'Etat, (avec en particulier) les réalisations des ministères planificateurs, des ministères techniques, de l'Armée, des Etats (fédérés du Brésil) et des grandes sociétés publiques » (Théry, 1985 : 81).

Pour atteindre des objectifs, ce qui ne signifie d'ailleurs pas qu'il y ait eu un choix sur le « meilleur aménagement du territoire possible » ni de priorités toujours clairement hiérarchisées, les discours d'aménagement ont successivement proposé plusieurs types de « savoir-penser » et de « savoir-faire » l'espace, ajoutant encore de la complexité pour une réflexion attentive à introduire une dimension diachronique. « Chacun d'entre eux peut être caractérisé par une idée dominante dont émane le choix des moyens d'action, encore que les enchevêtrements aient été nombreux et que la chronologie des actions d'aménagement ne soit pas toujours divisible en périodes aisément repérables » (Dubresson, 1989 : 256). Même avant les mouvements de décentralisation, qui invitent à la circonspection et sur lesquels nous reviendrons, les chroniques de l'aménagement livrent partout l'existence d'édifices hiérarchisés d'institutions fonctionnant difficilement avec cohésion, marqués par les conflits de compétences, d'autorités et de

pouvoirs qui l'emportent « sur la complémentarité des échelles ». Si on y ajoute d'autres acteurs publics, collectivités locales et organes supranationaux, le chercheur est confronté à une multitude de dispositifs d'aides publiques à l'entreprise industrielle et à son environnement mis en place par les différents niveaux de pouvoir. L'aménagement industriel du territoire c'est « surtout peut-être, l'obligation de mener simultanément un grand nombre d'interventions à la fois sectorielles et spatiales, économiques et sociales » au risque de mettre en place des dispositifs d'interventions incohérents voire contradictoires (Fisher, 1994 : 130). L'ensemble des interventions constitue un dispositif complexe dont, pour certains scientifiques, « il est de bon ton de dénoncer la confusion, mais qui répond en fait aux principes d'une division spatiale » (Vanier, 1995 : 238).

Face à cette complexité et à la superposition de générations d'aides publiques, à la multiplicité d'intervenants, l'élaboration d'une grille de lecture pour asseoir l'appréciation des politiques d'aménagement industriel du territoire n'en apparaît que plus nécessaire. La proposition de M. Polèse nous paraît ouvrir des perspectives intéressantes en particulier parce qu'elle permet de les considérer sous deux angles en fonction de leurs objectifs et de leurs maîtres d'œuvre[3]. D'un côté, les politiques régionales proprement dites traduisent l'objectif de l'Etat central d'influer sur la répartition spatiale des activités économiques par des actions et des mesures spatialement différenciées, en agissant sur les décisions de localisation des entreprises et/ou en orientant l'industrialisation par des investissements dans les infrastructures publiques, par des transferts de différents ordres. Les politiques de développement régional viennent, elles, en aide à des régions particulières pour en promouvoir le développement. Comme nous l'avons montré ailleurs, ces deux catégories peuvent dans la réalité se recouper, entrer en conflit mais en tout état de cause leur simultanéité ou leur succession dans le temps trahissent les objectifs affichés. Alors que les premières sont des actions redistributives relevant de la compétence nationale, et donc des gouvernements centraux, les secondes qui peuvent relever aussi bien du niveau national que des autorités locales, tendent aujourd'hui, dans plusieurs pays à se décentraliser vers les paliers inférieurs de gouvernement. Plus que d'autres, ces politiques sont en théorie susceptibles de faire appel à la concertation et à la coordination de plusieurs catégories d'acteurs publics. « Au monopole ou quasi-monopole de l'Etat se sont substituées des formes complexes de partenariat, comme plus

[3]Nous l'avons utilisée dans la perspective d'une analyse comparative des dimensions spatiales des politiques d'industrialisation en Chine, en Inde et en Thaïlande.

généralement une responsabilisation plus grande de multiples acteurs » (De Gaudemar, 1995 : 1044).

La complexité des échelles spatiales d'identification et de mise en œuvre des actions publiques s'accentue avec l'intervention (réelle ou supposée) d'acteurs dans le cadre de la décentralisation des compétences politiques et administratives. L'identification des « paliers inférieurs » de gouvernement diffère selon les auteurs et selon les pays soumis à l'analyse : correspondant aux collectivités locales, le niveau le plus bas de la hiérarchie politico-administrative nationale, les communes ou les groupements de communes en Europe et les municipalités en Amérique ; ou bien ils couvrent un spectre plus large d'institutions publiques, « des petites communes aux régions les plus puissantes, en passant par l'échelon intermédiaire du département pour la France » (Tourjansky-Cabart, 1996 : 8). Les situations varient selon les pays et le stade de décentralisation des structures politiques, en particulier dans les pays en voie de développement, dans l'ensemble plus tardifs à appliquer ce mouvement, les pays à structure fédérale exceptés, conduisant à des « pondérations différentes selon les pays étudiés ainsi qu'à la prise en compte du temps » (Soulage, 1994 : 224). C'est dire que les conditions institutionnelles du « développement local » ne sont pas partout, loin s'en faut, également réunies pour donner aux collectivités l'initiative de rendre leur milieu attractif (outre leurs potentialités qu'elles se doivent de valoriser) : leur capacité dépend au premier chef des pouvoirs et des compétences qui leur sont accordés, donc de l'ampleur de la décentralisation territoriale et des moyens transférés par l'Etat.

Outre les décalages dans la réalité de la décentralisation, que toute recherche sur l'aménagement industriel du territoire est amenée à prendre en compte, ce qui est présenté comme « nouveau modèle » de développement régional ou local appelle à remarques. Le risque d'inégalités entre les territoires s'accroît avec l'autonomie des collectivités, les milieux n'étant pas tous égaux, certains étant mieux nantis et plus dynamiques que d'autres : ceci constitue matière à un autre dilemme pour les Etats centraux dans leur souci de lutter contre les effets de déséquilibres interrégionaux. On peut toutefois objecter que le problème n'est pas nouveau : la dialectique efficacité/équité y renvoie, les arbitrages des Etats se faisaient déjà en faveur des régions les plus porteuses au plan économique ou les plus proches au plan politique, traduisant la pratique d'un pouvoir discrétionnaire et hautement sélective. L'autonomie réelle des collectivités locales donne toutefois une autre ampleur à la question de l'inégalité car « comment libérer les énergies du milieu (…) sans, en même temps, diminuer les moyens d'intervention et de redistribution de l'Etat national ? » (Polèse, 1994 : 241). Par ailleurs, « si l'ubiquité des externalités est grande, la concurrence joue à

plein entre les collectivités pour attirer les entreprises, surtout celles qui sont créatrices d'emplois et utilisatrices de technologies nouvelles » (Fisher, 1994 : 74). La capacité d'intervention des collectivités est très différente selon qu'il s'agit d'offrir aux entreprises un site équipé ou bien un milieu riche en services sophistiqués, *a fortiori* la mise en œuvre d'une action à long terme sans parler de la capacité de conception des appuis à fournir à l'environnement local. Ces questions nous semblent bien au cœur de toute réflexion sur l'aménagement industriel du territoire mais elles sont à pondérer en fonction du jeu des acteurs économiques et politiques ayant pouvoir d'intervention sur les territoires, du fonctionnement des systèmes de coopération (et de conflit) entre eux et l'Etat comme du passage au post-fordisme visiblement à nuancer dans les pays en voie de développement.

Espaces institutionnels et territoires des entreprises ou les lieux de la rencontre public/privé

L'importance et la nature des relations qu'entretient l'entreprise avec l'espace géographique sont largement déterminées par le type et la taille des firmes, et par leur degré de développement. Les liens tissés par les PME avec le milieu local sont généralement forts, le choix de l'implantation reflétant le poids des héritages, de la tradition ou la proximité des relations professionnelles. A l'inverse, la plupart des grandes firmes ne sont pas, du moins en théorie, sujettes à des localisations contraintes. Elles font jouer dans le temps les différentes échelles locale, régionale, nationale, internationale dans le choix de localisation de leurs établissements, dans leurs stratégies spatiales de développement ainsi que dans leurs procédures d'adaptation aux évolutions des conditions générales de la production industrielle, largement influencées aujourd'hui par le contexte international (libéralisation des marchés, flexibilité des capitaux, division spatiale et technique du travail). Les territoires de ces entreprises sont des territoires discontinus, formés de lieux reliés entre eux par des flux, qui se construisent et se remodèlent en permanence au gré de la conjoncture et des opportunités ; ils n'ont aucune raison de coïncider avec le maillage administratif (résultat d'une histoire longue et image du niveau de contrôle du territoire par l'Etat) sur lequel repose l'action publique.

Les rapports entre processus d'industrialisation et actions d'aménagement industriel du territoire sont donc de nature complexe. Ils expriment des logiques diverses, font intervenir des acteurs multiples poursuivant chacun des objectifs propres et ils s'inscrivent dans des territoires qui ne se recouvrent pas. Une des difficultés premières de l'action publique, et par là

de son appréciation, tient au fait qu'elle s'exerce dans un cadre national et sur des espaces institutionnels (espaces finis, continus, aux frontières délimitées et fortement marquées) dans lesquels il convient, par le biais de mesures spatialement différenciées, de favoriser l'implantation ou le maintien d'entreprises industrielles qui entretiennent avec l'espace des relations variables et évolutives dans le temps. « Si les territoires institutionnels et les territoires des entreprises sont simultanés, ils ne sont pas superposables ; tous sont à considérer pour comprendre la dimension spatiale de l'activité industrielle » (Fisher, *op. cit.* : 2). Au-delà des approches classiques de la géographie industrielle concernant la répartition spatiale des implantations et l'étude des facteurs de localisation des établissements, l'analyse des politiques d'industrialisation nécessite d'intégrer l'étude des stratégies spatiales des firmes dans le temps et l'espace, les formes et la capacité d'adaptation des interventions publiques aux changements de ces stratégies, l'évolution du rôle joué par les différents acteurs institutionnels et privés et la résultante de ces interactions sur les territoires.

Les processus d'industrialisation dans les PVD sont aujourd'hui largement dépendants des mouvements de restructuration qui affectent les entreprises des pays du Nord et reflètent l'influence plus ou moins prononcée de l'évolution des concepts d'aménagement industriel liée à la dimension qualitative des territoires et à la mise en œuvre conséquente des pratiques de développement local ; pratiques visant « à faire émerger par un processus endogène – à partir de la programmation concertée entre acteurs publics et privés – des projets locaux fondés sur des savoirs et des savoir-faire spécifiques » (Hugon, 1996 : 35). La crise industrielle de la fin des années 1970 dans les pays industrialisés s'est traduite par une remise en cause du système fordiste que caractérisaient une production de masse standardisée, une forte tendance à la concentration verticale et horizontale de l'activité industrielle et le poids économique des grandes firmes : celles-ci étaient perçues par les pouvoirs publics comme la clé du développement économique et du progrès social et placées, à ce titre, au cœur des politiques d'aménagement industriel durant cette période. L'apparition dans les années 1980 de nouveaux secteurs industriels reposant sur les technologies de pointe ainsi que le dynamisme des milieux innovateurs et des PME marquent une rupture importante dans la nature du processus d'industrialisation, son expression spatiale et les formes de l'intervention publique. La multiplication des unités de petites tailles et leur plus grande flexibilité technique et géographique traduisent une disjonction structurelle et fonctionnelle plus poussée des firmes répondant d'une part à la nécessité d'adapter les manières de produire à la rapidité des changements technologiques, et d'autre part, à l'émergence de nouvelles stratégies

spatiales liées à l'évolution du rapport entre les coûts propres de l'implantation des établissements industriels et la nature de l'ensemble des ressources offertes par l'environnement local ; chaque établissement et chaque fonction se localisant dans l'espace économique et social le plus adéquat. L'industrie devient donc plus flexible, plus mobile et l'espace prend une dimension qualitative.

La mondialisation de l'économie et la flexibilité accrue du capital renforcent le pouvoir de relocalisation des grandes firmes qui ont tendance à délaisser les stratégies d'intégration de la période fordiste pour évoluer vers des structures en réseau basées sur les relations de sous-traitance internationale et/ou les filiales à l'étranger. Les répercussions de ces stratégies spatiales sont très inégalement réparties à l'échelle internationale compte tenu de la prise en considération par les entreprises de nombreux facteurs tels que le coût et la qualification de la main-d'œuvre, la législation du travail, les structures sociales et politiques, la taille des marchés ou encore les concessions offertes par les pouvoirs publics aux investisseurs étrangers. La disjonction fonctionnelle et sectorielle des tâches pratiquée par les firmes oblige les Etats du Sud à intégrer plus encore dans la conception des politiques industrielles les avantages comparatifs d'espaces différenciés de leur territoire permettant, du moins à certains d'entre eux, de profiter d'une forme de « fordisme périphérique » appuyé par l'investissement étranger, comme le montrent les analyses de la croissance dynamique de certains pays du Sud-Est asiatique au cours des dernières décennies. Dans le cadre des mesures destinées à attirer les capitaux étrangers, les Etats ne peuvent toutefois faire abstraction du problème posé par la compétitivité des firmes nationales, que ce soit sur les marchés intérieurs ou à l'exportation. Ce facteur les conduit à rechercher un compromis sur l'ouverture des secteurs d'activité et le montant des incitations qu'il est possible d'accorder aux étrangers, tout en tenant compte des offres des pays concurrents.

Si l'aménagement industriel du territoire a longtemps été une action volontariste relevant du domaine presque exclusif de l'Etat, la crise industrielle s'est accompagnée d'une modification du rôle des acteurs institutionnels avec le transfert d'une partie de l'aide directe que l'Etat fournissait aux entreprises vers les collectivités territoriales. L'objectif de ces dernières devient la création d'externalités de service prenant en compte les nouvelles logiques spatiales des firmes afin de construire des environnements locaux favorables à leur implantation. Ainsi, « ce n'est plus la grande firme qui diffuse la croissance mais le territoire qui devient source de développement » (Manzagol, 1995 : 490). L'interprétation de ces mutations met donc l'accent sur la vigueur des dynamiques endogènes et l'émergence de projets locaux renvoyant à une théorie du développement par

le bas dans laquelle les collectivités (au moins dans les pays industrialisés) se voient souvent attribuer par la recherche un rôle de première importance par leur action dans la construction ou la « requalification » des territoires. L'intérêt pour l'analyse de ces processus d'industrialisation, largement pris en compte par la recherche sous diverses appellations (systèmes productifs localisés, districts industriels, *clusters*, etc.) s'alimente de ce qui est considéré comme les échecs des politiques d'industrialisation précédemment suivies, aussi bien au Nord qu'au Sud. Les pratiques de développement local procéderaient donc d'une « réaction du corps social aux carences du développement traditionnel qui se mesurent à son incapacité avérée à apporter des réponses appropriées aux difficultés des sociétés concernées » (Ferguène, 1996 : 89). Se pose cependant la question de la réalité de ces pratiques dans les pays du Sud[4], notamment au regard des structures politiques et du cadre institutionnel, de l'insuffisance des moyens techniques et financiers alloués aux collectivités et de leur degré d'autonomie vis à vis de l'Etat. Si dans ces pays, les revendications décentralisatrices des collectivités locales se nourrissent de l'efficacité décroissante des politiques traditionnelles d'aménagement du territoire, elles sont souvent relayées par les Etats qui voient dans ces mouvements le moyen d'une décentralisation de la gestion sociale de la crise en déléguant aux niveaux inférieurs les tâches qu'ils ne peuvent plus assumer (Revel-Mouroz et Rivière d'Arc, 1989 : 511). L'approche des pratiques du développement local s'inscrit donc dans le débat plus général de la décentralisation administrative. Une des premières questions posées à la recherche concerne l'origine et la nature même des processus à l'œuvre qui déterminent pour une large part le partage réel des pouvoirs entre les différents niveaux de la hiérarchie et le degré de concertation entre les acteurs lors de la définition des objectifs et la mise en place des actions[5]. Les décisions et les choix faits dans le cadre des politiques de développement local correspondent à des compromis entre les différents acteurs publics et privés poursuivant chacun leur propre but (minimisation des coûts et profit maximum pour les entreprises, accroissement des rentrées fiscales et effets induits locaux pour les collectivités, recherche d'équilibre entre performance et équité pour l'Etat). L'évaluation de l'intervention publique doit donc en premier lieu

[4]Voir, par exemple, les différentes contributions dans Abdelmalki L. et Courlet C., 1996.

[5]Processus de décentralisation administrative qui peut traduire, selon les cas, différents objectifs : gestion de crise, phénomène de transition ou d'ouverture démocratique, volonté de contourner des pesanteurs bureaucratiques pour introduire une nouvelle politique globale de croissance, etc.

s'interroger sur les critères et les logiques des différents acteurs qui ont conduit au mode d'action négocié qu'elle est censée appréhender (Peyrefitte, 1998 : 423). Si le jeu des différents acteurs est largement pris en compte par la recherche dans l'analyse des pratiques du développement local, peu d'auteurs en revanche se sont prononcés sur l'utilité réelle des aides publiques dans ces processus d'industrialisation. M. Vanier note ainsi à propos des études menées en Europe occidentale que « parmi les nombreux écrits qui ont redécouvert le district marshallien et les avantages des systèmes productifs localisés, aucun n'évoque l'éventuelle contribution des finances publiques à la bonne tenue de ces tissus industriels » (*op. cit*., 237).

L'ensemble de ces évolutions institutionnelles et économiques se traduit par une plus grande compétitivité qualitative des territoires et l'apparition de nouveaux espaces économiques à toutes les échelles. Sur les territoires nationaux se côtoient des dynamiques entrepreneuriales endogènes et exogènes ayant leur logique spatiale propre correspondant à des types de productions, des manières de produire et des exigences en termes de localisation. Ainsi, l'activité industrielle continue pour une part de répondre à des schémas traditionnels avec une organisation spatiale se faisant en fonction des gisements de ressources et des grands marchés urbains ; la disjonction fonctionnelle pratiquée par les entreprises permet également de multiplier le nombre des établissements et suscite des stratégies de délocalisation de certaines activités, les moins qualifiées, vers les périphéries nationales riches en main-d'œuvre bon marché alors que la ségrégation qualitative des territoires est renforcée par la rapidité des évolutions technologiques affectant la production industrielle. En voulant agir sur les décisions de localisation des entreprises pour susciter un développement industriel régional ou local, l'Etat cherche à modifier certains facteurs de l'environnement économique pris en compte par les acteurs privés lors de leur choix d'installation. Les outils qu'il emploie sont, en théorie, de nature à compenser favorablement les désavantages supposés liés à la localisation dans les régions ciblées par l'intervention publique tenant en particulier à la distance, la faiblesse des infrastructures, la formation de la main-d'œuvre ou encore à la modestie des ressources fiscales des collectivités régionales et locales. Pour les pouvoirs publics, une connaissance fine du poids relatif des différents critères influant sur les choix de localisation des établissements industriels, des attentes des firmes en termes de besoins spécifiques ainsi qu'une appréciation des logiques spatiales qu'elles mettent en œuvre dans le cadre de leur stratégie de croissance est nécessaire pour tenter d'orienter les investissements industriels privés sur les territoires ou régions admissibles à une aide spéciale. La marge de manœuvre des institutions est toutefois liée au degré de dirigisme acceptable par le secteur privé et à l'importance des

ressources mobilisables. La réponse publique à la diversité des dynamiques industrielles est une multiplication des critères, des moyens et des mesures mis en place. Ainsi, l'intervention publique sur les territoires se manifeste par des actions relevant de plusieurs générations de politiques industrielles ayant des objectifs et contenus différents : appui à l'industrialisation des régions défavorisées, renforcement d'avantages comparatifs de certains espaces permettant de tirer la croissance nationale, aides accordées aux entreprises nationales menacées dans leur compétitivité, mesures en faveur des dynamiques locales, attraction des investissements étrangers, etc. Cette diversité et complexité de l'action publique, les réajustements pragmatiques des politiques au gré des évolutions de conjoncture se traduisent souvent par une confusion dans le discours et les pratiques, voire une certaine contradiction dans la mise en place des aides qui rendent d'autant plus délicate toute forme d'évaluation.

L'évaluation des politiques d'industrialisation peut faire appel à des critères multiples (nombre d'entreprises, emplois créés ou déplacés, diversification du tissus industriel, liens et synergies entre les entreprises et le milieu, etc.). Quelles que soient les approches privilégiées, l'appréciation de l'impact territorial des aides publiques reste corrélée à la relation existant entre les échelles d'analyse et la nature des observations possibles. Ceci suppose de se placer à différents niveaux scalaires et de conduire des observations qui dépassent le cadre figé des divisions administratives afin de mettre en évidence les constituants des systèmes territoriaux considérés et d'intégrer, dans l'analyse, les facteurs structurant leurs dynamiques. Dans les pays du Sud, plus encore qu'ailleurs, un des principaux problèmes réside dans la difficulté d'accès, ou plutôt l'inexistence, de séries chronologiques complètes et fiables, notamment de séries longues concernant des unités territoriales définies à l'identique par les divers organismes publics intervenant dans le cadre de la mise en œuvre des politiques. Les informations disponibles n'étant souvent que des données prévisionnelles (investissements, emplois) fournies par les entreprises dans les dossiers soumissionnés, l'évaluation doit faire appel à l'interprétation d'indicateurs construits à partir d'enquêtes spécifiques. Si cette démarche permet de fournir un ordre de grandeur des effets propres de l'action publique et d'appréhender ses conséquences sur les comportements des acteurs et l'organisation de la production industrielle, elle ne résout pour autant les difficultés inhérentes à leur identification. Comment, par exemple, distinguer dans les effets mesurés ce qui revient spécifiquement aux mécanismes de l'intervention publique des effets liés aux stratégies spatiales des entreprises ou aux dynamiques propres des systèmes territoriaux considérés. Comment, en d'autres termes, définir ce qui se serait passé sans intervention publique ?

L'appréciation du bilan de la politique de déconcentration industrielle menée par le Bureau de l'Investissement industriel thaïlandais (BoI) depuis le milieu des années 1980 est en cela éclairant. Le territoire national a été divisé en trois zones en fonction de leur éloignement de la région métropolitaine de Bangkok qui conditionne les critères d'admissibilité et l'importance des aides attribuées aux implantations et relocalisations d'entreprises industrielles. Les implantations industrielles en zone 3, la plus éloignée du centre et bénéficiant des avantages les plus conséquents sont certes devenues majoritaires au début des années 1990 mais le succès officiellement attribué à la politique incitative du BoI peut être largement tempéré, aussi bien du point de vue qualitatif que quantitatif. La zone 3 recouvre une très forte hétérogénéité de situations et les territoires les plus attractifs, pour les entreprises restent les plus proches de la capitale et de l'Eastern Seaboard[6]. Dans les régions les plus éloignées, les implantations industrielles se limitent à quelques centres urbains secondaires ayant bénéficié d'investissements publics dans le cadre de la politique des pôles régionaux de développement précédemment suivie, créant ou renforçant à l'échelle infrarégionale de nouveaux déséquilibres sociaux et spatiaux. Au niveau local, les effets induits par les implantations industrielles sont fortement variables en fonction des dynamiques propres des systèmes considérés et des stratégies des populations locales dont la complexité et la réversibilité ont été largement ignorées par les politiques et les milieux industriels (Kermel-Torrès et Schar, 1997). Cette répartition de l'activité industrielle sur le territoire national illustre la nécessaire distinction de deux types de redéploiement industriel. En fournissant quelques infrastructures de base ou des aides susceptibles de compenser un relatif éloignement du centre, les pouvoirs publics peuvent accompagner ou anticiper un mouvement de redéploiement industriel limité dans l'espace, mené par le secteur privé à la recherche de meilleures conditions de profit et devant faire face aux déséconomies d'échelle liées à l'hyper concentration[7]. L'industrialisation des régions périphériques proprement dite est en revanche plus complexe et le montant des investissements et des aides requis pour attirer les entreprises beaucoup plus important. Dans le Nordeste du Brésil, H. Théry indique par exemple que l'Etat est contraint de couvrir, par le biais de diverses aides publiques, entre 70 et 90 % de l'investissement industriel ;

[6]Complexe industriel situé à proximité de la région métropolitaine, conçu comme un pôle de développement permettant d'accélérer le processus de croissance nationale et soutenu par des investissements publics massifs.

[7]Le coût du foncier et la disponibilité en main-d'œuvre sont les principaux attraits de ces nouvelles localisations, peu éloignées des centres traditionnels.

ce qui conduit l'auteur à conclure que l'Etat brésilien invente une nouvelle forme de « capitalisme sans capital », situation responsable, à ses yeux, de très nombreux échecs de projets d'industrialisation. Ceci renvoie à un autre aspect de l'évaluation – le rapport au coût de l'intervention – qui n'est paradoxalement que peu abordé par les géographes. Pour M. Vannier, cette question fait « plus exactement de leur part l'objet d'un certain consensus : les aides publiques servent à quelque chose puisqu'elles existent et sont consommées » (*op. cit*. : 237).

Dans le cas thaïlandais, la limite des ressources mobilisables par l'Etat pour fournir les équipements nécessaires à une croissance industrielle spatialement plus équilibrée s'est traduite par la constitution d'un partenariat public/privé pour la création de parcs industriels. Il en résulte un important déséquilibre de leur implantation, la rentabilité à court terme des investissements l'emportant sur la volonté de décentralisation géographique, qui est en réalité la priorité des seuls pouvoirs publics[8]. Les performances en termes de création d'emplois et de réduction des inégalités sociales dans les régions éloignées du Centre, revendiquées par le BoI, semblent également devoir être nuancées : seulement 20 % des emplois industriels créés dans les usines ayant reçu un soutien des pouvoirs publics depuis 1988 sont situés dans les régions les plus périphériques ; il s'agit dans leur très grande majorité d'emplois non qualifiés et faiblement rétribués. Des remarques similaires peuvent être faites au sujet des délocalisations d'entreprises : le transfert total ou partiel de l'activité reste une pratique marginale et les investissements effectués par les entrepreneurs de la région centrale vers la périphérie correspondent essentiellement à la création de nouvelles unités concernant les activités les plus banales du processus de production, sans grande articulation avec les entreprises locales. Au-delà des objectifs affichés de rééquilibrage social et spatial, les mesures mises en œuvre par le BoI ont, en définitive, offert aux industriels une possibilité de lutter contre l'érosion progressive de leur compétitivité sur les marchés internationaux en leur permettant d'accéder à des réservoirs de main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché sur lesquels ils espèrent appuyer la poursuite de la croissance de leurs entreprises.

Ceci soulève la question de la nécessaire distinction entre les bilans qualitatifs et quantitatifs. Les exemples sont particulièrement frappants dans le cas de la création de nouveaux foyers industriels. Il se peut que les établissements industriels localisés dans ces pôles n'entretiennent des liens

[8]Sur une quarantaine de parcs industriels en opération, 4 seulement échappent à l'aire d'influence de la capitale ou de l'Eastern Seaboard.

qu'avec des partenaires économiques situés dans d'autres régions avec peu d'effets moteurs sur les dynamiques économiques locales. Pour H. Théry qui décrit ces processus d'industrialisation au Brésil, la relation entre implantation de grandes entreprises et décollage économique régional souffre de malentendus : « le plus important est celui qui fait confondre l'espace économique abstrait de la théorie des pôles de développement où la firme motrice a un effet d'entraînement, et celui de l'espace géographique concret où l'installation de l'usine n'a pas que des effets positifs » (*op. cit*., 1985 : 198). On est alors dans le cas classique de kyste ou d'enclave industrielle dans une région rurale ou peu industrialisée et le rôle de ces pôles est alors sans grand rapport avec l'arrière-plan stratégique qui a justifié leur apparition. Ainsi, l'auteur poursuit à propos des effets spatiaux et des coûts sociaux du pôle pétrochimique de Camaçari dans l'Etat de Bahia que si les objectifs nationaux et régionaux peuvent être considérés comme atteints (création d'une puissante industrie pétrochimique et installation à Bahia d'un foyer industriel moderne), le bilan à l'échelle locale est beaucoup moins glorieux et n'a entraîné qu'une aggravation des problèmes sociaux dans la région, même si l'économie nationale et ceux qui la contrôlent en tirent bénéfice (*op. cit*., 1995 : 157-158). De la même façon, la majorité des emplois industriels effectivement créés dans les régions périphériques par le biais des politiques d'industrialisation correspond, comme nous l'avons vu pour le cas thaïlandais, aux activités les plus banales du processus industriel ; c'est-à-dire à des emplois peu qualifiés et faiblement rémunérés et par voie de conséquence les moins à même de générer, au moins dans un premier temps, un processus de développement dans les espaces considérés. Dans ces régions, l'aide à l'implantation industrielle est souvent perçue par les entrepreneurs comme une subvention indirecte de l'Etat leur permettant de maintenir une activité qui ne serait autrement plus concurrentielle. Le succès de telles politiques, au moins du point de vue de la performance économique nationale, est alors largement dépendant de la rencontre entre les objectifs de l'Etat et ceux des entreprises. En Thaïlande, la convergence des objectifs (lutter contre les disparités spatiales et poursuivre une industrialisation intensive en main-d'œuvre sans remettre en cause la politique suivie de bas salaires) s'est traduite par un partenariat original entre le secteur public et l'élite capitaliste qui se décline en termes de définition des orientations de développement et d'inflexion des politiques publiques d'industrialisation. La capacité de réforme de l'État est valorisée par l'apport du secteur privé en termes d'informations et d'expertises, ce qui, en quelque sorte, lui procure une légitimité : la croissance s'appuie sur le résultat des grandes entreprises ; les technocrates peuvent apparaître comme les principaux réformateurs du pays en même temps que les gardiens de l'intérêt national.

Si les entreprises jouent en permanence sur les disparités spatiales à toutes les échelles, les dispositifs d'aide à l'industrialisation mis en place par les pouvoirs publics peuvent influer sur la dynamique des territoires ciblés dans la mesure où il existe une concordance temporelle forte et durable entre les stratégies des firmes industrielles et les objectifs des politiques. Echec ou succès, l'analyse de l'impact des politiques d'industrialisation dépend pour une large part de la perception que s'en fait l'évaluateur. Celles-ci peuvent être perçues comme des actions d'aménagement industriel, ce qui tendrait à privilégier la performance économique, c'est-à-dire le point de vue des Etats et des entreprises, ou comme une action de développement par l'industrialisation impliquant la prise en compte de l'ensemble des dimensions économiques et sociales permettant d'apprécier l'ampleur et les conséquences des actions dans la dynamique des systèmes spatiaux et territoriaux. Cette approche sous-entend également de mettre en perspective le bien-fondé et la complémentarité des diverses actions dirigées vers un même espace régional, plus particulièrement les relations entre politiques industrielles et politiques de développement rural ou agricole qui restent un fait marquant de l'intervention publique dans les régions d'industrialisation périphérique. Reste pourtant posée la question de la pérennité des effets de ces politiques publiques. Assurer l'ancrage territorial des entreprises fait appel à des actions dépassant largement la dimension spatiale des politiques d'industrialisation. Pour une firme, le choix de la localisation de ses établissements est la résultante de la combinaison d'un nombre important de facteurs. Les dynamiques industrielles observées s'inscrivent certes dans un espace (local, régional ou national) mais elles ne peuvent pas être circonscrites dans celui-ci dans la mesure où elles reflètent des conditions politiques, économiques et sociales beaucoup plus vastes et que de nombreuses entreprises, notamment étrangères, préservent leur capacité de mobilité et de départ au moindre changement de conjoncture. Si l'on a longtemps insisté sur l'importance de l'attractivité des territoires dans leur capacité à engendrer une dynamique de développement, l'intervention publique ne doit pas se limiter à un simple problème de localisation industrielle mais engager des politiques de territorialisation fondées sur le temps long des processus de coévolution de l'industrie et des territoires permettant de pérenniser l'ancrage des entreprises, c'est-à-dire de favoriser une mobilisation ou une reconfiguration dynamique des ressources, notamment humaines.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABDELMALKI L., COURLET C. (dir.), (1996) – *Les nouvelles logiques du développement*. Paris, L'Harmattan, Logiques Economiques, 415 p.

BENKO G. (1998) – *La science régionale*. Paris, P.U.F, Que sais-je ? 127 p.

BONNET J. (1997) – Le territoire entre gestion et aménagement. Colloque de la Section 39 du CNRS, 3 novembre 1997. In : *Espaces, territoires et sociétés. Les recherches françaises en perspectives*, Paris, CNRS.

BRUNET R. (1990) – *Le territoire dans les turbulences*. Montpellier, Géographiques Reclus.

BRUNET R. (1990) – Le déchiffrement du monde. In : *Mondes Nouveaux, Géographie Universelle*, Paris, Brunet R. et Dollfus O. (dir.), Hachette Reclus, Livre premier, pp. 9-271.

COLLECTIF (1989) – Débat : l'aménagement du territoire, nouvelles donnes ? *L'Espace Géographique*, Tome XVIII, n°4.

COMITE DE REDACTION (1994) – Contribution au débat sur l'aménagement du territoire en France. *L'Espace Géographique*, n°1, pp. 45-73.

De GAUDEMAR J.P. (1995) – L'aménagement du territoire. In : *Encyclopédie de Géographie*, Bailly A., Ferras R., Pumain D. (dir.), Paris, Economica, pp. 1040-1060.

DELER J.P. (1997) – A la recherche des espaces du développement au Pérou. L'échec d'une régionalisation annoncée. In : *Regards interdisciplinaires sur les politiques de développement*, Baré J.F. (textes réunis et présentés), Paris, L'Harmattan.

DUBRESSON A. (1989) – *Villes et industries en Côte d'Ivoire. Pour une géographie de l'accumulation urbaine.* Paris, Karthala.

ECKERT D. (1996) – *Evaluation et prospective des territoires*. Montpellier-Paris, GIP Reclus, La Documentation Française.

FERGUENE A. (1996) – L'industrialisation à petite échelle : une nouvelle approche du développement dans les pays du Sud. *Région et développement*, L'Harmattan, n°3, pp. 85-116.

FISHER A. (1994) – *Industrie et espace géographique. Introduction à la géographie industrielle*. Paris, Masson, Collection Géographie.

GASTELLU J.M., MARCHAL J.Y. (1997) – *La ruralité dans les pays du Sud à la fin du XXe siècle.* Paris, Orstom éditions.

HUBERT B., MATHIEU N. (1992) – Potentialités, contraintes, ressources : récurrence ou renouveau bien tempéré ? In : *Sciences de la nature. Sciences de la société. Les passeurs de frontières*, Jollivet M. (dir.), Paris, CNRS Editions, pp. 307-320.

HUGON Ph. (1996) – La dialectique du global et du local dans le développement. In : *Les nouvelles logiques du développement*, Abdelmalki L. et Courlet C. (dir.), Paris, L'Harmattan, Logiques Economiques, pp. 29-40.

JOLLIVET M. (dir.) (1992) – *Sciences de la nature. Sciences de la société. Les passeurs de frontières*. Paris : CNRS Editions.

KERMEL-TORRES D., SCHAR Ph. (1997) – Croissance industrielle et redéploiement spatial en Thaïlande. *Autrepart*, n° 3, pp. 45-64.

LEVY J. (1994) – *L'espace légitime. Sur la dimension géographique de la fonction publique*. Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 442 p.

MANZAGOL C. (1995) – La localisation des activités spécifiques. In : *Encyclopédie de géographie*, Bailly A., Ferras R., Pumain D. (dir.), Paris, Economica, pp. 471-496.

MARTINS L. (1984) – La notion de pôle de développement. Ou comment un outil théorique devient un instrument de développement régional. In : *L'Etat aménageur en Amérique latine. Villes et ports industriels*. Collectif, Travaux et Mémoires de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, 35, pp. 13-28.

MATHIEU N. (1992) – Géographie et interdisciplinarité : rapport naturel ou rapport interdit ? In : *Sciences de la nature. Sciences de la société. Les passeurs de frontières*. Jollivet M. (dir.), Paris : CNRS Editions, pp. 128-154.

PAIRAULT T. (1999) – Industrialisation et tertiarisation. In : *La Chine et les Chinois de la diaspora*. Collectif, Paris, CNED-Sedes, pp. 111-134.

PEYREFITTE M. (1998) – La prise en compte des logiques d'acteurs dans l'évaluation d'une politique publique territoriale. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 3, pp. 421-448.

PINCHEMEL P. et G. (1988) – *La Face de la Terre*. Paris, Armand Colin.

POLESE M. (1994) – *Economie urbaine et régionale. Logique spatiale des mutations économiques.* Paris, Economica.

REVEL-MOUROZ J., RIVIERE D'ARC H. (1989) – Décentralisation-régionalisation. In : *Pouvoir local, régionalismes décentralisation. Enjeux territoriaux et territorialité en Amérique latine*. Revel-Mouroz, J. (dir.), Travaux et Mémoires de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, n°35, pp. 509-515.

REYNAUD A. (1995) – Centre et périphérie. In : *Encyclopédie de Géographie*. Bailly A., Ferras R., Pumain D. (dir.), Paris, Economica, pp. 583-599.

SOULAGE B. (1994) – La place du politique dans les systèmes productifs localisés. In : Courlet C. et Soulage B. (dir.), *Industrie, Territoires et politiques publiques.* Paris, L'Harmattan, Logiques Economiques, pp. 223-241.

THERY H. (1995) – *Pouvoir et territoire au Brésil. De l'archipel au continent*. Paris, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, Collection Brasilia.

THERY H. (1985) – *Le Brésil*. Paris, Masson-Collection Géographie.

THERY H., MARTINS L. (1984)– Camaçari, un pôle de développement ? In : *L'Etat aménageur en Amérique latine. Villes et ports industriels*. Collectif, Travaux et Mémoires de l'Institut des Hautes Etudes de l'Amérique latine, 35, pp. 31-58.

TOURJANSKY-CABART L. (1996)–*Le développement économique local*. Paris, Presses Universitaires de France, Que sais-je ?

VANIER M. (1995) – Industrie et territoires : l'intervention des finances publiques, pour quoi faire ? *L'Espace Géographique*, n°3, pp. 236-244.

ZIMMERMAN J.B. (1998) – Nomadisme et ancrage territorial : propositions méthodologiques pour l'analyse des relations firmes-territoires. *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n° 2, pp. 211-230.

CHAPITRE 4

CROISSANCE INDUSTRIELLE ET REDEPLOIEMENT SPATIAL EN THAÏLANDE[1]

Doryane Kermel-Torrès et Philippe Schar

La croissance rapide de l'industrialisation thaïlandaise depuis la fin des années cinquante se situe dans le cadre d'un partenariat original entre les secteurs public et privé qui se décline en termes de définition des objectifs de développement et d'inflexion des politiques publiques. Les performances remarquables de l'économie nationale au cours des dernières décennies se sont accompagnées d'un accroissement des déséquilibres sociaux et spatiaux que les politiques d'appui à la déconcentration industrielle et à l'industrialisation régionale tentent aujourd'hui de corriger.

Le cas thaïlandais, souvent érigé en modèle, nous conduit à nous interroger sur l'évolution des relations public/privé dans l'élaboration des politiques industrielles. Leur conception du territoire sera examinée à la lumière des outils utilisés pour corriger les déséquilibres interrégionaux et de leurs contraintes. Pour comprendre l'impact des mesures publiques d'incitation à la localisation industrielle, nous les situerons dans la perspective d'éléments d'autre nature qui influencent la décision des entrepreneurs industriels.

[1] Article initialement publié dans la revue *Autrepart* : Kermel-Torrès D. et Schar Ph., « Croissance industrielle et redéploiement spatial en Thaïlande », revue *Autrepart*, Editions ORSTOM/Editions de l'Aube, vol.3, 1997, pp. 45-54.

Les relations public/privé et l'orientation des politiques industrielles

Le principe du développement thaïlandais repose sur la confiance de 1'État en la capacité du secteur privé à générer une croissance soutenue dans le cadre d'une approche libérale de l'économie, l'industrialisation étant perçue par les politiques et les technocrates comme un des éléments entrant dans la formulation de cette stratégie globale de croissance. L'État n'a jamais été isolé des influences extérieures lors de la formulation des orientations des politiques de développement. De fait, il apparaît très perméable aux pressions de groupes d'intérêts variés. Les grandes orientations formulées lors de chaque plan traduisent le rôle relatif des secteurs public et privé dans le processus de développement national, les contraintes et opportunités du contexte régional et mondial, et le poids des institutions internationales.

Si les politiques industrielles et les formes de l'appui apporté par l'État au secteur privé ont été variables au cours des dernières décennies, elles restent régies par quelques principes édifiés au début des années soixante : une invitation aux investissements privés nationaux et étrangers, une action qui n'entrave pas la croissance ou les intérêts du secteur privé et qui limite les conflits. La continuité de ces principes est renforcée par des politiques macroéconomiques qui ont toujours été prudentes et pragmatiques grâce à la large indépendance dont jouit la Banque de Thaïlande vis-à-vis du pouvoir.

L'État bureaucratique

La prise du pouvoir par le général Sarit en 1958 marque le début d'une politique active d'appui au secteur privé faisant suite à près de trois décennies de capitalisme d'État[2]. Les difficultés économiques de la fin des années cinquante, la condamnation par la Banque mondiale de la ligne précédemment suivie (rapport de 1959) et le mécontentement des milieux d'affaires vis-à-vis d'investissements industriels publics perçus comme un frein à leur propre capacité d'expansion conduisent le nouveau régime à réorienter sa politique industrielle. Entre 1959 et 1963, l'Etat se donne un nouveau cadre administratif et légal dont l'objectif est de promouvoir le développement du capitalisme local et d'attirer les capitaux étrangers dans le cadre d'une stratégie d'industrialisation basée sur la substitution des

[2]Après la chute de la monarchie absolue en 1932, l'État devint le premier investisseur industriel du pays. Il contrôlait directement plus de 150 entreprises en 1957 (Ingram, 1971).

importations : création du *Board of Investment* (BoI), du *National Economic Development Board* (NEDB), du Bureau de la Planification, etc.

Ces orientations suivent les recommandations de la Banque mondiale et sont clairement affichées lors des deux premiers plans (1961-1972). L'investissement public dans les infrastructures nécessaires pour stimuler la croissance économique et l'investissement privé (énergie, transports, communications) est financé par une taxe sur la production de riz, l'augmentation des taxes sur les exportations et l'aide américaine. *L'Investment Pronzotioia Act* de 1954 est revu afin de promouvoir l'industrialisation par le biais de concessions fiscales et douanières. Le BoI, chargé de faire appliquer ces mesures, devient le principal outil de la politique industrielle. Cette stratégie s'accompagne d'un ensemble de mesures macroéconomiques visant à créer un environnement stable. L'État s'engage à ne pas entrer en compétition avec le secteur privé et exclut toute possibilité de nationalisation. La « paix sociale » est établie par élimination de l'opposition politique et syndicale. La croissance annuelle moyenne du produit national brut est supérieure à 8 % entre 1960 et 1970, celle du secteur manufacturier est de l'ordre de 10 %. L'industrialisation de substitution des importations profite largement du rôle de la Thaïlande dans la ligne de front anticommuniste du fait de l'augmentation sensible de la consommation intérieure liée à la présence de l'armée américaine.

Les deux premiers plans de développement sont le résultat des technocrates du NEDB assistés dans leur tâche par des experts occidentaux. La définition des principaux objectifs et les mesures adoptées reflètent la pensée économique de l'époque, notamment celle prévalant à la Banque mondiale. Si les milieux d'affaires n'interviennent pas directement dans les prises de décision, leur rôle n'est pas négligeable par le jeu des relations personnelles privilégiées qu'ils entretiennent avec le pouvoir. L'association entre bureaucrates, militaires et capitalistes remonte à la chute de la monarchie absolue[3]. Durant la période nationaliste (1932-1957), l'alliance entre grands capitalistes chinois et hauts fonctionnaires thaïs est remarquable. Leurs convergences d'intérêts se traduisent par une accumulation rapide du capital, notamment bancaire, qui s'avérera cruciale pour le développement de l'industrie dans les années soixante (Hewinson, 1988). La relation symbiotique entre militaires au pouvoir ou soutenant les régimes civils, bureaucrates et élite capitaliste, se poursuit jusqu'au milieu

[3]Avec le retrait américain du Vietnam, le budget de la défense dépend seulement du budget national. Les militaires soutiennent fermement l'industrialisation de substitution des importations qui leur permet de profiter d'une monnaie surévaluée pour leurs approvisionnements à l'étranger.

des années soixante-dix[4]. Les milieux d'affaires n'exercent pas un rôle dominant dans l'orientation des politiques mais sont à même de défendre ou faire promouvoir leurs intérêts auprès des militaires et bureaucrates, d'autant plus qu'il existe un recouvrement social très fort entre ces élites.

Les premières mesures fiscales et bancaires en faveur d'une industrialisation orientée vers l'exportation sont introduites lors du troisième plan (1972-1977). Ces changements ne remettent pas en cause l'industrialisation de substitution des importations ; les privilèges précédemment instaurés sont reconduits dans la mesure où ils n'entrent pas en conflit avec les nouvelles orientations. Cette tendance se retrouve lors du quatrième plan (1977-1981) qui incorpore pour la première fois la notion de développement social : le NEDB (National Economic Development Board) est renommé National Economic and Social Development Board : NESDB. La promotion de l'industrialisation orientée vers l'exportation se poursuit, bien qu'un certain nombre de barrières tarifaires soient relevées pour protéger les industries lourdes dont les productions intermédiaires sont destinées au marché intérieur.

Le rôle grandissant du secteur privé

Le débat autour des orientations de la politique industrielle a animé toute la période des années soixante-dix. L'industrialisation orientée vers l'exportation, largement encouragée par la Banque mondiale, trouve un écho favorable auprès de quelques économistes ou technocrates du NESDB et du BoI, comme l'attestent les tentatives faites lors des troisième et quatrième plans. Le ministère des Finances y est fermement opposé au vu des réformes fiscales et tarifaires nécessaires qui mettraient en péril les revenus de l'Etat. Il reçoit le soutien d'une partie de la classe capitaliste et des militaires. Cette période est aussi marquée par une situation politique et économique instable. Les turbulences de l'économie mondiale après le premier choc pétrolier sont aggravées par la saturation progressive du marché intérieur liée au désengagement américain. La croissance des exportations de matières premières est compromise par la fermeture progressive de la frontière agricole et la baisse des prix sur les marchés mondiaux. Ces aspects négatifs de l'économie sont renforcés par une instabilité sociale (coup d'État militaire sanglant de 1976, guérillas dans les zones frontalières). Les réponses apportées dans un premier temps par 1'Etat apparaissent très vite comme des solutions à court terme. Les divergences au sein de la classe bureaucratique

[4]Sur l'évolution du conflit politique entre militaires, technocrates et capitalistes, voir Phongpaichit (1992).

et capitaliste, comme la position de l'institution militaire, n'autoriseront la réorientation ferme de la politique industrielle qu'après la récession du début des années quatre-vingt faisant suite au deuxième choc pétrolier de 1979.

Malgré un environnement politique et économique peu favorable, les industriels produisant pour l'exportation connaissent une certaine réussite (la part de la production industrielle passe de 10 à 20 % de la valeur totale des exportations entre 1970 et 1980). Deux décennies de croissance ont permis non seulement d'élargir la base économique de l'élite capitaliste mais aussi d'accroître sa capacité d'organisation et de revendication en termes de définition des politiques publiques. Sous la pression de ces groupes auxquels finit par se rallier la majorité des hauts fonctionnaires, l'Etat, aidé par les prêts de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, entreprend un plan d'ajustement structurel et appuie résolument une industrialisation orientée vers les exportations.

L'orientation progressive de l'industrialisation vers l'exportation, à partir des années soixante-dix, traduit le rôle croissant du secteur privé. Durant la réflexion conduisant à l'élaboration des 3ième et 4ième plans, le NESDB sollicite l'opinion des associations d'entrepreneurs (*Thai Chamber of Commerce*, *Association of Thai Industries*, *Thai Bankers Association*, etc.). Ce type de relations est formalisé en 1981 avec la création du *Joint Private/Public Sectors Consultative Committee* (JPPCC), répondant à la nécessité d'un dialogue institutionnalisé devant les problèmes multidimensionnels posés par la complexité croissante du contexte économique. Le rôle du JPPCC est indéniable dans les réorientations de la politique industrielle au début des années quatre-vingt. Il exerce également une influence indirecte importante à travers sa représentation dans le Comité exécutif du BoI (Dhiratayakinant, 1995). Des JPPCC provinciaux, placés sous l'autorité du ministère de l'Intérieur, seront par la suite créés sur le même modèle. Ils sont constitués des principaux représentants des milieux d'affaires locaux et du gouverneur de la province qui sollicite l'intervention du gouvernement central lorsqu'elle s'avère nécessaire pour améliorer les conditions de l'économie locale.

La redéfinition du rôle des élites

L'industrialisation orientée vers l'exportation profite des politiques de délocalisation industrielle des pays asiatiques (notamment le Japon, Taïwan et la Corée), qui jouent un rôle non négligeable par l'importance des

investissements directs[5] et le renforcement des groupes thaïs sur les marchés mondiaux à travers la constitution d'entreprises en participation. La position de l'Etat par rapport aux investisseurs étrangers a toujours consisté à rechercher un compromis sur leurs secteurs d'activité, les aides qu'il était possible de leur accorder, et un équilibre entre un traitement à la fois identique à celui des investisseurs nationaux et un peu plus attrayant que dans les pays concurrents. L'industrie devient le premier secteur d'exportation à partir de 1985 (49,9 % de la valeur totale des exportations contre 44 % pour le secteur agricole, supérieure à 75 % depuis 1990).

La forte croissance enregistrée depuis le milieu des années quatre-vingt (plus de 10 % en moyenne entre 1987 et 1993) s'accompagne d'une redéfinition du rôle de l'élite capitaliste. Au-delà d'un dialogue formalisé entre l'État et le secteur privé, les années quatre-vingt sont marquées par une multiplication d'associations (chambres de commerce provinciales, associations sectorielles d'industriels, etc.) qui, soutenues par les politiciens élus à la Chambre, représentent un fort pouvoir de pression. La participation de l'élite capitaliste à la définition des politiques publiques est encore renforcée par sa représentation plus importante au Parlement, au gouvernement et dans la bureaucratie publique. Ce changement se fait en parallèle avec une évolution du régime politique vers un système semi-démocratique. Le déclin politique des militaires depuis la fin des années soixante-dix s'accompagne d'un intérêt accru des entrepreneurs pour la Chambre. Ils occupent près de 40 % des sièges tout au long de la décennie et fournissent bon nombre de ministres et membres de cabinets ministériels. Ils représentent également un poids grandissant dans la direction des principaux partis politiques (Laothamatas, 1988). Le rôle du secteur privé est largement accru après la tentative avortée de reprise du contrôle du pouvoir par les militaires en 1992. De nombreux hommes d'affaires sont nommés au Comité exécutif du NESDB responsable du septième plan (1992-1996) ou appelés à participer au gouvernement (le Président de la Fédération des industriels thaïs est nommé Premier Ministre).

Le fonctionnement du système bureaucratique a rendu possible le concours des milieux d'affaires aux processus de développement sous des termes de référence déterminés par l'État. Les orientations actuelles des politiques de développement sont le résultat de consultations, formelles ou non, entre hauts fonctionnaires, élus et représentants de groupes sociaux où

[5]L'investissement étranger croît fortement à partir de 1987 et atteint 10 % du total de l'investissement privé en 1990.

le poids des élites bureaucratique et capitaliste est largement dominant[6]. La capacité de réforme de l'État est valorisée par l'apport du secteur privé en termes d'informations et d'expertises, ce qui, en quelque sorte, le légitime : les technocrates apparaissent alors comme les principaux réformateurs du pays en même temps que les gardiens de l'intérêt national.

La création des JPPCC traduit une évolution certaine de la philosophie du développement en Thaïlande. L'État souhaite et recherche la coopération du secteur privé pour trouver des solutions aux problèmes économiques et sociaux de la nation. La part de l'élite capitaliste s'accroît dans la prise en charge de l'équipement du pays ; l'État la sollicite pour réduire les inégalités sociales et spatiales, notamment par le biais d'une politique d'appui à la déconcentration industrielle et à l'industrialisation régionale.

Politique de déconcentration industrielle

L'encouragement direct que l'État thaïlandais accorde à la croissance industrielle s'inscrit dans le cadre d'une intervention multiforme. Elle touche, à travers des agences spécialisées, le crédit distribué selon la taille des entreprises ciblées, l'infrastructure destinée aux industries et les incitations fiscales et douanières conditionnées à la localisation des projets et à leur insertion dans la ligne souhaitée par les planificateurs. C'est à ce dernier volet d'intervention, appliqué par le BoI, que nous avons choisi de nous intéresser car il est à la croisée de la politique industrielle nationale, de la stratégie d'industrialisation régionale et des réponses des entrepreneurs.

Les phases spatiales de l'industrialisation

En 1972, une politique de déconcentration industrielle est initiée au profit de régions autres que Bangkok. La primauté de celle-ci est historique et d'origine précapitaliste (Bruneau, 1977) ; elle ne pouvait qu'être renforcée par une industrialisation axée sur une croissance rapide des industries de substitution des importations. Sans volet attentif à la localisation, les mesures publiques appliquées à partir de 1959-60 visaient à appuyer l'investissement privé industriel en lui octroyant des avantages fiscaux et douaniers. Au début des années soixante-dix, les réponses des investisseurs se sont souvent cantonnées à Bangkok, suivant en cela les investissements

[6]Une industrialisation pour l'exportation restée très intensive en main-d'œuvre n'autorise guère une large représentation des milieux ouvriers et paysans qui gardent une faible capacité d'influence sur les orientations des politiques publiques (Samudavanija, 1995).

publics dans les infrastructures, répondant au marché métropolitain, à peu près exclusif en Thaïlande à cette époque, épousant des dynamiques entrepreneuriales ancrées dans la métropole.

Face à ce déséquilibre, le BoI préconisait en 1972 son appui aux pôles de croissance régionaux à l'extérieur de Bangkok pour y attirer les investissements privés et stimuler une meilleure distribution géographique des industries. Il identifia quelques districts de sept centres urbains qu'il hiérarchisa en quatre zones pour la promotion de l'investissement qui recevaient, au même titre que les zones industrielles, les privilèges les plus importants[7] (figure 1).

Ces mesures n'eurent pas d'effets notables sur la répartition régionale des usines promues. De 1970 à 1973, 85 % d'entre elles étaient destinées à la région du Centre, dont 60 % pour Bangkok et la province contiguë maritime de Samut Prakhan ; de 1974 à 1977, respectivement 80 % et plus de 50 %. Outre la faiblesse relative des concessions accordées aux zones spéciales, l'attrait de l'agglomération de Bangkok en termes de marché, d'infrastructures, de main-d'œuvre, d'économies d'échelle et d'économies externes, reste, durant cette période, suffisamment fort pour dissuader les industriels d'investir dans les régions périphériques du Nord, du Nord-Est et du Sud dont ils ne voient que les désavantages quand ce ne sont pas les risques liés à leur instabilité sociopolitique[8].

Le renforcement des privilèges du BoI en 1977 puis en 1983 au bénéfice des zones spéciales d'investissement, l'appui supérieur que sont censées leur donner les institutions bancaires[9] ne bouleversent pas la position relative des régions périphériques. Elles atteignent 20 % de la promotion à l'échelle du pays, même si le nombre d'usines promues a quadruplé entre 1978 et 1984 démontrant les efforts des pouvoirs publics à doter certaines villes

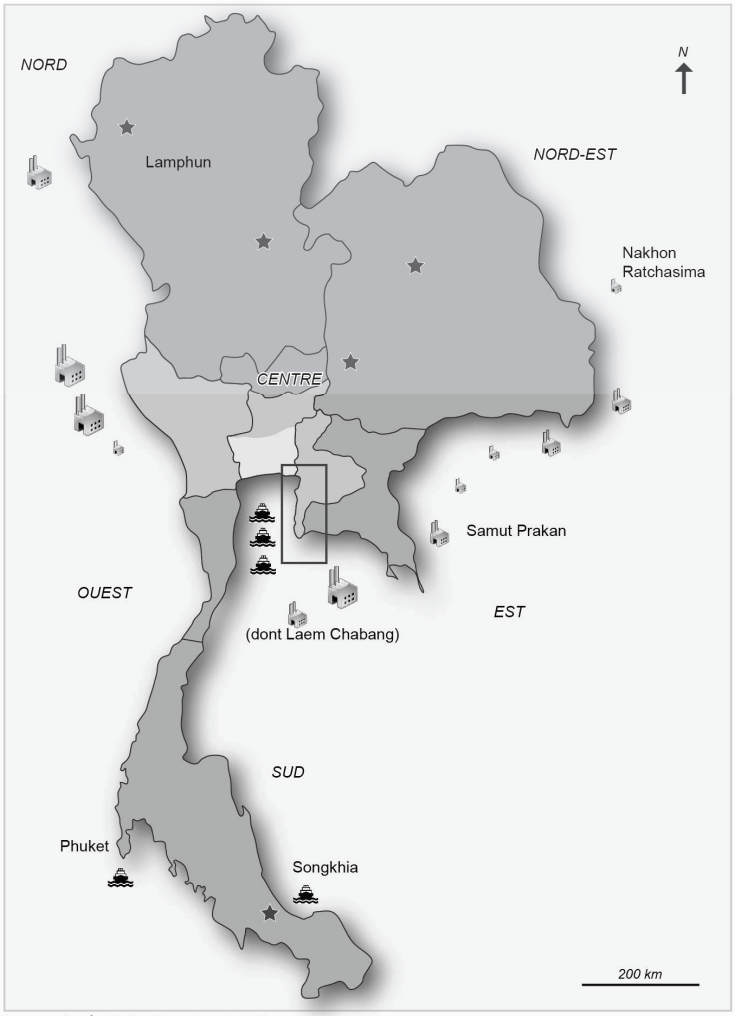
[7]Une région comprend plusieurs provinces qui, elles-mêmes, sont composées de plusieurs districts.

[8]Les statistiques disponibles de 1970 à 1988 ne permettent pas de ventiler les implantations industrielles entre les régions que distinguera par la suite le BoI, c'est-à-dire le Centre, l'Est et l'Ouest. Elles sont, pour cette période, regroupées dans une grande région Centre. Ces statistiques ne permettent pas non plus de faire la distinction entre les entreprises promues et celles ayant effectivement démarré. L'obtention des privilèges du BoI passe par quatre phases successives : soumission du projet industriel ; approbation du projet par le BoI ; accord de promotion ; démarrage de l'établissement industriel.

[9]Les deux institutions spécialisées dans le crédit industriel furent sommées en 1975 de consacrer au moins 60 % des dépôts faits dans les branches provinciales à des financements locaux pour endiguer le drainage de leurs ressources par le pôle de Bangkok.

d'infrastructures et attestant d'une plus grande insertion des entrepreneurs régionaux dans le mouvement d'industrialisation.

FIGURE 1 – ZONES DE PROMOTION INDUSTRIELLE ET INFRASTRUCTURES



Le renforcement de la position du Centre s'opère par un déploiement spatial qui gagne les provinces limitrophes au pôle Bangkok-Samut Prakhan. Cette ceinture constitue une première auréole qui attire près de 20 % des nouvelles implantations promues alors que la position relative de Bangkok s'infléchit. Celle-ci n'en contribue pas moins pour 57 % du produit brut manufacturier national. Les privilèges sont toujours modulés selon la même carte des espaces prioritaires. Les privilèges accordés au pôle bangkokien, plus faibles dans l'absolu, sont assortis de clauses qui en relèvent le niveau en fonction de l'importance des exportations et du nombre d'emplois créés, trahissant une préoccupation grandissante : le passage à une industrialisation tournée vers les exportations et à forte intensité de main-d'œuvre.

En 1984, alors que s'affirment les critères d'incitation à l'exportation, les zones pour la promotion de l'investissement sont étendues pour intégrer toutes les provinces qui ne font pas partie de la première auréole, située à 50 kilomètres de Bangkok.

En 1987, la deuxième auréole, 50 kilomètres plus loin, en est exclue à son tour. En vain, car parmi les entreprises promues par le BoI, près de 25 % le sont pour la première couronne de 1984 à 1987 et pour la seconde de 1987 à 1990. La croissance de cette dernière est notable, sous l'effet du complexe industriel, *Eastern Seaboard*, lancé par 1'État. L'avancée du front industriel à partir du pôle bangkokien s'explique autant par des facteurs d'attraction vers des provinces plus éloignées de Bangkok (infrastructures et privilèges non négligeables obtenus dans les parcs industriels) que par la congestion et les coûts d'opération dans la métropole.

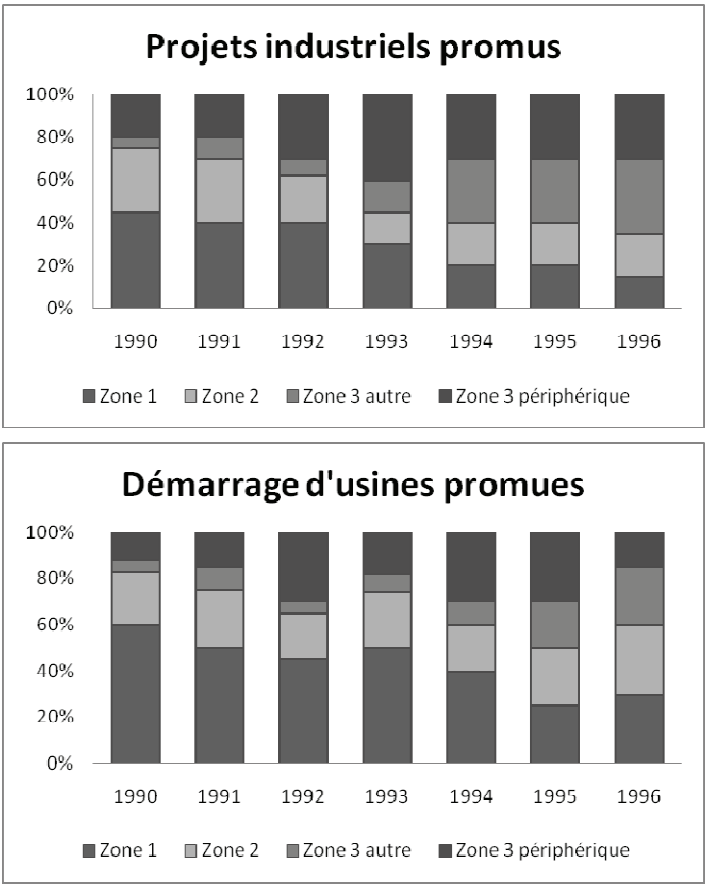
En 1989, une nouvelle réorganisation spatiale en trois zones plante le décor actuel de la promotion des investissements par 1'État. Bénéficient des exonérations les plus fortes les projets qui s'implantent dans la zone 3, rassemblant en particulier les régions du Nord, du Nord-Est et du Sud. Leurs attributions, qui avaient augmenté dès les réorganisations de 1987, se sont accélérées à la faveur des mesures de 1991 attribuant encore à la zone 3 des privilèges accrus pour y favoriser la création d'usines et la relocalisation à partir des deux autres zones.

Les conditions de localisation dans des zones industrielles reconnues par les pouvoirs publics ou de la proportion des exportations ont été notablement assouplies. Les réductions fiscales et douanières dont peuvent bénéficier les entreprises en zones 1 et 2 sont plus qu'avant liées à des critères d'exportation et de localisation dans des parcs industriels de secteurs classés prioritaires, notamment d'activités ouvertes par l'Etat au secteur privé (télécommunications, recherche et développement technologiques) ; le critère de la création d'emplois s'est lui effacé. L'effet de ces mesures sur la

répartition spatiale est sensible à partir de 1993 en termes de projets industriels promus et à partir de 1994 en termes d'entreprises en fonctionnement[10].

Les promotions en zone 3, qui représentaient de 20 à 30 % du total des entreprises promues par le BoI au début des années 1990, augmentent régulièrement pour devenir majoritaires à partir de 1993 (figure 2).

FIGURE 2 – PROMOTIONS INDUSTRIELLES



(Source : à partir des données statistiques du BoI)

[10]Selon la réglementation actuelle du BoI, le délai entre son accord de promotion et le fonctionnement effectif de l'entreprise ne doit pas excéder trente mois.

Dans le même temps, la part de la zone 2 reste relativement stable et le recul de la zone 1 est accentué par un phénomène de saturation qui renforce le mouvement de déconcentration industrielle. Si la zone 3 apparaît clairement bénéficiaire de l'ensemble des mesures, elle recouvre toutefois une forte hétérogénéité de situations. Dans cette zone, l'ensemble formé par les trois régions périphériques, Nord-Est, Nord, Sud, voit sa part diminuer au profit de l'Est (50 % des promotions et des démarrages en zone 3 en 1996) qui représente un territoire équivalent à 1 % du total des régions périphériques. L'attraction qu'exerce cette dernière région dans le cadre de *l'Eastern Seaboard* tempère le succès officiellement attribué aux nouvelles mesures dirigées vers l'ensemble de la zone 3. De même, c'est en zone 3 périphérique que l'on trouve le plus grand pourcentage de projets retirés après avoir reçu un accord de promotion par le BoI ou démarrant après un délai supérieur à celui imposé. Les performances en termes de création d'emplois et de réduction des inégalités sociales dans les régions éloignées du Centre, revendiquées par le BoI à travers sa politique d'appui à l'industrialisation, semblent également devoir être tempérées (tableau 1).

TABLEAU 1– USINES EN FONCTIONNEMENT SOUS PRIVILEGES BOI
(CUMUL DE JANVIER 1988 A SEPTEMBRE 1996)

Projets	***Zone 1***	***Zone 2***	***Zone 3 périph.***	***Autre zone 3***
Nombre	1 500	756	594	324
% du total	47 %	24 %	19 %	10 %
Capital	275 063	22 090	81 372	194 218
% du total	35 %	29 %	11 %	25 %
Emplois	302 993	18 044	137 741	80 431
% du total	43 %	26 %	20 %	11 %

(Source : à partir des données statistiques du BoI)

Seulement 31 % des emplois industriels créés dans les usines ayant reçu un soutien du BoI depuis 1988 sont situés en zone 3, dont 20 % dans les régions périphériques. Dans ces dernières, l'investissement en capital est, en moyenne, relativement limité en comparaison avec celui des implantations industrielles dans les provinces de la zone 3 proches de *l'Eastern Seaboard* : 10 % du nombre des usines créées depuis 1988 représentent 25 % du capital total investi. L'industrialisation des régions périphériques se fait par la création d'usines plus fortement intensives en travail. Au-delà des objectifs affichés de rééquilibrage social et spatial, les mesures mises en œuvre par le BoI offrent aux industriels une possibilité de lutter contre l'érosion

progressive de leur compétitivité sur les marchés internationaux : elles leur permettent d'accéder à des réservoirs de main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché sur lesquels les industriels espèrent appuyer la poursuite de la croissance de leurs entreprises.

Représentation de la politique : contraintes et dichotomie

L'expérience thaïlandaise de ces vingt-cinq dernières années met en exergue la complexité de la dialectique entre rééquilibrage de l'espace national et politique industrielle. Nous nous attacherons à montrer que la conciliation des impératifs de l'un comme de l'autre jointe au contexte sociopolitique, et en particulier l'alliance public/privé, étaient de nature à créer des « tiraillements » et à dupliquer le modèle de déséquilibre spatial que l'intervention étatique était supposée réduire.

Les trois règles, énoncées précédemment, caractérisant les interventions de l'État thaïlandais en direction du secteur privé industriel – inviter les investissements, les guider en limitant les conflits, ne pas compromettre la croissance industrielle – sont des référents à la fois implicites et explicites de sa politique industrielle spatiale. L'approche pour guider en limitant les conflits relève de la conception qu'a l'État de son rôle tant vis-à-vis du secteur privé et du marché que de la gestion du territoire. La mise en œuvre est duale : elle porte sur la provision d'équipements et sur des subventions indirectes (allégements fiscaux, réductions de taxes). Alors que la stabilité des premiers outils a été soumise à des aléas et a conduit 1'État à réviser sa position, la pérennité des deuxièmes est remarquable même si, à certaines périodes, la complémentarité des critères de localisation et des conditions des subventions a donné naissance à un système complexe, difficile à gérer de l'aveu même d'administrateurs du BoI. Le pouvoir discrétionnaire dont il bénéficie lui a permis dans le passé de précéder ou d'accentuer des orientations alors qu'elles n'étaient pas clairement explicitées dans les textes[11]. I1 est toutefois balisé par les intérêts des partenaires que touchent les interventions étatiques : autorités publiques, agences ministérielles et collectivités territoriales, comme acteurs du secteur privé, thaïlandais et étrangers.

Ne pas compromettre la croissance industrielle est une préoccupation qui a lourdement pesé sur l'appui public au déploiement spatial de l'industrialisation quelles qu'en soient les phases. Le laisser-faire qui a

[11]Placé initialement sous la tutelle du ministère de l'Industrie, il est passé en 1977 sous la responsabilité directe du Bureau du Premier Ministre.

prévalu lors de la stratégie d'industrialisation par substitution des importations relevait du souci de ne pas compromettre les chances d'une industrialisation guidée vers l'établissement des secteurs estimés « vitaux » pour l'économie nationale (Pakkasem, 1988). La simultanéité de l'établissement par le BoI en 1972 des zones prioritaires d'investissement et des critères incitateurs en faveur d'une stratégie industrielle tournée vers les exportations n'est pas fortuite. Celle-ci est vue par les opérateurs publics comme le moyen de résoudre plusieurs « conflits ».

Une industrialisation plus intensive en main-d'œuvre et en matières premières domestiques permettait notamment d'incorporer dans une croissance nationale des régions périphériques perçues comme à la traîne, peuplées d'agriculteurs sous-employés, aux revenus très nettement inférieurs à la moyenne nationale et menacés par la régression relative de l'agriculture dans l'économie ; elle permettait de surcroît d'intégrer dans l'espace national des régions séduites par les sirènes de la sécession communiste. C'est aux zones spéciales de promotion de l'investissement que la nouvelle option industrielle était censée bénéficier le plus.

Concentration urbaine et industrielle d'un côté, sous-développement des régions périphériques de l'autre ont, à la faveur d'une réorientation du schéma industriel, conforté l'élaboration d'une politique de développement régional orientée vers la création de pôles de croissance régionaux. Le concept et la stratégie consécutive sont suffisamment connus pour que nous n'en rappelions que le postulat de base (Polèse, 1994). Les centres urbains associés à une concentration des activités industrielles et de services sont supposés constituer les moteurs du développement : la dynamique, déclenchée par des investissements publics concentrés sur un réseau hiérarchisé de centres urbains et sur des secteurs aux effets multiplicateurs, doit se répandre dans toute la région environnante. Les limites constatées ailleurs de ce modèle, sa propension à reproduire à l'échelle régionale les inégalités constatées au niveau national, ont été aggravées en Thaïlande par l'interrelation de plusieurs facteurs qui relèvent des règles énoncées plus haut.

L'insuffisance des ressources publiques à investir dans les infrastructures nécessaires aux pôles de croissance s'est traduite dès 1972 par une sélection des centres urbains, prioritaires pour l'industrialisation, plus limitée et différente de ce qui fut prévu par la planification du NESDB de 1972 à 1981. Parallèlement, 1'État a développé les parcs industriels vus comme un moyen de déconcentrer les industries tout en leur fournissant les équipements nécessaires à une croissance rapide. Cette tendance s'est accentuée par l'appel des pouvoirs publics au secteur privé pour les épauler et l'octroi de privilèges aux parcs industriels sous gestion publique, entière ou partielle, et

sous gestion privée. I1 en est résulté un important déséquilibre spatial de leur implantation, la rentabilité à court terme des investissements l'emportant sur la décentralisation géographique, qui était en réalité la priorité des seuls pouvoirs publics. En 1995, sur une quarantaine de parcs industriels en opération, quatorze étaient situés dans la zone 3, parmi lesquels quatre seulement n'étaient pas dans l'aire d'influence de *l'Eastern Seaboard*. Conçu comme un espace de déconcentration de Bangkok et de ses provinces frontalières et comme un accélérateur du processus industriel, il témoigne des tendances contradictoires des pouvoirs publics en matière de déploiement spatial de l'industrialisation. Sur les trois provinces qu'il concerne, deux se trouvent en zone 2 et une en zone 3 ; ou encore, le parc industriel de Laem Chabang, situé dans une province classée en zone 2, a été basculé en zone 3, bénéficiant des plus fortes exemptions, à la demande de l'agence publique IEAT (*Industrial Estate Authority of Thailand*). Les parcs industriels bénéficient d'un traitement de faveur qui tient à la préoccupation des pouvoirs publics de ne pas compromettre le taux de croissance industriel et de ne pas décourager l'investissement privé, national comme étranger. Au début des années quatre-vingt-dix, dans le cadre des promotions du BoI, celui-ci est pour 75 % installé dans la région métropolitaine et dans l'Est. Pour les mêmes raisons, les propositions de pénaliser les nouvelles implantations industrielles dans le pôle bangkokien n'ont pas été suivies d'effets, l'objectif étant maintenant de mieux y gérer la concentration.

Le passage en 1984 d'une approche concentrée sur quelques espaces – des districts constituant les zones prioritaires, à une approche plus englobante – les provinces entières de la zone 3, témoigne d'un élément supplémentaire que la politique spatiale d'industrialisation est supposée prendre en compte. L'accentuation de la politique de décentralisation administrative et politique qui accorde plus de pouvoirs aux collectivités locales – provinces et districts – est présentée comme nationale. La politique d'appui au secteur industriel conduite par une agence centrale ne peut donc officiellement pénaliser certaines parties du territoire en les excluant de sa carte d'admissibilité à une aide spéciale. Le BoI considère par conséquent toutes ces provinces et l'ensemble de leur territoire sur un pied d'égalité et laisse le marché sélectionner les localisations par sa proposition des implantations industrielles ou de services. La politique orientée vers la création ou le renforcement d'enclaves industrielles n'a pas été bouleversée dans les faits. Les tensions entre rééquilibrage du territoire et maintien du taux de croissance prennent aujourd'hui une autre dimension face à l'érosion de la compétitivité thaïlandaise sur les marchés mondiaux. Le projet d'espaces frontaliers, transcendant le découpage provincial et accueillant une main-d'œuvre étrangère, apparaît faire l'objet de tractations entre les

agences gouvernementales et des collectivités territoriales redoutant d'en être exclues.

La part des incitations publiques dans l'industrialisation du Nord-Est et du Sud

Les régions du Nord-Est et du Sud sont admises sur le même rang à l'aide spéciale du BoI. Leur rapprochement est intéressant pour analyser les facteurs de localisation à l'intérieur d'un même niveau de subventions. Les résultats d'une enquête concernant quarante usines sous privilèges BoI en fonctionnement dans certaines provinces de ces deux régions permettent de compléter le bilan quantitatif de l'action du BoI par l'appréciation de son influence sur les chefs d'entreprises[12].

Caractéristiques de l'industrialisation régionale

Les inégalités entre provinces du nombre de projets promus et de l'emploi généré se traduisent par des déséquilibres spatiaux importants au niveau intra-régional.

L'existence de provinces « centrales » et de provinces « périphériques » au sein des régions est indéniable. L'attraction exercée par la combinaison de la disponibilité en infrastructures et des investissements dans les centres majeurs régionaux n'est pas contrebalancée par des incitations qui seraient calquées sur un maillage fin du territoire régional. Ensuite, leur impact est d'autant plus limité que les provinces sont desservies par le facteur distance du « centre » du pays que sont la métropole ou l'Est. Son importance est illustrée par la concentration dans la province de Nakhon Ratchasima, porte d'entrée du Nord-Est à 300 kilomètres de Bangkok, de 70 % des entreprises promues par le BoI dans cette région. Dans le cadre de subventions identiques pour toutes et d'équipements géographiquement ciblés, ce sont les provinces les plus défavorisées en infrastructures et par la distance qui sont les plus pénalisées. On est toutefois en droit de s'interroger sur l'impact

[12]Les données, limitées ici à la politique d'appui du BoI au secteur privé industriel, ont été obtenues à partir d'une enquête menée en 1996 dans 65 entreprises industrielles promues et non promues par le BoI. Les questions portaient sur l'origine des entrepreneurs, les facteurs de localisation des usines, l'organisation de la production et des marchés, la gestion de la main-d'œuvre. Ces enquêtes se situaient dans le cadre d'un programme de recherche ORSTOM-CNRS sur « *l'approche sociale et spatiale des dynamiques liées à l'industrialisation* » dans les régions périphériques de Thaïlande.

qu'auraient des barèmes de subventions en fonction des handicaps provinciaux ou locaux pour des raisons qui tiennent à l'intérêt apparent, pour les entrepreneurs, des réductions fiscales.

Au sein des provinces, se juxtaposent des espaces vides et des zones de concentration industrielle, à proximité des grosses villes régionales (conurbation urbaine de Songkhla-Hat Yai qui bénéficie de la présence d'un port en eau profonde), dans les parcs industriels (Nakhon Ratchasima) ou le long des axes routiers majeurs. Le déséquilibre spatial résultant de l'attraction exercée par les pôles régionaux de Songkhla et de Nakhon Ratchasima apparaît moins fort dans le Sud : là, il est contrebalancé par l'importance de centres industriels secondaires, dont le plus notable est Surat Thani. Durant ces dernières années, le Nord-Est rattrape son retard. L'essentiel des projets promus est localisé dans la province de Nakhon Ratchasima, ce qui renforce les déséquilibres spatiaux au sein de cette région. Cependant, le problème grandissant du manque de main-d'œuvre enregistré dans les concentrations industrielles et urbaines se traduit aujourd'hui par un essaimage d'entreprises dans les autres provinces de ces deux régions périphériques.

L'objectif de maintenir le taux de croissance des exportations allié au rôle qu'elles devaient jouer dans l'emploi, puis l'impératif d'encourager l'adoption de technologies intermédiaires ont créé un biais dans la taille des entreprises promues. Malgré les baisses successives du plafond du capital d'investissement éligible pour les aides du BoI et l'attention affichée de soutenir les petites et moyennes entreprises en zones rurales, les usines sous privilèges BoI dans le Nord-Est et le Sud ont, dans leur quasi-intégralité, un capital d'investissement supérieur à 20 millions de bahts. Elles emploient cent cinquante personnes au minimum, à l'exception des usines à technologie avancée et des relocalisations qui doivent avoir un minimum de cent personnes pour bénéficier des incitations à la délocalisation (tableau 2).

Replacer l'importance des entreprises sous privilèges BoI dans l'ensemble des usines régionales suppose de tenir compte de cet effet de taille. En raison des catégories établies par les statistiques disponibles, la relation ne peut être faite qu'avec les unités employant plus de cinquante personnes (Ministry of Industry, 1993). Dans le paysage régional, les usines en fonctionnement sous BoI représentent 35 % pour le Sud et 25 % pour le Nord-Est, mais sont largement majoritaires dans les zones de concentration industrielle telles que Songkhla et Nakhon Ratchasima. Le Sud est des deux régions celle qui a le plus subi l'effet des encouragements du BoI en nombre d'entreprises et d'emplois créés : respectivement près de trois et deux fois plus que pour le Nord-Est. Dans cette dernière, l'investissement total qui a

été fait par les entreprises sous privilèges BoI est toutefois d'un niveau similaire.

TABLEAU 2 – USINES EN FONCTIONNEMENT SOUS PRIVILEGES BoI SELON LEUR SECTEUR DE PRODUCTION DANS LES REGIONS DU SUD ET DU NORD-EST (DE JANVIER 1988 A SEPTEMBRE 1996)

Secteur de production	*Entreprises*		*Investissement*		*Emplois*	
	Sud	Nord-Est	Sud	Nord-Est	Sud	Nord-Est
Agro-alimentaire	38%	29%	49%	19%	63%	21%
Caoutchouc et associé	41%	1%	25%	1%	21%	1%
Chimie/Plastique/Pétrole	0.8%	27%	0.8%	19%	0.1%	32%
Bois et associé	9%	8%	18%	47%	11%	7%
Textile et associé	0.1%	15%	0.1%	4%	1%	15%
Electricité/Electronique	1%	5%	1%	4%	0.8%	13%
Non métallique	3%	2%	2%	2%	1%	0.4%
Machinerie/Assemblage	0.1%	6%	0.1%	3%	0.1%	3%
Autres	3%	4%	2%	1%	2%	8%
Total	100%	100%	100%	100%	100%	100%
Total en valeur absolue	222	85	19 839*	15 321*	52 554	23 664

* Millions de bahts

(Source : à partir des données statistiques du BoI)

Les subventions ont de l'influence dans les secteurs d'activités économiques qui sont déjà attirés par les deux régions. Au titre de leurs avantages comparatifs : la transformation des matières premières – agricoles et forestières – pour le Nord-Est et le Sud mais aussi marines pour ce dernier, la main-d'œuvre et les marchés. Par la combinaison entre main-d'œuvre, estimée abondante et moins chère que dans les concentrations industrielles du « centre », et transformation des produits locaux ou de matières premières importées, l'assise de la production industrielle s'est diversifiée, fortement dans le Nord-Est et moins nettement dans le Sud. Là, l'appui du BoI a renforcé les secteurs traditionnels de l'agroalimentaire, du caoutchouc et du bois qui, à eux trois, représentent 90 % des entreprises en fonctionnement et plus de 90 % du capital investi et de l'emploi généré sous

BoI. Dans le Nord-Est, les trois secteurs les plus importants par le nombre d'entreprises et d'emplois créés dans le cadre du BoI, soit près de 70 %, couvrent l'agroalimentaire, le textile et le plastique. La participation du BoI apparaît non négligeable pour promouvoir dans cette région à partir des années quatre-vingt-dix de nouveaux secteurs fortement demandeurs en main-d'œuvre – plastique, électronique – et pour moderniser des unités industrielles œuvrant dans des secteurs plus anciennement établis – la filière bois, par exemple qui représente 47 % du capital investi dans le Nord-Est par des usines sous BoI. Dans le Nord-Est comme dans le Sud, les incitations du BoI ont été également appréciables pour établir des productions à plus haute valeur ajoutée – par exemple à partir du manioc, Nord-Est, ou du latex, Sud. Elles ont également soutenu dans cette dernière une diversification des produits au sein de secteurs déjà établis – productions d'amont et d'aval liées au développement de l'aquaculture par exemple.

Les résultats des enquêtes menées dans les entreprises industrielles montrent que, contrairement à ce qui est souvent écrit (Parnwell, 1992), elles ne limitent pas leur vente aux marchés locaux ou régionaux, mais qu'elles atteignent les marchés nationaux et internationaux. Cette tendance apparaît encore plus forte dans les entreprises sous privilèges BoI puisque 80 % d'entre elles sont présentes sur les marchés extérieurs et 60 % produisent exclusivement pour l'exportation.

Les facteurs de localisation

L'évaluation rigoureuse de l'impact des subventions publiques à la localisation est par essence difficile. Nous nous attacherons à dégager les positions des entrepreneurs sur les outils publics cherchant à influencer leur décision de localisation et de les resituer par rapport à d'autres éléments de prise de décision.

L'intérêt des réductions des droits de douane à l'importation de la machinerie est proportionnel à la valeur qu'elle représente dans le capital d'investissement. Il est extrêmement réduit, voire nul, pour les petits et moyens entrepreneurs qui, à l'exception des projets de moyenne et haute technologies, achètent essentiellement des machines de deuxième voire de troisième main. L'effet de l'exemption douanière, qui est accordée depuis 1993, est par ailleurs réduit pour certains types de machines dont les taxes normales à l'importation ont subi des baisses sensibles. Certains responsables d'usines de la confection, par exemple, avaient estimé dès 1990-1991 que l'économie, grâce aux réductions douanières sur les machines par le biais du BoI, ne justifiait pas une démarche pour soumettre leur projet à cette agence.

L'ensemble des entrepreneurs est plus sensible au même type de privilèges qui porte sur les matières premières et sur les produits essentiels dans le processus de transformation, produits chimiques par exemple. L'exemption a été étendue en 1993 à la production à destination du marché domestique, à condition qu'elle ne soit disponible dans le pays ni en qualité comparable, ni en quantité suffisante. La part de la production qui doit être exportée a par ailleurs été réduite. Si ces mesures apparaissent incontestablement comme les plus attrayantes pour les industriels, quel que soit leur profil, elles n'en sont pas moins sensibles. Elles donnent lieu à des récriminations sur l'impossibilité de renégocier les termes des encouragements précédemment obtenus et sur les contrôles qu'exercerait le BoI – qui, lui, dément – sur le rapport coût-qualité défavorable des matières premières domestiques. Elles sembleraient par ailleurs susciter des stratégies élaborées d'utilisation des matières premières communes à plusieurs unités de statuts différents vis-à-vis du BoI mais appartenant aux mêmes propriétaires.

Les effets réels des avantages fiscaux sont parmi les mesures d'incitation les plus difficiles à apprécier. Ils apparaissent extrêmement séduisants dans l'acte de promotion des investissements de 1993 qui étend la période d'exemption du paiement de l'impôt sur les sociétés et ne limite plus celle-ci aux usines s'implantant dans les parcs ou les zones industrielles promues. Ces avantages sont rarement mentionnés spontanément par les entrepreneurs, même par ceux qui sont en mesure d'en bénéficier dans le cadre de subventions antérieures à 1993.

D'autres avantages fiscaux ont été renforcés tels que des déductions de certains frais (transport, coût d'installation, infrastructures). Ces divers coûts sont présentés comme des désavantages de la localisation dans les régions périphériques, mais la possibilité de les déduire pendant dix ans du revenu imposable est surtout évoquée, avec regret, par les industriels qui, volontairement, ne sont pas sous privilèges BoI. L'évasion fiscale, qui serait plus forte pour les industries provinciales (Walton, 1996), expliquerait l'attrait modéré que représentent les avantages fiscaux pour bon nombre d'entrepreneurs. Il est toutefois indubitable qu'ils jouent un rôle non négligeable dans la prise de décision concernant la localisation en zone 3 d'usines importantes, appartenant à des groupes bangkokiens ou en participation avec des étrangers, et échappant apparemment plus difficilement à l'obligation fiscale.

L'intérêt de ces subventions est variable selon la taille des entreprises industrielles, leur capital d'investissement et la technologie utilisée. Elles constituent une aide présentée comme importante par des entrepreneurs dont la production repose sur le coût modéré de la main-d'œuvre, la

transformation de matières premières importées onéreuses et l'exportation du produit fini pour lequel les effets de la concurrence sont atténués par les privilèges du BoI (meubles, certains secteurs du plastique et de la conserverie). Cette protection de *facto* fait partie, selon les responsables du BoI, des remaniements prévus à court terme de la politique d'incitation à l'industrialisation régionale.

Les mesures publiques d'incitation apparaissent dans tous les cas complémentaires à d'autres facteurs lors de la décision de localisation des entreprises industrielles. La distance du « centre » et la qualité des communications sont des facteurs économiques importants pour les industriels du Nord-Est qui distribuent leur production dans le pays par Bangkok ou l'exportent par ses ports et aéroports internationaux. L'éloignement au « centre » a moins joué dans le Sud, la région étant restée longtemps autonome grâce à ses propres infrastructures et la proximité de celles de la Malaisie. Se greffent des facteurs de rejet du « centre » et des facteurs d'attraction du Nord-Est et du Sud. À ce titre, le coût de la terre est nettement inférieur dans les régions périphériques : dans les parcs industriels, il équivaut à Nakhon Ratchasima, à près de 400 kilomètres de Bangkok, à moins de la moitié de celui d'une zone à 140 kilomètres. Le coût de la main-d'œuvre et la représentation optimiste de son abondance qui prévalait encore il y a peu constituent un élément fort de la localisation d'implantations sans liaison locale ou régionale avec les matières premières ou le marché. Le gouvernement contribue à maintenir cet avantage comparatif en fixant un salaire minimum plus bas dans les régions périphériques[13].

Des éléments de nature familiale, sociale et politique constituent des facteurs additionnels aux raisons économiques. L'émergence d'entrepreneurs originaires du Nord-Est et du Sud a été favorisée par l'ouverture des marchés régionaux. Elle a aussi bénéficié d'expériences acquises par des individus dans des usines du « centre » et qui, forts d'un certain savoir-faire et d'un réseau de relations, s'installent dans leur région, à leur propre compte et/ou pour celui d'un groupe national ou étranger. C'est également une des causes de relocalisations d'usines de la zone 1 ou 2 vers les régions périphériques. Les usines en participation thaïe ou étrangère constituent aussi un moyen appréciable pour les entrepreneurs régionaux de développer leur assise et de diversifier leur ligne de production.

[13]Les trois zones établies par le *Labour and Social Welfare Ministry* ne correspondent pas aux trois zones du BoI. Les régions périphériques sont dans la 3^{e} zone sauf Phuket (1ère zone) et Nakhon Ratchasima (2ème zone). Par rapport à la 1ère zone, le salaire de la 2ème zone est de 90 %, celui de la 3ème zone de 80 %.

Les entrepreneurs locaux et originaires de la région centrale possèdent chacun 40 % des usines sous BoI dans ces deux régions, et les 20 % restants représentent les entreprises à capitaux étrangers, soit sous contrôle direct soit en participation. Ceci a contribué à conforter des groupes industriels régionaux qui multiplient les implantations industrielles dans le Nord-Est et le Sud. Par leur participation aux associations professionnelles et par leurs relations avec la sphère politique, si ce n'est leur engagement direct, ils font pression sur 1'Etat pour que le clivage des investissements publics entre le « centre » et les régions périphériques s'estompe.

Des tendances récentes relatives aux avantages les plus forts de la localisation industrielle dans les régions périphériques révèlent une érosion des bénéfices économiques. Les migrations de travail, qui n'ont pas été stoppées par l'industrialisation des régions, et la demande croissante des implantations régionales entraînent une tension sur le marché de l'emploi. Celle-ci contraint les industriels à réviser leurs stratégies de recrutement et les formes de rémunération. Elle se traduit également par une amorce de redéploiement spatial, exacerbée dans certains cas par l'inadéquation des infrastructures, à la faveur d'expansions. Certaines se font dans les parcs industriels de la zone 2. D'autres, intensives en main-d'œuvre, se font dans les provinces peu industrialisées du Nord-Est et du Sud, censées être encore des réservoirs de main-d'œuvre, si ce n'est, surtout en conjonction avec l'ouverture de marchés asiatiques, dans des pays voisins (Chine du Sud, Birmanie). Le BoI fournit maintenant son appui à l'investissement thaïlandais à l'étranger.

L'industrialisation dans les régions périphériques a fait preuve d'un certain dynamisme, en partie grâce à l'appui de la politique de déconcentration. Elle bute maintenant sur des contraintes à la fois spécifiques et inhérentes au modèle de croissance thaïlandais. Certains avantages comparatifs, en particulier le faible coût des salaires, s'érodent et le problème d'une reconversion vers une industrie plus intensive en capital se pose avec d'autant plus d'acuité que la majorité de la main-d'œuvre employée dans les usines n'a pas atteint le niveau d'éducation secondaire. Les usines régionales se sont développées à la faveur du recrutement facile d'une main-d'œuvre rurale et peu qualifiée. Sa forte mobilité entre les secteurs d'activités et entre les usines constitue maintenant plus un frein qu'un atout pour le secteur industriel. Elle se répercute notamment sur les efforts de formation par des entreprises régionales encore plus affectées que celles du « centre » par le manque de personnel qualifié. Le peu d'attention portée par les pouvoirs publics à l'éducation, et en particulier à un système de formation adapté au besoin des secteurs économiques, illustre bien la dichotomie des politiques entre une gestion à court terme de la croissance et

une préparation à long terme des changements sociétaux. Celle-ci doit aussi tenir compte des aspirations grandissantes de la main-d'œuvre à bénéficier davantage des fruits de la croissance.

Ces défis se posent dans un contexte de concurrences émergentes ou établies des autres pays de la région asiatique. L'élargissement de l'ASEAN à des concurrents de la Thaïlande, l'établissement en son sein d'une zone de libre-échange sont autant de gageures à l'heure où la Thaïlande entend jouer un rôle de leader politique et économique auprès de ses proches voisins. Les acteurs industriels des régions périphériques regardent eux aussi dans cette direction dans le but d'y trouver un second souffle pour leur essor. La libéralisation des échanges, dans le cadre de l'ASEAN ou de l'OMC, constitue en tout cas une remise en cause des formes de l'appui que l'État a apporté depuis près de quatre décennies à l'industrialisation. Le passage de la Thaïlande au statut de nouveau pays industrialisé nécessite un ensemble de réformes qui impliquent une évolution de la conception de la croissance, du rôle de 1'État et des modalités de la prise de décision des politiques publiques. Les difficultés présentes devraient pousser les décideurs à s'interroger sur la pérennité du modèle actuel.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ATTIKUL J., TONGYINGSIRI P. (1991) – *A Thailand Country Paper: Evaluation of Regional Development Experience in Thailand.* Bangkok, National Institute of Development Administration, 135 p.

BRUNEAU M. (1977) – *Idéologies de l'aménagement du territoire et primauté de Bangkok* en *Thaïlande.* ASEMI, X (1) : 27-39.

DHIRATAYAJINANT K. (1995) – Public-Private Sector Partnership in Industrialization. In: *Thailand's industrialization and its consequences*, M. Krongkaew (ed.), MacMillan: 99-115.

HEWISON K. (1988) – Industry Prior to Industrialization: Thailand *Journal of Contemporary Asia*, XVIII (4): 349-411.

INGRAM J.C. (1971) – *Economic Change in Thailand: 1850-1970.* Kuala Lumpur, Oxford University Press, 352 p.

LAOTHAMATAS A. (1988) – Business and Politics in Thailand: New Patterns of Influence. *Asian Survey*, XXVIII (4): 450-470.

MINISTRY OF INDUSTRY (1993) – *Industrial Provincial Statistics,* Bangkok, Industrial Information Center, Office of Industrial Economics.

OFFICE OF THE BOARD OF INVESTMENT (1993) – *An Investor's Guide*: *Thailand's Regional Areas.* Bangkok, Office of the Board of Investment, 193 p.

OFFICE OF THE BOARD OF INVESTMENT, n.d. – *Investment Promotion Act.* Bangkok, Office of the Board of Investment, 193 p.

PAKKASEM P. (1988) – *Leading Issues in Thailand's Development Transformation, 1960-1990.* Bangkok, National Economic and Social Development Board, 225 p.

PARNWELL M. (1992) – Confronting Uneven Development in Thailand: the Potential Role of Rural Industries. *Malaysian Journal of Tropical Geography,* XXII (1): 51-62.

POLESE M. (1994) – *Economie urbaine* et *régionale. Logique spatiale des mutations économiques.* Paris, Economica, 400 p.

PHONGPAICHIT P. (1992) – Technocrats, Businessmen and Generals. Politics of Economic Policy Reform in Thailand. In: A. MacIntyre, K. Jayasuriya (eds.), *The Dynamics of Economic Policy Reform in South-East Asia and the South-West Pacific,* Singapore, Oxford University Press.

SAMUDAVANIJA C.A. (1995) – Economic Development and Democracy. In: *Thailand's industrialization and its consequences,* M. Krongkaew (ed.), MacMillan: 235-250.

WALTON J. (1996) – Problems of Regional Industrial Development in North-East Thailand. In: *Uneven Development in Thailand,* M.Parnwell (ed.), Hants: 109-125.

CHAPITRE 5

RURAL TRANSFORMATION IN SOUTHERN THAILAND MOBILITY AND RETENTION CAPACITY OF THE WORK FORCE IN SELECTED RURAL SYSTEMS

Philippe Schar and Somyot Thungwa

Throughout the last three decades, Thailand's economy has been experiencing a steady growth which has resulted in an important structural transformation. When the first National Development Plan was launched in 1961, the country still had all the characteristics of an agricultural economy with more than 80 % of the active population employed in the primary sector – agriculture representing about 40 % of the Gross Domestic Product. Since the mid 1980s, the rapid development of labor intensive industrialization and the progressive closure of the agricultural land frontier have not resulted in a strong sectorial change in terms of employment. After more than three decades of rapid national economic growth, the share of agriculture in the GPD has fallen to less than 12 % but the agricultural sector has kept employing nearly 2/3 of the total active population. This paradox indicates a specific transition from agriculture to industry in Thailand, in which the agricultural sector appears to have a strong capacity to retain an important share of the rural work force.

This paper focuses on some aspects of rural transformation linked to the industrialization process in Southern Thailand. The analysis is based on the

results of a rural survey conducted in 1995 in selected rural systems[1]. The emphasis is put on the adaptation of the farmers to the transformation of the rural/regional labor markets and the main factors which could explain the retention capacity of the work force in the agricultural sector: flexibility of agrarian systems through diversification or the intensification process in order to answer the demands of agro-industries and the world market; income diversification strategies of rural families through an increased occupational and spatial mobility of some of the members of the households. The findings give some insights on the specific relation between industrial development and agricultural transformation and the resulting difficulties encountered by regional industrialization.

Regional industrialization and the role of agriculture

Industrialization of the Southern Region is a recent phenomenon which has started during the mid 1980s and has to be seen within an historical perspective. The first phase of Thailand's industrialization, from the late 1950s till the mid 1970s, is based on an Import Substitution Industrial policy, clearly indicated in the first and second Five Years Plan (1961-1972), after the strong recommendations made by the World Bank in its 1959 report. Without any spatial consideration, this policy leads to a high degree of industrial concentration in and around Bangkok due to exiting infrastructures, transport facilities and urban markets.

The 1970s and the beginning of the 1980s were marked by the restructuring of the Thai economy following the two oil shocks of 1974 and 1979. The national industrial policy progressively shifted towards an export-oriented strategy of industrialization, and the first steps to promote industrial locations outside the Bangkok area in order to reduce regional inequalities were taken in the frame of the Growth Pole Development Approach[2] (Fourth Plan 1976-1981). This policy didn't have significant impacts on the industrialization process in the 3 peripheral regions of Thailand (North, North-East and South), even though Chiang Mai, Khon Kaen and Hat Yai-Songkla were among the selected regional centers that benefited from State investments in infrastructures, and from where economic development

[1] This survey is part of a more comprehensive and comparative research project conducted by different universities (Chiang Mai, Khon Kaen, Songkla and Chulalongkorn) and the IRD (ex-ORSTOM) on social and spatial dynamics linked to the rapid industrialization in peripheral Thailand.

[2] Pakkasem, 1988.

should have spread to neighboring areas. For instance, about 80 % of the projects promoted by the Board of Investment (BoI) between 1970 and 1977 were located in the Central, Eastern or Western regions, more than 50 % for Bangkok alone[3].

The annual growth rate of the Gross Domestic Product (GDP) was 8 % on average in the 1960s, and 6.9 % in the 1970s. The industrial sector experienced the fastest growth rate with an average above 10 % per year between 1960 and 1980 while its share in the GDP increased from 18 to 28.4 %. By contrast, the growth rate of the agricultural sector was 4-5 % per year and its contribution to the GDP has fallen to 25.4 % in 1980. Nevertheless, agriculture has largely contributed to the industrialization process. The possibility to exploit the open land frontier and the ability of farmers to respond to growing demand on the world market led to a diversification of agricultural production through the introduction of new cash crops for export (maize, cassava, sugar...) which enable an increase of foreign exchanges. Rural areas could provide cheap labor for factories through seasonal or permanent migrations and taxes on agricultural exports (especially rice premium) could provide a large amount of income to the government that helped financing infrastructures investments needed for industrial development. On the other hand, taxes on agricultural products allowed keeping the food prices cheaper than it should have been, and consequently keep the industrial labor wages low (Krongkaew, 1995).

After a period of structural adjustment in the beginning of the 1980s, Thailand has experienced a fast economic growth (around 10 % per year on average between 1986 and 1995) driven by the rapid expansion of an export oriented industrialization based on the availability of labor. During this third phase, emphasis was put on regional industrialization through the allocation of tax benefits by the BoI. This policy was reinforced in 1989 when the national territory was divided in three zones[4]. Two main objectives have motivated this willingness for industrial deconcentration. One: the necessity to reduce increasing social and spatial disparities between Bangkok and the rest of Thailand; and fight rural poverty through economic diversification. Two: the necessity to help industrial entrepreneurs to find outside Bangkok and the Central Region new reservoirs of abundant and cheap labor in order

[3] Office of the Board of Investment – Investment Promotion Act, corresponding years.
[4] The projects located in zone 3 are entitled to receive the main benefits from the BoI. The Northern, North-Eastern, Southern regions, and some provinces of the Central, Western and Eastern regions belong to zone 3.

to develop their activities, and keep the competitiveness of their productions on international markets[5].

The Southern region has largely benefited from this industrial deconcentration policy. Between January 1988 and September 1996, among the 594 projects representing 137,000 jobs which were promoted by the BoI in the three peripheral regions, one third were located in the South (222 projects, 52,000 jobs). The attraction of the Southern region is largely based and rubber sectors are dominant: 80 % of the number of factories and employment created under BoIon the importance of its natural and agro-based resources: food-processing privileges were during this period[6].

Industrial development in the South has reinforced vertical economic integration of regional agriculture and has encouraged agricultural intensification and diversification in order to respond to the increasing demand of the world market: the extension of the area under shrimp farming and intensification of the techniques of production are good examples. At the same time, industrial development has offered the farmers the possibility to increase their family income: there is a clear trend showing an increasing share of non agricultural cash income for rural households throughout the 1980s and mid 1990s due to the importance of non agricultural employment[7].

According to the statistics of the Ministry of Industry, industrial employment increased from less than 30,000 in 1980 to more than 150,000 in 1995, with a high level of spatial concentration: Songkla Province alone representing more than 1/3 of the total industrial jobs even if its share has been slightly decreasing during the 1990s due to, among other factors, a saturation of the labor market (figure 1).

Among the 4 millions current labor forces in the Southern Region, only 0.7 % is unemployed with no specific differences between urban and rural areas. Less than 1 % of the working population is seasonally inactive[8]. The increasing competition between the different economic sectors for the recruitment of the rural labor force in a context of full employment reinforces the strains on the labor market and leads to a general increase in

[5] The industrial minimum salary in zone 3 is on average 20 % less than in zone 1.

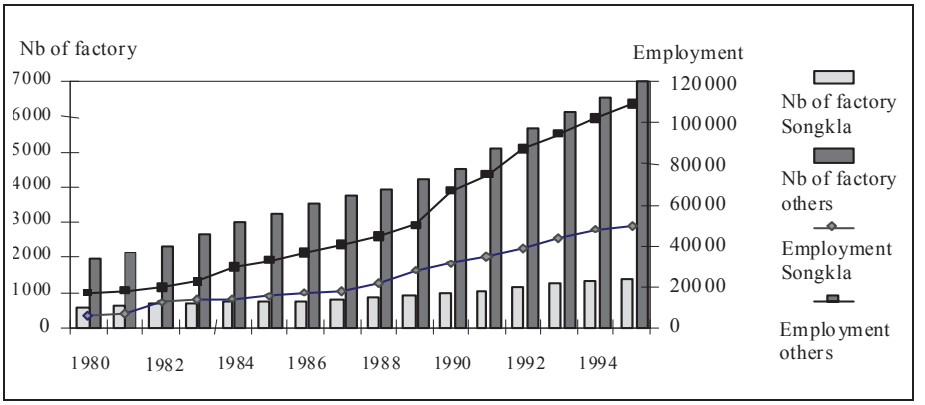
[6]On the impact of industrial decentralization policies in peripheral Thailand and entrepreneurs responses, see: Kermel-Torres D. and Schar Ph. 1997.

[7]Office of Agricultural economics, Ministry of Agriculture and Cooperatives, Crop years, various issues.

[8]Report of the Labor Survey (round 3) August 1995 – National Statistical Office.

the cost of labor in all the sectors, particularly in areas which have been experiencing a rapid industrial development.

FIGURE 1 – INDUSTRIALIZATION: SONGKLA PROVINCE / SOUTHERN REGION



(Source: Ministry of Industry – Songkla Province Office)

This evolution of labor cost, combined with the progressive closure of the agricultural land frontier, the variability of prices of agricultural products and the relative diminution of agricultural income have led farmers to adopt different strategies in terms of land utilization and agricultural techniques. They have also started to adjust their demand of hired labor and the allocation of family labor between different economic sectors.

Selection of the study area

In order to analyze these adaptations and the resulting social and spatial dynamics and mobility, 7 villages have been selected in Songkla and Patthalung Provinces after a preliminary survey. Industrialization in this area is highly concentrated in and around Hat Yai-Songkla, and along the main roads (Hat Yai-Patthalung, Hat Yai-Sadao). The criteria of selection were: the type of agricultural systems – agrarian intensification or diversification opportunities – importance of non agricultural employment – accessibility to urban/industrial centers. We tried, as far as possible, to select for each agrarian system villages with different conditions of accessibility to these centers. In terms of non agricultural employment opportunities, three villages (BR, BCK, BP) are under the direct influence of Hat Yai-Songkla, or Sadao. By contrast, the proximity of non agricultural employment is poor for BM and BSP. To this regard, the location of BK and BTK could be qualified as intermediate. The study was done through inquiries on a sample

of 325 households (35 to 45 % of the total number of households in each village) purposely selected according to the results of the preliminary survey. The main characteristics of the sample appear in tables 1 and 2.

TABLE 1 – LAND-USE
(INCLUDING THE LAND OWNED BY THE FARMERSIN OTHER VILLAGES)

Village	Nb of Household	Nb of Farms	Rice (rai)	Pararubber (rai)	Fruits (rai)	Others (rai)	Total farmland	Farmland (rai) /hh	Farmland (rai)/farm
BR		4	0	8	1	0	86	14.3	19.5
BTK	61	5	4	5	3	0	10	17.3	19.2
BK	41	3	2	2	1	0	52	12.8	14.2
BSM	40	3	3	1	9	0	57	14.4	15.2
BP	42	2	1	7	4	2	24	5.86	8.48
BCK	43	4	2	2	8	3	34	8.12	8.51
BM	38	3	2	1	1	0	30	8.05	9.00
TOTAL	32	2	1	1	2	5	39	12.0	14.1

(Source: Rural survey 1995)

According to the agricultural land use, the villages have been classified in three main agrarian systems: rubber cultivation dominant system, rice cultivation dominant system, and mixed agrarian system representing a combination of paddy fields and rubber plantations in various proportions. For the sample as a whole, 58 % of the active population has agriculture as their primary occupation. This percentage varies greatly among the different villages according to the type of agrarian systems they belong to: the percentage of non agricultural employment increases with the extent of rice cultivation.

The rapid economic growth since 1986 has generated an important increase in non agricultural employment which has attracted a large number of rural workers. The difficulty to secure enough labor for all economic sectors has resulted in a rapid increase of labor cost. Faced with this increase of real wages in agriculture, farmers have begun to adapt their labor demand as well as their strategies in supplying labor to non agricultural sectors. Intensification, diversification or retrenchment of agricultural activities can often be seen as a means of adjustment in the rural labor market.

TABLE 2 – PRIMARY OCCUPATION OF THE ACTIVE POPULATION

System	Village	Agriculture	Construction	Industry	Commerce	Services	Total
Pararubber	BR	129	2	18	14	14	177
	BTK	93	11	4	17	12	137
Total Pararubber		222 (70.7 %)	13 (4.1 %)	22 (7.2 %)	31 (9.8 %)	26 (8.2 %)	314 (100 %)
Mixed	BK	38	8	12	13	21	92
	BSM	61	15	1	6	10	93
Total Mixed		99 (53.5 %)	23 (12.4 %)	13 (7.1 %)	19 (10.3 %)	31 (16.7 %)	185 (100 %)
Rice	BP	29	17	14	16	3	79
	BCK	41	19	13	10	6	89
	BM	41	22	9	2	4	78
Total Rice		111 (45.1 %)	58 (23.5 %)	36 (14.6 %)	28 (11.4 %)	13 (5.3 %)	246 (100%)
Total Sample		432 (57.9 %)	94 (16.6 %)	71 (9.5 %)	78 (10.5 %)	70 (9.4 %)	745 (100 %)

(Source: Rural survey, 1995)

In the 2 villages belonging to the rubber dominant system (BR and BTK), more than 70 % of the active population have agriculture as their primary occupation. Even though there is a decrease in percentage for the younger generations, agricultural activities remain the main sector of employment for all age groups.

The average farm size for these 2 villages is about 20 rais, land holdings above 10 rais being in both cases dominant in number (table 3). In each village, about 67 % of the area under rubber cultivation is productive; the remaining consists in newly replanting plots. Rubber cultivation has long been introduced in these areas and all farmers have progressively adopted recommended high yielding clones. Yields vary from 200 to 300 kg/rai/year without any clear correlation between productivity and size of the plantations.

TABLE 3 – RUBBER CULTIVATION DOMINANT SYSTEM
AGRICULTURAL LAND-USE AND LAND-HOLDINGS

	BTK				BR			
Rai	Households Nb	Rubber	Fruits	Rice	Households Nb	Rubber	Fruits	Rice
0	7	0	0	0	16	0	0	0
]0-5]	11	19	0	18	10	30.5	3.5	0
]5-10]	11	33	6	51	6	48	0	0
]10-20]	11	96	7	66	9	133	8	0
]20-50]	17	206	23	236	17	522	0	0
>50	4	200	0	100	2	118	0	0
TOTAL	61	554	36	471	60	851.5	11.5	0

(Source: Rural Survey, 1995)

Intensive agriculture and high labor wages: the case of rubber dominant systems

On average, two workers can tap 10 rais of rubber trees per day during 4 or 6 days a week and for a period of 8 to 10 months per year according to the climatic conditions and the tapping practices followed by farmers. Due to the size of the plantations, the family work force is seldom sufficient to cover labor requirements and workers have to be hired from outside. In BTK, 30 % of the total agricultural labor forces are wage earners, the share reaches 54 % in BR where rubber plantations represent more than 90 % of the total agricultural area. Hired labor is recruited locally among small holders and landless families. The latter category represents nearly 1/4 of the total number of families living in BR; a number of them came 2 or 3 generations ago from other Southern districts where agriculture was less productive.

In a context of fierce competition between the different economic sectors for the recruitment of workers, meeting the labor requirements for rubber cultivation is easier due to the high daily wages a worker can get. Rubber tappers share the value of the production daily collected with the plantation owner (from 65 to 50 % of the total value goes to the owner) which means a daily salary of more than 250 baht/day for the workers at the time of the

inquiry (twice more than the minimum legal daily salary)[9]. Even if rubber tapping is a seasonal activity, it can provide an annual income equivalent or even superior to the one a daily worker could get in a nearby factory. Nevertheless, several plantation owners have admitted increasing the share given to the workers during the last past years in order to secure enough manpower, and some of them complain about the lack of available local labor force to operate their plantation at a their full capacity[10].

The agrarian system illustrates well the capacity of agriculture to retain its labor force when there is an effective support from the agro-business. In the case of rubber dominant systems, this situation is submitted to high price fluctuations on the world market. For example, an important number of rubber tappers employed on large plantations, especially in BR, have declared having stopped working as wage earners in agriculture to join nearby factories during the few years in the late 1980s and in the beginning of the 1990s, when the rubber price was too low[11]. The availability of local non agricultural employment enables them to move from one sector to the other in order to get the main benefits from the wages differential.

The village economy and the availability of labor for agricultural operations are directly influenced by rubber price fluctuations, but agrarian and/or economic diversifications remain rather limited. The difference in the percentages of non agricultural employment between the two villages is linked to the relative importance of rubber cultivation: 27 % in BR where nearly all the cultivated area is under rubber, 32 % in BTK where rubber plantations represent about 60 % of the total cultivated area, even though the accessibility to the urban or industrial center is for this village not as good as it is in the case of BR. Non agricultural employment is found in all land-holding categories (table 4).

Landless families and families having less than 5 rais provide most of the agricultural rented labor force as mentioned above, the high percentage of non agricultural employment found in the 5-20 rais categories represents the surplus of family labor compared to their family farm labor requirements. In average for the two villages, less than 15 % of the active population associate agriculture with another occupation during the year.

---

[9] During the survey, the price of rubber was 30-35 B/kg; the minimum legal salary in the industrial sector was 118 B/day.

[10] Several studies confirm this labor shortage in rubber plantations of Southern Thailand; for Songkla Province (Somboonuka and Chanecharoen, 1995).

[11] From 1981 to 1994, the average price of rubber sheets has fluctuated from 15 to 18 B/kg and has reached 25 B/kg in 1994 and 35 B/kg in 1995.

TABLE 4 – NON AGRICULTURAL EMPLOYMENT AND LAND HOLDING, RUBBER SYSTEM

Employment	Landless	0-5	5-10	10-20	20-50	> 50	Total
Non agr BR	5	9	9	7	15	3	47
Non agr BTK	6	3	10	17	8	1	45
Non agr total	11	12	19	24	23	4	92
Total active	60	47	44	55	92	16	314
Non agr/total (%)	18.3	25.5	43	43.6	25	25	29.2

(Source: Rural Survey, 1995)

The decline of rice cultivation

The 3 villages selected in the rainfed rice cultivation dominant system have an average size farm below 10 rais, with a very small number of land-holdings above 20 rais. The percentage of paddy fields to the total agricultural farm land varies from 72 % in BM to 53 % in BP. The later village is located close to the outskirts of the Songkla industrial development area and several farmers have recently sold plots of paddy land to urban developers; the profits have been reinvested in small rubber plantations. Most of these plantations, located in Chana and Patthalung have just been replanted and are not productive yet.

In contrast to the situation previously described, the retrenchment of agriculture is rather important in these 3 villages. The percentage of agriculturists among the active population falls below 50 % in average and below 30 % for the younger generations. Agriculture remains the main primary occupation only for people above 45 years old (figure 2.c). The situation can vary greatly from farm to farm or family to family, but there is a prevalent trend in all of these villages. Faced by the increasing cost of rented labor and the non profitability of rainfed rice farming, agriculturists tend to adopt strategies that limit as much as possible labor requirements on their farms[12]. Among the main steps taken are the important decrease of the area under paddy cultivation, and the adoption of methods of production which are less labor intensive.

[12] During the peaks of the rice season, daily agricultural wages can nearly reach the level of the minimum industrial salary.

The rice cultivated area has been progressively reduced during the last decade. Nowadays, the cropping intensity in the rainfed paddy fields has decreased to an average of 57 % for the 3 villages, below 50 % for the land-holdings with 10 rais and above. As shown in figure 3, the area planted under paddy rarely exceeds 4 rais per farm. Rice, which used to be cultivated as a food crop as well as a cash crop, is now mostly grown to meet the family requirements, with just a little surplus sold.

FIGURE 2 – PRIMARY OCCUPATION BY AGE GROUPS IN THE DIFFERENT AGRARIAN SYSTEMS

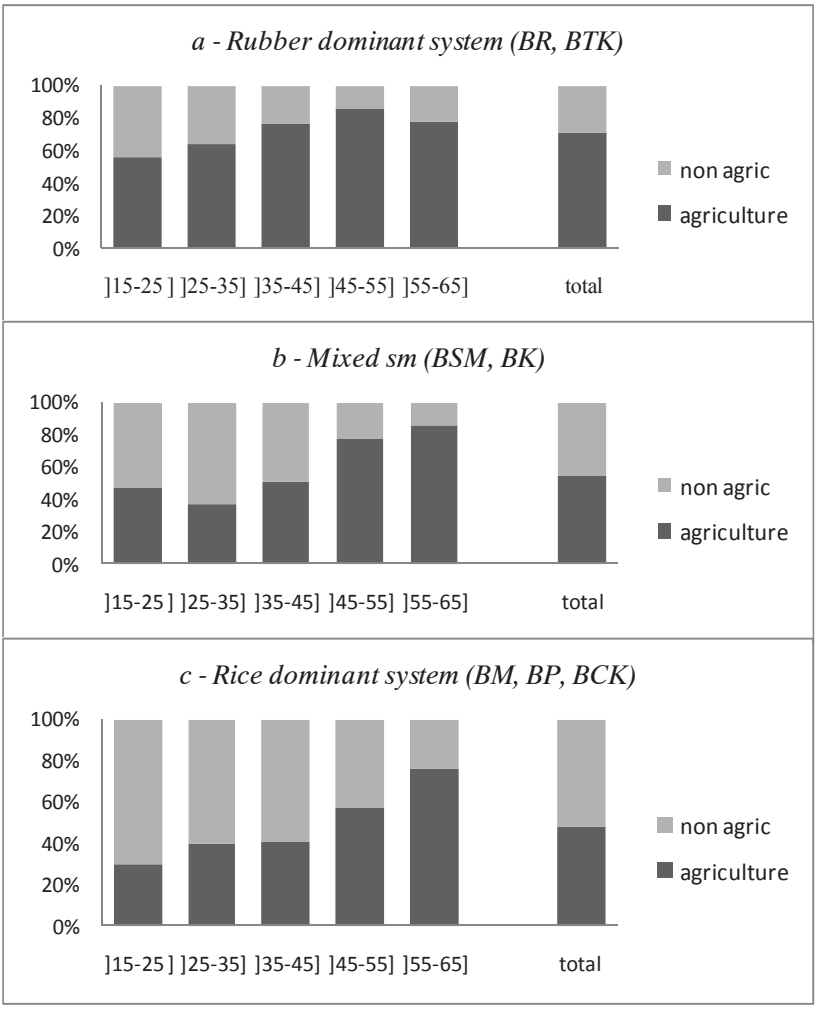
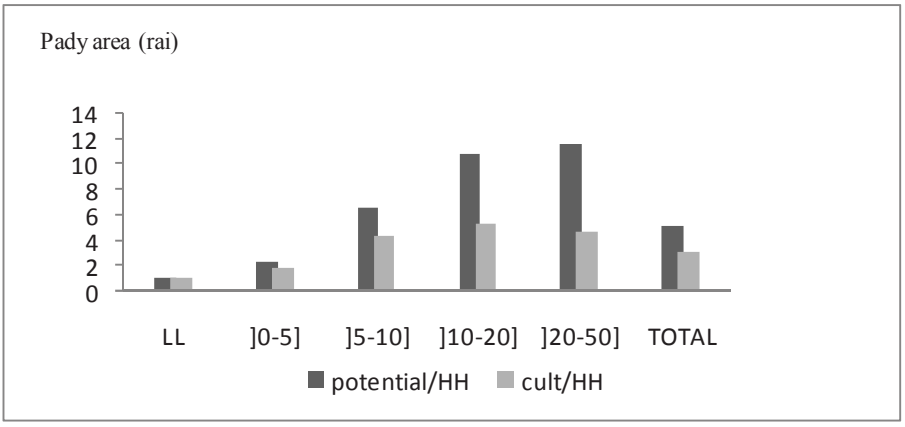


TABLE 5 – RICE CULTIVATION DOMINANT SYSTEMS
AGRICULTURAL LAND-USE AND LAND-HOLDINGS

	BP					*BCK*					*BM*			
Rai	Households	Rubber	Fruits	Rice	others	Households	Rubber	Fruits	Rice	others	Households	Rubber	Fruits	Rice
0	13	0	0	0	0	2	0	0	0	0	4	0	0	0
]0-5]	11	0	7	20	1	17	0	28	22	11	16	0	4	51
]5-10]	6	0	14	2	0	15	10	27	66	15	13	0	5	102
]10-20]	5	42	13	40	0	6	14	12	62	5	5	12	3	68
]20-50]	7	32	19	55	0	3	0	15	62	0	0	0	0	0
Total	42	74	46	109	1	43	24	82	212	31	38	12	12	221

(Source: Rural Survey, 1995)

FIGURE 3 – PADDY CULTIVATION INTENSITY IN THE RICE CULTIVATION DOMINANT SYSTEM (BP, BM, BCK)



Potential = Area owned + area rented in-area rented out
(Source: Rural Survey, 1995)

The decreasing trend in rainfed rice cultivation is even more important when rice fields are associated with rubber plantation on the same farm or within a same system: cropping intensity falls to 42 % in the rubber dominant systems (table 6).

TABLE 6 – CROPPING INTENSITY (PADDY FIELDS)

	Rainfed paddy fields (area in rai)			Irrigated paddy fields (area in rai)		
	potential	cultivated	cropping intensity	potential	cultivated	cropping intensity
Rice system	612	348	57 %	398	553	139 %
Mix system	236	132	56 %	367	324	88 %
Rubber system	125	53	42 %	0	0	-
TOTAL	973	533	55 %	765	877	115 %

(Source: Rural Survey, 1995)

Mechanization is another way to save labor and time. The use of tractors, or 2 wheeler power thrillers, has been generalized in all the paddy cultivated area and is directly linked with the existence of high agricultural wages and rarefaction of the available work force. Only a few farmers have their own machines and rent themselves to work on other people's land. The cost of renting is not always paid in cash but can be part of an exchange of labor between small farmers or related families. Rice trashing has also become mechanized rapidly in response to the change in the agricultural labor market.

The decrease of the area under rice cultivation and the mechanization of land preparation and rice trashing go hand in hand with the adoption of agricultural techniques that restrict further more labor requirements. Most of the farmers have abandoned the use of high yielding varieties and transplanting techniques during the past ten years to return to broadcasting. It has been estimated that rice transplanting requires 40 to 45 % more labor than broadcasting, and if the former gives better yields, the technique adopted by farmers is influenced by the availability of family labor (Poapongsakorn, 1994). As rice is mostly grown for home consumption, planting traditional varieties presents several other advantages: the plants are more resistant and require less chemical input; the grains can be stored for a longer period of time and have the preference of the farmers as staple food.

At the same time, agricultural activities traditionally associated with rice cultivation, are also on the decline. For example, tapping sugar palm trees and manufacturing raw sugar or "honey", which used to provide work and cash income after the rice season for most of the families living in the Satthing Phra peninsula have been intensified till the mid 1980s (Trebuil,

Thungwa, Patamadit-Trebuil, 1983). During the past ten years, this activity has nearly been completely abandoned (case of BM) to enable farmers to engage themselves in more lucrative non agricultural employment.

All these strategies and adaptations help to reduce hired labor requirements for crops or allied agricultural activities which are not seen as profitable anymore. As a result, less than 15 % of the people engaged in agriculture have declared earning agricultural wages during the previous year of the inquiry, most of them by seasonally tapping rubber in other villages. Limiting the labor requirement as far as possible frees the surplus family work force for non agricultural employment that can increase the household income. As shown in table 7 there is a clear and direct correlation between the size of the land-holdings and the importance of non agricultural employment. The strategies adopted by farmers in the mixed system in terms of adaptation towards the evolution of the labor market are in an intermediate position between the observations made in the rice and rubber systems.

TABLE 7 – NON AGRICULTURAL EMPLOYMENT AND LAND HOLDING – RICE SYSTEM

Employment	Landless	0-5	5-10	10-20	20-50	TOTA
Non agr BP	23	9	10	5	2	53
Non agri BCK	3	26	11	5	3	47
Non agri BM	3	17	10	8	0	37
Non Agri Total	29	52	331	18	5	135
Total active pop	41	78	68	43	16	246
Non agr/total	70.7 %	66.7 %	45.6 %	41.9 %	31.2 %	54. 8 %

(Source: Rural Survey, 1995)

Some trends in agrarian diversification.

Possibilities of agrarian diversification are linked to the existence of markets and the availability of capital and labor force. Agrarian diversification is somewhat limited in all the selected villages. If we exclude a small number of rice farmers who have recently started rubber cultivation after buying small plantations (11 families for a total of 69 rais) or converting plots of rice fields (2 families – 6 rais), the forms of agrarian

diversification observed do not lead to an intensification of the labor requirements on the farm.

In rubber systems, the profitability of rubber plantations does not encourage the farmer to undertake new agricultural activities. Cattle rearing, almost non-existent in BR, has remained very stable in BTK over the 10 past years and the introduction of dairy cattle through the Patthalung Cooperative has had a very limited impact. The only noticeable form of diversification in these two villages is the creation of small fruit plantations on rubber land, which presents, according to the landholders, the advantage of requiring less labor than rubber plantations. For the 2 villages, only 5 families (5 % of their total number of landholders) have recently planted 25 rais with fruit trees, none of these plantations being productive yet.

The predominant forms of agrarian diversification are found in the rice system and usually represent a shift from rice farming to another type of agricultural production. As described previously, the main objective followed by agriculturists in rice farming systems has been to reduce the recruitment of hired labor and increase the number of family members employed in non agricultural sectors. The forms of agrarian diversification observed in the different villages tend to follow this general strategy. The shift in production rarely leads to an increase of the absorption of hired or family labor, but helps to reduce the seasonal agricultural unemployment of the members of the household already involved in rice farming. 47 agriculturists, 26 % of the total number of landholders in the 5 villages belonging to the rice dominant and mixed systems, are engaged in one of this kind of diversification.

The development of fruit tree cultivation is the most important type of agrarian diversification found in these villages, but it remains limited by the number of families concerned and the area planted. For the whole sample, 28 farmers have turned 63 rais of rainfed paddy fields into fruit tree plantations during the past 10 years ; 21 of them in the 3 villages belonging to the rice dominant system, the remaining 7 are located in 1 of the 2 villages of the mixed system. These plantations are very small with a few exceeding 2 rais, and a total of 32 rais only are now in production. Most of the fruit plantations have been created in the frame of governmental projects aimed at promoting diversification from rice farming through mixed integrated agricultural production. The plots consist of ditches dug in paddy fields that can be used as fish ponds; the excavated soil is used to build elevations where fruit trees are associated with vegetables. 19 farmers have recently started this kind of plantation on a total of 39 rais of paddy land. Vegetables are grown regularly in association with fruit trees on 15 rais only, due to the shortage of family labor on some of the farms. Due to the limited size of the

plantations, cultivation does not require extra rented labor. The work is done by the person already in charge of the other agricultural activities. The cost of land preparation and creation of the plantation can entirely or partially be financed by governmental projects (15 families). When the farmers are not completely supported, it seems that savings from non agricultural income play an important role in financing the diversification.

The other new fruit plantations are mostly found in one village (BCK)where mango cultivation started nearly 20 years ago by clearing the remains of the coastal forest. Here, the main incentives are given by the middlemen and merchants who buy and commercialize the production. Recently 9 farmers have created new plantations on 34 rais of former paddy fields. In this village, vegetable cultivation has also been developed during the last 10 years, either on abandoned rice fields where water resources are very poor, or as a rotation crop after rice cultivation (12 families for less than 20 rais). Growing vegetables does not require an increase of the number of family members working in agriculture, but extends the length of the agricultural season for the farmers who can, if necessarily, receive the occasional help of other household members. The commercialization of production is done directly by the farmers on local markets, or in the village itself as the demand has rapidly grown with the development of non agricultural wage employment.

The last form of diversification worth mentioning is the case of poultry farming which has been encouraged by incentives from agro-business groups that provide inputs and buy the production. This development concerns only one village (BP) and about 20 % of the agriculturists. The poultry farms vary from 1500 to 4500 birds each and employ 1 or 2 family members all year around. In all cases, rice farming has been completely abandoned.

Non agricultural employment, pluri-activity and occupational mobility

Employment opportunities outside the agricultural sector have become the principal means to diversify and increase rural household income. Non agricultural activities represent 42 % of the total primary occupations for the whole sample and the relative share of the different economic sectors appears in table 8.

TABLE 8 – NON AGRICULTURAL EMPLOYMENT
(PRIMARY OCCUPATION – SECTORS AND AGE GROUPS)

PRIMARY OCCUPATION	[15-25[		[25-35[		[35-45[		[45-55[		> 55		Total	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Commerce / craft	14	16	23	24	20	27	12	32	9	47	78	25
Construction	20	23	21	22	29	39	18	47	6	32	94	30
Industry	40	46	19	20	10	13	2	5	0	0	71	23
Other services	13	15	31	33	16	21	6	16	4	21	70	22
Total non agriculture	87	100	94	100	75	100	38	100	19	100	313	100
Total agriculture	61		99		97		90		85		432	
Total active population	148		193		172		128		104		745	

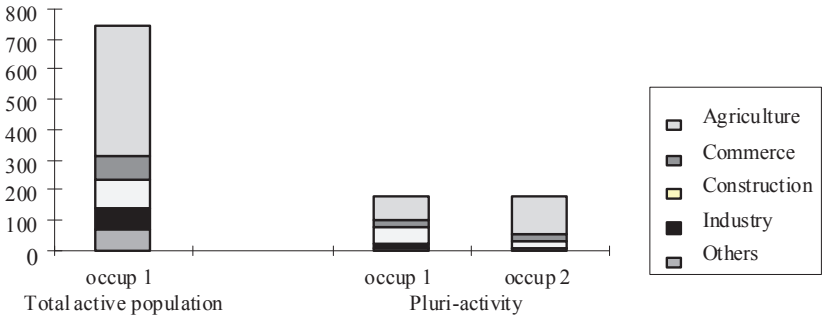
(Source: rural survey, 1995)

The occurrence of transition from agriculture to non agricultural employment is particularly obvious for the younger generations (primary occupations in non agricultural sectors represent 55 % and 50 % respectively for the 15/25 and 25/35 age groups); more than half of the people have their first work experience outside the agricultural sector. Nevertheless, this does not mean that the young wage earners in non agricultural sectors will not come back to agricultural activities after a certain period of time as illustrated below. If the demand for rural labor force in non agricultural sectors is directly linked to urban and industrial development in and around Hat Yai-Songkla, it has to be noticed that the general increase of the average family income and level of living in rural areas also provides some local non agricultural employment opportunities, especially in the commerce and construction sectors (improvement of housing conditions or building a new house often appears to be one of the first investments made by rural households).

The importance of agricultural employment is certainly decreasing, but involvement in non agricultural activities is not always permanent and does not necessarily mean an abandonment of agriculture: agricultural activities are largely dominant as secondary occupations (68 % of the total – figure 4). Pluri-activity strategies make it possible to start a new occupation without abandoning the previous one. Several occupations, in different economic sectors, can be carried out during the year by the same person, simultaneously or seasonally. About 1/4 of the working population are engaged in some form of pluri-activity. The percentages of pluri-activity vary from 17 % in the rubber dominant system to 30 % in the rice system. Agriculture is associated with another activity, as primary or secondary occupation, in nearly 90 % of the cases. Association of agriculture with

construction (usually seasonally alternate), or agriculture with commerce (usually done simultaneously), are the main forms of pluri-activity found, respectively 50 % and 30 %.

FIGURE 4 – PRIMARY AND SECONDARY OCCUPATIONS



(Source: rural survey, 1995)

At the same time, the mobility observed between the different economic sectors is neither unilateral nor irreversible. If 126 agriculturists have started a new occupation during the past 10 years, only 43 farmers or agricultural workers have completely abandoned agriculture as principal or second occupation. The return to agricultural activities after a period of migration or local employment in another economic sector is also not rare (29 people have started agriculture as a new occupation – table 9).

Construction and industrial sectors illustrate well these different strategies. Construction appears to be the sector that has attracted the main proportion of the rural work force (30 % of the total non agricultural primary occupations). Most of the workers are male and this occupation has become the main non agricultural activity for the 35/45 year age group. More than 50 % have started this activity after working in the agricultural sector.

The workers are usually employed on a contract basis by building contractors who send trucks to the villages every morning to pick them up. A large majority of them come from landless families or families who owned less than 10 rais of land in the rice and mixed systems (table 10).

For small farmers, construction work is often considered as a seasonal activity, even though it has become their primary occupation by the time spent and the income generated. The flexibility of this form of employment allows them to stop working on building sites and look after their crops during the peaks of the rice season.

TABLE 9 – CHANGE OF OCCUPATION DURING THE PAST DECADE

Sector		New occup.	Sector of employment before starting a new occupation				
Total nb of workers		Nb	agriculture	construction	industry	commerce	others
agriculture	432	29		6	10	7	6
construction	94	63	50		9	3	1
industry	71	30	24	3		1	2
commerce	78	47	37		6		4
others	70	27	15	6	1	3	2
TOTAL	745	196	126	15	26	14	15

Occupation stopped		Present main occupation				
Sector	Nb	agriculture	construction	industry	commerce	others
agriculture	43		11	16	12	4
construction	22	14		2		6
industry	42	19	14		6	3
commerce	18	15	2			1
others	17	5	4	3	2	3
TOTAL	142	53	31	21	20	17

(Source: rural survey, 1995)

TABLE 10 – NON AGRICULTURAL OCCUPATION AND LAND-HOLDING CATEGORIES

	Industry		Construction		Commerce		Others		TOTAL
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb
Landles	21	29.58	22	23.40	8	10.26	11	15.71	62
]0-5]	18	25.35	35	37.23	15	19.23	11	15.71	79
]5-10]	15	21.13	17	18.09	14	17.95	12	17.14	58
]10-20	11	15.49	15	15.96	20	25.64	16	22.86	62
]20-50]	6	8.45	5	5.32	16	20.51	12	17.14	39
> 50	0	0.00	0	0.00	5	6.41	8	11.43	13
TOTAL	71	100.0	94	100.00	78	100.00	70	100.00	313

(Source: rural survey, 1995)

The industrial sector recruits primarily young women below 25 years old (46 % of non agricultural activity in this age group). Few of them have worked in other economic sectors before joining a factory (only 30 out of a total of 71, coming principally from the agricultural sector). In this case too, the factory usually provides free or subsidized transport to and from faraway villages. Generally speaking, industrial workers have a limited interest in agriculture and rarely participate in the agricultural operations of the family farm. As seen in table 9, the industrial sector gives a good example of the reversibility of some occupational mobility. Abandon of industrial employment is important (42 cases) and often linked with the family cycle: birth and education of young children, or looking after old parents.

Employment in commerce and other services are found in all age groups and land-holding categories with a tendency to become more important for families that owned more than 20 rais. This can be explained by the fact that small village shops, generally looked after by the elderly members of the household, are often owned by medium farmers. The importance of services in these two land-holding categories indicates a comparative higher number of government employees linked to a higher level of education.

Even if the importance of non agricultural employment and the decline of rice cultivation indicate a retrenchment of agricultural activities in the rice systems, there is no abandon of agriculture as such. The land market has remained very stable during the past decades with no evidence of land concentration. Strategies of pluri-activity and occupational mobility of the people allow the maintaining of agriculture which can still be dynamic through various forms of agrarian diversification. In fact, agricultural activities and non agricultural employment are seen by the rural families as complementary. Non agricultural employment is often considered as a temporary activity which enables the financing of specific family needs: education of the children, investment in non agricultural productive assets and improvement of housing conditions being the most important. For village people, it is rarely seen as a shift or a transition from a rural way of life to a more urbanized one. Agricultural and non agricultural activities appear correlated and interdependent: the possibility to earn non agricultural income helps to keep the land, retain some of the family members on the farm, and often provide the money needed to finance agricultural operations or agrarian diversification; on the other hand, the maintaining of the farms offers non agricultural workers a welfare and social security system during periods of illness or unemployment that their activities can seldom provide.

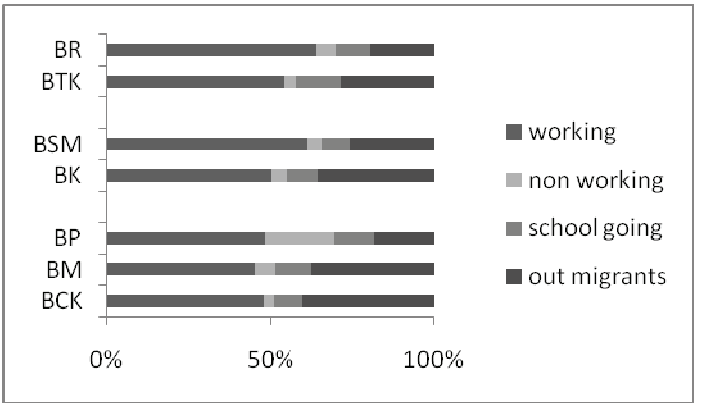
Work locations and migrations

The increasing sectoral mobility and the development of non agricultural wage employment have induced an important spatial mobility of the rural work force. The village as such is not anymore the main work location for the residents except in the two villages of the rubber system. On average, more than half the work force is employed outside the village and 1/3 of the active population carries out its main occupation more than 20 km away from its residence (figure 3).

Agricultural employment outside the village is limited, and mostly restricted to rubber tapping in neighboring areas (case of BR, BTK, or BSM – figure 5). Non agricultural employment outside the residence location is concentrated in and around the conurbation Hat Yai-Songkla (nearly 60 % of off-village non agricultural employment), and to a lesser extent, in small municipalities located near the villages under study (Patthalung, Rattapum, Sadao). The attraction of job opportunities in Hat Yai and Songkla is evident for the rice system (BM, BCK and BP) where around 40 % of the total work force is employed in the conurbation. As seen in the case of these 3 villages (figure 5), there is no direct correlation within a same system between the importance of economic diversification outside the agricultural sector and the relative distance to urban or industrial centers, mainly due to the fact that entrepreneurs in some sectors like industry or construction have been pushed to organize free or subsidized transportation from villages to factories or building sites in order to overcome the difficulty of recruiting enough local workers. For the people employed far away from their home (more than 100 km), the daily transportation time becomes too important and they tend to stay on their employment location but keep their families and farms in the village and come back once or twice a week.

Migration trends are closely related to the specific history of each village and each family which make difficult the interpretation and analysis of observations. Overall, the results of our survey seem to indicate a higher proportion of out migration in the villages belonging to the rice dominant system, with the exception of BP which has 100 % of its population belonging to the Muslim community. If in-migrations exceed out-migrations in the rubber system, the net migration rate tends to be negative for BM and BCK where the number of out migrants represents about 40 % of the current total population over 15 years old (figure 5).

FIGURE 5 – IMPORTANCE OF MIGRATION*

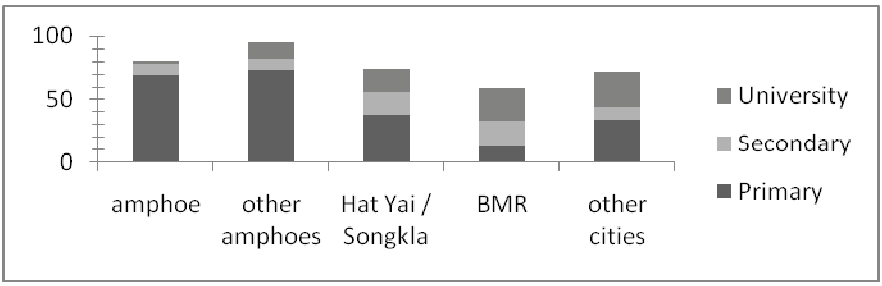


**population above 15 years old*

Concerning the difference of the prevalent trends in the North and the North-East, migrations within the region have always been dominant in the South which has remained to some extent cut off from the rest of Thailand and has experienced a comparatively stronger economic dynamism that could stimulate internal movements (Chamratrithirong and al., 1995). Most of the out migrants from our sample have left their village at between 15 and 34 years old with a peak for the 20-24 age group. They come from all the land-holding categories and there is not any significant gender difference among themselves.

Almost 45 % of out-migrants have moved to other rural areas. The main reason is generally a marriage and much of these migrations take place over a relatively short distance: 50 % within the same district and very few outside the province of origin. Within a same province, there is a slight tendency to move out from the rice cultivation area into the rubber plantation area. The common characteristic of the migrants to rural areas is their low level of education (about 80 % have only received a primary school education – figure 6). These migrants are employed in more or less the same sectors as the active population still living in the village with the exception of the industrial sector that employed less than 2 % of the rural migrant workers (table 11). This fact confirms the observations made earlier about the tendency of young women to abandon industrial employment after marriage and/or birth of the first child.

FIGURE 6 – LEVEL OF EDUCATION (MIGRANTS).



(Source: rural survey, 1995)

TABLE 11 – OUT MIGRANTS-SECTORS OF EMPLOYMENT

	Agriculture	Commerce	Construction	Industry	Government	Transport	Others	Total
Same amphoe	55	10	7	1	1	0	6	80
Other amphoes	63	8	1	2	10	0	11	95
Hat Yai-Songkla	0	8	8	13	10	10	25	74
BMR	0	10	0	9	12	1	27	59
Other cities	0	18	3	5	28	4	14	72
Total	118	54	19	30	61	15	83	380

(Source: rural survey, 1995)

Migrations towards urban centers involve more educated people and are generally linked to employment opportunities. Finding a job in a factory never seems to be a dominant reason to migrate to urban centers. Hat Yai-Songkla, the main industrial and urban center in Southern Thailand, is the destination of more than 1/3 of the total urban migrants. They are found in a wide range of activities, no sector really being dominant. The development of industry and services in the urban conurbation doesn't affect the long range urban migration, even for nearby villages. The general increase of family income in rural areas results in an increasing number of children attending school after 15 years old (from 20 to 45 % in the different villages). A new trend of long range urban migration seems to be linked to this improvement of education level among the young generation. The

Bangkok Metropolitan Region receives about 25 % of the total urban migrants, the most qualified and educated of them attracted by career opportunities in the private service sector (more than 1/3 have a college or university degree). Economic factors alone cannot explain the migrations to BMR, the migrants are also motivated by social aspirations which are different from their parents' and a willingness to move away from their family and the provincial way of life. Among other destinations of urban migrants, the share of southern cities is predominant, especially the Muslim provinces of Satun, Yala and Narathiwat. There, an important number of migrations are linked with the attribution of civil servant jobs to young educated people. Urban migrations, especially to BMR are not always permanent. Some of the migrants come back after few years to their village of origin where they can invest part of their savings in agriculture which is often carried out in association with non agricultural activities.

Concluding remarks

The rapid development of industrialization since the mid 1980's through the layout of large factories, mostly under BoI promotion, in the proximity of Hat Yai and Songkla has induced an increasing competition between agriculture and industry for the recruitment of labor. This competition, in a nearly full employment context, leads to an augmentation of the labor cost in all economic sectors and labor management is becoming a key issue in agricultural and industrial sectors. The dominant pattern in the different rural systems under study is a lack of labor force for agricultural activities owing to the maintaining of high labor intensive agrarian systems stimulated by international market forces and/or the strategies of farmers to liberate most of the family labor for non agricultural wage employment when the returns from agricultural activities are considered too low. The possibility to diversify the rural family income through non agricultural employment financially helps to maintain agricultural activities on the farms and therefore contributes to the retention capacity of the workforce in the primary sector. If the availability of rural workers for non agricultural sectors has been a great asset to the development of labor intensive industrialization in the South during the 1980s, the evolution of the agricultural sector in terms of intensification or the diversification process, the retention capacity of agriculture and the reversibility of sectorial mobility are now disadvantages for the entrepreneurs. Faced with the difficulty to climb the value added ladder due to the lack of local skilled and qualified workers, industrialists are pushed to find new forms of employment and remuneration in order to reduce the labor deficit, fight the important turn-

over of a work force which still keeps strong links with the agricultural world, and stay competitive on the international markets. In this context, the specific pattern of transition from agriculture to industry now appears to be one of the main constraints to the continuation of the present model of industrialization in the Southern Region.

REFERENCES

ATTIKUL J., TONGYINGSIRI P. (1991) – *A Thailand Country Paper: Evaluation of Regional Development Experience in Thailand*. Bangkok, National Institute of Development Administration, 135 p.

CHAMATRITHIRONG A. et al. (1995) – *National Migration Survey of Thailand*. Mahidol University, Institute of Population and Social Research, 87 p.

INGRAM J.C. (1971) – *Economic Change in Thailand, 1850-1970*. Kuala Lumpur: Oxford University Press, 352 p.

KRONGKAEW M. (1995) – Contributions of agriculture to industrialization. *In: Thailand's industrialization and its consequences*, Krongkaew M. (ed.), Macmillan: 33-65.

OFFICE OF THE BOARD OF INVESTMENT (1993) – *An Investor's Guide: Thailand's Regional Areas*. Bangkok, Office of the Board of Investment, 193 p.

PAKKASEM P. (1988) – *Leading Issues in Thailand's Development Transformation, 1960-1990*. Bangkok, National Economic and Social Development Board, 225 p.

PARNWELL M. (1992) – Confronting Uneven Development in Thailand: The Potential Role of Rural Industries. *Malaysian Journal of Tropical Geography*, 22(1): 51-62.

POAPONGSAKORN N. (1994) – Transformation in the Thai Rural Labor Market. In: *Development or Deterioration: Work in Rural Asia*, Koppel B., Hawkins J., James W. (eds.), Lynne Rienner Pubs: 167-211.

SCHAR Ph., KERMEL-TORRES D. (1997) – Croissance Industrielle et Redéploiement Spatial en Thaïlande. *Autrepart*, Orstom, 3, 45-64.

SOOMBOONUKA B., CHANECHAROEN A. (1995) – *The Agricultural Labor flow in Changwat Songkla: a case study of labor in rubber and rubber sheet making*. PSU, Hat Yai.

TREBUIL G., THUNGWA S., PATAMADIT-TREBUIL I. (1983) – *The present system and recent changes in land use in Sathing Phra District, Southern Thailand,* Research on Farming System Project Report #2. PSU, Hat Yai, 101 p.

CHAPITRE 6

CAPITAL SOCIAL ET DEVELOPPEMENT : UN EXEMPLE EN GUINEE FORESTIERE[1]

Philippe Schar

Contexte et objectif de la mission

Les objectifs du PACV

Le Programme d'appui aux communautés villageoises (PACV) est un programme qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté. Son objectif global est de « renforcer la gouvernance locale, ainsi que les capacités socioéconomiques des populations rurales guinéennes ». Conçu de manière évolutive, le PACV a été prévu pour s'échelonner sur une période de douze ans. Il est planifié et exécuté suivant trois phases

[1]« *Philippe Schar partageait l'idée que le chercheur géographe ne doit pas rester dans le cercle universitaire et doit inscrire son travail dans le cadre des besoins et des attentes de la société civile. Cela l'avait conduit à participer à des expertises. C'est ainsi que depuis 2005, il travaillait en Guinée dans le cadre d'un accord entre l'UMR ADES et l'Observatoire national de la République de Guinée, EPIC chargé de réaliser diverses expertises en matière de développement. Le travail présenté dans ce chapitre est l'adaptation au volume de cet ouvrage de l'un des rapports dont il a été chargé dans ce cadre en juin 2008. Volontairement, le ton et la construction n'en ont pas été modifiés. Cette expertise a été commandée à l'ONRG par le « Programme d'appui aux communautés villageoises », projet de la Banque mondiale et de l'Agence française de développement ; sa conception et sa méthodologie ont été ultérieurement reprises par la Banque mondiale et étendues à l'ensemble de la Guinée ».* Georges Rossi, Conseiller scientifique de l'ONRG

successives. L'objectif à long terme du PACV est de permettre aux communautés locales et à leurs représentants de développer :

- Les capacités d'identifier, de prioriser, de planifier et de gérer les infrastructures et les services dont ils ont besoin ;
- Les capacités de mobiliser et d'utiliser d'une manière efficiente et transparente les ressources internes et externes nécessaires au financement de la réalisation, de la réhabilitation et de la maintenance des infrastructures communautaires de base ;
- Les capacités à conduire la mise en œuvre, l'exploitation et la maintenance des infrastructures à travers la contractualisation avec des prestataires de service et/ou l'appui des services publics déconcentrés ;
- Les capacités à soutenir les efforts de développement ainsi que les bonnes pratiques en matière de gouvernance.

La première phase s'est déroulée de 2000 à 2008 et visait à « établir de nouveaux mécanismes de décentralisation des prises de décisions et d'affectation des ressources à travers le renforcement des capacités des collectivités décentralisées ». Au cours de cette première phase du projet, le PACV a initié et mis en œuvre un programme de décentralisation effectif pour le développement local, visant plus particulièrement à accroître l'accès des populations rurales aux infrastructures de base.

Les objectifs de l'évaluation

Selon les termes de références soumis aux consultants, l'évaluation de l'impact social durant la première phase du PACV en Guinée Forestière devait essentiellement répondre aux objectifs suivants :

- Apprécier la mise en place, au niveau des Communautés rurales de développement, d'un cadre opérationnel de concertation, de prises de décisions, d'évaluation des besoins et de transparence financière associant l'ensemble des acteurs du développement rural à la base ;
- Evaluer le renforcement des capacités des CRD en matière de conception, de mise en œuvre et de gestion de leurs propres besoins en infrastructures et services communautaires, et analyser la nature des changements induits au sein de la société rurale ;
- Identifier les impacts du processus participatif de planification en termes de capital social au niveau des populations et de leurs représentants.

Pour ce faire, 4 CRD représentatives, 2 couvertes par le PACV (Kobéla et Lainé) et 2 non couvertes (Guéasso et Soulouta), appartenant à deux préfectures différentes (N'Zérékoré et Lola) ont été sélectionnées. Les 2 CRD non couvertes par le Programme d'appui aux communautés villageoises présentent des caractéristiques différentes : l'une devant avoir bénéficié de microréalisations à travers l'appui d'un organisme autre que le PACV ; l'autre non. L'évaluation met l'accent :

En termes de gouvernance

- Sur les formes de la démocratie locale ;
- Sur la participation des différentes catégories sociales aux organismes exécutifs et de pilotage de la planification locale ;
- Sur les dimensions financières de la gouvernance et donc sur les questions de transparence ;
- Sur les aspects de justice et d'équité spatiale, au travers de la politique d'équipement en infrastructure de base des CRD.

En termes de renforcement des capacités

- Renforcement des capacités institutionnelles dans les domaines du financement et de la gestion de la planification locale ;
- Renforcement des capacités institutionnelles dans les domaines de la mise en œuvre, du suivi et de l'entretien des microréalisations ;
- Sur les effets du renforcement des capacités pour les populations locales en termes d'accès au service de base.

En termes de capital social

- Sur le fonctionnement des groupes et des réseaux, et leur rôle dans le processus de planification ;
- Sur la cohésion sociale et les nouvelles formes de conflits, de différents ou de frustrations au sein de la communauté ;
- Sur l'évolution de la place et du rôle de certains « groupes vulnérables » dans la vie communautaire, notamment les femmes.

Evaluation de l'impact social du PACV

Gouvernance : La mise en place d'un cadre opérationnel de prise de décision et de transparence financière au sein des structures décentralisées

Il est bon de rappeler que des élections locales ont été tenues en 2005 dans toute la Guinée, aussi bien dans les communes urbaines que dans les CRD. Ces élections ont installé de nouvelles mandatures dans pratiquement toutes les CRD appartenant aux deux préfectures retenues, et les 4 CRD choisies ont toutes procédé au renouvellement de leur président de Conseil communautaire.

Emergence d'une nouvelle élite politique locale

La composition de ces nouveaux conseils communautaires donne une indication claire de tendances à l'œuvre dans les CRD des préfectures de N'Zérékoré et Lola. En règle générale, les élections locales de 2005 ont permis l'arrivée d'une nouvelle génération de représentants (moins de 20 % de l'ensemble des membres élus dans les 4 CC ont appartenu à la précédente mandature). Ces élus sont en moyenne relativement plus jeunes que leurs prédécesseurs et leur niveau moyen d'instruction est sensiblement plus élevé que celui de leurs prédécesseurs. La plupart ont au moins terminé le cycle primaire.

Si les différences de l'âge moyen des conseillers sont peu significatives entre les CRD (51 et 55 ans à Kobéla et Lainé contre 48 et 51 ans à Guéasso et Soulouta), les CRD bénéficiant du PACV montrent cependant quelques particularités notables :

- Le niveau d'éducation des présidents des conseils communautaires (CC) – diplômés de l'enseignement supérieur ;
- Leur indépendance affichée vis-à-vis de la sphère traditionnelle des pouvoirs ;
- Des élus issus d'un éventail plus large de catégories sociales (les cultivateurs représentent moins de 60 % du nombre total des élus) ;
- Une expérience importante acquise au travers de l'exercice de responsabilités au niveau local et au niveau régional ou national.

Ces caractéristiques indiquent de façon assez nette la prise de conscience des populations vis-à-vis de l'importance du choix de leurs élus dans les instances décentralisées. Cette prise de conscience, confirmée lors des entretiens de groupes, est nettement plus forte dans les CRD du PACV où les

populations ont clairement compris les enjeux de la planification participative du développement local et la nécessité de se faire représenter par des élus aux compétences diverses pour gérer une aide financière extérieure au travers de procédures parfois complexes.

A ce titre, il est notable que la CRD de Soulouta, non couverte par le PACV mais qui bénéficie d'un appui au développement local conséquent de la part d'ONG, ait tendance à se rapprocher des caractéristiques des CRD PACV.

A la faveur des lois de décentralisation qui donnent aux collectivités territoriales des pouvoirs conséquents en termes de planification de leur développement, il apparaît donc un renforcement de la démocratie locale dans l'ensemble des CRD qui se traduit par l'émergence d'une nouvelle « élite » politique où la compétence et les capacités individuelles semblent primer sur l'expérience de l'âge ou le statut traditionnel.

Cette tendance est, dans notre échantillon, plus affirmée dans les CRD bénéficiant depuis plusieurs années d'apports financiers extérieurs pour leur développement local (CRD de Lainé et Kobéla sous PACV depuis 2002, et dans une moindre mesure la CRD de Soulouta) que dans la CRD de Guéasso qui n'a que très peu bénéficié d'interventions extérieures.

Les pratiques de la démocratie locale

Les principes de la planification participative dans la gestion de la vie communautaire sont parfaitement intégrés dans les 2 CRD PACV, comme dans la CRD de Soulouta. Ces trois communautés rurales ont réalisé en 2006, ou réactualisé en 2007, des PDL élaborés en fonction d'une méthodologie qui prévoyait une implication active des populations à travers les ateliers de diagnostic participatif.

Les diagnostics participatifs et les plans de développement, réalisés par district, ont été discutés et amendés lors de forums communautaires qui ont duré 2 à 3 jours, et ont réuni les membres du CC, des représentants des districts, des représentants de la société civile et des services techniques des tutelles. Les actions retenues par district auxquelles s'ajoutent celles prévues à l'échelle de la CRD ont été priorisées pour établir le PDL, définitivement adopté par un vote du CC.

Il est important de noter que les Plans de développement locaux (PDL) de ces trois CRD ont été réalisés avec l'appui d'ONG. L'action de ces ONG lors de l'établissement des PDL se traduit par la production de documents relativement homogènes dans leur structure et parfaitement lisibles.

A l'opposé de la situation décrite ci-dessus, la CRD de Guéasso ne dispose pas d'un PDL. Elle a réalisé, en 2005, et à la demande des autorités préfectorales, un programme triennal de développement local. Ce programme listait un certain nombre d'actions à entreprendre, essentiellement dans les domaines de l'équipement et des infrastructures. Ces actions ont été décidées par les membres du CC et les services techniques sous-préfectoraux sans consultation des populations locales. Les actions prévues et entreprises en 2005 n'ayant, dans leur majorité, jamais pu être terminées, le plan a été reconduit pratiquement à l'identique en 2006 par la nouvelle équipe pour une nouvelle période de trois ans.

Les discussions de groupes que nous avons menées montrent que pour les CRD PACV, la mise en place des différents comités et commissions (Comité de gestion, Comité de transparence, Commission de passation des marchés, Comité de suivi et d'entretien) sont clairement perçus comme des garants de bonne gouvernance et de transparence dans la conduite des actions menées dans le cadre du développement local. Le sentiment quasi unanime est que ce fonctionnement transparent renforce la confiance des populations dans leurs institutions et leurs élus.

Comme l'indiquent les résultats des discussions de groupes, la restitution orale des comptes-rendus des réunions du CC faite aux populations par les représentants des districts, l'organisation d'assemblées générales ou d'ateliers bilans sur les orientations menées au sein de la CRD en matière de développement local, sont autant d'actions qui renforcent la confiance des populations vis-à-vis de leurs élus. Cette confiance dans la politique locale se traduit pour les CRD PACV par un bon taux de recouvrement de l'Impôt minimum de développement local (IMDL) et une forme de civisme fiscal.

Au-delà de cet aspect de la gouvernance, ces comités et commissions représentent également un moyen de renforcer la participation citoyenne dans le processus de planification locale. Le choix des membres de la société civile qui siègent dans ces différents organismes laisse une place relativement large, dans le contexte guinéen, aux jeunes et aux femmes. Ainsi, l'âge moyen des membres de la société civile siégeant dans ces différents comités pour les CRD de Lainé et Kobéla est respectivement de 39 et 47 ans, les femmes représentant respectivement 16 % et 8 % de l'effectif total. Si la proportion des femmes élues aux CC demeure très faible, leur nombre dans ces comités et commissions encadrant la mise en œuvre des micros projets montre que les pesanteurs sociologiques et politiques qui les écartent traditionnellement des prises de décisions sont en train de s'amoindrir.

La participation citoyenne à la vie de la communauté est une des préoccupations importantes des élus. Dans une volonté apparente de transparence et de gestion démocratique, les CRD sous PACV, et dans une moindre mesure celle de Soulouta, ont tendance à mettre en place un nombre important de comités et commissions (Comité de gestion de l'information, Comité de gestion des conflits, Commission des ressources financières, etc.).

Les intentions sont certainement louables et il est trop tôt pour émettre un avis sur le fonctionnement ou l'efficacité des ces organisations (la plupart avaient juste été créées lors du passage de la mission). Mais leur multiplication, le cumul éventuel des fonctions pour certaines personnes, le brouillage de la transparence par la démultiplication des réunions, la dilution des responsabilités, les distances à parcourir pour assister aux réunions risquent fort, à terme, d'épuiser le bénévolat local et de remettre en cause la pérennité de telles structures.

Sur un autre plan, la réalisation des PDL avec l'appui d'organismes externes présente quelques problèmes. Les documents produits sont certes formellement et techniquement convenables mais sont très stéréotypés. On retrouve partout, selon un schéma-type prédéfini, les mêmes problèmes, les mêmes analyses et les mêmes solutions d'une CRD à l'autre. Une certaine homogénéité dans la présentation est certes nécessaire, mais devant ce qui s'apparente parfois à des copier/coller, on ne peut que s'interroger sur la réalité de la transcription dans ces plans des véritables problèmes locaux de développement, sur la possibilité réellement offerte aux populations d'exprimer leurs préférences en matière de solutions. On peut aussi se poser des questions sur la prise en compte de leurs opinions sur certains sujets, comme l'aspect environnemental et la gestion des ressources naturelles, sujets sensibles sur lesquels les points de vue sont, à la lecture des PDL, particulièrement uniformes, consensuels et calqués sur les points de vue officiels, alors que la population, interrogée hors de tout cadre officiel, tient un tout autre discours.

Relations avec les tutelles

Les lois de décentralisation donnent aux collectivités locales des pouvoirs conséquents en termes de planification de leur développement. Ces pouvoirs sont renforcés par le nouveau Code des collectivités locales de 2006 qui définit plus clairement l'architecture institutionnelle de la décentralisation et fixe les compétences et les ressources des collectivités territoriales. Les nouvelles attributions des élus, autrefois exercées par les représentants de l'Etat (sous-préfets) n'ont pas donné lieu, selon nos interlocuteurs, à d'importants conflits de compétence. Tous reconnaissent cependant la

nécessité de formations adéquates pour éclaircir et fixer l'étendue et les limites des attributions de chacun.

En règle générale, les représentants des CRD jugent satisfaisant l'appui technique apporté par les services déconcentrés dans le cadre des projets de développement local, bien qu'ils le trouvent d'un coût « réel » trop élevé, comme d'ailleurs la contribution obligatoire des CRD au fonctionnement de la sous-préfecture (10 % du budget de la CRD). Leur avis est beaucoup plus mitigé sur l'appui des autorités en termes de diffusion des textes législatifs et réglementaires ou en termes de formation (voir « *Formation et renforcement des capacités* »).

A l'exception de la CRD de Guéasso qui reste fortement sous la coupe des autorités de l'Etat (plan de développement triennal fait à la demande de la préfecture et avec son appui, recours aux services de la sous-préfecture pour la levée des taxes, etc.), les autres CRD semblent avoir pris plus de distance et revendiquent largement leur autonomie administrative.

La cohésion entre les présidents de CC est renforcée par leur appartenance à plusieurs réseaux. Les réunions et ateliers bilans organisés par l'Unité de coordination régionale (URC) rapprochent les présidents de CRD PACV et présidents de CRD concernés par l'étude qui viennent juste d'être élus à des fonctions de responsabilités au niveau national ou régional dans l'Association des présidents de CRD de Guinée. Ces appartenances leur donnent plus de poids et ils comptent bien débattre, au plan politique, des relations CRD / Préfecture comme des conditions de l'aide apportée aux collectivités locales dans le cadre du PACV

La priorisation des actions

La nature même de l'élaboration des PDL fait que bon nombre de projets présentés pour l'élaboration du PDL sont inclus dans le document final afin de ne léser aucun district. Le nombre global de projets est important. De fait, la prévision annuelle des actions, telle qu'elle apparaît dans ces documents, est trop souvent sans rapport avec les capacités de financements propres des CRD ou leurs capacités à mobiliser des ressources financières extérieures. Si le choix annuel des actions prioritaires est, d'après les observations de la mission, relativement consensuel et privilégie partout les investissements en infrastructures de base ou les équipements collectifs, on note cependant des différences assez marquées entre les CRD PACV et les CRD hors du programme.

Le PACV joue un rôle de régulateur par le biais de l'éligibilité des projets, et les CRD couvertes par le programme consacrent l'essentiel de leur

budget d'investissement à la construction d'infrastructures de base au service de la communauté (salles de classes, postes de santé ou ouvrages de franchissement).

La contribution financière obligatoire de 5 % du coût total des projets PACV financés fait que ces CRD ont, d'une part des budgets d'investissements sur fonds propres proportionnellement supérieurs à ceux des CRD non couvertes (autour de 60 %, contre 40 % dans les deux CRD non PACV) et d'autre part, ne sont guère en mesure de réaliser d'autres types d'actions hors PACV. Celles-ci existent, mais restent somme toute relativement limitées.

Les CRD non PACV présentent des situations très contrastées. La CRD de Soulouta bénéficie des actions de plusieurs ONG qui prennent en charge le coût financier des constructions des infrastructures de base. La communauté fournit, comme dans le cas des projets PACV, le travail et les agrégats. Cet appui des ONG permet à la CRD de Soulouta de réserver une part importante de ses recettes au financement d'équipements collectifs (réhabilitation/aménagement des bâtiments du bloc administratif, construction de logements pour les cadres de la CRD, etc.) et de disposer d'un budget de fonctionnement un peu plus conséquent.

La nature des dépenses d'investissements à Guéasso tente de concilier dépenses en infrastructures communautaires et dépenses d'équipement mais, comme nous l'avons déjà mentionné, aucune réalisation prévue depuis 2005 n'a pu être terminée à l'exception de ponts en bois qui doivent être remplacés ou réhabilités régulièrement.

L'ensemble de ces procédures mises en œuvre apparaît comme un des aspects majeurs d'une bonne gouvernance favorisant un développement local au service des communautés, à l'encontre d'une approche qui serait basée sur l'improvisation, l'amateurisme ou le favoritisme. Cependant, il semble que ce processus puisse être fragilisé par une élaboration et une mise en forme mal maîtrisées par les élus locaux de documents complexes, documents qui restent, de toute façon, très onéreux à produire et à dupliquer pour les CRD dont les budgets de fonctionnement sont extrêmement limités.

Renforcement des capacités

Amélioration de la capacité de mobilisation des ressources locales

Les principales analyses ont porté sur la constitution des recettes propres des CRD. Les taux de recouvrement des taxes fiscales et non fiscales indiquent des performances contrastées d'une préfecture à l'autre :

- A N'Zérékoré, le taux de recouvrement moyen dans les deux CRD est de l'ordre de 75 % ;
- A Lola, le taux le taux de recouvrement moyen dans les deux CRD est de l'ordre de 55 %.

Les résultats enregistrés dans les CRD sont généralement meilleurs si l'on ne prend en compte que le seul taux de recouvrement de l'Impôt minimum de développement local (IMDL), avec toutefois les mêmes variations d'une préfecture à l'autre :

- A N'Zérékoré, le taux de recouvrement de l'IMDL est de 89 % à Kobéla (PACV) et de 86 % à Soulouta ;
- A Lola, le taux de recouvrement de l'IMDL est de 69 % à Lainé (PACV) contre 55 % à Guéasso.

Pour les trois premières CRD citées, les élus locaux nous ont indiqué un accroissement des recettes fiscales au cours des dernières années, bien que l'affirmation soit parfois difficilement confirmable à la lecture des registres (certains registres anciens affichent des taux de recouvrement de 100 %, ce qui paraît tout à fait improbable).

Les bonnes performances des deux CRD de N'Zérékoré, et dans une moindre mesure de la CRD PACV de Lainé, traduisent non seulement la capacité des élus à mobiliser les ressources, notamment l'impôt, mais surtout, le dynamisme fiscal apparent indique les perceptions positives des citoyens sur le rapport entre le paiement des impôts et les réalisations d'infrastructures publiques. La situation est assez différente dans la CRD de Guéasso où les élus s'en remettent aux services sous préfectoraux pour recouvrir les taxes avec des résultats médiocres.

Accroissement des ressources propres des CRD

La fiscalité des CRD concernées par l'étude repose en grande partie sur une seule source : la collecte de l'IMDL qui représente plus de 80 % des recettes des collectivités locales. A ce titre, il est sûrement regrettable que peu de réflexions semblent avoir été menées par les services déconcentrés pour revoir l'état de la fiscalité locale ou pour définir, avec les CRD, les potentialités de l'assiette fiscale qui s'offrent aux collectivités.

Les efforts des CRD pour accroître leurs ressources propres se concentrent sur l'amélioration des performances des taxes actuelles (campagnes de sensibilisation auprès des populations) et ne s'orientent que très peu vers l'ouverture de nouvelles sources fiscales. Seule la CRD de

Lainé essaie de mettre en place un tel outil au travers de la construction d'infrastructures marchandes (construction d'un hangar en 2007 et d'un 2ème en 2008 sur fonds PACV afin de créer un nouveau lieu de marché permettant d'augmenter les taxes perçues). Si cette démarche demeure peut-être un champ à exploiter, la multiplication de ce type d'infrastructures dans les CRD voisines réduirait très considérablement les effets escomptés.

Réalisation et suivi des projets

Contribution aux projets

La mise en place de la contribution financière directe des CRD dans les projets PACV (5 % du coût du projet) est partout satisfaisante. Cependant, et comme indiqué ci-dessus, cette contribution couplée à la faiblesse des ressources propres des CRD n'est pas sans conséquences sur :

- Le budget disponible pour le fonctionnement des CRD, réduit à son strict minimum ;
- Les marges de manœuvre dont disposent les CRD pour s'impliquer dans d'autres programmes, que ce soit des programmes communautaires ou programmes de bailleurs qui feraient appel à une contribution financière directe des collectivités locales.

Il y a là un problème délicat, car si les aménagements de la quote-part des CRD dans le financement des projets PACV pourraient être envisagés en fonction du montant de leurs ressources théoriques propres, ce qui suppose l'instauration d'un taux proportionnel par tranche de ressources théoriques, toute révision systématique à la baisse pourrait aller à l'encontre du processus en cours de renforcement de la performance fiscale.

La contribution communautaire de 15 % du coût du projet correspond à la fourniture, par les bénéficiaires, des matériaux de base (agrégats) et à celle de la main-d'œuvre non spécialisée. La mobilisation communautaire apparaît elle aussi satisfaisante autour des projets réalisés, tant dans les délais d'acheminement des matériaux locaux que dans la force de travail mobilisée. Par ailleurs, ces actions collectives réalisées dans le cadre de la construction de projets au bénéfice des populations locales n'influent généralement pas sur les formes traditionnelles d'entraide.

Cependant, la multiplication des formes de contribution communautaire en travail (construction, maintenance/entretien des infrastructures) n'est pas extensible à l'infini et la perception, par la population, d'un manque d'implication des autorités publiques (non affectation de personnel dans les

écoles ou les postes de santé récemment créés par exemple, voir ci-dessous) ou le retard dans la mise en œuvre des projets (délais de décaissement qui rendent inutilisables les agrégats acheminés depuis plusieurs mois) peuvent très vite devenir un facteur démotivant.

Suivi et entretien des projets

Le montant réservé par les CRD pour les travaux d'entretien et de maintenance des infrastructures réalisées (1 % du coût total des projets) n'est pas toujours forcément inscrit de manière très lisible dans le budget des collectivités. Dans les deux CRD PACV, le suivi et l'entretien des nouvelles infrastructures reposent essentiellement sur la création de comités locaux qui remettent quelque peu en cause le rôle effectif de la Commission de gestion et de suivi des infrastructures dûment mandatée pour leur entretien.

L'existence et la fonctionnalité de ces comités sont variables en fonction des CRD et de la nature des infrastructures concernées.

Les deux CRD PACV ont des comités qui fonctionnent selon les mêmes principes et affichent des résultats similaires : leur efficacité étant étroitement liée à l'efficacité perçue de l'infrastructure.

- Les comités les plus actifs sont sans conteste ceux de gestion des forages. Ce sont des comités indépendants généralement composés d'un président, d'un vice-président et d'un chargé du point d'eau qui collecte une contribution auprès des utilisateurs et permet d'alimenter un compte propre.

- L'entretien et les réparations sont effectués par un agent formé par le SNAPE qui a construit la majorité des forages. L'utilisation du compte est contrôlée par le CC. Tous les forages alimentés en eau sont fonctionnels dans ces deux CRD. Pour les CRD non PACV, bien que quelques comités existent, le plus souvent, ce sont les responsables des districts qui font appel à une contribution de la population lorsqu'un problème apparaît.

- A l'inverse, bien que des comités de gestion des postes/centres de santé existent dans toutes les CRD, ils ne sont généralement pas très actifs par manque de ressources financières et une faible mobilisation communautaire. La communauté ne soutient pas financièrement le fonctionnement des centres ou postes de santé par des donations et son apport se limite à l'entretien des terrains (débroussaillage).

L'absence de contributions traduit plus un dysfonctionnement général des infrastructures lié notamment au manque de personnel qualifié et aux

difficultés d'approvisionnement en médicaments qu'un manque de capacité ou de motivation de la part des populations.

- L'entretien des infrastructures scolaires est un peu différent dans la mesure où il relève généralement des associations de parents d'élèves et amis de l'école dont l'existence est parfois très ancienne. Ces APEAE, souvent réunies en Union à l'échelle des CRD, ont des actions très variables en fonction des villages ou des CRD. Si elles contribuent souvent au financement de la création de nouvelles salles de classe, à leur équipement en mobilier ou à la rémunération des contractuels communautaires, certaines peuvent avoir des modes de fonctionnement plus opaques.

- Le dernier point méritant d'être mentionné concerne les comités d'entretien des pistes rurales. Leurs actions sont en général effectuées au cas par cas pour parer à l'urgence. Certains travaux de réhabilitation ou d'entretien dépassent le cadre des compétences des populations locales qui ne sont pas équipées en matériel nécessaire à leur réalisation. Ce type d'entretien pourrait être contractualisé avec des sociétés privées si les moyens de la CRD le permettaient.

L'existence des différents comités de gestion ou de suivi est systématique dans les CRD PACV, leur mode de fonctionnement plus transparent et leur efficience meilleure. Sur ce point encore les CRD hors du programme offrent des situations contrastées. Si la situation de Soulouta s'approche de celles de Lainé et Kobéla, les responsables de Guéasso déplorent l'absence de comités de gestion des postes de santé dans de nombreux districts, l'inefficacité des APEAE ou la gestion mal assurée des points d'eau.

En conclusion, si la capacité des communautés à assurer le suivi et la gestion des infrastructures ne peut pas être mise en doute dans les CRD PACV, un certain nombre de facteurs apparaissent démotivants. Les plus importants sont :

- Le manque de coordination entre les politiques sectorielles de l'Etat et la réalisation des projets dans les CRD : bien qu'inscrites dans les cartes scolaires ou sanitaires, bon nombre d'infrastructures n'ont pas bénéficié de nominations d'agents de l'Etat et fonctionnent avec des contractuels communautaires, des bénévoles ou contractuels rémunérés par les ONG.

- L'importance et la pénibilité de certains travaux pour lesquels les populations ne sont pas rémunérées et mal outillées, c'est notamment le cas de l'entretien des pistes.

Renforcement de l'accès aux services de base

Les réalisations financées par les CRD PACV sont prioritairement des infrastructures de base dans les secteurs de l'éducation, la santé ou concernant la mobilité des biens et des personnes (ouvrages de franchissement). Les bénéficiaires reconnaissent que ces actions correspondent aux priorités identifiées dans les PDL de 2006.

Renforcement de l'offre en services de base

Ces infrastructures ont permis d'accroître le taux de couverture en éducation et santé et de réduire l'enclavement de certains villages. Cependant, une analyse de la répartition des infrastructures de base et de leur fonctionnement fait apparaître un certain nombre de problèmes persistants.

Les meilleurs taux de couverture sont obtenus dans le secteur de l'éducation grâce à la construction de nombreuses écoles depuis 2002 par le biais de projets communautaires ou financés par le PACV ou des ONG. Ainsi, pratiquement l'ensemble des populations des 4 CRD dispose d'une école primaire dans un rayon de 5 km, à l'exception de quelques secteurs enclavés de la CRD de Guéasso. L'accès aux points d'eau potable ou aux services de santé est généralement plus difficile.

Si les taux de couverture sont meilleurs dans les CRD PACV, les différences ne s'expliquent pas uniquement par la nature des investissements de la CRD ou l'importance du nombre des projets réalisés.

D'une part, comme mentionné précédemment, un certain nombre d'infrastructures construites (notamment de santé) sont non fonctionnelles du fait de l'absence de personnel. D'autre part, le contexte spatial joue un rôle important. Les districts des CRD de la préfecture de Lola sont constitués de nombreux secteurs, l'éclatement plus prononcé de la population rend plus difficile l'équipement de chaque hameau en infrastructures. La CRD de Guéasso, par exemple, apparaît, à ce titre, particulièrement défavorisée (7 districts et 22 secteurs rattachés). La dispersion des foyers de peuplement et leur enclavement, couplés avec une politique d'équipement moins active de la part de la CRD et une absence d'intervention extérieure se traduit par un faible taux de couverture (près de la moitié de la population réside à plus de 5 km d'un poste de santé, et un quart ne dispose pas de point d'eau potable de proximité). Les besoins sont ici considérables et dépassent largement la capacité de financement de la CRD.

Qualité de l'offre

Les réalisations effectuées dans les différentes CRD ont permis d'accroître l'accès des populations aux infrastructures de base mais d'importants progrès restent à faire pour augmenter la qualité de l'offre.

Dans de nombreux cas, la construction des infrastructures d'éducation, par exemple, a simplement permis de répondre à l'accroissement démographique et à l'augmentation des taux de scolarisation. La comparaison des données recueillies lors de l'étude avec celles fournies par le ministère de l'Education pour les années 2000 montre au mieux un maintien des ratios élèves/enseignants et élèves/salles de classe.

La situation est particulièrement préoccupante dans les collèges qui ont multiplié leurs effectifs par 4 depuis 2000 avec une forte progression du taux de scolarisation des filles (moins de 20 % des effectifs en 2000 contre 50 à 60 % en 2008 pour les CRD de Soulouta, Lainé et Kobéla). Dans 3 établissements où la progression des effectifs a été la plus forte, on atteint des moyennes de 80 à plus de 100 élèves par salle de classe, et de 50 à 60 élèves par enseignant.

Il en va de même avec la fourniture en eau potable où l'on dépasse dans certains districts des moyennes de plus de 1 000 habitants/forage.

En conclusion sur ce point, les CRD ont toutes classé la fourniture de service de base comme priorité de leurs actions. Les réalisations effectuées ont permis d'accroître les taux de couverture et les populations ont su se mobiliser pour en assurer la construction (financement des CRD et/ou travaux communautaires) et le fonctionnement (recrutement de contractuels communautaires ou de bénévoles). Outre le fait que les besoins des CRD soient parfois considérables et bien au-delà de leurs capacités budgétaires, l'amélioration de la qualité de l'offre en services de base (santé, éducation, eau potable) renvoie également au rôle de l'Etat dans l'affectation des personnels qualifiés nécessaires au bon fonctionnement des infrastructures réalisées.

Capital social

Elus, réseaux et collaboration entre CRD

Le suivi et l'encadrement des CRD par les comités de pilotage du PACV permettent aux élus de se rencontrer régulièrement, d'échanger et de débattre autour des projets, de confronter leurs expériences et d'évaluer ensemble les modalités de mise en œuvre et de gestion des appuis reçus. Ces réunions et

ateliers bilans régionaux organisés par l'Unité régionale de coordination (URC) ne sont pas les seuls moyens pour les présidents de CRD de s'inscrire dans des réseaux. Rappelons simplement ici les responsabilités, au niveau national ou régional, occupées par les présidents des CC de Lainé et Kobéla, et Soulouta au sein de l'Association des présidents de CRD de Guinée.

Si le rapprochement et la cohésion entre collectivités locales sont renforcés par ces différents biais, la collaboration effective entre les CRD sur des projets communs reste limitée par manque de moyens financiers. Outre les actions classiques, comme le re-profilage de pistes rurales reliant deux CRD, la mission a cependant constaté quelques exemples de mise en commun de moyens autour de projets (lycées ruraux, postes de santé intégrés) et ce, malgré les contraintes budgétaires fortes qui pèsent sur les CRD.

Les élus déplorent de ne pas avoir accès à des fonds d'investissements spécifiques qui leur permettraient de financer ce type de réalisations communes à plusieurs CRD. Ce point mériterait d'être étudié avec une attention toute particulière car un tel fond permettrait très probablement, outre de favoriser les relations institutionnelles et sociales entre les différents responsables, de réaliser un certain nombre d'économies d'échelle sur des investissements collectifs lourds et indispensables.

Dans l'appui aux actions locales de développement d'infrastructures, l'aide financière extérieure s'applique au niveau des seules CRD. Ce maillage du territoire peut apparaître un peu fin pour la mise en œuvre d'actions pourtant nécessaires dépassant les seuls besoins d'une collectivité locale et dont les coûts sont largement supérieurs à ses capacités de financement.

Groupes et réseaux

Une cinquantaine de groupements et associations, organisés de façon plus ou moins formelle, est présente dans les différentes CRD de l'étude. Ces organisations ont essentiellement des finalités économiques à l'exception des associations de jeunes (entraide traditionnelle), de quelques associations d'entraide sociale et de rares ONG locales. Dans l'ensemble des CRD, ces formes d'associations sont en augmentation. A titre d'exemple, il existait une vingtaine de groupements en 2004 dans la CRD de Lainé contre une soixantaine aujourd'hui, dont 43 groupements féminins.

L'appui au développement des groupements et associations n'a pas été retenu comme un axe prioritaire dans les PDL et aucun financement à caractère économique, d'aménagements, d'infrastructures ou d'équipements

pouvant appuyer l'activité des groupements n'a été réalisé par les collectivités. Ce type d'actions est laissé aux ONG mais toutes les CRD ne sont pas égales devant l'aide extérieure : les plus enclavées comme la CRD de Guéasso n'ont pratiquement jamais été touchées.

Néanmoins, l'appui des collectivités locales existe, au moins dans les deux CRD PACV qui tentent de faire appliquer, au niveau des groupements et de l'association, les mêmes principes de transparence et de démocratie que ceux mis en œuvre au niveau de la gestion de la CRD.

Cet appui consiste en :

- Une aide à la réflexion sur les objectifs concrets des groupements ;
- Un appui pour la rédaction des statuts et règlements intérieurs ;
- Un appui des dossiers auprès du Service régional d'appui aux collectivités et de coordination des ONG pour l'enregistrement des groupements ;
- Un encouragement au rapprochement des groupements de la CRD au sein d'unions locales, et à leur insertion dans des réseaux à l'échelle de la préfecture.

Ces appuis administratifs et ces conseils semblent efficaces et bon nombre de groupements ont opté pour des statuts et des règlements intérieurs, ou ont entrepris les démarches. A titre d'exemple, la plupart des groupements féminins de Lainé se sont dotés d'un conseil d'administration élu avec sa présidente, et d'une commission de contrôle. Ces groupements préparent des calendriers de réunions (réunions qui s'accompagnent de procès verbaux), ont ouvert un compte et tiennent un cahier de cotisations et des registres financiers. Ils établissent un chronogramme annuel de leurs activités.

L'absence quasi totale d'appui technique et financier aux groupements et associations est regrettable. Ces organisations qui quadrillent et organisent la société civile sont des relais naturels et des acteurs clés dans la mise en œuvre des diverses évolutions positives générées par le PACV.

Des appuis techniques et financiers, modestes, ciblés sur les groupements les plus significatifs et influents (jeunes, femmes, etc.) et qui présentent des caractéristiques de qualité de fonctionnement en accord avec les principes du PACV, permettraient de générer un effet d'entraînement et de levier et d'accélérer ainsi les changements positifs observés, tant du point de vue de la gouvernance que du capital social ou de l'*empowerment* (« renforcement des capacités humaines »).

Les efforts et l'appui des CRD en faveur des groupements sont d'autant plus nécessaires que les niveaux d'analphabétisme restent très importants, notamment au sein des groupements féminins. Au-delà d'un fonctionnement plus transparent, l'organisation de ces groupements, participe à l'émancipation de leurs membres, comme exposé ci-après.

Cette volonté de transparence des CRD peut se traduire par une forme de contrôle des collectivités locales sur les agissements des groupements ou associations. Lors de la visite de la mission dans la CRD de Kobéla, il nous a été mentionné la tenue prochaine d'une réunion extraordinaire comprenant les membres des CC de deux CRD, les autorités sous-préfectorales et les responsables d'une association d'entraide sociale de plus de 300 personnes récemment créée sur les deux collectivités locales. L'objectif de cette réunion est d'obtenir des explications et des clarifications sur les objectifs précis de cette association et sur l'utilisation des fonds collectés en l'absence de toutes prévisions de dépenses claires.

Genre et empowerment

Du fait de la nature même des procédures et des fonctionnements en cours dans les CRD PACV, le niveau d'implication des femmes dans la vie de la communauté et dans les prises de décisions qui les concernent se trouve renforcé.

Dans les CRD PACV, l'organisation des nombreuses réunions autour des diagnostics participatifs, les forums de restitutions préalables à la mise en place des PDL, les assemblées générales et ateliers bilans tenus par le CC sont autant de tribunes qui offrent aux femmes la possibilité d'exprimer leurs opinions et leurs préférences. Leur prise de parole est facilitée par leur implication dans la vie communautaire à travers des types d'actions se situant à plusieurs niveaux.

Au niveau de la CRD, la mise en place depuis 2002 des procédures participatives de la planification des actions de développement local, la création de comités et commissions pour assurer la gestion, le suivi et la transparence des projets ont été autant de facteurs qui ont contribué à réduire les pesanteurs sociologiques et politiques qui écartent traditionnellement les femmes des prises de décisions. Si elles restent très largement minoritaires parmi les membres élus du CC, l'augmentation qu'elles perçoivent de leur représentation, certes insuffisante, dans les divers comités et commissions (16 % et 8 % de l'effectif total à Lainé et Kobéla) traduit cependant la nature des changements en cours.

L'implication des femmes reste beaucoup plus forte dans le cadre des activités génératrices de revenu que dans les structures décisionnelles des CRD. Au niveau de l'organisation des groupements féminins, les réunions régulières entre représentantes des groupements et les membres du CC pour les questions d'objectifs, de statuts, ou de règlements intérieurs sont une occasion supplémentaire d'exprimer leurs visions et leurs préférences. Par ailleurs, l'expérience que les femmes tirent de la pratique de la gestion favorise leur émancipation.

Comme l'ont mentionné plusieurs de nos interlocutrices, l'amélioration de leur capacité d'organisation et la réussite de certaines actions génératrices de revenus ont renforcé leur capital confiance et les prises de paroles publiques sont beaucoup plus faciles et sont mieux écoutées.

Ces groupements féminins sont par ailleurs, selon les discours entendus dans les réunions de groupe, les plus actifs et les plus fortement impliqués dans la vie communautaire, et les femmes jouent un rôle prépondérant dans l'établissement des calendriers de travaux liés à l'action collective autour des microréalisations.

Ces changements de mentalités et de comportements vis-à-vis de la place des femmes dans la communauté sont des processus de longue haleine qui sont loin d'être aboutis mais des évolutions sont nettement perceptibles comme le traduit la forte augmentation du taux de scolarisation des filles, notamment dans les collèges.

La CRD de Soulouta qui s'est engagée par le biais d'une ONG (Plan Guinée) dans une démarche participative de planification des actions de développement local en appliquant des procédures proches de celles du PACV, a tendance à se rapprocher sur ce thème de la situation des CRD PACV (implication active des femmes aux diagnostics participatifs et réunions communautaires, forte augmentation des groupements féminins, meilleure capacité d'organisation de ces groupements, renforcement du rôle des femmes dans les prises de décisions).

Ces changements n'ont, en revanche, que très peu affecté la CRD de Guéasso qui offre sur ce point une image beaucoup plus « traditionnelle ». D'une façon générale, l'idée de campagnes de formation pour sensibiliser les acteurs locaux sur le rôle et la place des femmes dans le développement local ne semble pas éveiller d'intérêt particulier.

Cohésion sociale, tensions et conflits

Confiance entre les individus et entre les groupes

Comme évoqué à plusieurs reprises dans le rapport, la mission a relevé l'expression d'un niveau élevé de confiance des citoyens envers leurs représentants dans les CRD PACV. Ce niveau de confiance peut s'expliquer :

- En partie, par l'organisation récente d'élections qui ont permis le renouvellement de pratiquement tous les élus qui jouissent encore d'un capital de confiance ;
- Certainement, par la mise en place d'un système de gestion de l'action collective qui favorise la participation et la transparence et priorise des actions au service de la communauté.

Ce niveau de confiance se traduit par :

- Une forme de civisme fiscal qu'expriment les taux de recouvrement de l'IMDL ;
- L'accroissement des dons et contributions en espèces des membres de la communauté ou des associations de ressortissants ;
- La forte mobilisation de la population dans les travaux communautaires autour des microréalisations prévues.

Au-delà de la confiance envers les élus, il ressort des groupes de discussion que les méthodes de planification participative, les réunions/débats qu'elles suscitent et l'habitude de travailler ensemble sur des projets communautaires ont contribué à renforcer la cohésion entre les individus et entre les groupes.

Actions collectives et entraide traditionnelle

Cette plus forte cohésion rend plus facile, d'après nos interlocuteurs, la collaboration entre districts ou entre secteurs pour l'entretien en commun des pistes rurales par exemple. Un des aspects les plus importants présentés par les groupes de discussion est une organisation et une planification renforcées du travail.

La mise en place des actions collectives, selon des calendriers établis en commun et connus de tous, a amené une certaine rigueur dans la planification des tâches individuelles et collectives. De fait, c'est l'ensemble de l'exécution des travaux collectifs qui s'est amélioré ; que ces travaux

soient effectués dans le cadre d'une action communautaire ou dans celui d'une entraide traditionnelle. Cette meilleure gestion du temps et de la force de travail a permis de maintenir l'entraide traditionnelle à un niveau jugé satisfaisant par nos interlocuteurs. Sur ce sujet encore, ces changements dans l'organisation du travail sont plus marqués dans les deux CRD PACV et, à un moindre degré, dans la CRD de Soulouta.

Frustrations et conflits

Bien que de façon générale, on ne note pas de différences sensibles entre les CRD PACV et non PACV en ce qui concerne le nombre, l'intensité et les pratiques de résolutions des conflits, un certain nombre de nouvelles tensions ou frustrations est apparu avec la mise en place d'actions de développement local. Elles tiennent essentiellement à l'insuffisance des réalisations liée au manque de moyens des collectivités.

C'est notamment le cas pour les districts les plus enclavés qui contribuent tout autant que les autres au budget de la CRD et dans lesquels peu ou pas d'infrastructures de base sont construites. Nous n'avons pas identifié, dans les CRD visitées, de concentration anormale de l'investissement sur certains districts qui seraient mieux représentés dans les CC. Comme précédemment évoqué, l'amélioration des conditions de vie dans les districts ou secteurs enclavés est très problématique pour les CRD car elle nécessite des moyens considérables et sur plusieurs années pour arriver à amener l'infrastructure de santé ou l'école auprès des populations. Toutes les CRD apparaissent très démunies compte tenu de leurs ressources.

A ce titre, il serait peut être utile que le PACV prévoit dans ses phases futures de développement d'attribuer, sans quote-part en espèces, un pourcentage déterminé de l'aide destinée au CRD spécifiquement pour le financement d'actions dans des districts ou des secteurs particulièrement défavorisés, identifiés à partir de quelques critères simples d'accès aux infrastructures de base.

D'autres conflits mineurs existent. Par exemple autour des forages que la population entretient par sa contribution financière, et qui admet parfois difficilement les longues files d'attente, quelques frustrations liées à la suspicion de profits ou d'avantages hypothétiques liés à la réalisation des équipements, mais ils sont habituels dans toute communauté.

Au-delà de ces tensions ou frustrations naissant autour des microréalisations ou de leur absence et pour lesquelles les CRD organisent des « campagnes de sensibilisation », les autorités de la collectivité locale sont amenées à gérer quelques conflits. Il s'agit toujours de conflits qui n'ont

pas pu être résolus au niveau inférieur des districts ou des secteurs et qui sont essentiellement de deux types, classiques, en Guinée Forestière : des conflits fonciers ou des conflits interethniques sur fond religieux. On en trouvera une analyse très détaillée dans l'étude réalisée en 2006 par l'OGM pour le compte du PACV sur financement de l'AFD[2].

Les conflits ethnico-religieux évoqués qui nous ont été relatés restent des conflits d'ampleur tout à fait mineure au rapport de l'histoire de la Guinée Forestière. Il s'agit essentiellement de provocations pour lesquelles la CRD peut dresser des procès verbaux et infliger des amendes, mais généralement se contente de « sensibiliser » les parties prenantes.

Les conflits fonciers sont incontestablement les plus nombreux et semblent en augmentation régulière. Ils sont liés à la mésentente sur les limites de domaines entre familles ou entre villages, et surtout au développement rapide des plantations qui se traduit dans les faits par une « appropriation foncière » se faisant souvent au détriment d'une personne ayant quitté la CRD pour un séjour de longue durée.

Dans ces conflits, le rôle des pouvoirs traditionnels est déterminant. Dans ce domaine où la mémoire joue un rôle important, la CRD n'est pas ou très marginalement un organisme de recours ou de régulation. La résolution du conflit passe toujours par une collaboration entre les représentants des districts ou secteurs concernés et des représentants des conseils des sages de ces entités territoriales. Ces dernières autorités étant en la matière toujours reconnues par la population comme les seules légitimes.

Outre un incontestable déficit de légitimité, les comités de gestion des conflits, comprenant généralement le président du CC et quelques autres personnes, ne disposent pas de connaissances suffisantes des textes législatifs ou réglementaires qui ne sont, de toute façon, pas toujours appliqués (cas du code foncier) ou déconnectés des réalités sociales locales.

Conclusions

Au terme de cette évaluation qualitative des impacts du PACV en matière de gouvernance, de renforcement des capacités et de capital social, il apparaît un certain nombre d'avancées liées à la mise en place du

[2] *Recherches sur les dynamiques locales des conflits et leurs modes de gestion en Guinée maritime et en Guinée*. PACV (Financement AFD), Conakry, juillet 2006.

Programme d'appui aux communautés villageoises dans les préfectures et CRD visitées de Guinée Forestière.

La comparaison avec les CRD n'ayant pas bénéficié du PACV, même avec celles ayant bénéficié d'une autre aide extérieure, est, de ce point de vue, sans ambiguïté comme le montre le tableau comparatif de synthèse des indicateurs présenté en tête dans le rapport original. Cet avantage comparatif est ressenti par les acteurs locaux comme le montre la dissémination organisée par des ONG des méthodes du PACV à l'ensemble de la préfecture de N'Zérékoré.

Ces impacts sociaux positifs se traduisent principalement par le net renforcement des compétences des collectivités en matière de planification locale, par une démocratie plus ouverte, plus participative et une gestion plus transparente des affaires publiques.

Ces nouveaux modes de fonctionnement induisent une confiance nouvelle des populations dans leurs institutions et leurs élus, générant un mouvement d'adhésion dont il est permis de penser qu'il n'est pas que de pure forme. L'augmentation nette du recouvrement de l'impôt minimum et la rapidité avec laquelle sont réunies les contributions des CRD aux projets PACV en sont la démonstration.

Ces changements, encore fragiles, s'accompagnent d'une meilleure gouvernance, du renforcement des capacités des élus et, à un moindre degré, des membres de la communauté. L'ensemble du processus en cours contribue à la paix sociale en consolidant la cohésion entre les individus et entre les groupes au sein des CRD et il serait souhaitable d'étendre ces collaborations et cette cohésion, gage d'un dialogue et d'une paix civile dont cette région a besoin, en favorisant des actions regroupant plusieurs CRD.

Ce processus s'accompagne aussi de l'émergence de nouvelles élites, moins liées aux pouvoirs « traditionnels » avec lesquels il collabore néanmoins, et d'une meilleure prise en compte des femmes et des jeunes, bien que sur ce point les évolutions constatées sont encore nettement insuffisantes. Il introduit chez les populations le sentiment encore fragile qu'elles peuvent – peut-être – être les acteurs de leur propre développement et que celui-ci n'est pas complètement importé chez elles à partir de modèles préfabriqués.

Au-delà, il contribue à créer un mouvement de changement social multiforme qui affecte toute la société. On en voudra pour preuve la dissémination des « méthodes PACV » dans les divers groupements et associations.

Des difficultés subsistent et des améliorations peuvent être apportées afin de consolider ces importants acquis et d'accompagner le changement. Elles sont exposées de façon précise dans les recommandations en tête du présent rapport.

Nous n'en rappellerons simplement ici que les quatre principales concernant : la formation qui est peu efficace car mal adaptée et non évaluée ; la construction des PDL qui paraissent trop standardisés pour être vraiment le plein reflet des préférences locales ; certains aspects de leur mise en œuvre, en particulier la coordination des actions avec l'Etat, les modalités trop uniformes de financement des actions, l'absence de soutien à la diffusion et à la dissémination des méthodes – et de l'esprit – du PACV à travers la société civile ; un accent mis uniquement sur l'aspect quantitatif des actions au détriment de leur composante qualitative, bien que dans ce domaine les arbitrages soient délicats.

CHAPITRE 7

AGRICULTURE ET ALIMENTATION EN INDE DU SUD, VINGT ANS APRES

Frédéric Landy

Philippe Schar reste pour moi indissociable de Doryane Kermel-Torrès, autre géographe à fort ancrage bordelais, pour trois raisons. Leur mort prématurée, bien sûr ; leur passage à la Thaïlande après des recherches sur l'Inde de durées plus (Ph. Schar) ou moins (D. Kermel-Torrès) longues ; enfin, le fait que j'ai longtemps dédaigné un de leurs sujets d'enquête, pour ne m'y convertir que fort tardivement : l'alimentation en Inde. Selon moi, débutant mes travaux de thèse quand Philippe les avait finis, dans le même Etat méridional de l'Inde (le Karnataka), travailler sur l'enjeu alimentaire à l'échelle d'un village était le domaine réservé des nutritionnistes plutôt que celui des géographes – identité disciplinaire que Philippe et moi partagions. Qu'il me racontât ses difficiles pesées quotidiennes de lentilles, de riz, de bouses de vache, me faisait rire – ce qui était le but de ces histoires que Philippe savait fort bien narrer – mais n'était pas sans me laisser persuadé que toutes ces recherches avaient assez peu d'intérêt (je riais plus franchement quand il me contait par le menu comment son interprète avait l'habitude de faire sécher ses innombrables slips à tous les barreaux des fenêtres de leur maison). Et je me retrouvais davantage, scientifiquement parlant, dans ses interviews d'agriculteurs à propos de leurs systèmes de culture, et dans ses recherches en matière de systèmes agraires (que le CEGET à l'époque tentait d'appeler « systèmes ruraux », pour tenir mieux compte des domaines non agricoles – des efforts qui malheureusement n'ont pas été popularisés dans la sphère des études rurales).

Il en allait de même pour Doryane Kermel-Torrès. En compagnie de Jean-Luc Racine, mon directeur de thèse officieux, et de Pierre-Jean Roca, elle était venue en 1989 faire de rapides enquêtes dans le village où je vivais.

Ce qui l'intéressait, c'était le Public Distribution System (système de distribution public), ce réseau où transitent blé, riz, sucre subventionnés provenant de stocks nationaux : le PDS a la double ambition en Inde de soutenir et la consommation des ménages pauvres, et les prix agricoles dans les régions de surplus agricoles, Punjab en tête. Or, pour moi, s'intéresser à l'administration, à un circuit dont je ne soupçonnais alors pas toute l'ampleur, c'était travailler sur un épiphénomène, peut-être intéressant pour des politologues mais beaucoup moins pour des géographes dont la vocation était de s'intéresser à l'espace le plus concret, à savoir la terre, et donc l'agriculture. Mon sujet de thèse portait sur « les logiques paysannes », et ces logiques ne sortaient guère de la sphère villageoise : j'avais tendance à sous-estimer le rôle des politiques publiques dans les choix faits par les agriculteurs, et mon intérêt était tourné vers la sphère de la production plus que vers celle de la consommation.

Vingt ans après, je réalise que D. Kermel-Torrès et Ph. Schar étaient des précurseurs. Ce n'est qu'après ma thèse que j'ai compris l'intérêt de travailler sur les questions alimentaires, au point d'y consacrer mon Habilitation à Diriger des Recherches (Landy, 2006). Aujourd'hui, les travaux sur la sécurité alimentaire se multiplient, y compris par des géographes dont beaucoup critiquent les approches excessivement quantitatives des nutritionnistes (Janin, 2010). Je pense que Philippe Schar et sa collègue ont largement contribué à défricher, ou du moins à élargir un chemin qui désormais est emprunté par un courant majeur des sciences sociales.

La thèse de 3ème cycle de Ph. Schar a été publiée tardivement sous une forme un peu réduite par le CEGET, en 1992 (alors que ses douze mois de terrain avaient eu lieu en 1984-85), sous le titre *Vivre et survivre en pays Coorg. Agriculture et alimentation en Inde du Sud* (Schar, 1992). Je l'avais lue rapidement alors même que je venais de finir la rédaction de ma propre thèse, mais ne l'avais jamais rouverte ensuite, j'en ai bien peur, jusqu'à la préparation de ce texte. Quelle peut en être sa relecture, deux décennies plus tard ?

Un village de pionniers

Il s'agit d'une étude villageoise, à l'échelle d'un finage – une de ces études héritières tout à la fois des « études de terroir » des africanistes français des années 1960-70, et des *village studies* indiennes dont le fleuron fut sans doute *The remembered village* de M.N. Srinivas (1976). Trois chapitres décrivent ainsi assez classiquement le milieu naturel et l'histoire du

village, la société locale, puis l'économie agricole. Le quatrième et dernier chapitre est la véritable originalité de l'approche puisqu'il constitue un coup de zoom sur « l'évaluation des niveaux de vie : l'étude des régimes alimentaires ». C'est sur ce chapitre que se concentre le chapitre 1 du présent livre.

Rangashipura, le village étudié, se trouve dans la chaîne des Ghâts à moins de 900 m d'altitude, dans le district de Kodagu encore connu sous le nom de Coorg – du nom d'une principauté tardivement rattachée à l'Etat du Karnataka. Avec plus de 1 100 mm de précipitations en moyenne, on est dans une région à l'origine boisée, mais la forêt décidue a dû souvent laisser la place dans les vallées à de la riziculture, tandis que les versants étaient de plus en plus partiellement[1] défrichés pour des plantations de cardamome et surtout de café. Celui-ci a poursuivi une croissance spectaculaire après les travaux de Ph. Schar, poursuivant le déclin de la forêt (Ramesh et Gurukkal, 2007). Mais dans la zone de Rangashipura, ce sont plutôt les plantations de tecks par l'Etat qui se multiplient à l'époque : ces nouvelles forêts de production, qui poussent sur des terres de vaine pâture ou des bois où les paysans venaient chercher du combustible, mettent en danger l'économie paysanne si leur accès se trouve très restreint par le Département des forêts – d'autant que les surfaces boisées tendent à se contracter, on va le voir, pour d'autres raisons.

A Rangashipura, situé sur les bords de la Kaveri (jeune rivière qui deviendra plus en aval le fleuve majeur du Tamil Nadu) vivaient à l'époque près de 1 000 personnes réparties en 192 ménages, quasiment tous agriculteurs. Le finage de 280 ha se divise en trois ensembles qui reflètent tout autant la topographie que les vagues historiques de colons. Tout d'abord, 80 ha dans la vallée, défrichés à partir du début du XIXe siècle et aujourd'hui consacrés à la riziculture irriguée grâce à un barrage construit à la fin de ce siècle. 75 ha ensuite, dans la vallée affluente de la Chikle Holle (Chikka Hole), conquis sur la forêt après 1950 et voués eux aussi à la riziculture. Enfin, 125 ha situés en bas de versants, consistant en de petites plantations paysannes de café complantées de mandariniers et trouées de cultures céréalières pluviales, dont l'origine avait une vingtaine d'années à l'époque de l'étude. Comme l'écrit Ph. Schar, « si nous retrouvons à Rangashipura les principaux types d'utilisation du sol qui caractérisent le pays Coorg, la riziculture n'a été possible qu'au prix d'importants

[1]Le café comme la cardamome sont en Inde des plantes d'ombre, et la strate arborée supérieure est souvent conservée.

aménagements hydro-agricoles (terrassement des vallées, construction d'un barrage et de canaux d'irrigation) ; quant à la culture du café, récemment introduite, elle garde un caractère aléatoire du fait de la relative faiblesse des précipitations » (p. 8). L'extension du finage représente aussi un certain recul des ambitions de l'Etat pour gérer les forêts sous forme de *reserved forests*, étant donné que certaines vont être déclassées en terres communales *paisari* (terres relevant officiellement de la commune mais gérées de fait par l'Etat) pour être ensuite soit distribuées par les pouvoirs publics au nom de la réforme agraire à partir de 1952, soit défrichées illégalement par les villageois eux-mêmes... Il est vrai que la population est en forte croissance du fait d'une forte immigration.

Au final, le riz représente 50 % de la SAU : l'irrigation gravitaire à partir du barrage ne permet que d'améliorer les apports d'eau de la mousson, sans pouvoir permettre une seconde culture de saison sèche, mais offre des rendements moyens de 3,5 t/ha. Le café, introduit en 1960, est devenu la seconde culture du village avec 20 % des surfaces cultivées. Le reste est composé de terres semées seulement les bonnes années en céréales ou légumineuses.

La taille moyenne des exploitations est de 1,4 ha, ce qui, pourrait-on remarquer, correspond curieusement à la moyenne nationale de l'époque alors même que la zone, on l'a vu, est un front pionnier et qu'on aurait pu attendre des superficies plus importantes. Mais la forte immigration et le contrôle des forêts par l'Etat explique sans doute cet émiettement, créant une situation socioéconomique d'autant plus délicate pour le petit paysannat qu'un cinquième des terres appartient à de gros agriculteurs résidant dans d'autres villages (plantations avec régisseur). 70 % des propriétaires doivent se partager moins d'un quart de la surface agricole, et 45 % de la population active (avant tout des intouchables et des tribaux immigrés récemment) vit de la location de sa force de travail.

Une caractéristique de l'étude est l'accent porté sur la consommation. Dans le premier chapitre, avant même une analyse assez fouillée des pratiques paysannes en matière de collecte, est livré le résultat de pesées du bois utilisé par les familles : Ph. Schar arrive à un total moyen de 1 028 kg de bois consommés annuellement par habitant, grâce aux forêts mais aussi aux plantations et aux friches. On voit là le souci permanent de l'auteur de quantifier sa recherche, défiant ainsi les irrégularités propres à ces ménages des pays du Sud dont les consommations sont marquées par l'instabilité et la diversité. Les données mettent en évidence les débuts d'une crise énergétique, qu'on pourrait selon l'auteur résoudre par des réchauds améliorés, une conscientisation de la population aux problèmes

environnementaux, et une foresterie sociale favorisant les essences donnant du combustible.

Ce souci de quantification demeure dans les chapitres suivants : après les paragraphes attendus – et nécessaires – sur la structure par castes du village et les rapports sociaux, viennent le calcul des journées de travail pour chaque opération culturale, les coûts de production et les profits pour chaque type d'exploitation classée par taille, etc. Ph. Schar ne connaissait pas alors – pas plus que moi – les méthodes de diagnostic agraire que développaient à la même époque les agronomes de l'Institut national agronomique Paris-Grignon, et tout comme je l'ai fait dans ma thèse, il emploie un vocabulaire (« rentabilité d'un hectare ») et des méthodes (non prise en compte de l'amortissement du matériel) sans doute un peu sommaires.

La troisième partie se conclut par une rapide synthèse recommandant une intensification de la production afin de protéger un environnement désormais sous pression. Ph. Schar ne dit pas très clairement dans quelle mesure il appelle à « un élevage plus rationnel » laitier au lieu de « l'élevage bovin traditionnel » ; il semble de même tout à la fois souhaiter une intensification de type révolution verte de la riziculture, mais aussi douter de son attractivité pour des paysans craignant le risque et dépourvus de capitaux. La conclusion du livre sera plus explicite. En quatre denses pages, il montre alors que la poursuite de l'irrigation (ouverture d'un nouveau barrage) et le développement des caféières aura de toute façon des conséquences socioéconomiques variables : les grands propriétaires peuvent facilement investir dans l'intensification mais aussi envoyer leurs enfants poursuivre leurs études en ville afin de limiter les partages successoraux, alors que les ouvriers agricoles ou les micro-exploitants, malgré l'augmentation de l'emploi local permis par l'irrigation, risquent de souffrir de l'émiettement de leur patrimoine, voire de la poursuite d'une immigration concurrente.

Y a-t-il là en germe une réflexion sur la nécessité de la diversification économique rurale, du développement des activités non agricoles dont Ph. Schar se fera un spécialiste dans son travail à venir en Thaïlande ? Peut-être. Je pense toutefois que ce qui l'intéressait alors était ce dont traite la quatrième partie du livre : les régimes alimentaires.

Des régimes alimentaires plutôt favorables mais très inégalitaires

Là encore, la quantité de données récoltées et leur précision peuvent impressionner. Ph. Schar a notamment « pesé quotidiennement la nourriture crue utilisée pour la préparation des différents repas et en prenant soin de

faire abstraction des déchets (peau des légumes par exemple) » (p. 151). Il ramène ensuite les quantités brutes à des unités-consommateurs (u.c.) telles qu'elles ont été définies par l'Indian Council of Medical Research. Dans ma propre thèse (Landy, 1994), je n'avais pas fait d'enquête alimentaire, mais j'avais de façon un peu semblable divisé le revenu des ménages par le nombre d'u.c. pour éliminer le facteur taille des ménages. Contrairement à Philippe cependant, je n'avais pas repris intégralement les estimations de l'ICMR : celles-ci par exemple attribuent à un enfant de 1 à 3 ans 0,4 u.c., contre 0,8 (seulement deux fois plus) à une femme avec activité physique modérée. Autre exemple d'incongruité, un « adolescent » jusqu'à 21 ans ne consommerait qu'1 u.c., contre 1,6 u.c. pour un « homme adulte » avec activité physique élevée, ce qui est assurément sous-estimer les besoins de jeunes souvent mis à contribution dans les champs alors même qu'ils demeurent en âge d'être scolarisés.

Philippe Schar a ensuite défini 4 catégories de ménages en termes de revenu annuel par u.c., depuis les plus riches (8 familles de grands propriétaires) jusqu'aux plus pauvres (86 ménages, soit 45 % du total, essentiellement des micro-exploitants et des ouvriers agricoles) (tableau 1).

TABLEAU 1. QUELQUES INDICATEURS SOCIO-ALIMENTAIRES TIRES DU LIVRE

Catégorie de ménage	*Budget alimentaire annuel (Rs/u.c.)*	*Part du budget alimentaire en espèces*	*Part des dépenses alimentaires dans lebudget total*	*Calories /u.c./jour (kcal)*	*Vitamine A (carotène)*
Catégorie I	2 763	33 %	45 %	3 483	2 102 g
Catégorie II	2 072	41 %	54 %	3 548	1 020 g
Catégorie III	1 590	45 %	62 %	3 057	1 160 g
Catégorie IV	1 092	69 %	71 %	2 666	769 g

Ce que ni Philippe ni moi n'avons fait est de comparer nos chiffres avec ceux publiés à une échelle malheureusement peu précise, celle de l'Etat, par

la National Sample Survey Organisation. J'ai personnellement ensuite beaucoup étudié ces enquêtes de consommation pour mes études sur la transition alimentaire de l'Inde, et l'idée de départ de ce texte était de reprendre les données collectées par Ph. Schar à la lumière d'une comparaison avec la NSSO – en oubliant le grand écart consistant à mettre en regard des données d'un village avec des données nationales. Mais avouons-le : cette idée s'est révélée mauvaise. Nous avons eu raison tous deux de ne pas utiliser ces enquêtes pour nos recherches au niveau d'un village. Voici pourquoi.

Selon la 38ème enquête de la NSSO de 1983 (NSSO, 1996), la consommation calorique moyenne au Karnataka rural était de 2 260 kcal par jour et par personne (et 60 g de protéines)[2], soit bien moins qu'à Rangashipura où la moyenne était de 2 880 kcal (et 66 g de protéines). Dans cet Etat, 53 % de la population rurale se trouvaient sous la norme nationale de 2 700 calories par jour (62 % dix ans plus tard !)[3]. Et 39 % des ménages ruraux du Karnataka disposaient de moins de 2 430 kcal/pers. Faut-il en conclure que le Coorg est une poche de richesse ? C'est loin d'être une région misérable. Mais c'est surtout que la méthodologie suivie par la NSSO est trompeuse. Ce type d'enquête est fondé sur les dires des personnes interrogées sur leur consommation du mois dernier, alors que Philippe a obtenu des données de première main, qui certes sous-estiment sans doute, de son aveu même, la consommation hors domicile (en particulier l'alcool…) mais le font moins qu'une enquête rapide reposant sur la mémoire des questionnés. La comparaison NSSO/enquête de terrain s'avère donc peu utile[4].

A Rangashipura, les ménages les plus riches (catégorie I) ont un budget alimentaire supérieur aux pauvres, alors même que plus on est aisé, moins ce budget alimentaire est important en proportion des dépenses totales du ménage. Les données de la NSSO offriraient de semblables relations. Ce qui est plus original, c'est que la part du budget alimentaire payée en espèces (et non de ce qui est produit sur l'exploitation) est corrélée négativement avec la taille de l'exploitation : plus on est riche et moins on achète de la nourriture (en chiffres relatifs du moins). Ceci s'explique par le fait que l'exploitation est suffisamment grande pour fournir l'essentiel des produits alimentaires.

[2]En 1993-4, on était descendu à 2 073 kcal et 55g.

[3]Contrairement au modèle de la « transition alimentaire », la ration calorique en Inde a tendance à baisser : 2 047 kcal en 2004-05 en zone rurale selon la NSSO, contre 2 221 en 1983.

[4]Pour un point méthodologique autant que factuel sur la question alimentaire en Inde, cf. Deaton et Drèze (2009).

L'actualisation d'une telle enquête serait intéressante, car il y a fort à parier que la corrélation inverse serait moins nette : n'y a-t-il pas de nos jours un souci de diversification alimentaire, avec un surcroît de viande, produits laitiers, fruits, légumes, qui se traduirait par une hausse des dépenses en numéraire des ménages riches si ceux-ci ne parviennent pas à tout produire sur leur exploitation ? Ce serait alors la marque de la « transition alimentaire », ce passage d'une alimentation bon marché à base de céréales ou de tubercules à une alimentation plus onéreuse et diversifiée quand le revenu des ménages le permet. Les données de Ph. Schar le confirment : les céréales représentent près de 80 % du budget alimentaire total de la catégorie IV (pauvre), contre moins de 25 % dans la catégorie I. Pour autant, on parierait volontiers aussi que la corrélation n'a pas complètement disparu : la transition alimentaire reste un phénomène limité en Inde, où est peut-être en train de naître un autre modèle nutritionnel, demeurant fondé sur les céréales en dépit du développement général du pays (Landy, 2008).

« Village prospère » (p. 196), Rangashipura produit en moyenne plus de 2 kg par habitant et par jour. Mais les moyennes générales ne doivent pas gommer les différences sociales : « De nombreuses familles composant la catégorie économique inférieure ne font que deux repas par jour pendant les périodes difficiles de la saison sèche et de la saison des pluies (…) En comparaison avec les recommandations faites par l'ICMR, la ration alimentaire moyenne à Rangashipura ne paraît déficitaire qu'en produits d'origine animale. Mais cette moyenne cache de profondes disparités entre les différentes catégories économiques » (p. 173). En effet, à l'échelle villageoise la ration est de 2 880 calories quotidiennes par u.c., ce qui reste au-dessus des normes de l'ICMR comme, pourrait-on ajouter, de celles de l'OMS. Même la catégorie IV la plus pauvre dispose de 2 666 calories ; mais elle doit supporter des déficits en calcium et vitamine A. Et deux familles enquêtées ne disposent même pas de 2 000 calories. D'autre part, la période de soudure est souvent difficile à franchir, tandis qu'après les moissons de décembre l'apport calorique augmente de 8 % par rapport à la moyenne annuelle, et l'apport protidique de 13 %. Surtout, cette catégorie IV demeure exposée à des « risques alimentaires » : à la moindre hausse des prix, à la moindre maladie d'un actif, au moindre retard de la mousson, c'est l'apparition de carences nutritionnelles.

Ph. Schar refuse toutefois un déterminisme socioéconomique trop strict. D'une part, il faut situer les ménages dans un cycle de vie pour comprendre leur situation : des enfants nombreux encore trop jeunes pour travailler entraînent une détérioration de l'apport proto-énergétique moyen, tandis que la situation alimentaire s'améliore une fois que ces enfants peuvent apporter un revenu. D'autre part, au sein d'une même catégorie, il n'existe pas de

stricte relation entre qualité nutritionnelle et revenu. Il existe en effet bien d'autres facteurs : le niveau d'éducation de la mère, la facilité d'accès au crédit, sans parler des comportements des hommes (alcool, tabac et bétel représentent plus de 10 % du budget alimentaire d'une famille de catégorie IV).

Dans ses recommandations finales, l'auteur note que la valeur nutritionnelle de la ration pourrait être facilement améliorée en utilisant des légumes à feuilles qu'on trouve en forêt, en achetant plus de légumes secs et moins de céréales et en cultivant plus régulièrement les champs marginaux. Sur ce dernier point, Ph. Schar semble hésiter entre une explication liée au manque d'éducation et à des stratégies maladroites (« ils n'ont pas conscience que les productions qu'ils pourraient tirer de leurs champs seraient largement supérieures aux salaires qu'ils reçoivent en tant que journaliers », p. 194), et une autre plus matérialiste – et qui me paraît plus satisfaisante : « ils sont maintenus dans un cercle vicieux (crédit – remboursement des dettes – travail journalier) par la faiblesse de leur revenu » (*ibid.*). Paysans sans « conscience », analphabètes et routiniers ? Ou paysans entrepreneurs victimes de leur manque de capitaux et d'aléas considérables ? On retrouve là le clivage qui sévit encore aujourd'hui dans les sciences sociales, entre les chercheurs qui acceptent une causalité d'origine culturaliste ou sociale, et ceux qui posent comme avérée l'hypothèse de l'optimisation du revenu compte tenu des risques et de la recherche de sécurité.

Désagréger les données selon le sexe et l'âge confèrent aussi un aspect plus préoccupant au bilan nutritionnel. En assistant à des repas, Ph. Schar a calculé que dans la catégorie IV les hommes reçoivent 30 à 35 % de nourriture de plus que les femmes… Les besoins en calories sont couverts à 118 % chez les hommes contre 111 % chez les femmes et 100 % chez les fillettes de 5 à 10 ans. Pour les besoins en protéines, les chiffres sont respectivement de 110, 102 et 100 %. Le problème est renforcé pour les femmes enceintes ou allaitantes, insuffisamment nourries, ou pour les jeunes enfants venant d'être sevrés.

Rappelons que les statistiques indiennes à l'échelle nationale sont effrayantes en ce qui concerne tout particulièrement la situation nutritionnelle des enfants (la moitié souffre de malnutrition) et des femmes : plus de 80 % d'entre elles sont en situation d'anémie pendant leur grossesse (Landy, 2006). Les données de Ph. Schar permettent d'évoquer ce qui est largement un non-dit chez bien des spécialistes : les raisons

culturelles qui, en plus des facteurs socioéconomiques, expliquent cette tragédie. A Rangashipura, pendant la grossesse on estime qu'il faut éviter de manger beaucoup de nourriture « chaude »[5]. Le sucre ou les œufs notamment sont donc interdits aux futures parturientes, soit « au total, un bon nombre de sources alimentaires riches en protéines, en vitamines et en fer (…). Après l'accouchement, lors des cinq premiers jours, la ration alimentaire ne se compose que de pain de mie acheté dans les boutiques, ou à défaut d'un peu de riz et de café au lait » (p. 159). La finesse des données permet d'autre part un éclairage en termes de classes sociales : « les papayes vertes ou les jaques verts qui sont les produits alimentaires les plus fréquemment cités comme produits tabous ne rentrent pas dans la composition des régimes alimentaires des groupes économiques supérieurs. Chez les plus pauvres en revanche, papayes et jaques verts sont parmi les légumes les plus utilisés pour la confection des sauces qui accompagnent le riz. Il est à penser que ces restrictions alimentaires ne sont pas sans conséquence sur l'état nutritionnel des femmes appartenant aux catégories économiques les plus basses » (p. 160).

Conclusion

Cependant ces bilans doivent être relativisés : de l'aveu même de l'auteur, ils « ne tiennent pas compte de l'aide alimentaire de l'Etat qui consiste à distribuer un repas par jour, pendant 200 à 250 jours par an, à tous les enfants scolarisés dans les écoles maternelles et l'école primaire du village, ainsi qu'aux femmes en fin de grossesse ou en début d'allaitement » vivant dans les quartiers pauvres de Rangashipura (p. 190). Or ces distributions (*Integrated Child Development Services)* « couvrent en moyenne 20 % des besoins caloriques des enfants et des femmes enceintes ou allaitantes ». Certes, bien des femmes et des enfants ne sont pas dans les faits touchés par ces programmes (éloignement, travail aux champs, etc.). Mais il est dommage que Ph. Schar n'ait pu intégrer dans son étude par ménage les apports de l'aide sociale. Un peu comme je l'avais fait moi-même, il tend sans doute à se désintéresser de l'action de l'Etat, considérant que ce n'est pas « son échelle » étant donné qu'il travaille au niveau d'un

[5]Selon l'Ayurveda, la nourriture est classée en au moins trois grandes catégories d'« humeurs » : chaud, froid et aéré. Ainsi, le riz blanc est « froid », au contraire de la viande ou des piments qui sont « chauds ». Un excès de l'une ou de l'autre catégorie mène à la maladie.

village. Pourtant, on le sait bien : les « programmes de développement » fonctionnent le mieux là où ils sont le moins nécessaires – au Coorg ils sont assurément plus efficaces que dans l'Etat pauvre du Bihar.

De même, Ph. Schar ne fait aucune allusion à la présence ou pas de *ration shop*, boutique publique où sont vendus à prix subventionnés pour les ménages pauvres du grain, de l'huile ou du sucre. Il peut sembler curieux que même à cette époque le Public Distribution System, qui quadrillait bien le Karnataka, n'ait pas touché Rangashipura : est-ce une omission de Philippe, ou bien la boutique n'existait-elle effectivement pas ?

Il n'est plus temps de lui poser la question. On referme alors le livre en admirant une œuvre qui révèle certes une certaine jeunesse (absence de grandes références théoriques[6], en raison tant de sa soif de « terrain » que d'une tradition « tropicaliste » bien française) mais qui montrait déjà tout le talent du chercheur au CNRS. On y trouve en particulier une subtile combinaison de deux approches pourtant difficiles à mener de front : le souci de collecte statistique et de traitement quantitatif des données demeure associé à une véritable empathie avec la population, qu'on sent percer notamment dans les pages sur la situation alimentaire des femmes et des ménages pauvres. Cette empathie n'est jamais démonstrative, et souvent masquée sous les données chiffrées qui suffisent à témoigner des difficultés de ces groupes sans qu'on ait besoin d'explicitement les plaindre ou de s'en scandaliser.

Une pudeur toute à l'image de l'auteur.

[6]De nombreux titres sont cités en bibliographie finale mais n'apparaissent pas dans le texte : depuis Srinivas (1976) au Louis Dumont d'*Homo hierarchicus* (1966), il s'agit de références quasi exclusivement indianistes. Pour ne citer que des ouvrages déjà parus à l'époque, le livre pourrait être mis en perspective avec par exemple E. Ostrom et son *Governing the commons* (1990) à propos de la gestion de la forêt et des terres collectives, L. Malassis pour son *Traité d'économie agro-alimentaire* (t.1, 1979), voire les premiers ouvrages d'Amartya Sen qui placent la satisfaction des besoins nutritionnels au centre de ce que doit être le « développement », facteur fondamental de liberté et de « capabilités »…

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

DEATON A., DREZE J. (2009) – Nutrition in India: Facts and Interpretations, *Economic and Political Weekly,* 14 February: 42-65.

JANIN P. (éd.), (2010) – *Surveiller et nourrir. La politique de la faim*. Paris, Karthala, *Politique Africaine*, n° 119, octobre : 5-128.

LANDY F. (1994) – *Paysans de l'Inde du Sud*. *Le choix et la contrainte*. Karthala-IFP.

LANDY F. (2006) – *Un milliard à nourrir. Grain, territoire et politiques en Inde*. Paris, Belin.

LANDY F. (2008) – « Nourrir 2,5 milliards de personnes, plus et mieux : les défis de l'Inde et de la Chine ». In : J.P. Charvet (dir.), *Nourrir les hommes*, CNED-SEDES, 2008 : 184-224.

NSSO (1996) – *Nutritional intake in India. NSS Survey 50th Round 1993-94*, New Delhi, Department of Statistics (en ligne sur mospi.nic.in).

RAMESH B.R., GURUKKAL R. (2007) – *Forest landscapes of the southern Western Ghats, India: biodiversity, human ecology and management strategies*, Pondichéry, Collection Ecologie, 40, Institut français de Pondichéry.

SCHAR Ph. (1992) – *Vivre et survivre en pays Coorg. Agriculture et alimentation en Inde du Sud*. Coll. Espaces Tropicaux n°5, Bordeaux, CEGET.

SRINIVAS M.N. (1976) – T*he remembered village.* New Delhi, Oxford University Press.

CHAPITRE 8

MSEs, Endogenous Development and State Policies: Tamil Nadu since the 1990s

Keshab Das, Tara S. Nair[1]

We discovered Philippe Schar during our stay in Bordeaux in 2001. Having relocated there from India on a short term visiting professorship for Keshab at REGARDS, we were trying to find our foothold in a cultural environment, both alien and intriguing. In his characteristic quiet style Philippe wafted in to our small circle of friends without us even realizing it We spent many evenings together reminiscing his days in India and Thailand and discussing umpteen things, silly and profound. The friendship became all the more charming since Philippe and Michelle were very 'Asian' in many of their cultural preferences. Putting this essay together is our way to thank him for those beautiful moments of companionship.

Introduction

Micro and small enterprises (MSEs), typically characterized by informality and infirmities in location, access to finance, technology and markets, have continued to remain a dominant component of the

[1]Sincere thanks are due to Dominique Soulance for offering us the opportunity to contribute to this volume and also for her immense patience and staunch friendship. We thank Gani Memon of GIDR, Ahmedabad for collecting useful material for the study. Special thanks to S.K. Mohanty of RIS, New Delhi for coordinating a larger study on regional production networks of which the leather case study forms part.

industrialization scenario in India, and, especially, in dynamic states like Tamil Nadu. In addition to generating opportunities for local employment and income, MSEs have contributed to the economic growth of rural regions and small and medium towns in the state. Importantly, the state and local governments in Tamil Nadu have played a proactive role in encouraging the growth and spread of this sector through a variety of policy initiatives and incentives. These include innovative institutional interventions like the consistent efforts at coordinating with both the industry associations as well as academic and industrial research. At another level the state has come to be seen as a pioneer in formulating programmes and policies to help develop entrepreneurship among the poor and the marginalized sections. Setting up of industrial cooperatives in sectors like tea, leather and coir dominated by the marginalized social groups and promoting group based enterprises by women are two important examples here.

With a notable history of commerce, banking and manufacturing, the south Indian state of Tamil Nadu has remained a leading industrialized province of the country. The existence of well-developed informal or private (often attributed a particular community named Nattukotai Chettiars) institutions of finance capital and trading has been a distinctive feature of the state (also known earlier as Madras as being the mainstay of Madras Presidency during the colonial period) in providing opportunities for enterprises, both large and small, to grow. Started around the 1820s, the industrialization of the state had gathered momentum during the inter-war period, a phase of rapid industrial growth country-wide thanks to the rise of an indigenous capitalist class, spurt in demand to meet the requirements of the war and the overall decline of the colonial power (MIDS, 1988). By the end of the 1930s several industries had come up in Tamil Nadu in sectors like cement, cotton textiles and sugar.

As the flow of investment to the industrial sector accelerated post independence, the state's industrial base started expanding and diversifying largely following the patterns set during the previous decades. The 1950s through mid-1960s witnessed significant progress in industrial activity especially in chemical, engineering and capital goods industries both in the private and public sectors. The onset of industrial recession in the country during the mid-1960s meant slowdown in the pace of the state's industrial growth affecting the rate of investment and output growth (MIDS, 1988). Despite this the share of secondary sector in the net state domestic product improved steadily through the 1970s. It must be noted that the nature and composition of industrialization in Tamil Nadu have given rise to a situation where the large and small enterprises have often been closely linked through subcontracting/jobworking ties. Further, there exists a definite mutuality

between the farm and non-farm sectors, not just in terms of physical resources (raw materials and machinery), but also labour (as in the case of migrant workers from rural areas to urban or semi-urban areas) alternating between agricultural and enterprise sectors.

Even before the formal introduction of economic reforms in the country, the state had made efforts to help producer cooperatives evolve as well as to promote dynamic industrial clusters which have fostered close linkages with larger enterprises (as subcontractors) and layers of marketing channels, whether regional, national or even global. Sectors such as leather, auto components, agro-processing, electric appliances, apparel and kitchenware are some of the prominent sectors actively engaging MSEs during the recent couple of decades or so. However, the growth of these activities has also compromised social (mainly, relating to gender, caste/community and child labour) and environmental (mainly, pollution of water bodies and air and degradation of other eco systems) concerns raising issues about state regulation and unfettered industrialization. This paper proposes to discuss the nature and growth of MSEs in Tamil Nadu during the last two decade of economic reforms and liberalization, with reference to their contribution to endogenous development and discern issues that need particular attention.

MSEs: Status and Issues

Even as the share of manufacturing in the gross state domestic product (GSDP) has declined from about less than one third to 23 per cent during 1980-81 and 2008-09, Tamil Nadu has retained its third position compared to all Indian states and it has remained the most industrialised state in the south (table 1). Further, Tamil Nadu emerged as the third largest state in terms of manufacturing exports during 1991-2004. The state share in total manufacturing exports from India was around 10 per cent in the 1990s, which has subsequently fallen to 9 per cent in 2000-04 and then to 7 per cent in 2005-08. Importantly, about 40 per cent of the manufacturing exports from the state are accounted for by the small enterprise sector. This has been possible, to a large extent, due to the state's proactive approach in promoting industrialization in a comprehensive manner that included building up a good base for technical human resources and quality infrastructural facilities including roads and ports. Competitiveness at the firm level has received a boost through these state initiatives.

A significant feature of the industrialization process has been the fact that the unorganized segment of the manufacturing sector in the state has witnessed substantial growth during the last three decades or so. In fact, the

growth rates of unorganized manufacturing in Tamil Nadu has risen from a meager 0.79 per cent during 1981-91 to 4.51 per cent during 1991-2001, to 6.13 per cent during 2001-09 (Papola et al., 2011: 6). Another estimate shows that in 2005-06 the unorganized sector of the state accounted for 9.2 per cent and 9.4 per cent (as against 8.7 per cent and 8 per cent for the organized sector) respectively of employment and gross value added at the national level (Kathuria et al., 2010). It ranked three in the case of both the parameters. Though labour productivity in the unorganized sector was found substantially lower (Rs. 20,618) than that of the organized sector (Rs. 199,920) and the overall national average (Rs. 39,706), it was estimated to have grown at 5.13 per cent over 2001-05. What is to be noted is that this was period of general decline in labour productivity growth in the country thanks to the negative growth rate experienced by many states. All these clearly indicate the growing significance of the unorganized sector enterprises, and in other words, the MSEs in the state economy as one of the most vibrant and crucial source of employment and income generation, "besides serving as an incubator for entrepreneurial talent". The growth of the registered small enterprise sector too has been noteworthy in that between the mid-1990s and mid-2000s, the number of units almost doubled from 2.56 lakh to 5.24 lakh. By end 2006, while 36.40 lakh persons had employment in this sector, it accounted for nearly 40 per cent of exports earnings as well.

TABLE 1 – SHARE (%) OF MANUFACTURING IN TOTAL GSDP (AT 1993-1994 PRICES)

State	*1980-81*	*1990-91*	*2000-01*	*2008-09*
Maharashtra	24.92	26.08	23.93	23.46
Gujarat	18.92	26.14	30.41	29.94
Tamil Nadu	31.47	28.54	24.36	23.32
Uttar Pradesh*	9.01	13.87	13.85	14.02
West Bengal	20.31	17.80	17.28	16.37
All India	13.80	16.60	17.20	17.00

Source: Papola et al. (2011: 6).

*Pre-bifurcation figures (inclusive of Uttarakhand).

The dynamism and growth of the MSEs in the state has been buttressed through a large body of specialized government departments/agencies including the Small Industries Department at the Secretariat, the Directorate of Industries and Commerce, the Tamil Nadu Small Industries Development

Corporation (SIDCO) with 73 Small Industrial Estates, the Tamil Nadu Small Industries Corporation (TANSI) with 26 production units, the Entrepreneur Development Institute and INCOSERVE, SAGOSERVE, TAICO Bank and Industrial Co-operatives. Additionally, there exist subsectoral state agencies dealing with Handlooms and Textiles, Khadi and Village Industries, Handicrafts and Sericulture. Through these agencies a number of schemes have been designed and implemented mainly to support MSEs to access loan finance, upgrade technology and marketing. This does indicate a definite and sustained role the provincial state played in promoting MSEs.

Institutional Environment and MSEs

A major challenge before the newly independent India in the 1950s was to revive the traditional and village industries smothered under the burden of colonial policies and create an institutional architecture for their sustained growth. The Industrial Policy Resolutions of 1948 and 1956 underscored the significance of these segments in providing large scale employment, ensuring distributive justice and facilitating efficient mobilization of productive resources. An array of institutions was created in the 1950s by the central government to deal specifically with small scale and village industries (handlooms, handicrafts, coir, silk, and khadi) with corresponding set up at the state level. Tamil Nadu is among the first states to have set up industrial cooperatives starting from the 1940s and the first to have established an industrial cooperative bank (now known as the Tamil Nadu Industrial Cooperative Bank Ltd) in 1961 to cater to the financial needs of those cooperatives. Industrial cooperatives have craftsmen or skilled workers engaged in the cottage or small scale industries as members and undertake production, purchase and supplies of raw materials and marketing of products (Mariappan et al., 2009).

Following the national government initiatives, between 1979 and 1985 three major corporations came up in the state with explicit mandate to service small and micro enterprises with technical and concessional financial assistance – the Small Industry Development Corporation (1970), the Small Industries Promotion Corporation of Tamil Nadu (1972) and the Tamil Nadu Industrial Development Corporation (1985). The crux of the promotional policies and programmes during this period was to protect small units from competition from their larger counterparts rather than removing their disabilities and reinforcing their inherent ability to compete. By the early

1990s, Tamil Nadu had a fairly dynamic and diversified industrial base reflecting significant participation by villages and small and medium towns in the production, labour and marketing processes. The prominence of industrial clusters in a number of rural areas as well as small urban centres across the state stood testimony to the fact of endogenous development efforts providing a solid platform for local industrialization to grow.

The national Industrial Policy 1991 was drafted in a language drastically different from the previous policy statements – in the language of 'economic reform'. The policy indicated the government's intention to gradually ease out and dismantle the existing regulatory controls, opening up of domestic industries for foreign investment and technology participation and removal of protection to small industries mainly through dereservation. The industrial policy announced by Tamil Nadu government in 1992 resonated the new thrust of reform and laid the foundation of a new phase of industrialization with focus on 'modern' industries like electronics and automobiles. By the end of the 1990s the state had come to be known for its industrially progressive leadership and as an ideal destination for investment. As Tewari (2000) notes, "In less than 5 years from 1995, Tamil Nadu had gone from producing no cars to being the production-base of three top ranking international automobile producers: Ford, Mitsubishi, and Hundayi. Similarly, from being a state known mainly for its heavy engineering industrial base, Tamil Nadu is now the leading contender, along with Karnataka and Andhra Pradesh for Information Technology and Software Development FDI in India…" (p. 7). By July 2003 the state had leading position in attracting new investments in manufacturing and accounted for 11-12 per cent of the country's industrial output.[2]

The first industrial policy statement of the new millennium – the Industrial Policy 2003 – had three core planks: (i) promotion of FDI in manufacturing, (ii) consolidation of the gains made by the state in indistinct sectors like textiles/garments, leather and automobile ancillaries, while making them compete in the domestic and foreign markets, and (iii) encouraging the flow of domestic and foreign capital in infrastructure through public-private partnerships (Government of Tamil Nadu, 2003). The policy was largely silent on the small industry sector, but for a provision to set up a centre to facilitate technology related assistance in areas like innovation, commercialization, upgradation and IPRs.

[2]http://www.dcmsme.gov.in/policies/state/tamilnadu/TAMILNADU2003New.pdf

It is important to note that the structural transformation of the state is characterized by a secular decline in the share of the secondary sector to net state domestic product (NSDP) since 2001 after a long phase of continuous improvement between the 1950s and the 1970s (14 per cent in 1950-51 to 26 per cent in 1980-81) followed by a stagnation around 34 per cent throughout the 1980s and 1990s (Government of Tamil Nadu and the Social Science Press, 2003). In 2006-07 the manufacturing sector contributed only 20 per cent to the state's income, whereas close to 60 percent came from the services sector (Government of Tamil Nadu, 2007). A number of new schemes had been proposed in the Tenth Plan, focusing such aspects as human resource development, technology upgradation, establishment of product display centres, common facility centres, technology malls and even technical and financial consultancy support to assist small enterprises participate in the global market during the times of WTO. "However, the schemes did not take off, except for the first two schemes, due to poor response from the SSI Associations. These schemes were conceived under the Public-Private Partnership concept where a part of the capital cost was expected to be shared between the Associations, State/Central Government and the balance capital cost was to be obtained as loan from financial institutions" (Government of Tamil Nadu, 2011: 437).

This is the context in which the government introduced the Industrial Policy of 2007 and the Micro, Small and Medium Industries Policy of 2008. Many proactive measures were proposed in the latter with the objective to revive the MSME sector. Apart from proposing overall administrative and regulatory reforms, the policy focused on incentive schemes, infrastructure development and technology incentive sector. The policy also provided for exclusive subsidy schemes generally for micro manufacturing enterprises and specially for those located in the 251 industrially backward blocks. Enterprises set up anywhere in the state in certain thrust sectors (that include, among others, electrical and electronic goods, leather and leather goods, auto parts and components, drugs and pharmaceuticals, readymade garments and food processing) have been made eligible for a special capital and power tariff subsidy as also on assessed value added tax (VAT). The latest policy pronouncement (Policy Note 2011-12) reiterates the commitment of the state to pursue these measures.

An important dimension of Tamil Nadu's industrialization strategy has been the sustained role played by the state in buttressing an industrial climate through a variety of enterprise-supportive activities. Prominent among these have been an early recognition and creation of industrial centres/estates/parks bringing together a host of facilities, including better roads linking most rural areas and the so-called village towns with the

medium and large urban centres. These linkages between rural and urban areas facilitated growth of business through access to new-found markets as also resources – human skills and labour as well as raw materials and specialized services. The sectors that clearly benefited from these interactions between regions, people and resources included textiles, leather, agro-processing, handlooms, handicrafts and transports – particularly, the MSEs in these activities.

It is clear that the policy intent as manifest in the various statements of the Tamil Nadu government between 1991 and 2008 echoed the reform agenda that characterizes the thrust of the country's economic policy since the late 1980s. Going by the aggregate indicators like output, inflow of investment and employment this intent appears to have worked well for both the organized and unorganized sector enterprises.

Case of the Leather Industry[3]

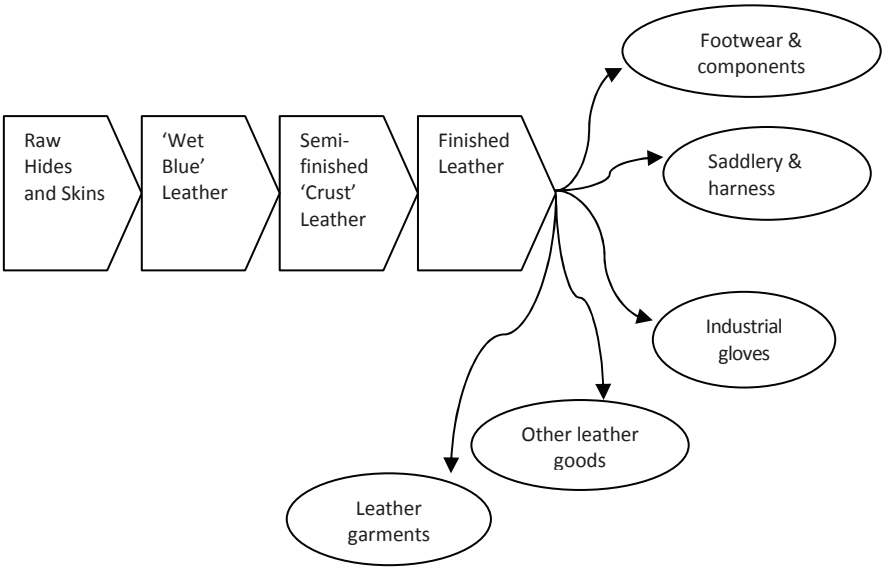
The organization of production, conduct of business and institutional linkages of the Indian leather and leather products industry have had a distinctive history of external orientation. Receiving a fillip during the colonial era, the Indian foreign trade continued to have skins, hides and leather as important items of export, thus helping the domestic leather industry to grow. Over the last century or so, the contours of growth and diversification of this industry have been determined by not only the changing global pattern of demand for the finished products but also the gradual emergence of some of the poor and developing nations as important sources of the raw material and the site of certain forms of labour and production processes. The stages of tanning involving rigorous chemical treatment up to obtaining semi-finished and finished leather necessarily have been extremely polluting and would call for adhering to strict environmental standards. Similarly, the availability of inexpensive skilled labour to process skin and hides and make leather products or components thereof is a major factor of location and growth of micro and small firms (MSEs), in particular. With the informal or unorganized sector characterizing a huge proportion of the MSEs in India, it is natural that the leather industry (predominantly accounted for by large number of MSEs, often as household enterprises) has emerged a major activity in the country.

[3] This section draws upon Das (2011)

Figure 1 depicts stages in leather processing from raw material to the finished products. Even as activities concerning leather existed in several parts of India, during the last century or so, the major tanning industry has been concentrated in a few urban centres or industrial clusters as Chennai, Kanpur and Kolkata whereas the leather products manufacturing is spread beyond these three cities and found notably in Agra, Mumbai, Aurangabad, Kolhapur, Dewas and Jalandhar. Of these the Chennai cluster (including a few neighbouring areas as well) has been the most dynamic, produces quality leather and has a strong presence in the export market.

The progression of the leather industry during the post-independence period was also shaped by the support and direction provided through state policies to promote this sector with a clear focus on playing a role in the global sphere. The early emphasis on building up domestic technological capability through leather research and state efforts to encourage exports (as may be surmised through the establishment of the Central Leather Research Institutes and the Council for Leather Exports) also had important implications for the sector to remain prepared for engaging with foreign markets and changes in technology.

FIGURE 1 – PRODUCTION PROCESS OF LEATHER AND LEATHER GOODS



The exports of leather and leather goods from India have risen steadily during the last decade and have remained one of the top ten items in the export basket. The impressive export performance of the leather and leather goods sector has been possible due to a number of favourable policy steps taken by the government from time to time. While till the beginning of the 1970s Indian export was almost entirely in raw skins and hides or wet blue semi-processed leather, the manufacturing of high value-added leather products, especially, footwear and bags, had hardly attained a semblance of global quality and also the production was largely confined to the MSEs including household level enterprises. In 1973, the Seetharamiah Committee came up with 'radical' recommendations that restricted, for a decade, the export of raw skins and hides and the wet blue leather to a level of 25 per cent of that in 1971-72, and actively promoted exports of finished products.

This significant policy move streamlined government efforts to provide adequate support both in terms of expanding the export activities and focusing on quality of products by adopting and developing new technology. The emphasis on the markets beyond the domestic brought about a paradigm shift in the business strategies of the industry, which developed close interaction with the specialized state sponsored institutes for training, research and marketing support. The efforts were also consciously directed towards building up both domestic capabilities in the sector as well as rendering it a major source of generation of jobs.

An estimated 50 per cent of leather production may be attributed to the clusters of Tamil Nadu which are mostly located in Chennai and the tannery belt across the Palar river valley (mainly, Vaniyambadi, Ambur, Pernambattu, Melvisharam and Ranipettai) in the Vellore district. Figure 2 provides the various product and market linkages operating in these clusters. It is clear that subcontracting and jobwork prevails as a dominant form of production arrangement and the micro and small units play an important role in those clusters. The markets exist at different layers, the domestic market *per se* being huge and calibrated (Kennedy, 2005).

A survey of 31 firms in these clusters has been conducted to understand the nature of business, production organization as also constraints faced by these units.

An important observation from the field survey was that there was a general agreement that finished leather and leather goods enjoyed growing market prospects, both in terms of global demand as well as large domestic demand. It was eminently possible to earn higher profits by engaging in this sector (table 2). This possibility has attracted many entrepreneurs to join business. A specific form of production organization, namely subcontracting,

had been the most preferred business approach as it ensured prospects of higher margins by operating through firms in the informal sector. It is interesting to note that MSEs would often assume the role of either 'takers' or givers of subcontracting, depending upon the nature of demand and buyer specificities.

FIGURE 2 – PRODUCT AND MARKET LINKAGES
IN THE LEATHER CLUSTERS OF TAMIL NADU, INDIA

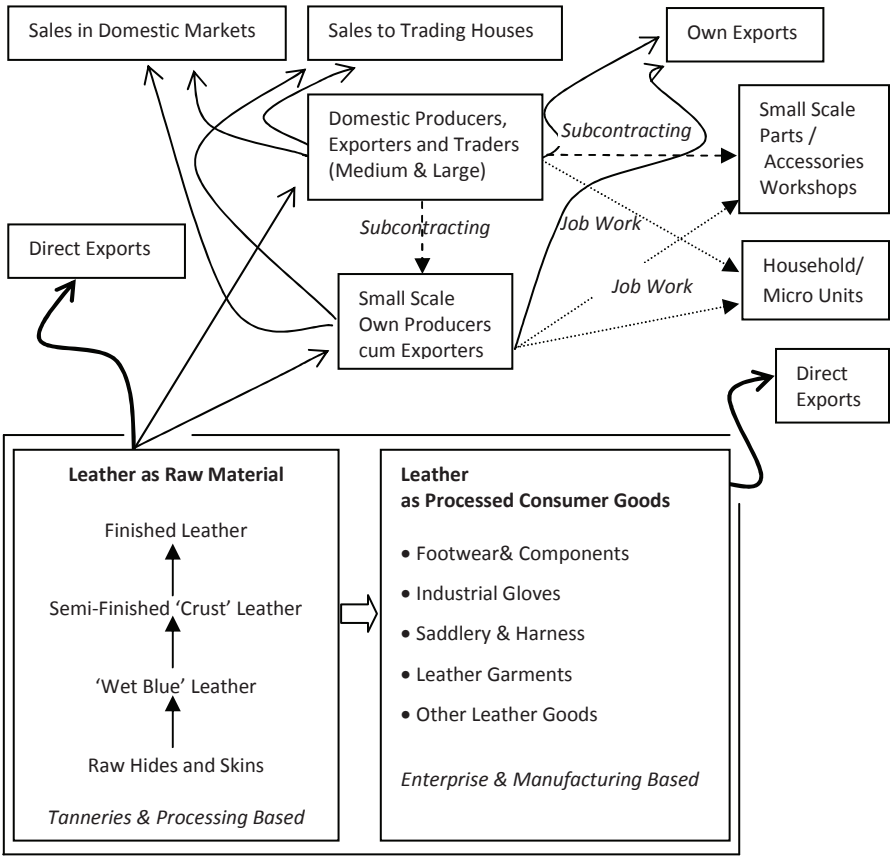


TABLE 2 – REASONS FOR STARTING THE UNIT

Reasons	**Frequency (%)**
Better prospects/profits	21 (67.8)
Knew this work well	2 (6.5)
No alternative business in this place	1 (3.2)
Conducive for leather	2 (6.5)
Less investment	2 (6.5)
No response	3 (9.7)
Total	**31 (100)**

* Source : Personal data.

Even as through the field survey it was not easy to ascertain who the buyers were, it was indicated that these ranged from local traders to buyers from advanced western nations, including Italy, UK, France and the US. Local business associations with excellent business networks both within and outside the country have played a significant role in collecting and sharing information with local producers (table 3). Despite intense inter-firm competition amongst MSEs, the role of business associations in sustaining the dynamism of the clusters shows signs of cooperation. Nevertheless, it needs to be recognized that in the various levels of subcontracting a large number of MSEs operate within informal conditionalities, rendering much of their contribution invisible. The overwhelming presence of informality also underscores the soft underbelly of subcontracting that flouts legal obligation as payment of tax, adhering to pollution norms and insisting upon certification.

TABLE 3 – SOURCE OF INFORMATION ABOUT BUYERS/SUBCONTRACTORS

Source	**Frequency (%)**
Business association	11 (35.5)
National trade fair	2 (6.5)
International trade fair	1 (3.2)
Large company	1 (3.2)
Friend	1 (3.2)
No response	15 (48.4)
Total	**31 (100)**

Note: Multiple responses.* Source : Personal data.

As a large part of subcontracting engages MSEs, which include many located within households using family labour, one hardly comes across a formal set of terms of contract.Table 4 provides an idea about the nature of subcontracting arrangement which does not reveal any particular pattern; although MSEs out-contracting seem to provide limited or no assistance whether in terms of money advances, training workers or providing raw materials. A specific aspect of subcontracting has been to ensure product/process quality through assisting in product management. However, that has hardly been paid attention to by the MSEs on a regular basis even as the enterprises would be participating in the global production networks. In fact, as shown in table 5, non-compliance of contract does not seem attract serious consequences as in a number of cases payment is delayed or no future order is placed by the same buyer. An almost complete absence of mechanism of establishing quality assurance provision at the level of MSEs subcontracting raises concern over the future of regional industrialization in the state.

TABLE 4 – THE NATURE OF SUBCONTRACTING

Mode of Provision/ Assistance	**In-contracting**			**Out-contracting**		
	Often	Sometimes	Never	Often	Sometimes	Never
Advance money	3(37.5)	2(25.0)	3(37.5)	3(33.3)	5(55.6)	1(11.1)
Production management	3(33.3)	4(44.4)	2(22.2)	1(25.0)	1(25.0)	2(50.0)
Machine repairing	2(40.0)	1(20.0)	2(40.0)	-	1(33.3)	2(66.7)
Training to workers	2(40.0)	1(20.0)	2(40.0)	-	2(50.0)	2(50.0)
Transporting materials	4(33.3)	7(58.3)	1(8.3)	-	6(75.0)	2(25.0)
Providing raw materials	-	-	-	-	1(50.0)	1(50.0)

* Source : Personal data.

TABLE 5 – FOLLOW-UP ON NON-COMPLIANCE OF A CONTRACT

Response to Non-compliance *of Contract*	***In-Contracting (%)***	***Out-Contracting (%)***
Request for the job to be redone	4 (23.5)	3 (20.0)
Deduction in payment	1 (5.9)	4 (26.7)
Delayed payment	5 (29.4)	5 (33.3)
Do not get orders in future	5 (29.4)	3 (20.0)
All	**17 (100)**	**15 (100)**

* Source : Personal data.

On being asked to identify specific advantages and disadvantages of opting for subcontracting the responses were varied (table 6), excepting that the main advantages seemed to be simplification of a certain work order, time saving and possibility of obtaining more job work.

TABLE 6 – ADVANTAGES AND DISADVANTAGES OF SUBCONTRACTING

Item	**In-Contracting (%)**	**Out-Contracting (%)**
Advantages		
More benefit	1 (4.2)	1 (6.3)
Work gets simplified	3 (12.5)	2 (12.5)
Better product knowledge	1 (4.2)	-
Saves time	1 (4.2)	5 (31.3)
Get lot of job work	5 (20.8)	-
More production	1 (4.2)	-
Better quality of work	1 (4.2)	-
New technology	2 (8.3)	-
Cost effective	1(4.2)	1 (6.3)
Disadvantages		
Delays in payment	3 (12.5)	2 (12.5)
Lack of coordination	1(4.2)	2 (12.5)
Delays in delivery	2 (8.3)	3 (18.8)
Labour problem	1(4.2)	-
Lack of raw material	1(4.2)	
Total	**24 (100)**	**16 (100)**

* Source : Personal data.

However, the disadvantages reflect more of absence of professional management, poor coordination and inability to keep to the delivery schedule. The disadvantages, eventually, would outweigh the advantages as the reputation of the cluster would come under scrutiny

Despite the inadequacies of subcontracting arrangements in which MSEs are deeply engaged, the rising demand for finished leather and leather goods has kept the business active. Exporters and traders, nevertheless, almost entirely deal with MSEs and arrange for their sales. These intermediaries (traders and exporters) act as the main conduit between the local MSEs and the final buyers, who could be based in India or abroad. As the MSEs generally do not have any idea regarding the final buyer, the issues in competition are often perceived, not real.

Table 7 lists key issues in completion as visualized by the MSEs. The most important of these relate to price, design, technology and skilled labour. It needs to be noted that in clusters with a focus on building their reputation, especially, when the constituent firms have an interface with high-end markets, the main issue in competition typically becomes the quality of products, raw materials and processes.

TABLE 7 – CRITICAL ISSUES IN COMPETITION IN THE CLUSTER

Factors	**Frequency (%)**
Price	24 (32.4)
Design variety	15 (20.3)
Technology	13 (17.6)
Skilled laborers	13 (17.6)
Sales Promotion	4 (5.4)
Production quantity	2 (2.7)
Benefit of place	2 (2.7)
Fast delivery	1 (1.4)
All	**74 (100)**

* Source : Personal data.

However, in this case, as in several such clusters plagued with the so-called ‘low-road’ syndrome, between supplier firms (the MSEs), price competition appears vital to survive and grow in business.

Table 8 informs about aspects of inter-firm rivalry in the cluster; some of these reflect unscrupulous business behavior. In typical industrial clusters in

developing economies with a substantive presence of informality such practices are only too commonplace (Das, 2005).

TABLE 8 – PRACTICES REFLECTING INTER-FIRM RIVALRY IN THE CLUSTER

Nature of Practices	**Frequency (%)**
Attract customers to their shop	11(32.4)
Negative publicity of your product to traders/customers/agents	1 (2.9)
Create problem in your work	5(14.7)
Snatch your skilled workers by greed	2 (5.9)
Copy your trade mark	2 (5.9)
Copy your designs	13 (38.2)
All	**34 (100)**

* Source : Personal data.

Even as the leather sector has been projected as a dynamic and forward-looking activity in the state, the firms in the cluster have been facing several constraints. Prominent among such problems concerns availability of skilled workers, pointing to the neglect of skill formation and training. The next major constraint remains irregular power supply that hampers work seriously, especially, when scheduled delivery of goods assumes importance. Among other difficulties access to credit by MSEs was cited as a hindrance to enterprise growth. Pollution of the local environment and inadequate physical infrastructure were also indicated as constraints in developing business in the cluster.

TABLE 9 – EXPECTATION FROM THE GOVERNMENT

Expectations	**Frequency (%)**
Loan subsidy	19 (43.2)
Better power supply	6 (13.6)
Better transportation	6 (13.6)
Better policies	5 (11.3)
Tax relaxation	3 (6.8)
Non hindrances by government	3 (6.8)
Better infrastructure	1 (2.3)
Increase loan limits	1 (2.3)
Total	**44 (100)**

* Source : Personal data.

Finally, as table 9 indicates, the MSEs look forward to state's role in promoting their business, whether through making available easy loan capital, good roads and an uninterrupted power supply to the units and even better policies for the MSEs and the cluster.

Concluding observations

Evidently, Tamil Nadu enjoys a distinct status of a progressive and enterprise-supportive state throughout. The state policies during the early decades since independence have immensely helped the creation of the physical and economic infrastructure facilitating interaction between the rural and urban economies. Even the reform decades witnessed declaration of a number of industrial policies with explicit aim to assist and promote MSEs in both modern and traditional sectors. Nevertheless the overwhelming presence of informality in the spheres of production and labour processes in these enterprises has often driven them towards what is known as the low road syndrome. The case of the vibrant leather cluster that has forged links with high end domestic and global markets amply demonstrates the inherent vulnerabilities of MSEs that make it difficult for them to manage inputs and markets efficiently. The history of the state's industrialization is evidence enough to reaffirm that with sustained encouragement and support from the government, MSEs will continue to contribute significantly to endogenous development.

REFERENCES

DAS K. (2005) – 'Industrial Clustering in India: Local Dynamics and the Global Debate'. In: Keshab Das (Ed.), *Indian Industrial Clusters*, Ashgate, Aldershot, UK.

DAS K.(2011) –'*Regional Value Chain in Industrial Clusters: Pointers from the Leather Clusters of Tamil Nadu, India'*. Paper presented at the Stakeholders Consultation on Strategic Partnership for Policy Development and Action to Foster Regional Cooperation in South Asia, organized by and held at the India Habitat Centre, New Delhi, June 13.

Government of Tamil Nadu (2011) – 'Industries and Minerals'. In:*Eleventh Five Year Plan* at http://www.tn.gov.in/spc/english/Ch_10.pdf

Government of Tamil Nadu and the Social Science Press, (2003) – *Tamil Nadu Human Development Report*, Delhi.

HARRISSJ. (1982) – 'Studies of Small Scale Enterprises and Urban Labour in South-India'. *Working Paper No. 27*, Madras Institute of Development Studies, Madras.

KATHURIA V., Rajesh Raj S.N. and SEN K. (2010) – 'Organized versus Unorganized Manufacturing Performance in the Post-Reform Period'. *Economic and Political Weekly*, 45 (24).

KENNEDY L. (2005) – 'Variations on the Classical Model: Forms of Cooperation in Leather Clusters of Palar Valley, Tamil Nadu'. In: Keshab Das (Ed.), *Indian Industrial Clusters*, Ashgate, Aldershot, UK.

Madras Institute of Development Studies (MIDS) (1988) – 'Industry', *Tamil Nadu Economy: Performance and Issues*. Oxford & IBH Publishing Co. Pvt. Ltd., New Delhi, pp. 190-234.

MARIAPPAN, GUPTA A., KOTHIYALN., RAJUK.V. (2009) –*'Report on Diagnostic Study of Industrial Cooperatives in Tamil Nadu'*. Institute of Rural Management, Anand.

PAPOLA T.S., MAURYAN., JENAN. (2011) – *'Inter-regional Disparities in Industrial Growth and Structure'*. Paper presented at the Workshop on Structural Changes, Industry and Employment in the Indian Economy: Macro-economic Implications of Emerging Pattern, organized by and held at the Institute for Studies in Industrial Development, New Delhi, July 7-8.

TEWARI M. (2001) –*'Trade Liberalization and the Restructuring of Tamil Nadu's Leather Sector: Coping with Liberalization's New Environmental Challenges and Lessons from Prior Episodes of Adjustment'*. http://www.cid.harvard.edu/archive/india/pdfs/tewari_leather2002.pdf

TEWARI M.(2000) –*The Impact of Economic Liberalization on Regional Industry: The Case of Tamil Nadu, India.* http://www.cid.harvard.edu/archive/india/pdfs/econlib_tamilnadu_tewari 0100.pdf

CHAPITRE 9

LES CIRCUITS COURTS : UNE DES SOLUTIONS POUR UNE AGRICULTURE DURABLE EXEMPLES EN INDE DU SUD ET DANS LE SUD-OUEST DE LA FRANCE

Jean-Marc Quitté

Dans cet article, nous poursuivons le cheminement de nos recherches orientées sur l'agriculture durable depuis 1994 en Inde, jusqu'à aujourd'hui. Rattachés au laboratoire Dymset de la Maison des Suds à Bordeaux, puis à partir de 2003 hébergés à l'UMR ADES, nous avons sans relâche cherché à comprendre comment les réseaux sociaux participent de la bonne circulation des denrées alimentaires dans des espaces divers et variés. Les constructions réticulaires des réseaux marchands que nous avons été amenés à observer en Inde, au départ, puis en France par la suite, nous ont orientés sur la question à laquelle nous essayons actuellement de répondre : quels modèles de distribution-commercialisation des légumes génèrent les relations d'échanges les plus solides et durables pour l'agriculture ? Autrement dit, comment redonner aux paysans la place qui leur revient afin de répondre à « une sécurité alimentaire basée sur la réciprocité et les échanges de proximité, la réduction de la dépendance par rapport aux monopoles de production, de distribution et de transport... » (Rabhi, 2008, p. 75).

Quelques outils d'analyse conceptuelle des sciences géographique et sociale permettent de mieux appréhender cette question. C'est le cas notamment des analyses réflexives qui, en ce qui concerne l'agriculture, permettent de rejouer les cartes du savoir et du savoir-faire. Aussi pensons-nous que pour qu'une agriculture soit durable, il est souhaitable qu'elle repose sur des circuits socioéconomiques courts, dépourvus de normes trop lourdes pour de petites exploitations agricoles. Nous appuyons la thèse

d'Isabelle Saporta stipulant que, « l'agriculture actuelle ne respecte ni le pacte social qui la lie aux paysans, ni le pacte environnemental qui la lie aux générations futures, ni même le pacte de santé publique qui la lie à nous tous » (Saporta, 2011, p. 11). Il va sans dire également que les circuits courts sont une garantie de la fraîcheur des produits agricoles et de santé pour les consommateurs, dans la mesure où ils limitent considérablement la durée de stockage des produits agricoles : il a déjà été amplement souligné que « la détérioration oxydative est un important problème du fait de leur stockage » (Morelle, 2003, p. 164).

Les circuits courts sont aussi la garantie de proximités géographiques et organisées, seules capables de redonner un sens à l'agriculture locale. En vue d'une auto-certification par les producteurs, il est fondamental de redonner aux paysans leur pouvoir de produire sans contrainte, sans forcément dépendre d'un marché qu'ils ne maîtrisent pas. Agroécologie et permaculture constituent les deux aboutissements de notre réflexion qui plaide pour une forme réaliste d'agriculture durable (Pezrès, 2010). Dès les premières pages de son ouvrage « *Manifeste pour la terre et l'humanisme* », Pierre Rabhi considère que « l'agroécologie est aujourd'hui présentée comme une alternative incontournable (…) à la lumière de quarante années d'expérience et d'observations » (Rabhi, 2008, p. 17).

Force est de reconnaître aussi que l'agriculture durable prônée et pratiquée selon le modèle de Konrad Shreiber (2011) repose sur des bases de réflexion solides et n'apparaît pas dénuée de sens, même si elle continue d'utiliser précautionneusement des produits issus de la chimie de synthèse. Elle semble en conséquence bien s'accorder avec l'agroécologie et la permaculture, ne serait-ce que dans sa phase préliminaire.

Mais avant d'arriver à ce constat, il a fallu décrypter de nombreux comportements institutionnels et agricoles destructeurs de l'environnement et générateurs d'inégalités sociales. Pis encore, les dynamiques mises en avant laissent entendre qu'elles sont révélatrices d'une science à œillères focalisée sur une agriculture comme seule source de profits financiers ; n'a-t-elle pour fonction que d'enrichir ? Comme le souligne Pierre Rabhi, « pour les paysans, il existe peu d'activités humaines cumulant autant d'aberrations et générant autant de détresse que cette agriculture dite « moderne » (Rabhi, 2008, p. 31). A cet égard, « l'agroécologie permettrait l'omniprésence d'une nourriture saine et abondante et son accès direct par tous les citoyens dans la plus grande proximité sans les transferts et transports incessants » (Rabhi, 2008, p. 73).

Dans le contexte de la production agricole de légumes, fondamentale pour notre santé, nous avons choisi de comparer deux terrains distants, l'Inde

et la France. Les éléments structurant les filières de distribution et de commercialisation des légumes ont été les supports de notre réflexion. En tenant compte de la place de l'agriculture dans les sociétés respectives de ces deux pays, nous avons choisi d'éclairer les éléments qui paraissent les plus favorables à une forme durable des échanges entre les différents acteurs des filières agricoles de légumes. En conséquence, des systèmes de production à l'analyse des stratégies des agriculteurs et des opérateurs économiques, que nous n'aurons pas le temps de reprendre en détail, nous envisageons d'intégrer à notre analyse systémique des marchés agricoles de légumes, une approche réflexive qui permette de se tourner franchement vers les réalités du monde agricole, sur des plans environnemental et moral.

Nous avons donc axé nos recherches sur les conditions nécessaires à une agriculture durable, depuis nos premiers travaux en Inde du Sud jusqu'aux organisations en circuit court, en passant par la culture de la tomate dans le Marmandais au sud-ouest de la France.

Prise de repères géographiques : la chronologie d'un itinéraire épistémologique

Nos recherches ont porté, de façon chronologique, sur : 1) une ceinture maraîchère, forcée de devenir 2) une filière maraîchère, qui s'est avérée dégager toutes les caractéristiques 3) d'une formation socio-spatiale (Di Méo, 1997) bien particulière en Inde méridionale et qui s'étale sous la forme de 4) réseaux économiques et sociaux (Cadène, 1993 ; Degenne et Forcé, 1994) renvoyant à des proximités spatiales et organisées (Pecqueur et Zimmermann, 2004) matérialisant des territorialités spécifiques à partir desquelles il fut possible de rendre compte de la rationalité des comportements agricoles et marchands. Ces proximités spatiales et organisées reflètent le lien concret entre individus, acteurs et lieux, dont ils sont les occupants.

Passant au continent européen, notre attention fut portée sur 5) le rôle des proximités géographiques et organisées. Il fallut pour cela repérer les « externalités latentes » émergeant habituellement d'une « stratégie de localisation basée sur des formes de proximité géographiques et organisées correspondant à une coordination qui implique plusieurs acteurs de provenances différentes... » (Colletis-Wahl et Perrat, 2004, p. 217). Encore une fois, nous nous engageons, à travers une approche nourrie des outils de la géographie sociale, à redonner une place « morale » au domaine agricole qui ne parvient plus, en l'état actuel, à nourrir sainement les hommes tout en préservant la qualité de leur environnement. Suivant l'idée « que le contexte

périurbain peut apporter aux exploitations agricoles des opportunités de commercialisation susceptibles de leur permettre de mieux valoriser leurs productions et donc d'aider à leur maintien » (Giroud G. et al, 2002, p. 5), nous avons pris le parti d'insister sur 6) l'importance du circuit d'échange court, tant spatialement qu'au niveau organisationnel. Cette approche facilite une mise en avant, aussi bien horizontalement que verticalement, des logiques qui conditionnent leur fonctionnement. D'où l'importance de se protéger des normes établies par l'économie moderne dominante qui, en toute hypothèse, constituent un moyen éloigné d'imposer un modèle et une autorité sur une ressource et un espace jamais concrètement vécus. A titre d'exemple, on peut citer les labels concernant les productions en agriculture biologique. Ceux-ci réglementent les pratiques des agriculteurs biologiques par des normes de la Fédération internationale des mouvements d'agriculture (IFOAM) et, en Europe, par les règlements 834/2007 et 889/2008 et leurs annexes ; ces derniers sont annuellement soumis à des contrôles de leur application. Comble de l'ironie, ils doivent en sus payer pour être contrôlés. En outre, les règlementations 834/2007 et 889/2008 se focalisent essentiellement sur l'étiquetage et la traçabilité des produits agricoles laissant le champ libre aux réglementations nationales. En France, parmi les organismes certificateurs agréés, « ECOCERT » définit un cahier des charges lourd et contraignant pour bon nombre des petits agriculteurs interrogés.

En fait, les normes dénaturent les relations sociales entre paysan producteur, organisme certificateur et citoyen consommateur. L'orientation idéale du circuit court est nécessairement accompagnée d'une « confiance citoyenne » (au sens de citoyens du monde) malheureusement oubliée au sein de réseaux d'acteurs échangistes avides de profits monétaires et financiers ; 7) en contrepartie, l'auto-certification apparaît être en mesure de réhabiliter cette confiance mutuelle et pourrait traduire le retour à une forme d'autonomie socio-spatiale des régions qui renforcerait par ailleurs la cohésion sociale.

Mais la question devra être creusée en profondeur, bien plus que nous sommes en mesure de l'effectuer dans ce chapitre où nous nous restreindrons à faire émerger des tendances à partir des deux cas d'études retenus. Nous retiendrons néanmoins que, comme le signale Jacques Généreux, « plus on entend livrer une société à la libre compétition des intérêts privés, plus on doit se préparer à contenir les conflits et la violence par des normes sociales et des institutions répressives » (Généreux, 2010, p. 33). Il est probable qu'étant effrayés par la complexité du monde qui les entoure, les individus ne semblent pas s'apercevoir des pertes de liberté qui les accablent et qui, petit à petit, les contraignent à rentrer dans un moule normatif laissant peu de

place à l'initiative personnelle. Les normes se présentent bel et bien comme un ultime moyen de contrôle social et sont insérées dans un « processus d'accélération sociale » qui marque notre temps (Harmut, 2010, p. 53). Désormais la « normopathie », évoquée par Marie Pezé (2008), peut devenir une maladie aussi peu perceptible qu'une allergie de la peau, mais ô combien embarrassante car ses excès deviennent gênants. Le défi revient à sortir des rouages de la pensée unique. Telle était la position philosophique exprimée par Philippe Schar avant de nous quitter.

La rencontre avec ce chercheur nous permit de revenir plus substantiellement sur la réalité de nos terrains pour prendre connaissance de cette façon d'analyser et d'approcher le monde qui nous entoure en se nourrissant des échanges entre les hommes.

Rencontre de l'étudiant avec le chercheur : une phase préparatoire au raisonnement scientifique

Dimension spatiale et circuits courts constituent la trame des recherches auxquelles nous sommes parvenus depuis la première rencontre que nous avons eue avec Ph. Schar dans son bureau de la Maison des Suds à Pessac. Dès le début de mes recherches, il m'a permis de comprendre qu'un chercheur ne doit pas s'obstiner impunément à valider à tout prix des modèles importés. Vouloir développer une recherche basée sur un concept abstrait et absent de la réalité du terrain mais à partir duquel on veut vérifier des hypothèses imaginées ou hors contexte relève d'une grave erreur scientifique. Arriver en Inde avec des schémas et des *a priori* est la première des démarches à éviter afin de ne pas projeter nos schèmes de pensée sur autrui. Si nos recherches en France partent du principe qu'un Français reste un Français, une recherche en Inde ne peut évidemment reposer sur un principe similaire. Comme l'affirme si bien Shashi Tharoor « il n'y a jamais eu d'Indien type qui puisse être comparé à un Français ou à un Anglais type. Si l'Amérique est un creuset ethnique, l'Inde est pour moi un *thali*, un choix de mets somptueux servis dans différents petits bols. Chacun a un goût différent et ne se mélange pas toujours bien avec le plat suivant, mais ils sont disposés sur ce même *thali* et se complètent pour transformer ce repas en un banquet » (Tharoor, 2007, p. 18). Ainsi, avant mon départ en Inde du Sud dans le cadre de ma Maîtrise de géographie, j'avais choisi d'interroger des marchands de légumes à Coimbatore dans l'Etat du Tamil Nadu. Ph. Schar m'informa de l'absence d'une ceinture maraîchère et de l'existence de quelques poches agricoles périurbaines : il me fallut rebondir rapidement et me demander par quelle entrée j'allais aborder ce sujet.

On peut chercher de nombreuses explications à l'absence d'une véritable ceinture maraîchère autour d'une ville. Ce fut le premier travail sur lequel je me lançais à mon arrivée en Inde, pensant qu'en trouvant les raisons à l'absence d'un objet, j'allais découvrir ce qui le remplacerait. Seule la confrontation avec le territoire indien, et plus particulièrement avec la ville industrielle de Coimbatore, m'apporterait la réponse aux questions que je m'étais alors posées, lorsque Ph. Schar m'avait averti ne pas avoir décelé de ceinture maraîchère à Coimbatore. Comment cette ville d'un million d'habitants pouvait-elle nourrir sa population ? Sur quelle structure spatiale faisait-elle reposer l'alimentation de ses habitants ? De quelles manières cette région cotonnière entourée de filatures, subissant le manque d'eau chronique en saison sèche, pouvait-elle alimenter en produits frais ses marchés ? Seuls des signes d'une organisation économique très particulière pouvaient uniformiser un ensemble de relations socio-spatiales durablement inscrites dans un espace urbain à vocation industrielle, centré essentiellement sur la production et la filature du coton. Nous reçûmes de surcroît le support de Philippe Cadène, géographe et responsable du Département des sciences sociales à l'Institut français de Pondichéry, qui nous fit prendre conscience que, grâce à ses réseaux marchands, l'Inde est loin d'être figée. L'existence et le dynamisme de ces réseaux montrent que ce pays est ouvert à tous les types d'échanges allant du local à l'international.

En conséquence, les marchés des villes indiennes en perpétuelle ébullition allaient devenir nos terrains de prédilection. Nombreux et très dispersés à l'intérieur et autour de la ville de Coimbatore, ils allaient changer le reflet de la diversité du sous-continent indien, du *thali,* pour reprendre l'image de Tharoor, de la source à « l'élargissement des relations économiques et commerciales mondiales » pour suivre encore Amartya Sen (Sen, 2007, p. 374).

Enfin en Inde : une ville et sa région

Le district de Coimbatore porte le nom de sa principale agglomération qui, à l'époque, compte plus d'un million d'habitants. Au premier abord, le noyau urbain surprend par son aridité périphérique qui ne semble pas ralentir son dynamisme.

La région

A l'est de Coimbatore, le long de la Nationale 47 en provenance de Madras (Chennai), s'étend une vaste plaine aride avec des plantations de

coton. Quelques puits profonds se signalent par les bouquets de petits arbres qui les bordent, identiques à ceux décrits dans un article du Journal de l'Institut français de Pondichéry (Schar, 1989).

Au sud, vers la petite ville de Pollachi, un lac desséché durant la saison chaude offre le reste de l'année un peu d'eau pour une agriculture maraîchère réduite à des productions locales, telles que les petites aubergines « *brinjal* » en Tamoul. De faibles volumes de légumes locaux remontent vers les marchés les plus au sud de Coimbatore, à une quarantaine de kilomètres.

Vers l'ouest, la trouée de Palaghat ouvre, à travers les Ghâts (blocs granitiques montagneux), un couloir vers l'Etat voisin du Kérala. C'est par là que riz et noix de coco arrivent sur les marchés de Coimbatore. Cette configuration géographique a mis en place un courant migratoire de travailleurs qui a valu à Coimbatore le surnom de « Manchester de l'Inde du Sud ».

Au nord de la ville, en longeant les Ghâts sur 50 km puis en remontant cette barrière montagneuse, apparaissent les monts Nilgiri, appelés aussi « montagnes bleues » (Hockings, 1997). Ils séparent d'est en ouest les Etats du Tamil Nadu et du Kérala et, du sud au nord, le Tamil Nadu et le Karnataka. C'est dans cette région que j'ai effectué mes recherches, pour ma thèse de doctorat, me concentrant sur le suivi d'une filière commerciale de légumes produits dans les montagnes et vendus dans la plaine de Coimbatore, ainsi que, mais en moindre quantité, aux quatre coins de l'Inde (Quitté, 2003).

Ph. Schar disait vrai : il n'existait pas de ceinture maraîchère à proprement parler autour de la ville en question. Et pourtant, les étalages remplis des marchands sur les marchés des quartiers « chics » regorgeaient de pommes de terre, choux, choux-fleurs, carottes, radis etc. Ces « english vegetables », comme on les surnomme généralement, rappellent leur origine coloniale : les grandes villes indiennes portent encore les traces de la colonisation presque à chaque coin de rue et Coimbatore ne fait pas exception à la règle.

La ville

Les filatures de coton, les « Cotton Mills » de la Manchester de l'Inde du Sud, disséminées dans l'espace périurbain donnent à la région l'impression d'une activité économique industrielle débordante, enrichissant une classe moyenne friande de ces légumes européens, et suffisamment aisée pour pouvoir se les payer.

Entourées de champs de coton qui ne fournissent pas forcément les fabriques qu'elles encerclent, les industries de filage traduisent une spécificité économique qui a enrichi la classe moyenne pour qui, vivre en ville, est un symbole de modernité. Inévitable à Coimbatore comme dans la plupart des villes du monde, le phénomène de croissance urbaine s'efforce en permanence de contourner les usines qui poussent autour du centre de la ville et qui s'étalent le long des principaux axes de communication favorisant l'implantation de lotissements, appelés « colony » (*nagar*) en Inde, où vit la classe moyenne à la recherche d'une proximité entre lieu d'habitation et lieu de travail. Cette proximité est l'une des conditions au bien-être du travailleur, qu'il soit ouvrier ou cadre supérieur. Les petits marchés de quartiers se multiplient et impulsent dans la ville un drainage permanent de ses rues, pour leur approvisionnement et leur délestage. A Coimbatore, les petits auto-rickshaws sillonnent les rues de la ville tentaculaire d'un point de chargement à un autre point de déchargement. Cette dynamique circulatoire des approvisionneurs précède le mouvement des consommateurs qui lui fait suite et qui implique à son tour un mouvement plus ou moins dense selon les heures de la journée. Le fourmillement est permanent et s'étend à la nuit qui s'avère être un moment privilégié au cours duquel on fait voyager les chargements de légumes afin qu'ils ne souffrent pas de la chaleur diurne. Une nette temporalité se retrouve sur les marchés au rythme des saisons agricoles, des nuits et des jours, et des festivités relatives aux nombreux jours fériés (Quitté et Maire, 2011).

C'est en suivant le rythme de ces marchés urbains que nous remonterons la filière des légumes européens et que, via le grand centre de rassemblement de Mettupalaiyam (25 km au nord de Coimbatore), nous atteindrons les hauts plateaux des monts Nilgiri sur lesquels ces légumes sont cultivés à 2 000 mètres d'altitude.

Le centre de rassemblement de Mettupalaiyam

L'estimation du temps mis par les camions livreurs de légumes depuis les marchés urbains varie en fonction des centres d'approvisionnement. S'il y avait eu une ceinture maraîchère autour de la ville de Coimbatore, les temps de transport n'auraient probablement pas été aussi longs et changeants. En effet, l'avantage des ceintures maraîchères réside justement dans l'opportunité de raccourcir la durée du transport, notamment pour des produis agricoles sensibles à la chaleur.

En réalisant des enquêtes sur les marchés de la ville de Coimbatore, deux principaux sites de production, extérieurs à la ville, furent mis en évidence à deux saisons différentes de l'année. L'un est situé dans le sud de l'Etat du

Karnataka et l'autre, plus près mais d'accès plus difficile, se trouve dans les monts Nilgiri à une centaine de kilomètres au nord de la ville.

En Inde, les échanges marchands se font dans le cadre d'une rencontre d'acteurs occupant des positions sociales et originaires de castes bien différentes. C'est par cet emboîtement social extrêmement complexe que nous pensions découvrir un système productif local à Coimbatore. Tout se passait comme si ces réseaux marchands prenaient en charge les deux centres d'approvisionnement depuis la ville de Coimbatore. Contre toute attente, nous découvrîmes qu'une petite ville intermédiaire jouait le rôle d'un centre de rassemblement et concentrait l'ensemble des acteurs nécessaires à la régulation d'une distribution des légumes en réseaux. Il s'agissait de Mettupalaiyam, à partir de laquelle nous allions tenter de définir et de mieux comprendre le territoire des centres de rassemblement des légumes. C'est de là qu'émerge dans nos recherches le modèle de la territorialisation des échanges marchands à partir duquel, reposant sur une alternative au modèle classique de localisation, nous avons suivi un modèle de localisation fondé sur une logique de choix initial. Ce dernier cherche à « comprendre la réalité contingente d'une logique alternative de territorialisation fondée sur la création de ressources territoriales par des firmes (organisations sociales) ayant fait le choix d'un ancrage local » (Saives, 2004, p. 21).

Partant de cette orientation théorique, et associé dans le laboratoire ADES de l'Université de Bordeaux 3 sur les projets touchant aux produits agricoles de qualité, je pris immédiatement conscience qu'une mise en perspective entre le centre de rassemblement de Mettupalaiyam en Inde et le cadran de Marmande en France était possible. Bien que toujours réalisable, notre entreprise fut toutefois compliquée par la suppression du cadran de Marmande ayant laissé place à de grosses entreprises privées qui, par souci de rentabiliser la culture et la distribution des tomates, s'étaient dirigées vers la production sous serres en verre, hautes et chauffées.

Les choix théoriques

Circuit court et circuit long génèrent des réseaux économiques et sociaux auxquels chaque mode d'exploitation agricole a recours.

L'hypothèse qui émergea de nos travaux fut alors la suivante : dans le souci de s'entre-aider, de communiquer et d'échanger, les hommes se spécialisent, produisent et diffusent dans l'espace les ressources nécessaires à leur survie et à celle de leurs enfants.

Il s'en suivit une seconde hypothèse, issue de la précédente, mais orientée sur le monde agricole précisément considéré comme base de la survie de notre espèce : derrière les circuits courts et la qualité des productions agricoles se cache un processus social extrêmement puissant au terme duquel peut être institué un véritable « art de vivre » en communauté qui se dégage des normes contraignantes de par son renouvellement incessant. C'est en Inde que fut engagé ce constat mais c'est en France que nous le vérifiâmes : le circuit court est sans doute la solution la plus adaptée pour promulguer une agriculture saine et durable et échapper à un monde entaché de normes.

Circuits courts et circuits longs : une thématique favorable aux recherches agricoles

Le regard à porter sur le monde agricole productiviste tel qu'il apparaissait au tournant du siècle dernier n'est rien d'autre qu'un pur reflet de l'égoïsme et de l'individualisme généré par le système capitaliste. A ce propos, les investigations de Ph. Schar (1989 (2)) nous avaient donné un avant-goût des problèmes agricoles rencontrés dès le développement de l'agriculture intensive en Inde. En guise d'appuis argumentaires, il est loisible d'ajouter les analyses critiques de modèles agricoles ultra productivistes représentant une idéologie néolibérale. On peut partir de l'excellent ouvrage de Rachel Carson, « *Le printemps silencieux* » (1963) pour remonter aux sérieux travaux de Nicolino et Veillerette, « *Pesticides. Révélations sur un scandale français* » (2007). Plus proche de notre terrain, les dégâts imputés à la « Révolution verte » en Inde (Landy, 1997) illustrent le tournant que l'agriculture intensive fit prendre aux espaces ruraux, en matière de santé des hommes et du vivant en général. Ce constat accablant renforça notre volonté de prendre une direction moins conventionnelle pour nos recherches et d'approcher le monde agricole comme un monde menacé mais ô combien indispensable pour nourrir les êtres vivants.

Selon notre hypothèse, la longueur d'un circuit de distribution est mesurée par la distance et le nombre d'intermédiaires par lesquels passent les produits agricoles avant d'arriver au consommateur final. Ces circuits mettent en scène des contextes économiques et sociaux particuliers faisant apparaître de multiples territorialités. Néanmoins, dans le cas des légumes que nous avions choisis d'étudier pour leur consommation, moins le temps entre leur ramassage et leur consommation est long et meilleur est leur apport en vitamines et éléments nécessaires à la santé des hommes. Autrement dit, moins « l'altération moléculaire des denrées » (Morelle, 2003, p. 186) est importante et meilleur est leur rôle dans l'alimentation des habitants. Cette prise en compte du temps dans les échanges marchands en

Inde ne peut être oblitérée et témoigne du réalisme des acteurs par rapport à la périssabilité des produits consommés. Il nous est d'ailleurs paru étonnant de constater comment, sur les marchés de Coimbatore, la baisse des prix au kilogramme des légumes au fil de la journée est liée à la dégradation du légume. Mais ce n'est pas tout : cette flexibilité implique un changement dans le comportement des consommateurs. En effet, plus un légume est dégradé plus bas est son prix et plus basse est la caste du consommateur qui l'achète. Cette règle n'est certes pas généralisable dans toute l'Inde mais elle fut néanmoins vérifiée maintes fois sur les marchés de Coimbatore.

En conséquence, toutes les transactions entre les acteurs visent à réduire le temps qui sépare la cueillette de la consommation. Les moyens utilisés pour lutter contre la périssabilité des légumes sont parfois dérisoires mais il n'en reste pas moins efficaces et utiles. Le fait de vouloir gagner du temps au niveau des échanges ne se pose pas car l'organisation entre les acteurs est immuable. Vouloir gagner du temps pour la conservation des légumes ne se pose que lorsque les conditions climatiques sont une source potentielle d'accélération de la dégradation des produits. En Inde, une simple bâche humide en toile de jute recouvre alors un prochain chargement, c'est-à-dire un ensemble de légumes déjà vendus et prêts à rejoindre leur acheteur. Les délais qui augmentent la dégradation des légumes ne sont pas le fruit d'une perte de temps dans l'organisation des échanges, mais plutôt le fruit d'un accident dans la chaîne de distribution comme quand, par exemple, un camion se renverse sur la chaussée, à n'importe quel stade du transport. Cueillette, ramassage, chargement, transport, déchargement, rassemblement, vente en gros, rechargement, re-transport, re-déchargement, vente au détail, sont autant d'opérations nécessaires au passage du produit du champ du producteur à l'assiette du consommateur urbain.

Ainsi ces territorialités furent considérées au sens que lui donne Robert Sack dans nos recherches. Selon lui, la territorialité « prend place à divers niveaux et dans divers contextes sociaux. Elle est utilisée dans les relations quotidiennes et dans les organisations complexes (...), elle est une expression géographique fondamentale du pouvoir social. C'est le moyen par lequel l'espace et la société sont mis en relations » (Sack, 1986, p. 5). Dans nos études centrées sur les productions maraîchères, les territorialités d'acteurs ont joué un rôle prépondérant dans les mécanismes d'organisation des hommes et de leurs espaces. Qu'il s'agisse des organisations impliquant en profondeur les acteurs dans les échanges marchands, comme les courtiers (« brokers ») du « bazar » de Mettupalaiyam ou encore les opérateurs locaux organisés en OP (organisations de producteurs) ou en coopératives agricoles dans la région de Marmande, ou encore l'organisation en AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne) des habitants

d'une commune de la Gironde, toutes les territorialités qu'ils génèrent offrent des contextes socio-spatiaux bien différents. Ainsi, par l'observation des circuits courts ou longs, avec l'outil des filières nous décrivons des territorialités d'acteurs empreints de convictions multiples.

Il est entendu que ces acteurs sont les éléments d'une re-territorialisation des espaces agricoles au sein desquels ils exercent leurs activités. C'est pour cette raison que nous nous sommes intéressés à leur ancrage plus ou moins profond sur leur territoire qui, de la sorte, ne reflète pas systématiquement une soif de profits financiers.

Durable ou non : ancrage au territoire et proximité

Nous avons analysé les circuits marchands comme l'expression économique d'organisations complexes territorialisées, dont l'ancrage sur un territoire varie en fonction de la dynamique mercantile locale dans laquelle ils s'insèrent afin de permettre la distribution et la commercialisation de légumes, mais aussi, de façon plus générale, dans la dynamique agricole mondialisée à laquelle ils prennent part ; bien qu'à la base ceux-ci dépendent du modèle de production agricole qui leur permet d'exister dans une certaine proximité. Nous n'avons tout de même pas cherché à construire un modèle type de proximités socio-spatiales dont on se doute pertinemment des difficultés auxquelles ce dernier pourrait alors se heurter, tant sur le plan moral que mathématique (topologique) et temporel. Là n'est pas notre objectif. Nos observations portèrent davantage sur les dynamiques socio-spatiales qui naissent des proximités d'acteurs ou d'êtres humains grégaires et plus ou moins solidement établis sur un territoire afin d'exercer leur activité marchande et celle de consommateur.

Se pose alors la question de savoir quelles sont les conséquences du développement massif de nouveaux modèles agricoles dans les régions où nous avons travaillé et vers quelle « durabilité » elles se dirigent. La filière des « english vegetables » analysée au Tamil Nadu n'avait de chance de se maintenir si les intermédiaires courtiers du centre de rassemblement de Mettupalaiyam situé dans la plaine de Coimbatore ne parvenaient pas à financer en argent ou en semences les producteurs situés dans les montagnes. Une fois le système productif local stabilisé, les entremetteurs autoalimentent leurs entrepôts et permettent aux paysans de maintenir leur activité productive.

Il n'en reste pas moins que le moindre dérèglement de ce système de financement contre récolte peut rapidement atteindre ses limites. En effet, les propriétaires des entrepôts de Mettupalaiyam financent par avance les producteurs à la seule condition que ces derniers leur livrent l'intégralité de

leur production agricole. Mais, quand le prix des produits cultivés ne permet plus aux producteurs de garder la stabilité de leur niveau de vie (Hinnewinkel and al., 2009, p. 381) et quand ces derniers cherchent à élargir leurs revenus en intégrant d'autres filières agricoles (Quitté, 2002), le système de financement de départ se fragilise.

Dans l'endroit des Ghâts où nous avons effectué nos recherches, les légumes européens s'alignent de plus en plus sur un mode de production biologique. Les structures des productions agricoles et des distributions commerciales étudiées offrent vraisemblablement une certaine souplesse qui leur permet ce passage en douceur vers une agriculture biologique. Néanmoins, les producteurs avec lesquels nous avons été répétitivement en contact affirment que les circuits de distribution se sont progressivement raccourcis : les producteurs de légumes biologiques vendent leur production directement sur le plateau central des Nilgiri sans la descendre dans la plaine pour la mettre directement en vente sur le centre de rassemblement de Mettupalaiyam. C'est donc dans l'élasticité de ces changements que nous devons chercher la durabilité des échanges, notamment dans celle ayant trait aux réseaux de distribution.

Vers un modèle agricole plus humaniste

D'un autre côté, en France, à Marmande dans le Lot-et-Garonne, la principale production locale de tomates, qui se pratique hors-sol, sous serres hautes et chauffées, n'empêche pas complètement un mode de production et de vente directe à la ferme. Un tel système autorise encore la production de tomates de plein champ et maintient viables et pertinents un certain nombre de savoir-faire locaux.

Par ailleurs, une nouvelle organisation des relations d'échange émerge dans le cadre de la formation d'une AMAP. Nous avons choisi volontairement de nous y immiscer à Pessac en Gironde afin d'en comprendre le mode de fonctionnement. Celle-ci regroupe pour son fonctionnement un modèle organisationnel qui s'appuie sur un solide système d'échange local (SEL) ainsi que sur un modèle participatif volontaire des adhérents aux travaux agricoles tout au long de l'année. L'échelle communale dans laquelle l'AMAP fonctionne semble bien être l'échelon spatial le plus pertinent, mais il n'empêche pas de déborder vers d'autres communes proches. Quoiqu'il en soit, le lien entre le producteur et le consommateur s'effectue sous forme d'un contrat à l'année.

Nos recherches, résumées dans le tableau 1, se sont orientées sur l'identification de trois modèles de distribution à partir desquels nous avons tenté d'évaluer la solidité et la durabilité des relations générées par les échanges marchands dans le cadre d'un système de production agricole donné.

Trois modèles de production agricole à la base de nos recherches

Outre la concurrence aux échelles nationale et européenne, les choix stratégiques de certains éléments des systèmes productifs ont été pris en compte. Ces derniers sont en effet largement déterminés par la production locale. Dans le cas des « english vegetables » des monts Nilgiri, la tendance actuelle se focalise sur la ville la plus proche qui soit à même d'absorber les productions de légumes. Dans le cas des légumes cultivés en bio, c'est la ville de Bangalore qui prend l'avantage sur Coimbatore. Une question immédiate vient alors : y a-t-il une spécificité urbaine pour la consommation de légumes bio en Inde du Sud, ou bien s'agit-il plutôt d'une question de réseaux d'acteurs ?

TABLEAU 1 – TROIS MODELES DE PRODUCTION ET DE MISE EN MARCHE DES LEGUMES, TEMOINS D'ANCRAGE SPECIFIQUE AU TERRITOIRE

	Modèle 1	**Modèle 2**	**Modèle 3**
Nom affecté au modèle	Filière Légumes Européens	Filière Tomates	Production Légumes de saison
Région de production	Inde, Tamil Nadu, Mettupalaiyam	France, Lot-et-Garonne, Marmande	France, Gironde, Pessac
Mode de mise en marché	Centre de rassemblement vente aux enchères montantes	Grande distribution/vente directe	AMAP contrat à l'année
Mode de distribution	Circuit long	Circuit long/circuit court	Circuit court

Dans le sud-ouest de la France, à Marmande, les producteurs se centrent sur les serres hautes chauffées. Des initiatives locales sont à l'origine du développement de cette couverture artificielle de serres. Elle marque l'ancrage des acteurs sur un territoire. Cependant, dans le Marmandais, le modèle de la culture de tomates hors sol et sous serres hautes chauffées entre en contradiction avec des modes de production plus « traditionnels » qui continuent tant bien que mal à perdurer en cultures de plein champ, et à réhabiliter en conséquence tout le savoir-faire d'une région réputée pour sa tomate.

On arrive au paradoxe suivant : après avoir annoncé la fin de la culture de plein champ compte tenu du développement de la culture sous serre chauffée, on observe un léger retour de cette dernière, avec une orientation particulière, sous forme d'innovation, tournée vers l'agriculture biologique. Celle-ci répond à une demande croissante de la part du consommateur et cette demande est avant tout sociale.

Mais la véritable proximité se retrouve plus particulièrement dans les liens économiques et sociaux qui se créent dans les AMAP bio. La participation demandée aux adhérents renforce ce lien et génère des échanges d'informations constructifs.

On est alors en droit de se demander si la production en agriculture biologique n'est pas une nouvelle forme d'innovation ? Ou, mieux encore, un acte réflexif, preuve du profond dérapage commis dans l'agriculture ces soixante dernières années. Il nous appartiendra dans nos prochains travaux de recherches de trancher ces questions pour dégager un nouveau paradigme qui fonde la nécessité d'une agriculture saine et durable. Pour l'heure, il apparaît évident que l'agroécologie offre un jugement réflexif opérationnel en agriculture.

L'agroécologie au secours des paysans

L'agroécologie ne prône pas directement un enrichissement du producteur comme une fin en soi. Dans la vision scientifique de l'agroécologie, les courants divergent. Il y a, par exemple, le Cirad qui considère « qu'à terme, ces systèmes doivent offrir des productions de qualité à haute valeur ajoutée, avec moins d'intrants chimiques, et qui soient capables de restaurer au moindre coût, l'énorme potentiel des sols tropicaux déjà très fortement dégradés (Administrator User, Cirad, 2009) ». Or, le « moins d'intrants chimiques » et le « moindre coût » semblent de trop dans la vision exprimée par les chercheurs du Cirad à propos de l'agroécologie. En effet, pour tout paysan qui adopte ce modèle de production, l'agroécologie ne tolère pas le moindre intrant chimique ni, par ailleurs, les

dépenses onéreuses dans son exploitation. Il a été démontré que « l'agroécologie veut récupérer capacités et potentialités face à des moyens de production et des processus qui sont contrôlés par les pouvoirs économiques du système capitaliste actuel » (Cuéllar Padilla et Sevilla Guzman, 2008, p. 74). Et les mêmes auteurs d'ajouter : « Cette contrainte posée, il existe une norme technique (la CN 45011) qui détermine les critères à remplir pour les entités privées de certification qui veulent travailler dans ce secteur. Le niveau d'exigence en termes de moyens et d'administration est très élevé. Ces processus de garantie reconnus légalement pour les producteurs biologiques entérinent la logique conventionnelle du marché, privilégiant les aspects techniques, économiques et légaux au détriment d'une approche sociopolitique » (Cuéllar Padilla et Sevilla Guzman, 2008, p. 72). Ces divergences de point de vue embarrassent le chercheur. En toute objectivité, les producteurs en agroécologie, que nous avons écoutés lors du Colloque international d'agroécologie à Albi du 27 au 30 novembre 2008, doivent clairement considérer, ne serait-ce qu'en termes de durabilité, la validité d'une forme d'agroécologie susceptible d'être adoptée : soit une agroécologie rivée à un système laissant peu de place à l'initiative privée et condamnée à faire perdurer l'assistanat et l'humanitaire comme seule chance de réussite pour le paysan, soit une agroécologie qui laisse le producteur autogérer sa propre exploitation en dépit des difficultés liées à la bureaucratisation de son métier, avec pour finalité d'établir un véritable rapport de confiance avec les consommateurs.

Pour de nombreux paysans, l'agriculture durable n'a qu'un seul modèle de référence : celui qui se fonde sur des principes biodynamiques, voire agroécologiques, avec, sinon des méthodes participatives d'auto-certification, une méthode centrée sur l'agriculture biologique pourvue de labels de certification. Cela ne signifie pas pour autant de penser que la relation du paysan au consommateur devient plus étroite. Ce n'est ni le cas dans les monts Nilgiri où les produits bio sont destinés à la clientèle aisée des mégapoles, notamment Bangalore et Mumbay, ni même dans le Marmandais où les productions biologiques labellisées partent ordinairement vers Paris sur le marché de Rungis.

Toutefois, le mode de production de légumes bio conduit-il systématiquement les producteurs à l'autonomie ? La réponse est négative puisque ces derniers ne sont pas débarrassés de deux besoins essentiels pour leur production : celui des intrants et celui d'une reconnaissance quasi obligatoire de leur production par des organismes certificateurs. Dans ce contexte, les chances d'arriver à une autosuffisance en matière de productions agricoles biologiques s'amenuisent. Même si, à la sortie, les paysans disposent d'un nombre important de receveurs pour leur produits, ils

n'en deviennent pas moins dépendants des normes de labellisation et de certification qui, pour une exploitation, peuvent atteindre plusieurs centaines d'euros. En somme, l'agroécologie n'est pas suffisante pour garantir une agriculture durable.

En attachant une grande importance aux circuits courts de commercialisation, dans la mesure où ils rapprochent, géographiquement, le producteur du consommateur et qu'ils demeurent ainsi favorables à un modèle de confiance pouvant déboucher sur une certification participative de la production agricole, nous nous sommes efforcés d'aborder la question à partir d'un raisonnement qui consiste à relever toute forme de profit superflu ; c'est-à-dire qui n'est pas strictement nécessaire au bien-être de l'agriculteur. Ainsi sommes-nous arrivés à la question suivante : au cours de nos recherches, dans lequel des circuits de commercialisation la qualité du légume ou du fruit transparaît-elle le plus ? En effet, en nous resituant dans nos zones d'études, nul n'est besoin d'institutionnaliser un « label de qualité » pour la tomate. De toute évidence une tomate murie au soleil et issue de variétés de longue date sélectionnées dans la région d'origine renvoie à une qualité supérieure en comparaison à celle de la tomate cultivée hors-sol sous serres hautes et chauffées, qui plus est à variété hybride (F1).

Dès lors, il s'agit de voir si la qualité se situe au plus près des mesures de certification et d'hygiène, bien pensées mais artificielles, ou bien dans un système concret où priment avant tout le bon sens, l'expérience et la confiance entre le producteur et le consommateur. Lequel de ces trois modèles détient la plus forte part de superflu ?

La permaculture au secours de l'urbain

La permaculture a fait son apparition au début des années 1960. Elle s'est réellement développée à Cuba à la suite de l'abandon par l'Union soviétique du soutien économique fourni à l'île. Cette forme d'agriculture permanente considère l'activité humaine dans sa globalité. Elle reste très proche du vivant et voisine de l'agroécologie. Lors d'un stage théorique et pratique d'initiation à la permaculture (Bordeaux–Pessac, juillet 2011), nous avons appris que cinq éléments sont à la base de la permaculture : les énergies ; les cycles de la matière ; les organismes vivants ; l'écotone en tant que zone de transition écologique entre deux écosystèmes ; la capacité de seuil des écosystèmes. Chacun de ces éléments est pris dans une démarche personnelle, afin de récupérer l'énergie de chaque sous-système composant des écosystèmes sollicités dans notre vie quotidienne. Les principes de la permaculture tels que nous les ont enseignés Maria Caridad Cruz et Roberto Sánchez Medina de la Fondation Antonio Núñez Jiménez (FANJ),

s'adaptent aux modes de vie urbains dans la mesure où chaque partie de l'espace aménagé participe au fonctionnement du système. Toutefois, comme le précise Emmanuel Pezrès, il est nécessaire « d'éviter que la permaculture ne soit réduite à une simple modalité de l'agriculture urbaine (...) » (Pezrès, 2010, p. 1). « Pour la permaculture, l'expérimentation pratique d'accompagnement du vivant précède le théorique et l'idéel. En cela c'est un mode de conception bien éloigné d'un certain urbanisme qui théorise la vie, fragmente et zone. (...) Ainsi, loin de médiations spécialisées et confisquées à tout un chacun par une certaine technicisation conduite par l'idéologie de l'urbanisme, la permaculture se fonde dans l'action et le partage à partir d'une expérience de la pratique » (Pezrès, 2010, p. 4). Signalons que des auteurs restent sceptiques en avançant, non sans subjectivité, que les « pertes de profits d'une machinerie internationale dont l'abjection n'a d'égale que la froide indifférence des âmes qui la composent » (Rabhi, 2008, p. 32) dominent en toile de fond cette forme d'agriculture pourtant si proche du vivant.

Ainsi, des trois modèles locaux de nos recherches (tableau 1), le modèle 2 semble le mieux à même d'entrer dans cette recherche du profit conduisant indubitablement à « dénaturer » le modèle d'une agriculture respectueuse de l'environnement et de la santé des hommes. C'est pour cette raison que la permaculture mettra encore de très longues années à prendre la place du modèle agricole conventionnel qu'on cherche à imposer depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Sans trop d'optimisme, et pour reprendre encore une dernière fois les propos de Pierre Rabhi, « il est illusoire de croire que l'argent obéit à la rationalité ; ce que nous appelons l'économie ne traduit qu'un désir matériel permanent et sans cesse inassouvi » (Rabhi, 2008, p. 21) dont on rend victimes les agriculteurs et les consommateurs.

On en revient à la fraîcheur du produit comme garantie fondamentale de la qualité. Il ne s'agit pas de tergiverser car le constat tiré de nos recherches en Inde et en France est manifeste : seul le circuit court peut garantir la fraîcheur d'un produit agricole.

La fraîcheur d'un légume qui paraît essentielle pour le consommateur dirige les lobbyings agro-industriels sur des pentes qu'il risque d'être difficile de ré-escalader si l'on s'aperçoit d'une réelle dangerosité pour la santé des consommateurs. Nos recherches sur la production de tomates dans le Marmandais ont fait apparaître que la tomate aujourd'hui produite en majorité dans une serre haute chauffée se conserve en moyenne une semaine dans un endroit sec et frais. Mais comme les seuls endroits frais dans nos habitats modernes surchauffés sont situés dans le réfrigérateur et sont par conséquent humides, il a fallu améliorer la tomate pour la rendre résistante non seulement à l'humidité mais également aux moisissures susceptibles

d'apparaître dans ce milieu froid et humide. On est là dans une situation éclatante où il faut adapter le produit au mode de conservation et de consommation, plutôt que de redonner aux individus le goût d'un produit de saison, certes plus fragile mais ô combien plus adapté au rôle qu'on attend de lui et qui est d'abord de nourrir sainement les êtres vivants, et pas seulement de les alimenter. C'est en lisant l'ouvrage étoffé de Jean Morelle, préfacé du professeur Israël que nous comprenons la dangerosité d'un produit agricole fragile exposé à l'oxydation rapide de ses cellules (Morelle, 2003). Il a été dit et redit que la santé passe avant tout, comme le souligne le docteur Jean Seignalet dans « *L'alimentation ou la troisième médecine* », que « la seule solution positive est la correction de nos erreurs, que contre la pollution des sols, le seul remède est la généralisation de l'agriculture et l'élevage biologique... » (Seignalet, 2004, p. 600).

Des pistes sont dès lors grandes ouvertes pour poursuivre des recherches susceptibles de mieux cerner les tenants et les aboutissants d'une agriculture durable.

Conclusion

La volonté de présenter un article hommage au chercheur qu'était Philippe Schar est pour moi l'occasion d'aborder une question de fond, après une longue réflexion sur le parcours de mes questionnements en géographie sociale, depuis mes premières recherches en Inde qui furent axées sur les relations marchandes et l'agriculture durable. Nous en sommes arrivés à la conviction que la connaissance n'est pas qu'une accumulation d'informations, trop souvent mal et inutilement utilisées, de phrases et de mots. Elle s'ancre bien davantage dans l'esprit de chacun, sous la forme d'un vécu et d'un ressenti qu'il appartient alors de garder pour soi-même mais aussi de diffuser aux autres quand le besoin s'en fait sentir. L'expérience individuelle est fondamentale, mais celle-ci n'est acquise que par soi-même et jamais par les autres. Elle se nourrit de sa propre curiosité et du propre passé de chacun.

J'ai rencontré Philippe Schar dans son bureau de la Maison des Suds, qui portait encore sur ses murs les initiales CEGET (Centre d'Etudes de Géographie Tropicale), au moment où je partais la première fois dans le sud de l'Inde. Il m'a alors confié : « c'est encore mieux de partir depuis zéro, dans un pays où tu as tout à découvrir, avec la formation que tu as reçue » (paroles de Ph. Schar avant mon départ en Inde du Sud, 1994).

Mes recherches en Inde m'ont conduit vers un paradigme qui véhicule une représentation du monde et une ineffable cohérence dans la manière d'aborder les éléments qui le compose. Sur quel autre rail aurait pu me conduire mon expérience indienne, sinon sur celle de l'agroécologie et, plus naturellement, de la permaculture, qu'il s'agit de considérer non pas seulement en tant qu'activités humaines propices à l'autonomie, mais surtout en tant que philosophie ou art de vivre ? « D'un art de vivre à l'autre ou de l'Inde à la permaculture » : tel pourrait être l'autre titre de cette réflexion.

Philippe Schar avait eu l'esprit de me dire de partir sans idées préconçues et formatées et j'ai aujourd'hui l'intime conviction que, dans mon domaine, tout ou presque reste à construire avec cet esprit d'ouverture. Inutile de se lancer à corps perdu dans une recherche comme celle d'une filière, si c'est simplement pour reproduire ce qui a été construit, dit et redit par des générations d'auteurs. Certes, ils ont tracé les débuts d'une piste, mais il semble que chacun peut trouver son chemin à travers une quête personnelle pour élaborer de nouveaux paradigmes qui ouvrent la voie d'un rapport encore plus étroit entre l'homme et la nature. En ce sens l'agriculture doit se convertir à la permaculture pour être durable.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

AMARTYA SEN (2007) – *L'Inde. Histoire, culture et identité*. Paris, Odile Jacob, 416 p.

CADENE Ph. (1993) – Réseaux économiques et territoires de l'identité : migrations de travail et migrations de mariage des membres d'une communauté marchande dans une petite ville indienne. *Cahiers des Sciences Humaines*, 29(2-3) : 443-463.

CARSON R. (1963) – *Printemps silencieux*. Paris, Plon, 283 p.

CIRAD (2009) – http://agroecologie.cirad.fr/dossiers/les_challenges_de_l_agroecologie

COLLETIS-WAHL K., PERRAT J. (2004) – « Proximités et dynamiques spatiales ». In : PECQUEUR B., ZIMMERMANN J.B. (éds.), *Économie de proximité*. Paris, Lavoisier. 264 p.

DEGENNE A., FORSE M. (1994) – *Les réseaux sociaux*. Paris, Armand Colin, 288 p.

DI MEO G. (1997) – *Dynamique des milieux et sociétés : espaces tropicaux, espaces européens. Éléments pour un séminaire de formation à la recherche*. Année universitaire 1997-1998, Institut de géographie Louis Papy, Université de Bordeaux 3, 336 p.

DI MEO G. (1991) – *L'homme, la société, l'espace.* Paris, Anthropos, 320 p.

DUMONT R. (1988) – *Un monde intolérable. Le libéralisme en question.* Paris, Éditions du Seuil, 285 p.

GENEREUX J. (2010) – *La grande Régression*. Éditions Seuil, 279 p.

GIROUD G., ALAVOINE-MORNAS F., MORGE D. (2002) – *Stratégie et potentialités de valorisation commerciale des productions agricoles dans la communauté d'agglomération du Pays d'Aix. Place des circuits courts dans les stratégies de commercialisation des productions – cas des cultures légumières et viticoles.* Cemagref, octobre 2002, 120 p.

HARTMUT R. (2010) – *Accélération. Une critique sociale du temps*. La Découverte, 474 p.

HINNEWINKEL C., GUILLERME S., QUITTÉ J.M., MENON A. (2009) – Dynamiques agricoles dans les monts Nilgiri (Inde) : entre crise économique et promotion de l'environnement. Les *Cahiers d'Outre-Mer*, juillet-septembre 2009 : 275-468.

HOCKINGS P. (1997) – *Blues mountains revisited.Cultural studies on the Nilgiri Hills*. New-Delhi, Oxford University Press, 345 p.

LANDY F. (1997) – Une révolution vert pâle : les limites de l'intensification agricole en Inde semi-aride. *Annales de Géographie*, 598, 1997, pp. 571-591.

MAIRE R., QUITTÉ J.M. (2012) – *Petit vocabulaire de l'agroécologie*. Éditions Confluences, 96 p.

MORELLE J. (2003) – *L'oxydation des aliments et la santé. Prévention des dangers de l'agression oxydative alimentaire par le bon usage des fruits et des légumes*. Paris, Collection « Écologie Humaine », 257 p.

NICOLINO F., VEILLERETTE F. (2007) – *Pesticides. Révélations sur un scandale français*. Fayard, 384 p.

PADILLA MC., GUZMAN ES. (2008) – Certification participative et transformation sociale. In : PEREZ-VICTORIA S. et SEVILLA GUZMAN E., *Petit précis d'agroécologie. Nourriture, autonomie, paysannerie.* Édition Jean-Marc Lucquet, 120 p.

PECQUEUR B., ZIMMERMANN J.B. (dir.), (2004) – *Économie de proximité*. Paris, Lavoisier. 264 p.

PEZE M. (2008) – Ils ne mouraient pas tous mais tous étaient frappés. *Journal de la consultation « Souffrance et Travail »*, Pearson, 214 p.

PEZRÈS E. (2010) – La permaculture au sein de l'agriculture urbaine : du jardin au projet de société. *Vertigo*, 10(2), septembre 2010, 12 p.

QUITTÉ J.M., MAIRE R. (2011) – L'accélération de la Chine et de l'Inde dans la course au développement : quelques points sensibles. *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°252-253, n° spécial Chine (hommage à Pierre Gentelle), 295 p.

QUITTÉ J.M. (2003) – *La filière maraîchère de Mettupalaiyam. Une approche géographique des échanges marchands en Inde du Sud*. Thèse de doctorat, Université Michel de Montaigne, Bordeaux 3, 316 p.

QUITTÉ J.M. (2002) – Une filière peut en cacher une autre : commercialisation des légumes et plantations de théiers dans les Nilgiri (Inde du Sud). *Les Cahiers d'Outre-Mer,* Filières de produits tropicaux, 220, octobre-décembre 2002, pp. 407-420.

RABHI P. (2008) – *Manifeste pour la terre et l'humanisme*. Babel, 139 p.

SACK R.D. (1986) – *Human territoriality: Its theory and history*. Cambridge, Cambridge University Press.

SAIVES A.L. (2004) – *Territoire et compétitivité de l'entreprise*. Paris, L´Harmattan, 494 p.

SAPORTA I. (2011) – *Le livre noir de l'agriculture. Comment on assassine nos paysans, notre santé et l'environnement*. Paris, Fayard, 250 p.

SCHAR Ph. (1992) – *Vivre et survivre en pays Coorg. Agriculture et alimentation en Inde du Sud.* Bordeaux, Espaces Tropicaux, 5, 224 p.

SCHAR Ph. (1989) (1) – L'adaptabilité des groupes socioéconomiques au développement de l'irrigation : le cas du taluk de Pollachi (Inde méridionale). *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 167, pp. 221-256.

SCHAR Ph. (1989) (2) – *Well irrigation and socio-economic changes. A case study in Pollachi taluk Coimbatore District, Tamil Nadu*. Pondy papers in social sciences, Institut français de Pondichéry, July 1989, 36 p.

SHREIBER K. – http://www.la-vie-rurale.fr/manifestations-culturelles/1e-edition/conferences-debats-agriculture-durable-l-horizon-des-possibles.html

SEIGNALET J. (2004) – *L'alimentation ou la troisième médecine*. Paris, Collection écologie Humaine, 5ème édition, 660 p.

SHASHI THAROOR (1997), (nouvelle édition 2007) – *L'Inde d'un millénaire à l'autre : 1947-2007*. Paris, Éditions du Seuil, 467 p.

CHAPITRE 10

LA « TRANSITION AGRAIRE » DANS LE NORD DE LA THAÏLANDE : DU PERIURBAIN AUX MARGES MONTAGNEUSES (1966-2006)

Michel Bruneau

Cette étude porte sur la transition agraire dans quatre villages du Nord de la Thaïlande au cours d'une période relativement longue de 36 à 40 ans (1966-70 à 2005-6)[1]. Les quatre villages étudiés sont alignés sur un transect Nord-Ouest Sud-Est des bassins du Nord à la Plaine Centrale qui permet de mesurer l'impact de la « transition agraire » sur la société et l'économie rurale de cette région, le Nord de la Thaïlande.

Les deux villages de Ban Muang Wa et Ban Pa Buk se trouvent dans le bassin de Chiang Mai, dans une zone d'agriculture irriguée très densément peuplée d'occupation ancienne. Ils sont au cœur même de la zone centrale la plus urbanisée et industrialisée du Nord de la Thaïlande. De rurale dans une région peu urbanisée dans les années 1960 leur situation est devenue périurbaine, avec la croissance de la zone urbanisée et industrialisée de Chiang Mai-Lamphun, en 2006. Celle-ci est devenue le principal pôle de croissance du Nord le long d'un couloir ou axe de développement. Les deux

[1]Une version légèrement différente de ce texte fut publiée en anglais (fin 2011) dans le livre : J. Rigg, P. Vandergeest (eds), *Revisiting rural places : Pathways to poverty and prosperity in Southeast Asia*, National University of Singapore Press, 410 p.
Ce travail s'est inscrit dans le projet de recherche « *The Challenges of the Agrarian Transition in Southeast Asia* » (dir. Rodolphe De Koninck) du Conseil canadien des recherches en Sciences humaines et sociales (2005-2010).

autres villages, Ban Samkha et Ban Satho, sont en position beaucoup plus marginale, éloignés des principaux centres urbains dans des zones de collines ou de piedmont en bordure des plaines ou bassins. Dans les années 1970, Ban Samkha était très mal relié aux grandes voies de communication et Ban Satho, en bordure d'une route récemment construite, était sur un front pionnier de défrichement et de peuplement récents et en cours, dans une zone de forêt et de collines au nord de la Plaine Centrale. Ce dernier village était le seul qui avait peu de rizières et de cultures vivrières, alors que les trois autres étaient des implantations anciennes, participant à une société et une civilisation rurale traditionnelle basée sur la riziculture irriguée.

Après avoir décrit les conditions d'enquêtes et de recueil des données aux deux périodes considérées, on analysera la transition agraire dans les deux villages du périurbain et dans les deux autres situés sur les marges montagneuses ou collinaires. On montrera ensuite le rôle des politiques publiques de développement et celui des ONG au cours de la période de 40 ans considérée, qui permettent de comprendre les transformations les plus importantes. On prendra pour terminer une vision d'ensemble de ce qui a changé et des éléments de continuité dans les 4 villages, ce qui permettra de mieux caractériser les deux phases, distantes d'une trentaine d'années, de la transition agraire dans le Nord de la Thaïlande.

Types d'approche et méthodologie de l'étude aux deux dates

Ces quatre villages, d'une centaine de maisonnées (*households*) chacun (tableau 1)[2], sont pris comme des unités d'habitat qui se distinguent dans le paysage et comme des unités d'enquêtes socioéconomiques signifiantes. Une enquête par questionnaire a été menée dans la quasi-totalité des maisonnées de chaque village aux deux dates ainsi que des enquêtes qualitatives ouvertes auprès du chef de village et de paysans particulièrement actifs et représentatifs. La première enquête (1966-70) a été effectuée par Michel Bruneau dans le cadre d'une thèse de doctorat d'Etat à l'Université de Paris-Sorbonne, soutenue en 1977. Les résultats figurent dans la thèse et dans des publications d'articles[3]. La seconde enquête (2005-2006) a été menée par deux étudiants de Master de l'Université de Chiang Mai, Jakkree Promsiri et Siripan Chettrakul dont les mémoires dirigés par le professeur Chusak

[2] Tous les tableaux sont regroupés en fin d'article.

[3] Le village de Ban Muang Wa avait fait l'objet d'un article publié dans les Cahiers d'Outre-Mer en 1970.

Wittayapak ont été soutenus en juillet 2007. L'éloignement dans le temps et les conditions différentes dans lesquelles ont été menées les deux enquêtes n'ont pas permis un suivi des familles aux deux dates, mais une comparaison des villages dans leur globalité.

D'autre part, des cartes d'utilisation du sol ont été dressées à partir de couvertures photographiques aériennes de 1969-70 (M. Bruneau), 1988-89 et d'images satellitaires SPOT de 2005-2006 (S. Chettakul, J. Promsiri) pour les 4 villages. Elles ont permis, à l'aide d'un système d'information géographique (SIG), de comparer les paysages aux différentes dates et d'analyser l'évolution des superficies cultivées et bâties entre ces 3 dates. Les changements en matière d'environnement ont pu aussi y être étudiés au cours de la période (1969-2006).

Deux villages du bassin de Chiang Mai en voie de périurbanisation

Dans cette région périurbaine d'occupation ancienne et de forte densité (500 à 700 hab/km^2), la population a continué de croître (43 % entre 1966 et 2005 à Ban Muang Wa) et l'espace bâti de s'étendre. Ce dernier est passé de 10 à 20 % à Ban Pa Buk entre 1989 et 2005.

Les deux villages étaient en 1970 avant tout rizicoles en saison des pluies, en grande partie pour l'autoconsommation, et faisaient des cultures irriguées commerciales en saison sèche. La plus grande partie des villageois de Muang Wa et de Pa Buk dépendaient de l'agriculture pour leurs revenus, même si 80 % des maisonnées de Pa Buk avaient déjà une partie de leurs revenus provenant de l'artisanat ou du commerce (tableau 3).

A Pa Buk comme à Muang Wa, les rapports entre les paysans et la terre étaient très inégaux : 26 % seulement disposaient d'une superficie suffisante ne nécessitant pas de louer ou prendre en métayage (36 % à Muang Wa), 22 % n'ayant pas une superficie suffisante (28,5 % à Muang Wa), 4 % étant sans terre (11 % à Muang Wa) (tableau 5). En revanche, à Pa Buk près de 80 % disposaient de revenus non agricoles, artisanaux ou commerciaux, 1 % seulement sans aucune activité agricole, alors qu'à Muang Wa 11 %, les sans-terres vivant de salaires de journaliers (tableau 3). En 2005, 10 % seulement des maisonnées de Muang Wa et 7 % de celles de Pa Buk avaient des activités uniquement agricoles, alors que 41 % et 18 % respectivement n'exerçaient que des activités non agricoles. La majorité (49 % à Muang Wa, 75 % à Pa Buk) travaillait à la fois dans le secteur agricole et le secteur non agricole (tableau 3). Mais la part du revenu provenant de l'agriculture dans le revenu total de ces villages n'excédait pas 10 à 25 % en 2005 (tableau 2). La résilience du

secteur agricole, en termes de présence dans le paysage et de production, est frappante même si sa contribution aux revenus et aux modes de vie est de plus en plus marginale dans ce milieu périurbain.

Bien que l'agriculture ne soit plus de loin la principale source de revenu pour 90 % des maisonnées, la majorité d'entre elles continue de la pratiquer. Il s'agit certes d'une agriculture plus intensive et orientée vers les échanges commerciaux, dans laquelle la part de la riziculture d'autosubsistance a tendance à diminuer, voire à disparaître (Pa Buk), mais pas toujours (tableau 4). Le village périurbain de Muang Wa garde une forte proportion de sa population, la moitié environ, produisant son riz. L'amélioration des conditions d'irrigation à la suite de la construction d'un barrage-réservoir en 1993 y est sans doute pour quelque chose, mais surtout l'attachement d'une grande partie de la population des anciennes générations à la riziculture est également à prendre en compte. Il s'agit d'un héritage culturel tout autant que d'un complément pour un revenu qui, pour l'essentiel, provient du secteur non agricole. Alors que le village de Ban Muang Wa est déjà entré dans le périurbain de Chiang Mai par son niveau élevé de migrations pendulaires quotidiennes, celui de Pa Buk, plus éloigné du principal centre urbain, garde une autonomie socioéconomique plus grande, qui s'appuie sur un socle d'activités artisanales et commerciales locales anciennes.

Deux villages des marges montagneuses : Ban Samkha et Ban Satho

Ban Samkha et Ban Satho sont des villages qui se situent à la marge collinaire ou montagneuse d'espaces densément peuplés. Le premier est un village ancien, à forte cohésion sociale, situé dans un milieu en partie forestier et montagneux, alors que le second est un village plus récent de front pionnier avec une population plus composite et mobile. Ce sont deux cas de figure très différents par rapport à la diversification des activités, au rôle joué par l'agriculture, à la protection de l'environnement, à l'endettement, à la mobilité de la population paysanne et à la cohésion de la communauté villageoise.

Ban Samkha est un village *Khon Muang* ancien doté d'une vie communautaire et d'une forte cohésion (pagode et école anciennes). Le niveau d'éducation avec ses trois instituteurs est plus élevé et son rôle de village modèle dans lequel interviennent bon nombre d'ONG a élevé le niveau de formation de l'ensemble de la population. Les jeunes peuvent plus facilement poursuivre leurs études à l'extérieur du village et trouver ensuite des emplois salariés urbains. L'importance de l'agriculture dans le mode de

vie des villageois est résiduelle, car elle concerne la majorité d'une population qui est vieillissante, mais ne la fait pas vivre comme en 1970 : moins de 10 % du revenu moyen, avec seulement 18 % de maisonnées vivant uniquement de l'agriculture (tableaux 2 et 3). L'accès à Internet a permis aux habitants de Ban Samkha d'avoir des informations et de participer à des réseaux très utiles pour leurs problèmes environnementaux et de surendettement. Les contacts fréquents avec l'extérieur ont eu des effets très bénéfiques sur les connaissances et l'expérience des villageois. Ils sont dus à des visites d'habitants du village dans d'autres villages et projets de développement ou bien à des visiteurs extérieurs venus voir ce village modèle. Cependant le vieillissement de la population locale et la forte mobilité des jeunes vers l'extérieur risquent dans l'avenir de provoquer l'abandon de terres agricoles et l'impossibilité de maintenir les projets de conservation des ressources naturelles.

Ban Satho, village de création beaucoup plus récente qui n'a pas encore terminé la construction de sa pagode et qui a une population hétérogène par ses origines (Khon Muang et Thai de la Plaine Centrale), n'a jamais eu de riziculture vivrière significative à cause du milieu de collines sans plaine alluviale suffisante. L'agriculture spéculative de plantes commerciales a toujours dominé sur ce front pionnier. En 1970 c'était le coton associé aux haricots noirs (*thua dam*) et le maïs qui dominaient. A partir de 1984, puis surtout de 1991, les paysans ont changé de système de culture en s'orientant avec l'aide de l'Etat vers la plantation de mandariniers ou d'orangers qui rapportaient davantage : de 18 % on est passé à 52 % de la surface cultivée (tableau 4). La baisse récente du prix des mandarines et oranges à cause de la concurrence chinoise commence à orienter certains paysans vers d'autres cultures : la canne à sucre, l'hévéa, les plantations de teck. La forêt qui avait déjà beaucoup reculé devant l'avancée des cultures spéculatives (coton, maïs) jusqu'en 1984, a continué à reculer au profit des plantations de mandariniers et orangers jusqu'en 2005 (tableau 4). La sécurité du statut des terres n'est pas assurée car il n'existe pas de véritables titres de propriété (*sorporkor*). Les jeunes ont du mal à trouver de nouvelles parcelles à planter en orangers, ce qui les amène à chercher du travail à l'extérieur du village au moins une partie de l'année.

Ce village a toujours vécu d'une agriculture spéculative dépendante du marché. Il dépend aujourd'hui d'emplois temporaires, saisonniers, hors du village, en ville ou sur des chantiers, qui fournissent un peu plus de la moitié du revenu des familles (tableau 2). L'agriculture des plantations d'orangers, qui peut se transformer en fonction du marché, continue à être au centre de l'économie de ce village, contrairement aux autres cas étudiés. Les villageois migrent temporairement à Bangkok ou dans des zones industrielles en

morte-saison pour compléter leur revenu et payer leurs dettes. Leur mobilité dépend de la demande de travail pour les plantations d'orangers. Ils reviennent pour la récolte des oranges et mandarines ou pour tout autre gros travail agricole dans l'année (plantation de nouveaux arbres fruitiers). Ban Satho joue donc le rôle d'une réserve de travailleurs non qualifiés pour Bangkok et d'autres centres urbains, mais les jeunes restent actifs dans le secteur agricole une partie de l'année.

Le rôle des politiques publiques de développement et des ONG dans la transition agraire

Les politiques publiques d'aide au développement ont joué un grand rôle dans l'évolution de Ban Samkha qui a reçu une dotation spéciale (460 000 bahts, environ 14 000 dollars américains) du Premier Ministre Thaksin via le *Department of Environmental Conservation*, à la suite de sa visite dans le village en juin 2003. Un grand nombre d'ONG et d'organismes gouvernementaux (18 en tout) sont intervenus à partir des années 2000 faisant de Ban Samkha un village modèle de développement durable. Une visite de leaders du village et de jeunes au *Huay Hong Krai Royal Project* les avait également motivés pour s'organiser en vue de remédier à leur surendettement. A Pa Buk, le programme *One tambon one product* de l'Etat a favorisé les progrès récents de l'artisanat du coton alors que celui des plantations de longaniers est dû à des initiatives privées de commerçants intermédiaires (*Po Lieng*).

A Muang Wa, c'est la construction d'un barrage-réservoir sur la Mae Kuang en amont du village, achevée en 1993, qui a permis un accroissement significatif de la superficie cultivée en riz de saison sèche et cultures d'après moisson (principalement soja). La superficie cultivée en riz s'est accrue de 23 % pour le riz de saison des pluies et de 16 % pour le riz de saison sèche pendant la période 1966-2006, tandis que la superficie cultivée en soja a triplé, celle en tabac disparaissant. La politique d'investissement de l'Etat dans l'aménagement d'infrastructures destinées à l'irrigation a donc permis une intensification de la riziculture et un accroissement de la production de soja grâce à l'augmentation de la superficie cultivée sur rizières en saison sèche. Le seul village qui n'ait pas bénéficié d'interventions et d'aides particulières de l'Etat, en dehors du fonctionnement normal des services du district (Amphoe Si Satchanalai) et de la *Bank of Agriculture and Agricultural Cooperatives* (BAAC), est Ban Satho, le moins avancé des 4 villages en matière de développement.

Les mesures de protection de l'environnement forestier à Ban Samkha sont certes dues aux interventions des ONG et aux aides de l'Etat : arrêt des cultures sur brûlis, construction de petits barrages, aménagement de couloirs anti-feux de forêts et surveillance nocturne aux périodes critiques. La forêt communale du village a été précisément délimitée et un comité de gestion constitué grâce à l'encadrement de l'*Hydro and Agro Informatics Institute* (HAII). Il a été chargé de définir des règles de fonctionnement en rapport avec les pratiques coutumières traditionnelles. Ces règles ont été élaborées et adoptées au cours de forums entre villageois encadrés par les membres du HAII. Mais rien n'aurait été possible sans une forte mobilisation des villageois, des jeunes en particulier, autour de leur école et de ses instituteurs et grâce aux structures communautaires traditionnelles (solidarité et entraide au niveau villageois, irrigation). La superficie en forêt dégradée est passée de 13 à 10 % de la superficie totale entre 1988 et 2005 au profit de la forêt naturelle passée de 72 à 73 % (Promsiri, 2007) comme cela se voit aussi dans le tableau 4. Les ressources en eau ont été également accrues par la construction de nouveaux réservoirs en montagne et de mares pour stocker de l'eau à proximité des rizières entre 1988 et 2005. La gestion communautaire des ressources forestières et hydriques, récemment mise sur pied, protège l'accès de la population locale à ces ressources, tout en préservant son identité culturelle et en la protégeant contre un interventionnisme « conversationniste » de l'Etat.

Des mesures protectrices de l'environnement ont pu être prises par les agriculteurs eux-mêmes qui à Muang Wa, par exemple, ont constaté la détérioration des sols, de la faune utile (crabes et poissons de rizières) et des cultures elles-mêmes (rabougries avec des rendements moindres) par suite de l'application d'engrais chimiques pendant une longue période. Ils ont donc tendance à de plus en plus les remplacer par des engrais animaux et des hormones naturelles.

A Ban Satho, on est encore dans le système pionnier traditionnel de recul de la forêt naturelle, passant de 39 % de la superficie en 1970 à 18,5 % en 2005, et de la forêt dégradée passant de 39 % à 18 % aux mêmes dates. Les plantations d'orangers et mandariniers ont, elles, progressé de 18 % à 52 % au cours de la même période (Promsiri, 2007 ; tableau 4). Aucune mesure particulière de protection de la forêt n'a été prise sur le terroir de Ban Satho. L'absence de titres de propriété de la terre montre bien que le caractère pionnier de ce terroir se perpétue encore aujourd'hui.

Qu'est-ce qui a changé et quels sont les éléments de continuité au cours de ces 35 ans ?

L'agriculture n'a pas disparu et reste centrale dans le mode de vie de la majorité des habitants de ces quatre villages, même si elle joue un rôle de plus en plus faible dans leur revenu, sauf dans un cas (Ban Satho). La riziculture d'autosubsistance est profondément ancrée dans les modes de vie des villages les plus anciens. Elle n'a quasiment disparu que dans le cas d'un village (Ban Pa Buk) qui en 1970 était déjà, pour moitié de ses revenus, orienté vers les activités artisanales et commerciales. Ce village a préféré la remplacer par une culture arbustive d'un meilleur rapport, les longaniers. La tendance à l'intensification et à la mécanisation de l'agriculture domine, ce qui entraîne un endettement plus fort qu'en 1970. Les banques et les organismes de crédit ont remplacé en grande partie les prêts usuraires entre voisins, parents ou patrons de village (*Po Lieng*). Le phénomène du surendettement pour des biens de consommation ou des équipements agricoles ne correspondant pas aux besoins réels se manifeste un peu partout, mais en particulier à Ban Samkha où il a été pris en charge par des ONG.

Dans tous ces villages l'accès par la route s'est beaucoup amélioré : routes goudronnées. L'électrification et l'eau courante au robinet dans toutes les maisons, inexistantes en 1970, ont été mises en place, permettant l'achat d'appareils électroménagers et de téléviseurs qui se répandent. La climatisation est installée dans quelques maisons et l'habitat d'une façon générale s'est modernisé, suivant de moins en moins les modèles traditionnels de maisons en bois sur pilotis. Les téléphones portables inexistants en 1970 se sont généralisés. La mobilité des villageois s'est considérablement accrue ainsi que le nombre des véhicules motorisés. Les migrations de travail quotidiennes restent limitées dans les villages des marges, mais sont plus fréquentes dans le périurbain. En revanche, les migrations saisonnières et temporaires ou plus durables s'y sont beaucoup répandues. Elles sont beaucoup plus importantes à Ban Satho qu'à Ban Samkha où une grande majorité de la population travaille dans le village grâce à des entreprises locales. Le maintien d'une agriculture d'autosubsistance avec relativement peu d'intrants chimiques et d'équipements modernes à Ban Samkha s'explique par le vieillissement d'une population, qui va devenir de plus en plus dépendante des remises envoyées par la jeune génération, ayant émigré durablement ou de façon permanente en ville grâce à son niveau d'éducation plus élevé.

Les petites entreprises artisanales ou semi-industrielles qui n'existaient pas en 1970 sont apparues dans les villages les plus éloignés : trois à Ban Samkha, une à Ban Satho. Dans les villages périurbains, les entreprises

situées dans la ville voisine ou les villages voisins donnent du travail à domicile (Ban Pa Buk) ou attirent des travailleurs du village (Ban Muang Wa). Ceci explique la croissance des revenus non agricoles, de même que la mobilité du travail saisonnier ou temporaire. La mise en place d'un tissu entrepreneurial, en particulier dans le périurbain, permet de comprendre la croissance de ces revenus non agricoles au sein de villages dont l'apparence demeure essentiellement rurale. Le phénomène était déjà amorcé en 1970 (Bruneau, 1975) mais n'a fait que s'intensifier et croître depuis.

Dans trois des quatre villages, les plus anciens, l'existence de structures collectives, de groupements de toutes sortes au sein du village, ainsi que d'une identité culturelle ethno-régionale affirmée (*Tai Lü, Tai Yong, Khon Muang*), joue en faveur de la cohésion communautaire : monastère bouddhique, groupe de travail de l'irrigation traditionnelle, école primaire et association funéraire, par exemple. Cette cohésion aide à trouver des solutions au surendettement et à la préservation de l'environnement (Ban Samkha), à conserver un mode de vie basé sur la riziculture (Ban Muang Wa, Ban Samkha) ou sur une combinaison de l'artisanat et de l'agriculture (Ban Pa Buk). Mais cette cohésion sociale n'est pas liée uniquement à l'agriculture comme le montre l'exemple du village pionnier de Ban Satho, le plus dépendant des activités agricoles de nos quatre villages mais dont la population hétérogène et d'implantation plus récente ne manifeste pas une cohérence comparable.

Ces villages étaient tous entrés dans l'économie de marché déjà en 1970. Ils ont continué à adapter leur système de cultures aux sollicitations du marché au long de ces 35 à 40 ans. La riziculture d'autosubsistance (riz gluant) qui est un élément essentiel de la culture paysanne du Nord de la Thaïlande n'a été abandonnée que dans le cas de Ban Pa Buk, village anciennement orienté vers des activités artisanales et commerciales, non agricoles. En situation périurbaine, la riziculture et plus généralement les activités agricoles sont cependant menacées, si l'on en juge par la présence de rizières en friche de plus en plus nombreuses le long du corridor Chiang Mai-Lamphun. La spéculation foncière d'origine urbaine fait reculer la riziculture ou bien les cultures fruitières spéculatives de longaniers d'un bon rapport, qui souvent remplacent les rizières. L'agriculture à Ban Muang Wa est menacée aussi parce que ce village risque de devenir de plus en plus une réserve foncière pour la construction de lotissements destinés aux classes moyennes urbaines

La proximité de la zone industrielle de Lamphun n'a pas profondément transformé la vie ni les rapports de production dans la communauté villageoise de Pa Buk qui résiste bien. Elle conserve une activité agricole centrée sur les plantations de longaniers et une activité artisanale à domicile

en relation avec des entrepreneurs et commerçants des villes voisines. Le travail salarié en usine ne concerne que 7 % des maisonnées. C'est encore une preuve de la résilience des communautés villageoises du Nord (Tai Yong dans ce cas) en termes de cohésion communautaire, de traditions agraires, de modes de vie locaux ou de perpétuation de la riziculture familiale. Dans le cas de Pa Buk, ce sont les traditions artisanales alliées à une cohésion sociopolitique héritée de Muang Yong (Yunnan) d'où les villageois ont émigré au début du XIXe siècle.

D'une transition agraire à l'autre (1970-2006)

L'étude comparée de ces quatre villages du Nord de la Thaïlande, caractérisés par une agriculture paysanne, permet de formuler une conclusion plus générale quant aux caractéristiques des deux transitions agraires par lesquelles ils sont passés au cours de cette période d'une trentaine à une quarantaine d'années.

La première transition agraire, celle des années 1970, était la conséquence de la progression de l'économie de marché dans les zones rurales du Nord de la Thaïlande, facilitée par le début de la modernisation des infrastructures de transport. La part de l'agriculture d'autosubsistance (culture du riz gluant de saison des pluies) commençait à diminuer et celle des cultures commerciales (*cash crops*) à augmenter, les systèmes de cultures évoluant en fonction des sollicitations du marché. Le crédit s'organisait en fonction des rapports marchands avec les commerçants sino-thaïs des petits centres urbains (*tao kai* et *po lieng*) et des relations sociales à l'intérieur du village (parenté, *pi nong kan*, et relations patron-clients *po lieng*). Les secteurs bancaire et coopératif avaient encore peu pénétré dans ces villages. La terre et les modes de faire-valoir (direct, location de terre, métayage) étaient au cœur de l'économie et de la société villageoise dont l'essentiel du revenu était d'origine agricole. Cette première transition était marquée par un accroissement des inégalités sociales en fonction du contrôle de la terre, des relations commerciales et par le début du recul des solidarités dans la communauté rurale (entraide et échanges de travail), remplacées de plus en plus par le travail salarié.

Dans la seconde transition agraire, celle des années 2000 conséquence de la période de forte croissance de la Thaïlande (1986-1996), la modernisation des infrastructures routières s'est généralisée, permettant le développement des mobilités, des migrations et des échanges commerciaux entre villes et campagnes. La mécanisation et l'intensification de l'agriculture ont beaucoup progressé grâce à des politiques publiques d'aménagement de

barrages et canaux d'irrigation, de vulgarisation agricole, de prêts, et grâce à la pénétration du secteur bancaire. La protection de l'environnement et la lutte contre le surendettement progressent également avec l'introduction des ONG au niveau villageois. On constate parallèlement une diversification des activités agricoles, déjà amorcée précédemment, mais de plus en plus un développement des activités non agricoles, à cause du processus de périurbanisation (entreprises drainant la main-d'œuvre rurale ou distribuant le travail à domicile) et de la fondation de petites entreprises dans les villages eux-mêmes. Le revenu agricole a beaucoup reculé, représentant largement moins de la moitié du revenu total des maisonnées en 2005-2006. La très grande majorité des maisonnées et des individus exercent à la fois des activités agricoles et non agricoles ou uniquement non agricoles. Cependant l'agriculture subsiste, y compris la riziculture d'autosubsistance, comme mode de vie ou fait culturel (structures communautaires héritées), même si la population exerçant cette activité vieillit. L'industrialisation de l'agriculture par agrandissement des exploitations et des parcelles allant de pair avec la mécanisation ne se produit pas dans ces villages d'agriculture paysanne dont les terroirs morcelés ne sont pas favorables à cette autre forme de transition agraire. La périurbanisation et les emplois industriels ou artisanaux non agricoles se développent mieux dans ce milieu de bassins alluviaux à fortes densités de population paysanne. Dans les collines des marges, l'accroissement des migrations saisonnières ou pluriannuelles de travail est une réponse dans un milieu très défavorable au développement de grands domaines d'une agriculture capitaliste mécanisée. Là aussi, la petite agriculture paysanne a tendance à se maintenir. Mais on peut s'interroger sur son avenir.

En milieu périurbain, on peut percevoir la progression inexorable de l'urbanisation qui se traduit de plus en plus par la multiplication des friches et la conversion des parcelles au profit de l'habitat. Sur les marges montagneuses et collinaires, semblent se profiler soit la protection et la régénération du milieu forestier, soit le développement de plantations arbustives qui risquent d'échapper à la petite paysannerie.

Le développement agricole a progressé dans ces quatre villages par intensification, amélioration des systèmes d'irrigation et mécanisation, mais la part de l'agriculture a beaucoup baissé dans le revenu et l'emploi de leurs habitants. Elle a encore une importance certaine sur le front pionnier de Ban Satho, mais combinée aux migrations de travail non qualifié dans les centres urbains. Cependant, cette combinaison des activités agricoles et non agricoles ne conduit pas à la prospérité : les emplois non agricoles à l'intérieur (travail dans des petites entreprises) et à l'extérieur (travaux sur des chantiers) du village ne sont pas suffisamment rémunérés.

La cohésion communautaire et le niveau plus élevé d'éducation dans les trois villages les plus anciens jouent un rôle décisif pour faciliter l'appropriation de nouvelles technologies (innovations) et la protection de l'environnement, grâce aussi à des interventions et des aides extérieures. La tendance à la désintégration de la communauté rurale, qui apparaissait au cours de la première transition agraire (des années 1970) avec une différenciation croissante en classes sociales antagonistes, a été surmontée par la croissance des mobilités et de la diversification des activités, en particulier des activités non agricoles, en relation avec le processus d'urbanisation qui entraînait une baisse de la pression sur la terre agricole. La disparition de l'enjeu de la réforme agraire dans la seconde transition, celle des années 2000, a permis une revitalisation de ces villages grâce à de nouvelles activités économiques *in situ* ou en dehors. Néanmoins leur avenir reste incertain.

La spéculation foncière liée à l'expansion urbaine peut accélérer la disparition en tant que communautés des deux villages du bassin de Chiang Mai, Muang Wa et Pa Buk, alors que celui du bassin de Lampang, Ban Samkha, fait face au défi de la perte de la force de travail de ses jeunes et du vieillissement de sa population active agricole. Dans les deux cas, la reproduction des villages en tant que communautés ou unités de production agricole est incertaine. Quant au village pionnier de Ban Satho, en dépit de la poursuite du processus de sa construction communautaire (construction de la pagode ou *wat*), il risque de devenir de plus en plus une résidence non permanente de villageois qui travaillent plusieurs mois par an à l'extérieur (centres urbains ou chantiers de travaux publics) et qui reviennent au village pour les travaux de la saison agricole. Il peut devenir de plus en plus une réserve de travailleurs mobiles dont les enfants ne peuvent bénéficier d'une bonne infrastructure scolaire. N'ayant pas un espoir d'ascension sociale comparable à celui existant dans les trois autres villages, ses habitants risquent d'être de plus en plus tentés par une migration définitive dans une zone urbaine.

TABLEAU 1 – POPULATION DES VILLAGES EN 1966 ET 2006

Village	Nombre d'habitants	Nombre de maisonnées
Muang Wa 1966	353	81
Muang Wa 2005	505	129
Pa Buk 1970*	427	95
Pa Buk 2005	385	88
Samkha 1970	573	104
Samkha 2006	664	161

Source : Bruneau (1980) & Promsiri & Chettrakul (2006).

* Ce village était composé de deux hameaux en 1970, Pa Buk et Ton Phung, qui ont été divisés administrativement en 1987. En 2005, l'enquête a porté uniquement sur Pa Buk, ce qui explique la diminution de la population.

TABLEAU 2– PART DU REVENU PROVENANT DES ACTIVITES AGRICOLES ET NON-AGRICOLES (1966-70 ET 2006) (EN POURCENTAGE DU REVENU TOTAL)

Village	Revenu agricole (%)	Revenu non-agricole (%)
Muang Wa 1966	85	15
Muang Wa 2006	25	75
Pa Buk 1970	42	58
Pa Buk 2005	12	88
Samkha 1970	87	13
Samkha 2006	8	92
Satho 1970	96	4
Satho 2006	47	53

Source : Bruneau (1980) & Promsiri & Chettrakul (2006)

TABLEAU 3 – PROPORTION DE MAISONNEES PAR VILLAGE (EN POURCENTAGE) AYANT DES ACTIVITES AGRICOLES, NON AGRICOLES OU LES DEUX

Village	Activités exclusivement agricoles (%)	Activités exclusivement non agricoles (%)	Les deux (%)
Muang Wa 1966	89	-	11
Muang Wa 2006	10	41	49
Pa Buk 1970	19	1	80
Pa Buk 2005	7	18	75
Samkha 1970	91	1	8
Samkha 2006	18	14	68
Sato 1970	93	-	7
Satho 2006	34	12	54

Source : Bruneau (1980) & Promsiri & Chettrakul (2006).

TABLEAU 4 – EVOLUTION DE L'UTILISATION DU SOL (1969/70 ET 2005/6) (% SURFACE)

Village	Built up (%)	Rice fields (%)	Cash crops (%)	Orchards (%)	Forest (%)
Muang Wa 1970	23	41	36	-	-
Muang Wa 2005	18	45	21	16	-
Pa Buk 1988	11	40	49	-	-
Pa Buk 2005	20	7	-	73	-
Samkha 1969	2	9	1	3	85
Samkha 2005	3	6	1	7	83
Satho 1970	1	4	-	18	77
Satho 2006	5	5	2	52	36

Source : photographies aériennes, images SPOT ; Promsiri & Chettrakul (2007)

TABLEAU 5 – PROPRIETE ET/OU LOCATION DE LA TERRE AGRICOLE

Village	Possède la terre (%)	Loue la terre (%)	Possède et loue la terre (%)
Muang Wa 1966	42	19	39
Muang Wa 2005	85	15	-
Samkha 1970	34.5	43	12.4
Samkha 2006	62.8	12.7	24.5
Pa Buk 1970	26	18	22
Satho 1970	54	3.5	42.5
Satho 2006	84.6	3.7	11.7

Source : Bruneau (1980) ; Promsiri & Chettrakul (2010)

REFERENCES BIBLOGRAPHIQUES

BRUNEAU M. (1970) – Un village du nord de la Thaïlande : Ban Muang Wa.Les *Cahiers d'Outre-Mer,* 90 : 140-174.

BRUNEAU M. (1975) – L'apparition du fait urbain dans le nord de la Thaïlande.Les *Cahiers d'Outre-Mer*, 112 : 326-361.

BRUNEAU M. (1978) – Evolution de la formation sociale et transformations de l'espace dans le Nord de la Thaïlande (1850-1977). *Cahiers de Géographie du Québec*, 22 (56) : 217-263.

BRUNEAU M. (1980) – *Recherches sur l'organisation de l'espace dans le Nord de la Thaïlande.* Paris, H. Champion, 2 tomes, 1 044 p.

CHETTRAKUL S. (2007) – *Land use changes and livelihood diversification in the agricultural core areas of Northern Thailand*. Master of Science, Chiang Mai University, 75 p.

PROMSIRI J. (2007) – *Changes in rural livelihood and agriculture in peripheral areas of Northern Thailand: a case study of the traditional and newly established settlements*. Master of Science, Chiang Mai University, 115 p.

RIGG J. (2001) – *More than the soil: rural change in Southeast Asia*. Essex, Prentice Hall, 184 p.

RIGG J., NATTAPOOLWAT S. (2001) – Embracing the global in Thailand: activism and pragmatism in an era of deagrarianization ». *World Development*, 29 (6): 945-960.

CHAPITRE 11

LE DEVELOPPEMENT A L'EPREUVE DES FAITS. REGARDS CROISES AU BRESIL, EN INDE ET AU CAMBODGE

Frédéric Bourdier

Ce chapitre s'interroge sur les processus de décision qui génèrent et façonnent les opérations de développement dans les pays du Sud. On se concentre ici sur des interventions financées et commanditées par de grandes agences bilatérales ou multinationales ayant reçu l'aval des Etats récepteurs. Il va de soi que le sujet est large. Il court le risque de reproduire certains poncifs, de reprendre des formules toutes faites ou encore des constats peu originaux qui ne peuvent être validés scientifiquement. Afin d'éviter cet écueil qui consiste à émettre des généralités se détachant de leur contexte, le texte fait référence à des opérations d'aide au développement très localisées qui se retrouvent en Inde méridionale, en Amazonie brésilienne puis au Cambodge. Les suivis des projets s'étalent de 1995 à 2006. Loin de s'interpénétrer, les lieux, les périodes et les temps d'enquêtes ne se chevauchent pas. Elles ne se prêtent guère non plus à la comparaison puisque lesdites opérations se déploient dans des secteurs d'activités variés incluant la santé, le développement rural et la nutrition. Le propos de l'analyse est ailleurs : nous abordons un angle d'approche en amont qui consiste à confronter les logiques de formulations d'aide au développement avec les réponses émises par les populations locales ou les ONG qui les soutiennent, au demeurant subventionnées par les grands organismes de financement.

Le propos de cet écrit consiste à faire émerger des tendances, voire des systèmes de reproduction d'idéologies, censées refléter une certaine constante dans les façons de construire et penser les actions de développement. Ce qui autorise à mettre les actions évoquées en regards

croisés est l'attention portée à la nature et à la qualité des relations entre développeurs et développés afin d'évaluer la part allouée aux processus de négociations et à la possibilité de bifurcation des lignes de départ.

Deux questions en filigrane guident notre analyse. Elles sont choisies en raison de leur rémanence qui transcende les paradigmes ayant renouvelé la manière de penser l'aide au développement. La première traite des argumentations, tacites et exprimées, qui rentrent en jeu dans le choix d'un secteur d'activité déterminé et d'une sélection d'une population précise en un lieu précis. Comment une « cible » se justifie-t-elle et sur quels critères, objectifs et subjectifs, reposent les orientations de l'aide ? La seconde s'interroge sur les types de conciliations entretenues entre donateurs et bénéficiaires et leurs applications concrètes dans les formes d'interventions plus ou moins dirigistes.

D'autres questionnements auraient pu voir le jour, comme celui de la rationalité économique, souvent présentée comme carte maîtresse par la quasi-totalité des agences internationales, et celui des effets de la professionnalisation de l'assistance, érigé en prétexte de solidarité alors qu'il profite avant tout aux bailleurs de fonds et aux agences de coopération internationale. Des auteurs ont largement décortiqué, de façon plus ou moins incisive, ces aspects afin d'envisager l'enchevêtrement des prises de positions qui eu égard à l'idéologie du développement. Citons, au risque d'en oublier de nombreux autres, Serge Latouche (2001) et Gilbert Ritz (1996) qui remettent en question la pertinence de l'association méthodique du développement avec la notion de croissance portée par une obsession productiviste, rationnelle et rentable. David Mosse (2004 et 2005a) et avec David Lewis (2005b) ethnographient les pratiques de bonne gouvernance prônées par de grandes institutions et s'efforcent de discerner à qui elles profitent en priorité. D'autres comme Helena Norberg-Hodge (2002) questionnent le sens et la finalité de ce qu'on appelle couramment le développement, avec les valeurs et les formes de domination qui le sous-tendent.

En ce qui nous concerne, l'angle d'approche choisi revient à se pencher sur la construction de politiques de développement, avec comme hypothèse de départ que les interventions dont nous avons été témoin dans notre triangle géographique d'études répondent, en grande partie, à des agendas qui dépassent ou tiennent très peu compte des véritables nécessités entendues et perçues comme telles autant par les organismes locaux (ONG, entités locales) que par les populations visées.

Le regard porté ici est un regard anthropologique, plus précisément une anthropologie des institutions, enrichie d'une réflexion historique inspirée de

Karl Polyani (1983) qui mit à jour la grande transformation du monde accompagnant l'industrialisation, la mondialisation à outrance et la banalisation des moyens d'échange. Pour l'auteur, une rupture s'est inexorablement enclenchée et les sociétés semblent condamnées à voir rétrécir l'univers des possibles, un peu comme dans « *L'écume des jours* » de Boris Vian : un univers qui se rétracte, une vision qui s'embrume par les mélanges, une pensée qui se dilate au sein d'une culture indifférenciée, une altérité broyée par l'intensité des échanges et des communications. On est alors en droit de se demander quels sont les rôles joués à cet égard par les grandes agences d'aide ? Renforcent-elles l'homogénéisation ?

Une position académique conforte et facilite l'œuvre de déconstruction exprimée dans ce texte et dans certains qui précèdent (Bourdier, 2009). Il est vrai que n'étant pas un praticien, comme il a parfois été dit avec un rictus à peine déguisé, le chercheur peut s'offrir le luxe de regarder avec un regard éloigné, de juger et de jauger les développeurs. Certes, mais le métier d'anthropologue consiste justement à prendre le développement comme objet d'étude, de ne pas le considérer comme un paradigme acquis et de distinguer, à partir d'exemples précis, les formes suggestives que celui-ci prend. Sans compter qu'il arrive d'être sollicité par les agences d'aide comme on le verra en dernier lieu au Cambodge.

La lutte contre le sida en pays tamoul

La tradition associative a toujours été un élément fort en Inde. Depuis l'Indépendance, elle a suscité une multitude de projets locaux dont les approches et les orientations témoignent d'une grande flexibilité et capacité d'intervention. Le milieu des ONG indiennes regorge d'actions originales extrêmement diversifiées, innovatrices, alternatives et revendicatives et représente une source de réflexion pour les autres pays du Sud. Avec l'irruption de l'épidémie du VIH et les énormes ressources financières mises à disposition, le secteur associatif connaît un nouvel essor, mais aussi un rétrécissement de son champ d'activités et surtout de sa marge de liberté. Témoin en est l'Etat du Tamil Nadu, au sud-est de la péninsule, où environ 600 ONG financées de l'étranger s'impliquèrent dès que de l'argent fut disponible à partir de 1990.

L'Organisation nationale pour le contrôle du sida (NACO) fut créée en 1989. Des fondations comme Ford, Rockefeller et McCarthy financèrent des programmes de prévention dès le début des années 90 mais l'attitude des administrateurs restait frileuse. Les rares actions ponctuelles étaient des mesures autoritaires. Les personnes contaminées étaient fichées, mises à

l'écart, rejetées des hôpitaux privés et publics, parfois incarcérées dans des lieux faisant office de sidatorium. En dehors de ces actions répressives, le gouvernement ne réagissait guère et affichait une politique démesurément libérale de laisser-faire.

La situation évolua mais la politique existante lors de notre travail de terrain entre 1996 et 1998 était moins une politique explicite qu'une ligne directrice, une stratégie impulsée par les agences internationales, qui plus est modulable dans chaque Etat. L'OMS, traditionnellement mandatée pour appuyer techniquement la mise en œuvre des programmes de santé, fut appelée à élargir son champ d'action classique à l'égard de l'épidémie. Partant du postulat – non vérifié scientifiquement – que 80 à 90% des contaminations s'effectuent en Inde par voie sexuelle, l'institution genevoise instaura une véritable tutelle imposée de l'extérieur. Il s'en suivit une définition sélective des axes prioritaires en matière de prévention : il s'agissait de réduire la propagation sexuelle en promouvant le préservatif tout en réalisant de vastes études CAP[1] pour évaluer lesdites campagnes d'information et de sensibilisation. Deux autres axes retinrent l'attention, mais dans une moindre mesure : contrôle du sang et des produits sanguins, dépistage obligatoire pour les donneurs de sang professionnels.

En 1992, 90% du faible budget national antisida fut destiné à la sérosurveillance. Cette volonté d'obtenir des données épidémiologiques était commanditée par la volonté affichée de l'OMS souhaitant doter le pays d'infrastructures nécessaires pour assurer un système de surveillance épidémiologique fiable. Une fois constaté l'accord des décideurs indiens à se conformer à une stratégie qui n'était rien d'autre que globale, l'agence genevoise mit rapidement à disposition des fonds pour installer 48 centres de surveillance épidémiologique. Par la suite, d'autres organismes internationaux comme USAID et l'Union européenne vinrent appuyer des actions de prévention et financèrent la plupart des activités à l'échelon national. Le budget total disponible par NACO en 1996-1997 allait doubler en un an. Ce déploiement d'allocations tous azimuts fut accueilli comme un premier succès, nonobstant la question de son usage adéquat. Mais le transfert des fonds en provenance de l'étranger fut retardé par des problèmes logistiques. C'est ainsi que l'agence d'aide américaine entama des négociations dès 1992 pour ne pas traiter avec le gouvernement. Etaient évoqués la corruption, le clientélisme, l'opportunisme, la bureaucratie pesante et la lenteur des rouages institutionnels. Trois années furent

[1] Connaissances, attitudes, pratiques.

nécessaires pour que les sommes allouées aillent directement à un organisme privé chargé de ventiler l'argent auprès des ONG locales. On ne fit que tomber de Charybde en Scylla : les raisons évoquées pour contourner l'Etat se retrouvèrent, parfois avec davantage d'acuité, à propos des relations entre ONG, agences intermédiaires et organisations internationales comme en témoignent nos enquêtes personnelles (Bourdier, 2001) dont certains points saillants vont être évoqués ici.

Avec l'encouragement des organisations internationales, le nombre d'ONG augmente rapidement après 1992. Mais pas d'une manière uniforme : des Etats comme le Bihar et le Madhya Pradesh n'ont pratiquement aucun réseau associatif et l'on ignore encore tout de leur situation épidémiologique. Dans le Tamil Nadu, les programmes se concentrent essentiellement en milieu urbain, et d'énormes disparités apparaissent d'une ville à l'autre et à l'intérieur de chaque ville. Les bidonvilles et les quartiers défavorisés deviennent la cible prioritaire des ONG pour qui les pauvres constituent une population automatiquement vulnérable. Il est aussi demandé aux ONG de poursuivre ce que le secteur public ne pouvait guère accomplir. Ainsi, la réticence et le « blocage » à aborder la sexualité et le sida au sein de l'espace public incitèrent le gouvernement à utiliser les services des associations perçues comme des gens capables d'accomplir la besogne contraignante.

Comment tout cela fonctionne-t-il ? Au premier abord, les chiffres impressionnent, le nombre d'ONG qui s'attachent à combattre le sida serait révélateur de l'ampleur et de la mobilisation des groupes concernés dont le Tamil Nadu fournirait un cas unique. Cela dit, très peu d'ONG indiennes disposent d'une source de financement interne. Dans le Tamil Nadu, seulement deux ou trois associations, soit moins de 1% d'entre elles, ont une garantie d'autonomie et de financement durable et ne dépendent pas des soubresauts de la politique internationale difficilement prévisible. C'est dire la fragilité du système dont elles dépendent : sans dynamisme interne reproductif, elles sont menacées de disparition en cas d'une restriction de l'aide extérieure.

On ne peut saisir cette montée du secteur associatif indépendamment des financements mis à disposition par les bailleurs de fonds étrangers. L'augmentation rapide du nombre d'ONG peut donc être soumise à interrogation. Leur sincérité a déjà été soulevée et nous n'y reviendrons pas (Bourdier, 2001). Reconnaissons que beaucoup d'entre elles n'ont qu'une existence virtuelle sur le papier. Dans le Tamil Nadu, trois profils ont été mis en évidence: celles minoritaires qui sont pleinement actives et font des efforts constants en vue d'accomplir leurs objectifs à terme, celles majoritaires qui sont partiellement actives et qui se créent en fonction des

fonds disponibles, et celles qui ne fonctionnent absolument pas et sont en perpétuelle attente d'une opportunité financière.

Les ONG doivent satisfaire à des critères précis et répondre aux appels d'offres émanant des bailleurs de fonds. Une pratique courante est d'avoir recours, moyennant rétrocession financière si le projet est sélectionné, à des spécialistes familiers des rouages institutionnels et capables d'écrire des projets attrayants adaptés à la demande. Les projets doivent être clairs et précis avec des cibles facilement repérables, des résultats quantifiables et mesurables. Ils sont limités à une année et renouvelables en fonction du succès obtenu. Pour ne pas dilapider les subventions, des contrôles s'exercent régulièrement et des consultants nationaux et étrangers sont chargés en quelques jours de vérifier le suivi du planning des projets. Une évaluation avec statistiques à l'appui devient en outre l'outil de légitimité fondamentale et la condition *sine qua non* de continuation à moyen terme.

Il est mentionné, tout au moins sur le papier, que les stratégies mises en œuvre sont conditionnelles : à partir du moment où les ONG respectent les ordonnances des bailleurs de fonds, elles sont encouragées, au nom de la flexibilité et de la nécessité de prendre en compte les particularités locales, à aménager comme bon leur semble les conditions d'implantation de leurs projets. Pur discours incantatoire car elles sont contraintes d'adapter leur agenda non pas en fonction des systèmes sociaux et des systèmes de pensée vernaculaires mais en fonction du plat du jour imposé par les agences multilatérales qui ne financent pas les projets, tout au moins au cours de notre séjour, visant à comprendre de l'intérieur la production sociale de l'épidémie.

Les grandes ONG s'octroient le privilège des budgets importants et tendent de plus en plus à absorber les plus petites. Elles leur proposent de la sous-traitance en leur imposant des lignes directrices précises. Cette récupération par le haut limite l'éventail des possibilités de concertation avec les populations et va jusqu'à ruiner les nécessités d'ajustement d'une intervention prévue d'avance face à la découverte d'une situation locale originale. En l'espace de cinq ans (1994-1998), un peu plus d'une dizaine d'ONG ont acquis une position respectable et ambitionnent d'étendre leurs activités dans d'autres villes et dans les campagnes, parfois même dans les Etats voisins. Ces organisations tamoules concourent à une uniformisation des actions en même temps que leur discours se transforme en réquisitoire contre le gouvernement et la politique dont elles sont pourtant une émanation. Il est fréquent de lire dans la presse ou d'entendre à la radio les déclarations véhémentes d'un responsable de projet qui s'insurge contre l'inefficacité et l'incompétence des administrateurs publics tout en alléguant l'inadéquation des programmes de sensibilisation initiés par l'Etat. Nul ne

peut nier que ces ONG agissent en tant que porte-parole d'une idéologie libérale où globalisation, appel à la réduction des marges de l'Etat et encouragement des initiatives privées sont les leitmotivs.

Or ce sont justement ces organisations qui reçoivent l'attention « paternaliste » des organismes internationaux. Rien d'étonnant de constater à travers les idées qu'elles véhiculent leur fonction stratégique, à l'échelle mondiale, de poste d'avant-garde d'où se diffusent des actions et se répandent des idées en unisson. La vivacité des concepts de modélisation, d'extension et de standardisation témoigne de leur adhésion à des normes importées et atteste leur désintérêt progressif pour la prise en compte des facteurs socioéconomiques et culturels qui déterminent inégalement les situations de vulnérabilité auprès de différentes catégories de population. En retour, cette adéquation à des normes rigides leur garantit une relative sécurité d'existence et satisfait la fonction latente primordiale de ces organismes, locaux comme internationaux, consistant, ne l'oublions pas, à se perpétuer.

Pour des raisons d'ordre politique et économique, l'Inde organise donc de façon peu indépendante sa lutte contre le sida, ayant des droits mais aussi des obligations vis-à-vis de l'ONU. A cela rien d'anormal si ce n'est que le pays cherche à se conformer aux consignes internationales autant pour des objectifs de santé publique que pour des mobiles diplomatiques. La divulgation des taux de séroprévalence et la généralisation du dépistage représentent des points extrêmement sensibles où, là encore, s'affrontent les partisans d'idéologies opposées. Affirmer la virulence de l'épidémie ou au contraire modérer sa présence est éminemment révélateur des enjeux sociopolitiques qui tournent autour de la pandémie.

Les enquêtes CAP, dont la démarche méthodologique est issue d'une représentation médicale du social, deviennent alors des outils de surveillance sociopolitiques et participent à l'incrimination de populations déjà marginalisées (habitants des bidonvilles, routiers, prostituées, etc.). Si un programme ne fonctionne pas, c'est que les gens ont été inattentifs ou n'ont pas compris. L'organisation, le fonctionnement et les représentations sur lesquels reposent les stratégies de prévention sont exceptionnellement remis en cause. La responsabilité des échecs incombe à la population. Telle est l'impasse où aboutissent la plupart des conclusions des recherches comportementales. Il s'en suit une constante quête de cet autre, de celui susceptible d'appartenir à un groupe à risque. Les ONG, rivées à cette logique imposée par les bailleurs de fonds, sont encouragées par leurs donateurs à repérer de nouveaux groupes, à tel point qu'on observe, au fil des ans, une véritable compétition : des associations partent à la chasse de nouvelles populations à risque et sont toutes fières d'identifier « en

exclusivité » des corporations comme les avocats, les médecins du secteur public, les conducteurs de cyclo-pousse, les taxis, les routiers, les vendeuses de fleurs et même les mendiants ! Cette fuite en avant ne s'est pas interrompue, vu que les bailleurs de fonds ont sous-estimé les déterminants sociaux qui génèrent des pratiques à risque et se contentent de commanditer des campagnes précises sur des populations superficiellement ciblées, tout en accordant une importance au facteur culturel uniquement comme support ou comme obstacle à la prévention sociale et individuelle. Inexistantes sont les évaluations sur les conditions d'implantation des programmes, ainsi que les examens minutieux des contraintes économiques et sociales susceptibles d'empêcher les individus d'adopter les pratiques de prévention suggérées par des connaissances acquises.

Toute tentative de lutte contre le sida est l'objet de perpétuels efforts de questionnements entre les différents acteurs. Si la polémique est une étape nécessaire, encore faut-il admettre que l'absence d'autonomie financière des ONG et la soumission des Etats indiens à une instance supérieure supranationale réduisent considérablement les marges de négociation. Pourtant les décideurs internationaux doivent faire face aux échecs qu'ils ont impulsés, et faire preuve de flexibilité s'ils ne veulent pas être accusés à leur tour d'aveuglement et d'incompréhension. C'est ainsi que les mots d'ordre changent, mais trop lentement. Car durant les délais de procédure destinés à réorienter les politiques de prévention, l'épidémie ne s'est pas arrêtée. Ce décalage entre la réalité sociale vécue par les populations et les idées abstraites que les organisations multilatérales, par le truchement d'ONG bureaucratisées, cherchent à disséminer pour freiner la diffusion épidémique, fut pourtant saisi dès le début par des gens méticuleux (travailleurs sociaux, petites ONG, etc.). Mais rares sont ceux parmi ces derniers à disposer de moyens techniques, logistiques et organisationnels pour mettre en œuvre une stratégie mieux articulée avec les rouages sociaux.

La pression exercée sur les ONG a démobilisé de façon irréversible les équipes locales et les populations avec qui elles sont censées pourtant travailler. Cette mainmise a privé le milieu des opérateurs de la faculté de réfléchir et de proposer des interventions plus appropriées. Nombreuses sont les associations qui furent étouffées et non financées car leurs projets ne figuraient pas *au bon moment* dans le plan d'action prôné par les agences étrangères. C'est ainsi qu'avant 1997, il était illusoire de proposer à USAID un programme portant sur le soin et le suivi des personnes séropositives. Mais à partir de 1998 il devint au contraire rédhibitoire de rédiger un projet reposant uniquement sur la prévention et l'information auprès de ce même organisme qui, tout comme l'Union européenne et UNAIDS, se mit soudainement à privilégier le développement des associations de séropositifs

au détriment des campagnes de prévention. Un document de recherche avalisé par les principaux donateurs, repris dans la presse régionale, stipulait au début de l'année 1998 que les campagnes d'information et de prévention dans le Tamil Nadu étaient « résorbées » et qu'il était temps de se consacrer maintenant à la prise en charge des personnes séropositives. Et ceci en dépit du bon sens démontré par une pléthore d'études sérieuses effectuées aux Etats-Unis et en Europe qui n'eurent de cesse de montrer la nécessité de percevoir la prévention sociale et individuelle comme un processus continu, au risque de constater un déclin des connaissances, attitudes et pratiques en matière de protection.

Mobilisation internationale pour le développement rural intégré au Cambodge

Tout a commencé en 1995 dans la lointaine province septentrionale de Ratanakiri. C'était une contrée considérée comme étant peu sûre : une zone de forêts aux communications précaires, un ancien fief des Khmers rouges peuplé de populations méconnues regroupant une dizaine d'ethnies locales. Tout la différenciait du reste du pays mais elle commençait, une fois la paix rétablie après trente ans de guerre civile, à attirer la convoitise des investisseurs privés (accès facile à la terre en l'absence de titre de propriétés, ressources naturelles abondantes) et du premier gouvernement élu au suffrage universel en 1993 soucieux de tirer profit des ressources nationales. Ce dernier entendait désenclaver les vastes territoires situés aux confins des frontières, mettre en valeur l'espace et ouvrir les relations avec le Laos et le Viêt Nam voisins.

Les données démographiques avançaient alors une population de 70 000 personnes, à grande majorité non khmère. Fidèle à une tradition d'endogamie villageoise encore en vigueur, les 240 villages comptant une population moyenne de 300 âmes vivaient non pas géographiquement isolés mais politiquement et socialement indépendamment les uns des autres. Aucune structure fédérative, y compris au sein d'une même ethnie, ne les rassemblait. Chaque unité villageoise disposait d'un finage, d'un conseil des anciens ainsi que d'une organisation socioreligieuse animiste. Contrairement aux habitats rectilignes des plaines, les zones d'habitation en bloc ou en rond étaient invariablement protégées par une ceinture d'arbres. Au-delà s'étendait un finage sur un parcellaire fragmenté à l'intérieur duquel de vastes pans de forêts étaient conservés. Chaque famille pratiquait l'essartage avec plusieurs variétés de riz comme cultures principales.

L'existence de cette agriculture de subsistance, faussement assimilée à une pauvreté endémique inévitable, fut le point de départ pour des actions concertées de développement. Cela signifiait, à l'époque, diversifier et modifier des pratiques culturales estimées, sans appréciation préparatoire, préjudiciables pour l'environnement et sans avenir pour les populations arcboutées à des savoirs confus et dépassés. Un second point consistait à intégrer ce riche territoire au reste du pays en le dotant d'une infrastructure et d'une administration revigorée. Il s'agissait parallèlement de fournir des équipements matériels adaptés, d'apporter un cheptel, de regrouper les villages jugés trop petits et d'améliorer les axes de communication. Un relatif consensus régnait entre les ministères de la capitale Phnom Penh et les donateurs étrangers, notamment une organisation des Nations Unies et la Banque mondiale. Tous étaient d'accord pour participer à la « restructuration » de la province, avec des méthodes parfois nuancées mais avec une finalité nettement similaire : assimiler les populations dans la société khmère et leur inculquer les bienfaits de la modernité. Soulignons que pour les deux agences internationales, s'impliquer dans ce vaste programme au Cambodge était également un moyen de mettre un pied à l'étrier dans cette partie de l'Asie du Sud-Est où les pays voisins – Thaïlande et surtout Laos et Viêt Nam – filtraient scrupuleusement les propositions d'assistance venues de l'extérieur.

Les ressources humaines et physiques (bureaux, véhicules, maisons de fonction, personnel de service khmer) ainsi que les moyens financiers furent considérables tandis que la quasi-totalité des responsables du projet étaient des étrangers. En sus du mandat pour la mise en place d'un programme sur une vaste zone exclusivement peuplée par des populations indigènes (appelés *jungle tribes* par les développeurs), ils devaient prêter main-forte aux fonctionnaires publics travaillant dans les départements provinciaux afin de renforcer leur capacité de gouvernance locale, moyennant émoluments compensatoires.

L'objectif de la logique d'aide, encore une fois défini *a priori* et sans étude préalable, consistait à modifier les pratiques de gestion de l'environnement estimées dégradantes ainsi qu'à sensibiliser les populations aux différents problèmes socioéconomiques et écologiques auxquels elles allaient être inéluctablement confrontées. Les politiques mises en place se réclamaient du social et avaient pour ambition de réduire et contrôler l'accaparement des terres, préserver les cultures et les traditions tout en éliminant malgré tout ce qui n'est pas bon, faire découvrir de nouveaux choix de vie mieux adaptés à l'ère du temps, promouvoir une meilleure santé, et doter durablement les villages d'une administration et gestion plagiées sur le modèle national. Les bailleurs de fonds, Nations Unies

comme Banque mondiale, se montrèrent soucieux de mettre tous les ingrédients nécessaires pour concocter une action intégrée : participation communautaire, implication des femmes, attention aux plus pauvres, éducation informelle, identification de leaderships, élévation du niveau de vie, diversification agricole et amélioration des rendements.

Après une évaluation empressée dans plusieurs zones de la province, quelques villages pilotes furent sélectionnés. La venue des développeurs dans ces derniers fut impressionnante quand vint le moment de réaliser les enquêtes menées tambour battant par des équipes d'une quinzaine d'agents opérateurs. Aucun contact antérieur n'avait été établi. Un émissaire cambodgien ou étranger chargé d'encadrer l'équipe arrivait en Land Rover et devait, en un temps chronométré, discerner puis mettre en valeur les dynamiques villageoises censées favoriser les interventions à venir. Les enquêtes furent réalisées de concert avec les hommes et les femmes à qui l'on demanda derechef, et sans préparation, de faire état de leurs conditions de vie, de leurs besoins, de leurs expectatives, de leurs espoirs et de leurs frustrations. Rien que ça. Furent adoptées des techniques de communication reconnues dans le monde du développement (enquêtes participatives, discussions orientées, questionnaires qualitatifs) destinées à récolter rapidement le plus de renseignements possible tout en encourageant une interaction indispensable avec les villageois.

Le programme prévoyait de s'intéresser aux facteurs culturels. Il n'en reste pas moins que ces derniers représentèrent un souci de plus en plus prononcé pour les développeurs. Au fur et à mesure de l'implantation du projet, ils furent perçus comme un obstacle dont il fallait tenir compte afin d'éviter le refus ou l'incompréhension des bénéficiaires. Mais dans l'esprit des travailleurs de terrain néophytes, le facteur culturel restait quelque chose d'évasif, un fourre-tout, une boîte de Pandore destinée à amalgamer ce qui semblait préjudiciable à l'évolution du programme.

Les opérateurs déplorèrent ne pas avoir la « possibilité » de s'intéresser aux savoirs traditionnels relatifs à la mise en valeur de la nature ni aux rouages internes des sociétés locales. Aucune connaissance préalable historique et culturelle de Ratanakiri n'était d'ailleurs à portée de main, bien qu'elle existât[2]. Le temps et les moyens furent répétitivement évoqués comme facteurs limitatifs. Car il fallait faire preuve d'une constante impétuosité, d'autant plus que certains développeurs jouaient leur avenir

[2] Deux ethnologues, dont l'auteur de ces lignes, travaillaient de longue date dans le secteur. Pendant toute la phase cruciale de mise en place, aucun d'entre eux ne fut reçu par les responsables du projet qui déclarèrent avoir d'autres priorités.

professionnel. Une des stratégies à cet égard consistait à faire tout son possible pour faire en sorte que les populations adhèrent et participent aux travaux commandités.

Les objectifs du programme étaient définis à l'avance et leur mise en application revenait à une tactique planifiée. L'idéologie de départ préparée dans les bureaux de Washington, de New-York et de Phnom Penh était planifiée et prévue en plusieurs étapes dont la remise en question du contenu comme du contenant était hors de propos. Au fur et à mesure que le projet prit forme, des employés commencèrent toutefois à douter de la pertinence des actions intentées, notamment eu égard à l'incompréhension mutuelle ambiante, l'absence de négociation et la façon chevaleresque dont la notion de participation était engagée. Pour nombre d'entre eux, elle n'était rien de plus qu'un procédé technique destiné à formater les populations afin qu'elles se plient à des lignes tracées d'avance. D'un autre côté, à une exception près, les agents se déclarèrent impuissants à réorienter les axes qui de toute manière allaient bientôt être contrôlés, supervisés et évalués en fonction de critères mesurables obtenus à partir de grilles de lecture préparées de longue date. Par ailleurs, la plupart estimait aventureuse toute tentative de critique qui finalement risquerait de porter dommage à leur employeur, et par conséquent à eux-mêmes.

D'un autre côté les réactions locales passèrent d'une attitude mitigée à un comportement indocile. L'idée d'une intervention censée les ouvrir au monde, telle que cela leur fut présenté, ne déplaisait pas au départ. Au contraire, rares étaient les familles, tous âges confondus, soucieuses de s'enfermer dans un splendide isolement. Intensifier les échanges avec l'extérieur, comme partout ailleurs, suscitait même l'enthousiasme. Un autre fait important est qu'il n'y avait pas de précédent en matière d'intervention exogène. En dehors de quatre ONG implantées discrètement depuis trois ans à Ratanakiri, la confrontation avec les développeurs était donc une grande première. Inévitablement, il arriva que des habitants discernent mal les intentions des protagonistes du changement. Etaient-ce des exécutants déguisés du gouvernement ou des agents de puissants lobbys financiers privés ayant installé un cheval de Troyes sur des terres convoitées ? Le ressentiment atteignit son comble quand des travaux collectifs, rappelant l'idéologie des coopératives déployées par l'ancienne dictature communiste, furent imposés sous le couvert de la participation communautaire.

Des enquêtes personnelles, menées par nos soins en parallèle, montrèrent que les opérateurs n'avaient pas su clairement expliquer aux villageois que la notion développement social méritait d'être abordée comme un processus collectif. Certains, souvent les proches de l'appareillage administratif avec leur parenté immédiate, surent tirer leurs épingles du jeu sans pour autant,

tout au moins dans notre cercle d'observation[3], passer le relais aux plus défavorisés. En somme, une société acéphale, égalitaire, non cumulative et pour ainsi dire sans grands écarts économiques était en train de disparaître au profit d'une nouvelle tendance sociétale donnant libre cours à l'initiative privée, à la spéculation, au clientélisme et à la compétitivité. Il n'était probablement pas dans l'intention du projet de développement intégré de faire pénétrer ces nouvelles valeurs d'un modèle capitaliste, mais il est incontestable que celui-ci facilita leur introduction même si, paradoxalement, elles constituaient l'antithèse des tenants et des aboutissants du programme destiné à contribuer à une meilleure équité dans un environnement socioéconomique en plein bouleversement.

Cette opération de développement dura plus de cinq ans et achoppa sur toute la ligne comme le reconnurent quelques-uns des développeurs. Le plus grave tient à l'interprétation partielle et partiale de son échec. Habilement écrit par des rhétoriciens du métier enrégimentés pour sauver la face, on ne trouva pas mieux de souligner le manque de maturité, conjugué avec l'apathie de la population. Pire encore, le gouvernement s'empara de cette dialectique sournoise accusant les habitants pour faire en sorte que les programmes ultérieurs changent radicalement de configuration. Ratanakiri était une région clé pour le développement national du pays et il serait trop long, pour ne pas dire inutile, de vouloir vainement concerter quoi que ce soit avec les populations du cru. Alors que les développeurs expatriés s'escrimaient à mettre en avant le bénéfice qu'il y avait à tirer des leçons de ce projet avorté, un peu comme une carte positive pour le futur qui saurait désormais éviter ces « leçons du passé », les décideurs nationaux en profitèrent pour conforter leur volonté de reprendre unilatéralement les rênes du pouvoir. En connaissance de cause, comme l'approuvaient dans les couloirs les agences d'aide, on ne pouvait se permettre de sacrifier l'avenir du pays en débattant interminablement avec les populations locales. Ces dernières auraient le temps de constater le bien qui leur sera fait *a posteriori*. Une telle attitude dirigiste ne manquerait pas d'inculquer la notion de devoir pour un peuple qui doit avoir sa place dans un Etat en reconstitution. Les véritables interlocuteurs seraient les grands investisseurs étrangers à qui des concessions de terre seraient octroyées dans des conditions anormalement favorables. Cette déclaration prit effectivement forme de façon exponentielle dans les années qui suivirent.

[3] Les villages de l'ethnie tampuan et kreung à l'est et au sud de la capitale provinciale Ban Lung et les villages reculés kaveth au nord de la rivière Sésan.

Une ingérence morale au Brésil en temps de sida

La politique de lutte contre l'épidémie à VIH au Brésil est, depuis la fin des années quatre-vingt-dix, érigée en modèle de réussite. Outre l'accès universel au traitement, assorti d'une intégration spatiale des services de santé en charge du suivi des personnes contaminées, le pays a su se doter d'un dispositif médical et organisationnel autonome, équitable et gratuit incluant la participation conjointe de l'État, de la société civile et d'associations diverses.

Sans reprendre le contenu des politiques publiques longuement évoquées ailleurs (Bourdier, 2004), l'analyse qui suit vise à éclaircir les logiques de mobilisation déterminant les relations entre le gouvernement brésilien, les ONG locales et les institutions internationales afin de comprendre comment ces politiques ont été décidées puis élaborées. Comme cela vient d'être démontré pour l'Inde, le milieu associatif est également soumis à des pressions de la part d'agences extérieures (organisations internationales et agences de coopération bilatérale), et l'on est en droit de s'interroger sur la marge d'autonomie dont ce secteur dispose, à la fois envers les bailleurs de fonds et vis-à-vis du Programme national de lutte contre le sida (PNLS).

Une question appropriée est de se demander si la participation des ONG brésiliennes vise soit à légitimer le programme gouvernemental soit à s'aligner sur les politiques d'inspiration internationale promues par les bailleurs de fonds. C'est pour apporter des éléments de réponse à cette question que nous proposons d'examiner de plus près l'acuité et l'impact des plateformes de négociations brésiliennes, dans le contexte des relations entre Etat, financeurs et société civile.

A priori, l'exemple du Brésil fait preuve d'exception. Sa politique volontariste fait référence en la matière, car peu de pays du Sud ont su innover et résister avec un tel succès et une telle détermination aux organisations internationales (OMC par exemple) ainsi qu'aux Etats du Nord (le soutien des Etats-Unis apporté aux laboratoires pharmaceutiques). Traiter des relations entre l'État et les mouvements associatifs en commençant par examiner ce qui se passe au niveau des négociations entre le pays et ses donateurs internationaux constitue un prélude indispensable pour comprendre les mécanismes de prises de décision et de logiques d'action dans le domaine de la santé en général et de l'épidémie à VIH en particulier. Deux intervenants particuliers, et non des moindres, vont illustrer les propos : la Banque mondiale et l'Agence américaine pour le développement international (USAID).

La Banque mondiale constitue incontestablement et de très loin l'agence la plus présente au Brésil avant l'élection du Président Ignacio de Lula. Les prêts accordés pour l'assistance technique ont significativement augmenté au cours des quinze années qui ont suivi l'émergence de l'épidémie du sida, même si en 1998, l'un de ses présidents, James D. Wolfensohn, en place de 1995 à 2005, a décrété qu'aucun pays du Sud disposant déjà d'une « bonne » stratégie en place ne disposerait d'un budget destiné à renforcer ses actions de lutte contre le sida sur son territoire. Pourtant, de 1986 à 2001, la Banque se targue d'avoir investi 1,4 milliard de dollars pour combattre la propagation de l'épidémie dans le monde. Sans s'étendre sur les arcanes de la distribution de cette manne financière, elle accorda en novembre 1993 plus de 160 millions de dollars au Brésil pour le programme de lutte contre le sida et les maladies sexuellement transmissibles. Ce montant représente le financement le plus important alloué à cette époque pour un programme centré sur le sida. Dès le début, le mot d'ordre de la Maison-Blanche à Washington fut d'accorder une attention prioritaire à la prévention, avec pour objectif d'éviter l'expansion de l'épidémie à VIH. Même si la position américaine a évolué depuis le début des années 2000, une dimension moraliste très vivace demeure et accompagne le soutien.

Les termes de l'accord passé avec la Banque mondiale prévoient que le budget accordé stimulera non seulement la mise en place d'une meilleure prévention, mais aussi améliorera la couverture du traitement des maladies opportunistes, la généralisation du dépistage dans des centres publics ainsi que la réorganisation des services médicaux. Suite aux mobilisations internationales pour l'accès aux médicaments contre le sida dans les pays du Sud à partir de la fin des années 1990 et surtout depuis la controverse internationale sur la propriété intellectuelle et l'accès universel aux soins en 2001, il n'est plus politiquement correct de ne pas encourager l'accès aux traitements. Le recours aux antirétroviraux va donc être mentionné par la Banque mondiale imbibée d'une rhétorique humanitaire mais sans efforts concrets. En effet, à aucun moment la délivrance de médicaments antirétroviraux, et encore moins la production de génériques ou l'incitation auprès des firmes pharmaceutiques à baisser les prix des molécules reconnues efficaces contre le sida, ne reçut l'aval de la Banque mondiale. Les programmes qui furent privilégiés visaient à une meilleure répartition de la prévention sur le territoire brésilien. Ils furent menés avec l'aide de 120 ONG (sans parler des groupes de support) censées se focaliser sur les « groupes à risque ».

A la fin des années 1990, le leitmotiv des représentants de la Banque mondiale, des Nations Unies (OMS, UNDP) et de l'USAID était que la prévention était plus facile, moins coûteuse. En l'état actuel des choses, les

soins à domicile représentaient la première étape – seule applicable pour l'instant – qui pourrait un jour déboucher sur un hypothétique traitement. La remise de médicaments était considérée à cette époque comme irréaliste dans un pays où la population était majoritairement pauvre, ignorante et imprévisible. Rappelons la déclaration du responsable de l'Agence d'aide américaine en Afrique, au début des années 2000, indiquant que l'observance aux antirétroviraux ne pouvait guère se réaliser dans des pays où les individus n'avaient pas de montre et ne savaient pas encore lire l'heure. Il y eut d'autres tentatives de refuser le traitement de la part de plusieurs représentants d'agences internationales, USAID mais aussi OMS en 2000 et 2001, qui ne faisaient que condamner des milliers de personnes souffrant d'un sida déclaré à la mort. Partant du principe que la prévention et les soins sont indissociables, le Brésil refusa en bloc cette politique de non prise en charge en démontrant, d'une part, que la prise d'antirétroviraux réduit les risques de transmission par voie sexuelle (moins la charge virale est forte, plus le risque d'infecter une autre personne diminue) et, d'autre part, en insistant sur le fait que l'existence de la possibilité d'un traitement incite davantage les gens à se faire dépister. Le gouvernement rappelait en outre, preuves à l'appui, que maintenir la santé des personnes vivant avec le VIH constituait un investissement économique, ne serait-ce qu'en termes de coûts sanitaires qu'il faudrait sinon assumer pour les individus gravement malades.

En dépit de ces désaccords fondamentaux, la Banque mondiale prétendit avoir joué à un moment clé un rôle significatif dans la mobilisation pour la lutte contre le sida. Désigné comme relevant de sa propre initiative, tout en négligeant les efforts des organismes nationaux, elle prétendit avoir favorisé, à elle seule, la diminution de l'incidence du sida, ainsi qu'une baisse estimée à 30 % de la mortalité générale dans les groupes à risque dominants. L'État brésilien a probablement tiré parti des sources de financement ainsi que de certaines concertations techniques, mais il a su mettre en place ses propres savoirs et compétences qu'il savait, bien mieux que quiconque, adapter aux circonstances et contextes locaux. L'introduction rapide puis la généralisation des antirétroviraux dès 1997 et la production de certains médicaments par copie à partir de molécules isolées (Cassier et Correa, 2009) s'effectuèrent au grand dam de toutes les instances internationales. Aucune d'entre elles n'encouragea ni n'accepta d'aider financièrement ou de façon purement organisationnelle (formation d'équipes de santé spécialisées, promotion des activistes médicaux comme il en existait de nombreux aux Etats-Unis) une telle entreprise, jugée trop précoce pour un pays encore en développement.

Quoi qu'il en soit, le Programme commun des Nations Unies sur le sida a sélectionné le programme brésilien comme l'un des meilleurs au monde en signalant l'apport des contributions étrangères et des ONG fidèles à leurs engagements. Encouragée par ce succès dont elle s'est en partie appropriée la paternité, la Banque mondiale approuva en conséquence un second prêt de 165 millions de dollars en septembre 1998. Le deuxième volet d'intervention élargit les activités de prévention (en maintenant une nette priorité pour les groupes à haut risque), renforce les capacités d'évaluation du programme sida et vise à consolider la viabilité à terme des stratégies d'implantation. Il entend décentraliser le programme national jusqu'alors sous contrôle du PNLS à Brasilia afin d'identifier les interventions régionales et locales présentant le meilleur rapport coût/efficacité[4].

L'USAID, soucieuse de visibilité, alloua des fonds négligeables par rapport à ceux de la Banque mondiale, mais tint à marquer son empreinte sur le territoire brésilien. Si ses activités de soutien semblent différer de celles de la Banque mondiale, une lecture attentive des objectifs et des motivations qui les animent fait ressortir une étonnante similarité. Il apparaît clairement qu'à travers le dialogue politique avec le gouvernement brésilien les États-Unis entendent réorienter des lignes d'action qui leur semblent inappropriées. Un exemple rapporté par un consultant, interviewé sous condition d'anonymat, illustre de manière éclatante cet « entrisme ». Un groupe d'experts et d'agents représentant les bailleurs de fonds (USAID et Banque mondiale) se rend à Brasilia pour négocier les termes conditionnels de l'aide envisageable. Après avoir vilipendé la copie illégale des médicaments antirétroviraux – contraire aux intérêts des firmes pharmaceutiques internationales et aux droits de propriété intellectuelle – la délégation cherche avec insistance à « recentrer » la politique de prévention contre le sida. L'usage exclusif du préservatif ne doit plus être le moteur pour se protéger contre la transmission du VIH. Il est indispensable de mettre la famille, la religion chrétienne, l'abstinence et la fidélité au centre du discours préventif. En dépit des réticences courtoises émises par certaines personnes du PNLS, les arguments moralisateurs d'USAID prennent une tournure proche, selon des représentants du gouvernement, de l'agressivité**.** Ils commencent à passer au crible la société brésilienne en pleine décadence humaine, faisant remarquer qu'il est regrettable que les responsables se

[4] Des anthropologues et cliniciens reconnus comme Paul Farmer refusent d'envisager le droit à la santé dans des termes abrupts de coût/efficacité (Kidder, 2003), les commissions d'éthique pour la santé au Brésil, très proches du PNLS, évitent également d'utiliser de tels paramètres.

permettent de favoriser et d'entretenir la déliquescence des liens sociaux, la sexualité libre et tant d'autres attitudes jugées avilissantes. Excédés, les Brésiliens furent à deux pas de chasser la délégation de leurs bureaux, mais se contentèrent de les enjoindre de ne pas exporter leurs propres préceptes dans une contrée dont ils ignorent les conditions d'existence et méprisent les styles de vie. Un des sentiments exprimés par un des membres du PLNS brésilien était que le succès dans la lutte dont le Brésil pouvait se prévaloir était à la fois « officiellement » bienvenu mais dérangeait certains acteurs envoyés par les agences d'aide bilatérale, dans la mesure où, justement, ce n'était pas un succès partagé.

La médiation d'intervenants extérieurs au pays soucieux de réorienter les modalités de prévention avec des slogans moralisateurs auprès du gouvernement brésilien, et par voie de conséquence auprès des ONG « à financer », est emblématique de la prise de position *osée et dogmatique* de certaines puissances internationales comme USAID qui drainent les valeurs du monde développé ou d'une contrée dominante particulière. Les agences des Nations Unies n'échappent pas à la règle : un représentant dépité reconnaissait que nombreux étaient ses collègues ayant perdu tout intérêt pour les résultats obtenus et l'impact sanitaire des actions mises en œuvre. Happés par le fonctionnement rigide, formaté mais lucratif de leur institution, ils concentraient leurs efforts sur son fonctionnement interne, sur les processus à mettre en œuvre dans les projets de développement indépendamment des répercussions attendues de ces projets par les populations concernées.

On voit ainsi à quel point au Brésil, les agences extérieures évoquées précédemment appartiennent à un grand réseau ayant pour objectif tacite d'œuvrer à une refonte des politiques locales dont la santé, et en l'occurrence, la politique de lutte contre le sida est une porte d'entrée. En ce sens, il n'est pas surprenant que les ONG soient sollicitées, moyennant des financements importants, pour renforcer l'intervention de l'État, mais sous condition que les actions menées soient expressément en accord avec la volonté des bailleurs de fonds. Cette implication politique des ONG est loin d'être innocente quand elle est promue par une agence multilatérale dont l'idéologie dominante consiste à réduire les dépenses publiques et diminuer la part d'intervention de l'État en faveur de l'essor du secteur privé, dont les ONG apparaissent alors comme des relais potentiels, même si elles œuvrent à petite échelle. Tout se passe comme si ces dernières jouaient le rôle de postes d'avant-garde du libéralisme.

On continue à affirmer que, contrairement à l'Inde ou au sous-continent africain, le Brésil fait figure d'exception. La notion de résistance mérite d'être soulignée : les tentatives de mainmise extérieure sont soigneusement

écartées, moyennant fine diplomatie, quand ces ingérences s'avèrent hors de propos ou si elles ne débouchent pas sur des résultats jugés comme essentiels par le secteur public et le réseau associatif. Dans ce jeu de relations de contrôle et de pouvoir, on est alors en droit de se demander comment les représentants de la société civile, à différents niveaux d'intervention, interprètent, agissent et prennent position au sein des discussions avec le gouvernement et les agences supérieures de développement.

Les ONG brésiliennes dévoilent et démontrent une capacité d'autonomisation et de négociation dans le champ du sida ainsi que dans l'espace transnational de la lutte contre cette épidémie. Bien évidemment, les ONG ne peuvent se contenter de mener une œuvre de déconstruction ni d'être en position de défiance systématique envers l'État et les agences internationales dont elles restent financièrement tributaires. D'après ce qu'il a été donné d'observer et de comprendre au cours de plusieurs années de travail au Brésil, il est fondamental de souligner la grande vigilance du monde des ONG vis-à-vis de l'environnement national et international. Nous avons vu qu'une telle situation ne se retrouvait pas avec la même intensité au Cambodge ou en Inde. Dans la plupart des cas, les représentants de la société civile se positionnent comme des acteurs d'intermédiation entre les partenaires internationaux du Brésil et les groupes sociaux les plus affectés par la pandémie du sida. Force est d'admettre que la plupart développent l'art de composer et de trier dans le faisceau de propositions et d'offres de collaborations qui leur sont proposées. Cette façon de concevoir les rapports entre des institutions du dehors et du dedans reste éminemment critique mais constructive. Elle prédispose ces ONG brésiliennes à une autonomie relative qui se traduit par un refus, souvent téméraire, de toute forme de subordination envers les institutions dont elles dépendent pourtant en matière de formation, de soutien technique, de gestion et de financement.

Retour au Cambodge avec la nutrition

Comme dans tous les pays à faible revenu, la population du pays khmer est réceptive à de graves carences nutritionnelles. Les données officielles étayent ce propos et encouragent les actions caritatives les plus diverses à se joindre à l'effort national. C'est dans ce contexte qu'elles ont autorisé la Fondation Clinton à intervenir sur l'alimentation des enfants de moins de cinq ans, en se concentrant sur ceux les plus gravement atteints (-2S et -3S si l'on se réfère à la classification universelle). La Fondation apporte une touche innovante en introduisant un élément nutritif, appelé *plumpy nut* (PN), synthétisé, mis au point et breveté par une compagnie française en

1998. Jusqu'à présent, son utilisation était essentiellement réservée aux populations adultes et infantiles affectées par des famines ou des conflits en Afrique.

Cette initiative fut pendant longtemps soutenue par l'association Médecins sans frontières qui percevait l'utilisation de la noix comme un élément pratique, aisément réalisable, facilement distribuable et rapidement effective. Qui plus est, cette forme de lutte contre la sous-nutrition privilégiait la relation intime dans la mesure où la famille s'occupe de donner l'aliment à l'enfant. Le recours aux centres de santé est minimisé et il suffit de se rendre deux fois par mois pour le ravitaillement en PN, le suivi et l'évaluation pondérale. Techniquement, la solution paraissait on ne peut plus simple. Les procédures ne demandaient pas d'interventions de spécialistes. Il fallait juste s'assurer de la prise régulière du produit pendant une période d'environ au moins un mois, en fonction du sérieux de l'état nutritionnel.

Alors que d'un côté une part importante de la communauté internationale présentait le PN comme le produit miracle, la solution royale pour un grave problème de santé publique, les autorités compétentes cambodgiennes, fortes d'interventions tous azimuts sur leur territoire, se montrèrent plus prudentes. Le produit importé correspondait à une denrée alimentaire totalement inconnue et sa forme, son goût et son apparence étaient totalement ignorés dans le pays. Comment, dès lors, faire comprendre à des enfants en bas-âge la nécessité d'ingurgiter plusieurs fois par jour un aliment nouveau, et de quelle manière pouvait-on compter sur les parents pour garantir l'observance rigoureuse de la prise ? Outre ces aspects culturels non envisagés au départ, une solide logistique devait se mettre en place pour répartir le PN dans les centres de distribution, s'assurer qu'un personnel se charge de la délivrance et s'assure de la prise quotidienne.

La Fondation Clinton offrait gratuitement au gouvernement les stocks nécessaires, à vrai dire surestimés si l'on s'en tient à l'évaluation du nombre d'enfants identifiés, et avait la responsabilité de les acheminer au Cambodge. Des consultantes américaines furent appointées sur le long terme pour négocier avec les émissaires du gouvernement, suivre les procédures d'exécution et, ne l'oublions pas, afficher une certaine présence. D'un autre côté, tout ce qui ressortait de l'organisation interne était à la charge du Département de nutrition du ministère de la Santé : identification des enfants à inclure dans la file active, mise en réseau des centres de distribution, formation du personnel et interaction avec les familles concernées. En dépit de l'énorme contribution attendue du côté du secteur public de santé, le projet restait malgré tout présenté comme relevant de la Fondation Clinton alors que celle-ci ne fournissait, au bout du compte, que les PN. Vu

l'attention du projet nutrition envers une frange vulnérable de la population, le donateur argumentait qu'il offrait l'opportunité au pays d'organiser un système viable, gratuit et salutaire qui lui permettrait de dorer son image.

Les responsables nationaux ne pouvaient se permettre de décliner d'emblée l'offre de la prestigieuse institution américaine, d'autant plus qu'il était signalé qu'une attention toute particulière serait dirigée sur les enfants sous-alimentés porteurs du VIH. Présenté comme un mouvement tourné vers l'espoir et la jeunesse, le projet ne pouvait qu'emporter un consensus. Il venait s'inscrire en outre comme *la* solution susceptible de pallier au dysfonctionnement des services de santé et nutrition. Aucune structure ne s'était d'ailleurs engagée à mettre en place une couverture de surveillance assortie d'un programme de soins contre la sous-nutrition sévère. Les représentantes de la Fondation, dépêchées sur place, ne manquèrent pas, nonobstant une habile diplomatie, de souligner les carences nutritionnelles touchant une part importante de la population juvénile et, même si leur mandat était une coopération, ne tardèrent pas à déplorer les tergiversations du gouvernement à prendre des mesures draconiennes pour améliorer quantitativement et qualitativement la situation. Une aide extérieure, reposant sur l'administration d'un dosage calorique approuvé et reconnu internationalement, était bel et bien là. Si le gouvernement ne mettait pas les bâtons dans les roues, elle permettrait de pallier aux difficultés qui caractérisent les techniques traditionnelles contraignantes et compliquées couramment employées pour faire face à la sous-nutrition grave.

Accueillant l'aide avec plaisir mais circonspection, les hauts-fonctionnaires de la capitale prirent des mesures de sécurité avant de fournir leur accord pour l'implantation nationale du projet. Déjà, des enquêtes préalables, même anecdotiques et sporadiques, laissaient voir le refus catégoriel des enfants à ingurgiter le PN et la réticence des familles qui auraient préféré le recours à d'autres denrées qui ne manquaient pas dans le pays. Le gouvernement se demandait pourquoi diable fallait-il importer une étrange préparation faite à partir d'arachide et qui ne pourrait pas, selon des études agronomiques, être produite sur place. Même si l'absorption du PN était tolérée par les enfants, comment assurer la continuité du processus quand la Fondation Clinton se retirerait ? Le produit était breveté et l'entreprise française avait déjà fait preuve de marketing pointilleux dans d'autres pays, une fois l'urgence humanitaire apaisée. Deux compagnies privées de Phnom Penh avaient été sollicitées pour considérer la proposition d'ouvrir une succursale d'emballage, de confection et de distribution. A l'unisson elles déclarèrent que l'affaire était aléatoire, peu viable et non rentable.

Prétextant des aléas bureaucratiques incontournables, les représentants du Département de nutrition proposèrent de tester le programme au sein de quatre unités de services, dont trois à Phnom Penh et la dernière à l'est du pays. Comme ces structures étaient gouvernementales et non gouvernementales, il fallut passer par des rouages administratifs et des procédés alambiqués extrêmement complexes afin d'obtenir l'autorisation de stockage, l'accord de distribution et la garantie d'un personnel attaché au déroulement de l'opération. Pendant ce temps, les autorités cambodgiennes tentaient de trouver une voie de secours en identifiant des produits de remplacement plus adaptés au goût local, moins onéreux pour l'avenir et plus facile à faire accepter aux enfants comme friandises. La Fondation se retrancha quant à elle sur une évaluation scientifique du PN réalisée in vitro. Celle-ci prouvait que rien ne pourrait la remplacer, compte-tenu du contexte de pauvreté et d'insouciance qui régnait, autant auprès du personnel soignant que chez les bénéficiaires. Vu l'intention séraphine du projet, il était tout à fait logique, à travers l'œil clintonien, de promouvoir le volontariat et de ne pas chercher à renflouer les caisses des centres de santé qui de toutes manières détourneraient sûrement l'argent…

Il n'empêche que le travail volontaire escompté pour chacune des quatre équipes mobilisées s'avéra un travail ardu, long et prenant puisqu'il était prévu de suivre les enfants jusqu'aux foyers familiaux dispersés dans de lointaines zones rurales fréquemment mal desservies. Oublié par la Fondation Clinton et les structures de santé dont elles dépendaient, le personnel était livré à lui-même et avait la responsabilité de retrouver les familles qui ne se rendaient pas à temps pour renouveler leur stock de PN. Afin de pallier à cet impossible surcroît de travail incorrectement implanté, il y eut des tentatives de requêtes ponctuelles comme la prise en charge des seules dépenses ayant trait aux frais de fonctionnement (transport, formation…). Même si elles comprenaient ces demandes, les consultantes de Clinton n'étaient pas autorisées à envisager cette solution censée aller à l'encontre de l'idéologie altruiste. Ces jeunes femmes, diplômées des plus grandes universités outre-Atlantique étaient avant tout chargées de défendre une idéologie politique encourageant la mobilisation locale et l'implication motivée du personnel khmer dans le domaine de la nutrition. Si la Fondation avait pour mission d'améliorer et de sauver la vie des enfants, elle ne pouvait en aucun cas remplacer l'Etat ou les ONG locales qui devaient alors prendre le relais.

Le projet pilote continua plus de trois ans et tout le monde constatait qu'il battait de l'aile. Au bout de quatre années en 2009, une évaluation sur l'acceptabilité du PN fut commanditée par les différents intervenants, mais chacun avec sa raison bien particulière. Le service public de santé, les deux

ONG impliquées et le Département de nutrition regardaient avec un œil de plus en plus dubitatif l'aide encombrante apportée, au vu des témoignages attestant du rejet du produit et des observations démontrant la solitude du personnel de santé.

En bref, aucun des maillons de la chaîne des acteurs ne pouvait arrêter à brûle-pourpoint la remise d'un aliment salvateur, mais tous pensaient à encourager une étude qui n'hésiterait pas à remettre en question le bien-fondé et le déroulement du projet. Pour ce faire, il n'était pas possible de prendre acte des doléances des services de santé mandatés et des populations bénéficiaires sans qu'une institution indépendante prenne les devants. D'un autre côté, les deux personnes recrutées par Clinton ainsi que les nombreux experts de passage choisis pour témoigner de la faisabilité du projet se rendaient bien compte que « quelque chose » ne fonctionnait pas et constataient le trop-plein de réticences chez les développeurs locaux. Mais, comme il faut s'y attendre dans ce genre de projet provenant d'une organisation prestigieuse, ils n'étaient pas en mesure de décider quoique ce soit en ce qui concerne le déroulement, le changement et l'évolution des affaires. Leur tâche, sans cesse soulignée dans les réunions de cabinet, était de faciliter l'implantation et de veiller à promouvoir répétitivement l'action intentée.

Ce qui devait arriver arriva et il fut demandé à un anthropologue et son équipe de réaliser ladite évaluation. Il est important de se rappeler qu'il était fortement espéré de voir aboutir une expertise déconstruisant patiemment une œuvre pourtant louable, sans y omettre les obligatoires bémols et les passages positifs. Or l'anthropologie, fidèle à sa réputation critique auprès de nombreux acteurs de santé au Cambodge, était perçue comme étant la science qui pouvait et allait, moyennant des acrobaties les plus diverses, décortiquer et descendre en flèche le projet. De telles expectatives ne furent pas exprimées directement à l'anthropologue mais furent maintes fois rapportées par des intermédiaires répétant ce qu'ils avaient entendu dans les coulisses des bureaux du Département de nutrition. L'autorité présumée de la discipline et l'institution à laquelle était rattaché le chercheur ajoutait à la force de frappe du rapport tant attendu.

Du coup, tout le monde y trouvait son compte. Le document de recherche fut l'étincelle qui permit au responsable de la lutte contre la nutrition, enfin dégagé d'une mission qui empiétait sur d'autres activités plus durables et mieux ancrées dans la réalité sociale, de ne pas donner son aval pour l'extension nationale de l'assistance clintonienne. Le projet était donc fini. D'un autre côté, les membres de la Fondation se voyaient débarrassés d'une démarche qui piétinait de plus en plus à Phnom Penh, mais s'en tiraient la tête haute en assimilant l'échec du projet à une mauvaise volonté locale, tout

en rappelant à tout le monde, population et staff de santé, la pugnacité de la Fondation qui n'hésite pas à aller contre vents et marées pour sauver les êtres les plus démunis. Il en fut certains qui n'hésitèrent pas à présenter l'idée du projet comme une réussite dans la mesure où cette idée servirait de fil déclencheur pour renforcer le système de santé et de nutrition.

Un bilan équivoque

Avant de tirer quelques conclusions à la suite des exemples fournis, il est important de souligner que les constats dressés *a posteriori* n'ont pas la prétention de révéler une constante, mais seulement une tendance identifiée dans des lieux précis. Il n'est pas question d'essayer de tirer un axiome général car de nombreuses interventions intentées dans le monde au cours des dernières décennies ont malgré tout apporté du bien-être, du réconfort ainsi qu'une amélioration du niveau de sûreté et de sécurité. Tout en se référant aux esquisses d'une pensée théorique sur le développement mise en avant par Philippe Schar, on peut se demander en provoquant ce dernier si, au bout du compte, un « bon projet » d'aide aux populations a vraiment pour propos d'apporter quelque chose de pertinent aux communautés concernées. En effet, les modèles d'intervention standardisés et les cycles de projet examinés au Brésil, en Inde et au Cambodge montrent qu'ils sont conçus sans perspective historique, négligent le contexte culturel, économique et politique dans lequel ils s'inscrivent, et isolent le projet du flot continuel de la vie sociale. En d'autres termes, les actions de développement se comportent en satellite et ne s'encastrent pas dans la réalité sociale.

Il ne s'agit pas d'un effet secondaire mais d'une attitude délibérée de la part de certaines agences internationales soucieuses de contenir et d'orienter idéologiquement une manière de concevoir la vie et de résoudre des problèmes : essayer de changer par exemple radicalement les modes de vie des villageois du nord-est cambodgien car leur altérité dérange et parce que leurs terres ne sont pas économiquement rentables. Ou bien assimiler un problème de santé comme le sida à des mœurs décadentes. Présentées de la sorte, ces entreprises de développement sont d'autant plus difficilement saisissables pour les populations dont l'aspiration minimale consiste à savoir avec un minimum de garantie où les actions intentées vont les amener. Malheureusement, trop souvent il a été constaté le doute, la méfiance et l'incompréhension envers des interventions qui ne sont pas une priorité ou qui prennent insuffisamment en compte la dimension globale et insécable de la vie collective d'une communauté.

Sans pour autant négliger les acquis incontestables (mais dont l'énumération ne fait pas partie de la problématique de l'article), on peut considérer la question des conséquences de l'aide sous un autre angle et se demander furtivement si la notion de développement n'est pas une façon déguisée, et subtile, de ramener les moutons à la bergerie. En d'autres termes, la regarder comme une entreprise dont une des vocations majeures, subtilement glissée, réside dans l'imposition d'une forme de pensée dominante, à la fois réductrice et castratrice de la diversité culturelle.

Car force est de reconnaître que la notion de développement, prise au sens large[5], est elle-même sous-développée, pour reprendre une expression chère à Edgard Morin. Fréquents sont d'autres auteurs à constater que le concept même de développement se rétrécit comme une peau de chagrin, qu'il atténue les logiques et les aspirations des populations diverses pour se rabattre sur la notion de besoins à résorber, et ce en dépit des ressources humaines mobilisées, de la manne financière disponible et des volontés « compréhensives » initiales affichées[6]. Philippe Schar, sans dénier totalement ces propos, restait plus pragmatique. Dire qu'il croyait aveuglément à la sincérité des actions de développement auxquelles il a assisté serait exagéré. D'un autre côté, commencer à évoquer tous les biais possibles, implique de ne plus rien faire : la misère s'entretient et se répand. Agir, même en se trompant, n'est peut-être pas pire que de ne rien intenter. L'intervention du géographe qu'il était se situe à ce niveau.

Le monde change, toutes les sociétés évoluent et celles qui restent en arrière-plan méritent un minimum d'attention sous peine d'être absorbées ou écrasées. L'approche scientifique du développement de Philippe Schar, passée en revue dans les chapitres précédents de ce livre, avait pour but de produire une connaissance puis de mettre à contribution ce savoir assorti d'une rigueur méthodologique afin de cerner et d'assembler les facteurs disparates susceptibles d'améliorer le sort des sociétés. Faire de la science revenait pour lui à s'inquiéter des autres. Préférant une analyse sereine des situations à un réquisitoire impartial des actions de développement, il laissait à d'autres comme moi le soin d'en dresser un bilan critique, même s'il

[5] Une des formules concises assimilerait l'amélioration du bien-être individuel et social.

[6] Voir à cet égard la stratégie globale des *Millenium Development Goals* (MDG) orchestrée par l'économiste Jeffrey Sachs et avalisée par les Nations Unies en 2000. L'idée principale n'est plus le développement de l'être humain à travers une approche globalisante. Il s'agit, avant tout, de contribuer à la réduction de la pauvreté et l'ignorance en se concentrant sur huit domaines d'activités comme l'accès à l'éducation, l'éradication de certaines pathologies, de la faim et de l'extrême pauvreté.

n'était pas dupe de certaines absurdités auxquelles menait le progrès. Une complémentarité entre les démarches, anthropologique et géographique, autorisait alors, entre nous deux, une mise en perspective bien plus complète que celle de chacune prise isolément. C'est cela que je lui dois.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BOURDIER F. (2009) – *Development and Dominion. Indigenous Peoples in Laos, Cambodia and Vietnam.* Bangkok, 2009, White Lotus, 488 p.

BOURDIER F. (2004) – *Migration et sida en Amazonie française et brésilienne*. Cayenne, Ibis Rouge, 250 p.

BOURDIER F. (2001) – *Sexualité et sociabilité en Inde méridionale. Familles en péril au temps du sida*. Paris, 2001, Karthala, 430 p.

CASSIER M., CORREAM. (2009) – Eloge de la copie: le « reverse engineering » des antirétroviraux contre le VIH/sida dans les laboratoires pharmaceutiques brésiliens. *Sciences Sociales et Santé*, 27(3) : 77-103.

KIDDER T. (2003) – *Mountains beyond Mountains*. New-York, Random House, 317 p.

LATOUCHE S. (2001) – *La déraison de la raison économique*. Paris, Albin Michel, 221 p.

MOSSE D., LEWIS D. (2005a) – *The aid effect*. London, Pluto Press, 223 p.

MOSSE D. (2005b) – Is good policy unimplementable? Reflections on the ethnography of aid policy and practice. *Development and Change*, 35(4): 639-671.

MOSSE D. (2004) – *Cultivating development: An ethnography of aid policy and practice*. London, Pluto Press, 315 p.

NORBERG-HODGE H. (2002) – *Quand le développement crée la pauvreté*. Paris, Fayard, 280 p.

POLYANI K.(1983) **–** *La grande transformation*. Paris, Gallimard (version initiale : *The Livelihood of Man*, New-York, 1977, Academic press).

RITS G. (1996) – *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*. Genève, Editions Sciences Po.

CHAPITRE 12

L'OCCIDENT ET LES PAYSAGES AFRICAINS, UNE LONGUE INCOMPREHENSION

Georges Rossi

Philippe et moi partagions la conviction que la géographie ne saurait exister sans la dimension du temps, la profondeur de l'histoire qui sont seules capables de mettre pleinement en lumière le présent et de le restituer dans toutes ses dimensions. C'est en souvenir de ces discussions que j'ai écrit ce texte.

De l'époque des grandes découvertes jusqu'à aujourd'hui, la façon dont l'Occident a perçu et perçoit toujours les paysages tropicaux est empreinte d'un décalage constant avec la réalité. Depuis le siècle des Lumières, l'Occident a successivement plaqué sur ceux-ci et leurs modes de gestion, ses visions, ses conceptions, ses valeurs et ses intérêts, changeant suivant les époques. La période actuelle marquée par la vague environnementale n'échappe pas à la règle et, dans une grande continuité historique, l'incompréhension et le décalage persistent.

Le temps de la découverte

A partir du XVIIe siècle, l'Occident découvre d'autres mondes. Par opposition à la société sophistiquée et artificielle du siècle des Lumières, ses philosophes et ses romanciers décrivent, sous les tropiques, à la suite de Rousseau et de Diderot, l'image de l'homme en harmonie avec son environnement. Cette réconciliation, ou ce mythique état premier, ne sauraient être trouvés qu'en des lieux privilégiés, « édéniques »,

« paradisiaques », habités par des êtres bons et « innocents », vivant en communion avec une nature exubérante et généreuse. Bref, chez le « bon sauvage » auquel on oppose le civilisé corrompu par le goût du luxe et de l'artifice.

Les tout premiers explorateurs et commerçants européens qui visitent les côtes et ne s'aventureront guère dans l'intérieur des continents avant le milieu du XIXe siècle, donnent une vision très positive de la nature tropicale et des modes de production qu'ils rencontrent. Jusque vers cette époque, le dithyrambe, fruit de l'inconnu, n'est pas exceptionnel. On insiste sur l'extraordinaire variété des productions, la fertilité des terres, l'ingéniosité dont font preuve les « naturels ». A un détail, fondamental, près : à aucun moment ces Occidentaux n'envisagent que les paysages qu'ils décrivent et la diversité en espèces utiles qu'ils renferment puissent être, comme dans leurs propres campagnes, le résultat conscient d'une action humaine. Pour l'Occident qui les découvre en ignorant tout de ces paysages et de la complexité des systèmes de gestion indigènes, ces terres, ces forêts, sont « vierges » et « sauvages ».

La contradiction entre le caractère supposé sauvage de la nature et le fait qu'elle soit malgré tout habitée, était résolue par l'assertion suivant laquelle ses habitants étaient eux aussi sauvages, incapables d'avoir une quelconque action sur la nature car totalement dénués de techniques et d'outillages. La nature est donc « généreuse » et cette « abondance » est « naturelle ». Les populations vivent, insouciantes, des bienfaits de cette nature prolixe, en quelque sorte à ses crochets.

Les Occidentaux étaient tellement persuadés de découvrir un monde encore « vierge » qu'ils ont oublié de considérer que ces milieux n'avaient pas commencé à exister avec leur arrivée. Ce que l'Occident a considéré, le jour où il l'a découvert, comme « naturel » n'est qu'un moment particulier d'une longue histoire des écosystèmes et des sociétés. Mais l'Occident prenait un train en marche, l'état « naturel » n'était qu'un instantané dans un processus évolutif et interactif entre des milieux et des sociétés qui durait, parfois, depuis plusieurs dizaines de milliers d'années. Ces paysages étaient, eux aussi, du « temps incarné en espace » (Berque, 1996), saisis à un instant singulier de leur histoire.

Sous différentes formes, cette vision édénique de la nature tropicale ira en s'affirmant et atteindra son apogée durant la période romantique. Même les scientifiques y succombent, perdant toute rigueur. Une des descriptions les plus significatives est celle de la forêt du Sud Soudan par le botaniste allemand Schweinfurth (1875) : « Maintenant, nous entrions dans la forêt vierge… Que de fois elle a évoqué le souvenir de mes émotions du jeune âge

en me rendant la forêt primitive où j'ai souffert avec Robinson et rêvé avec Paul et Virginie ». En deux lignes tout est dit : le mythe, la projection culturelle, la référence affective.

A peine moins romantique dans ses représentations, le Dr Repin (1863) professeur au Muséum, écrit « Voici, enfin, la grande forêt inviolée. Les palmiers et les cocotiers dont le stipe élancé ressemble à de gracieuses colonnes supportant un dôme de verdure, les magnolias couverts de larges fleurs blanches embaumaient l'air matinal ; les sombres manguiers croissent en liberté dans ces forêts que jamais n'a frappées la hache. Plus bas le citronnier, l'oranger, le papayer, le bananier, l'ananas tiennent à portée de la main leurs fruits délicieux ». Et il nous livre ainsi la première description non pas d'une forêt « vierge » et « inviolée » (les termes sont en eux-mêmes intéressants) « que jamais n'a frappées la hache », mais celle d'un jardin forestier multifonctionnel entièrement cultivé.

Et, en effet, le profane a du mal à distinguer au premier coup d'œil les champs et les jardins de la brousse ou du recru forestier, car tout y est mélangé à l'intérieur d'espaces non géométriques aux limites floues : sous les kolatiers, les agrumes, les bananiers, les avocatiers se mêlent dans le plus grand désordre aux légumes, aux condiments, quelques pieds de maïs et de manioc. Il s'agit de diversifier l'alimentation, mais aussi de se prémunir contre les maladies ou les insectes qui peuvent attaquer l'une ou l'autre de ces plantes, mais rarement toutes en même temps, et encore d'utiliser aux mieux, en mariant des plantes aux exigences et à l'enracinement différents, les réserves nutritives du sol. Le tout en optimisant le rendement « alimentaire » par unité de surface cultivée et ainsi l'utilisation de l'espace privilégié proche de l'habitation qui est fumé par les déchets ménagers, les excréments et les cendres du foyer.

On retrouve cette mixité dans la plupart des agricultures forestières tropicales : essarteurs et horticulteurs des îles du Pacifique ou d'Asie, Indiens d'Amazonie dont les jardins des Jivaros sont décrits par Descola (1993) : (Après le défrichement, effectué par les hommes) « A l'aide d'un pieu à fouir en bois de chonta, les femmes disposent alors les boutures de manioc (…), puis répartissent en un apparent désordre les ignames, les patates douces, les taros, les haricots, les courges, les cacahuètes et les ananas. Il ne reste plus qu'à mettre en place (…) palmiers chontas, avocatiers, chérimoliers, caïmitiers, ingas, cacaotiers et goyaviers, (…) canne à sucre, piment, tabac, coton, buisson de clibadion et de lonchocarpe dont le suc asphyxie les poissons lors des pêches à la nivrée, les calebassiers, le roucou et le genipa pour se peindre le visage et, finalement, les différentes espèces de simples et de plantes narcotiques. (…) La simplicité des façons culturales fait oublier que le jardin est un univers très complexe où

coexistent des milliers de plantes relevant d'une centaine d'espèces, dont certaines, comme le manioc ou la patate douce, comportent plusieurs dizaines de variétés ».

De ce désordre apparent, les Occidentaux en déduiront non seulement le caractère « naturel » de ces formations mais aussi l'incapacité de ces cultivateurs à agir sur leur milieu, alors qu'il s'agit en fait d'une polyculture multifonctionnelle adaptée à leurs moyens techniques et à leur contexte socioéconomique. Il y a une logique à organiser une polyculture diversifiée, à pratiquer la multifonctionnalité des espaces, c'est celle qui consiste à optimiser le rapport entre la force de travail et l'occupation de l'espace dans un univers incertain caractérisé par une très faible plasticité économique et technique face aux aléas de la production. Ce que les paysans de nos campagnes ont mis en œuvre durant des siècles jusqu'à la révolution industrielle.

La poly-utilisation de l'espace et la plurifonctionnalité des espèces, base de tous ces systèmes productifs, représentent en fait un compromis entre les nécessités vitales et la productivité telle qu'elle est conçue : la sécurisation de tous les besoins, matériels et spirituels, du groupe sur un territoire à forte connotation symbolique, pouvant être socialement et techniquement maîtrisée. Cette conception de la productivité est bien évidemment très différente de la nôtre.

Le temps de l'exploitation

A partir du milieu du XIXe siècle, l'amplification du mouvement de colonisation va mettre à mal le mythe du bon sauvage et du paradis tropical. Les explorateurs et les missionnaires rapportent l'image d'un monde monstrueux, anarchique, informe et dangereux, de sociétés sans dieu, sans morale, aux mœurs étranges ou scandaleuses. Progressivement s'affirme l'idée que notre culture a pour vocation universelle de civiliser, d'organiser, de mettre en ordre cette ex nature édénique et ses ex bons sauvages, tout à coup gratifiés du statut de « peuplades » cumulant tous les défauts et toutes les tares.

Les indigènes sont, en particulier, d'une « grande paresse » (Wallace, 1862) « ceci se reflète dans le fait singulier qu'aucune grande civilisation ne s'est développée dans les tropiques ». C'est sans doute l'américain Hutington (1915) qui exprimera le plus nettement ces croyances alors largement partagées : « Les indigènes vivant sous les tropiques sont stupides et lents. Ceci est vrai non seulement pour les nègres d'Afrique, les Indiens

d'Amérique du Sud et les populations des Indes orientales, mais aussi pour celles de Malaisie et d'Inde du Sud ». Ce rôle d'un climat débilitant, propice au développement de tous les vices, excuse partiellement les indigènes. Mais en même temps, il justifie pleinement la supériorité raciale, intellectuelle et culturelle des pays « tempérés ». Car c'est aussi au nom d'un « climatiquement correct », qui explique le primat européen, que doit s'exercer la mission civilisatrice que les indigènes ne sont pas en mesure de promouvoir seuls. Et Buffon de renchérir : « L'infériorité est inscrite dans sa nature, et la civilisation lui demeurera pour longtemps étrangère », au point qu'il faudra au moins « cent cinquante à deux cents ans pour lui blanchir la peau ».

D'ailleurs, « Il y a à Bornéo des habitats d'orangs-outans et d'hommes à queues, dans lesquels beaucoup d'Occidentaux voient le lieu de la découverte du lien manquant », (entre le singe et l'homme). Il s'agit des Dayaks (Savage, 1984). Car c'est, en effet, dans les populations forestières que les Européens cherchèrent ce (ou celui ?) que Buffon définissait comme le « super singe », ce fameux « chaînon manquant » entre l'animal et l'homme. Et les scientifiques crurent l'avoir trouvé, lorsqu'en 1891 le médecin hollandais Eugène Dubois découvrit l'homme-singe, le *Pithécanthropus erectus* plus communément appelé « homme de Java ».

Progressivement, la vision de l'Occident va changer parallèlement au développement des préoccupations économiques. Indiscipliné, inconstant dans l'effort, peu attiré par « l'honnête travail de la terre » dans les plantations ou rétif à l'enrôlement dans les chantiers routiers ou ferroviaires, n'assurant pas régulièrement la collecte des produits de cueillette et l'approvisionnement des comptoirs, le « naturel » jusque-là ingénieux et travailleur, devient incapable et paresseux. La forêt n'est plus un jardin d'Eden, mais une ressource exploitable, la savane un support de mise en valeur agricole ou d'exploitation, mais des territoires dont on recense les richesses « naturelles » qui, vers la fin du XIXe siècle, deviennent menacées par les pratiques destructrices des « sauvages ». Il est donc urgent d'intervenir. De réglementer, de protéger, de sanctionner.

Car l'époque des grandes conquêtes coloniales correspond en Europe à une profonde mutation dans les perceptions et les usages des espaces. Antérieurement, la forêt européenne était bel et bien intégrée aux systèmes ruraux. Les multiples produits consommables, végétaux et animaux, fournis par la forêt étaient utilisés en complément des cultures et de l'élevage et jouaient, en cas de soudure difficile ou de calamité agricole un rôle indispensable. Les différents fruits, herbes, tubercules, pousses, champignons sauvages, les baies, les glands, racines, feuilles, écorces et branches fournissaient des aliments, des médicaments pour l'homme et le

bétail, des colorants, des tanins, des résines, de la poix, de la potasse, des matières premières pour l'artisanat et, bien sûr, des matériaux de construction et l'énergie. L'apiculture jouait un rôle fondamental car c'était, avant la diffusion de la betterave, la seule source de sucre disponible en abondance et à bon marché. Elle fournissait aussi de la cire pour les bougies et les flambeaux. La litière, ramassée au râteau, contribuait à entretenir la fertilité des champs et servait... de litière dans les étables. Certains feuillus tels les frênes étaient entretenus, taillés et exploités comme arbres à fourrage ou comme pâturages aériens.

Mais le développement de l'industrie, des villes, des transports, demande d'énormes quantités de bois d'œuvre, de bois de feu, de charbon de bois. La forêt est le support du progrès technique et économique. Désormais, elle doit être productive, mono-spécifique, ordonnée et les hommes et leurs activités parasites doivent en être exclus. Les termes utilisés au milieu du XIXe siècle envers nos populations rurales sont violents. Elles sont accusées d'être « ignorantes, paresseuses, égoïstes, destructrices, perverses, incendiaires, imbéciles, sans foi ni loi » et il convient de combattre leur «instinct de perversion et de destruction » (Bergeret, 1995). On leur attribue une série de catastrophes, comme les grandes inondations des années 1856 à 1859, le déboisement, l'érosion et la perte de fertilité des sols.

Cette mutation dans la perception des espaces et dans la vision de sociétés rurales européennes va connaître un grand succès à l'exportation. Les termes et les méthodes employés à la même époque dans les colonies ne seront que l'exacte transposition, préjugé colonial en plus, de ces conceptions et de ces pratiques dont il est bien évident qu'elles sont, historiquement et culturellement, le produit momentané de l'évolution économique et sociale de l'Occident européen. Tous les forestiers coloniaux désignent ainsi, dès la fin du siècle dernier, les « ennemis permanents » de la forêt : « les peuplades ignorant et fuyant l'organisation en villages… détruisent la forêt où ils vivent à la façon des bêtes sauvages… » (Julien, 1911).

Le temps de la mise en ordre

Dans les premières années du XXe siècle, l'essentiel du décor est planté : les « forêts », fouillis végétal non ordonné, étant «originelles » n'avaient pas été et n'étaient pas réellement exploitées. D'ailleurs, leurs habitants ne les géraient pas, se contentant de profiter des bienfaits d'une nature luxuriante et généreuse dont ils abusaient en pratiquant le nomadisme agricole, destructeur, à l'origine de formations secondaires, « dégradées ». Les

savanes, dont certaines, comme en Afrique, étaient, à la fin du XIXe siècle, tout aussi vides, résultaient de l'agriculture sur brûlis, pratique destructrice, qui grignotait petit à petit les îlots encore forestiers. Les incendies répétés par les agriculteurs et les pasteurs conduisaient petit à petit la savane vers un cycle régressif qui s'achevait par la stérilisation complète du milieu. La conception des Européens qui, notons le, ont presque toujours commencé à aborder, au propre et au figuré, le monde tropical par la forêt, est donc linéaire et suit les itinéraires d'exploration. Chaque type de paysage étant interprété comme un stade de dégradation du précédent, essentiellement sous l'influence humaine. Peu après avoir fait ses premiers pas en Europe occidentale, le « cercle vicieux de dégradation » amplifié par la vision coloniale des sociétés indigènes, débarquait sous les tropiques. Il ne les a pas encore tout à fait quittés.

On peut se demander sur quelles considérations objectives, sur quel corpus de connaissances se sont appuyés les premiers observateurs, puisqu'ils ne disposaient d'aucune référence, d'aucune connaissance scientifique sur ces milieux. La réponse est évidemment : aucun. L'explorateur, le missionnaire, l'administrateur, le botaniste ont simplement projeté leur savoir et leurs perceptions du moment acquis dans de tout autres milieux en présupposant que les « sauvages » ne pouvaient avoir qu'un comportement incohérent et destructeur. Faute de connaissances, ne retrouvant pas dans ces paysages leurs propres organisations paysagères et spatiales, ils en déduisirent une incapacité des autochtones (au demeurant irrationnels et inconscients) à gérer et organiser leur milieu de vie. Dans l'intérêt de la colonie, il convenait d'agir.

Les premières descriptions font de ces forêts un fouillis végétal, anarchique, peu productif et ingérable. Chevalier (1946) constatera que leur productivité ne dépasse pas $100m^3$ à l'hectare, soit 10 à 20 fois moins que les forêts européennes. Au début du siècle, leur biodiversité, aujourd'hui objet de tous les soins, est perçue comme un handicap économique qu'il convient de corriger. Lecompte (1923) écrit « … la production de bois ne peut être livrée au hasard et les forêts hétérogènes actuelles, au fur et à mesure de leur exploitation, doivent être remplacées par des forêts aussi homogènes que possible et aménagées pour une exploitation ultérieure ». On retrouve là les fondements de l'idéologie des forestiers : peuplements purs, organisation méthodique et « rationnelle » du paysage en vue de sa rentabilisation. « Nous laisserons de côté tout ce qui se rapporte à la protection de la flore naturelle, activité très intéressante, certes, mais fort peu productive, pour ne nous occuper que de l'activité économique, laquelle demande de l'ordre et de la rationalité à travers une profonde transformation de ces formations » (Marcon, 1938). On va donc organiser et règlementer : code forestier,

interdiction des feux, création de réserves… Le peuplement sera monospécifique et l'arbre aligné.

C'est entre 1900 et 1920 que des travaux considérables, comme ceux de Chevalier, vont fonder et justifier cette politique. « C'est seulement l'observation de la végétation spontanée qui permet de faire une démarcation vraiment scientifique entre les terres que l'on pourra utilement consacrer à l'agriculture et celles qui devront rester constamment en forêt ou en pâturages » (Chevalier, 1920). On voit immédiatement où réside l'erreur de perspective : c'est à partir de l'état du paysage au moment de l'observation, d'un simple instant à l'intérieur d'une grande mobilité spatiale, qu'a été déterminé, en considérant que la végétation était « spontanée », ce terme étant utilisé comme synonyme de « naturelle », ce qui devait être et ne plus bouger. D'autant qu'un botaniste parfaitement compétent comme Chevalier, et il n'est pas le seul, va cartographier les limites de ce qu'il appelle la « grande forêt vierge » de l'AOF en incluant dans la liste de ses productions de nombreux produits de toute évidence cultivés, comme le riz ou les bananes, ou résultant d'une sélection, comme le palmier à huile.

En réalité, ces ensembles de règlements, cette zonation conservatrice de l'espace ont figé et désorganisé les systèmes territoriaux d'organisation de la production fondés sur des complémentarités fonctionnelles entre zones où la végétation, éventuellement spontanée, n'en était pas moins le résultat d'une longue gestion. Ils ont été vécus comme un carcan empêchant un fonctionnement fondé sur la souplesse et l'opportunité. Dès lors, les périmètres de reboisement ou les forêts classées, placés sous la responsabilité d'organismes étatiques, sont devenus des espaces en accès libre, exclus de la gestion collective et la contrariant, publics, concentrant une ressource devenue précieuse. Comment alors s'étonner de leur pillage ou de leur destruction ?

En définitive, on peut constater à quel point les représentations, historiquement et culturellement construites et inscrites dans leur contexte historique du moment, ont influencé les politiques menées dès la colonisation. Le « bon » paysan, compétent, efficace et productif, est celui dont les terroirs s'identifient aux modèles occidentaux. *A contrario*, le désordre, les limites floues, incertaines et changeantes, amiboïdes, les polycultures non ordonnées, touffues, sont synonymes d'incompétence, d'inefficacité, de faible productivité. Il convient donc d'ordonner pour améliorer et il ne peut y avoir d'amélioration sans remise en ordre du paysage. C'est ce raisonnement plus ou moins conscient qui est suivi depuis l'origine de nos interventions sur les systèmes ruraux des pays du Sud.

La persistance de ces idées est forte, car ce ne sont que des idées. Autrement dit des constructions intellectuelles inscrites dans un certain contexte économique, social, politique… bref, historique. En 1930 Lemonnier et Schrader (*Cours de géographie*, Hachette) écrivaient : « La région équatoriale a un climat chaud et humide, elle est caractérisée par la grosseur de ses animaux : le lion, le tigre, l'éléphant, le rhinocéros, le boa qui peut d'un coup engloutir un homme. Les hommes de la région équatoriale ne cultivent guère le sol. Ils vivent de la chasse, de la pêche, des fruits de l'arbre à pain, du cocotier, de l'arbre à beurre. Ils sont sauvages ».

Plus près de nous, voici ce que l'on enseignait au cours élémentaire au milieu des années 50: « Les Noirs ne sont pas tous des sauvages comme les habitants de la grande forêt qui vivent dans des cabanes de branches. Il y a parmi eux, de bons agriculteurs (...). Là où la forêt est moins épaisse, les cases sont mieux construites. Les hommes sont moins sauvages » (H. Gossot et P. Méjean, *J'apprends la géographie*, Istra, 1954). En 1960, époque de l'indépendance de la plupart des colonies françaises, les élèves de terminale pouvaient lire dans « le » Mallet-Issac, le manuel de référence de toute une génération, que la colonisation a consisté en « l'invasion et la conquête de régions habitées par des peuples arriérés ». Et ces jugements représentent bien les idées de l'époque, y compris celles de scientifiques de talent comme Gourou qui, tout en réfutant le déterminisme géographique, véhicule l'image dévalorisée et dévalorisante du milieu et des populations des tropiques de son époque, image qu'il ne nuancera, légèrement, que bien plus tard (Gourou, 1982).

Et vint l'écologie

Depuis le début des années 80, l'écologie a progressivement envahi nos vies quotidiennes et, de diverses façons, celles de la plupart des populations de la planète. Car en une génération, ce qui était une contre-culture est devenue une idéologie planétaire, véritable mystique naturaliste et de la conservation. Et il y a contradiction, aussi bien au plan économique qu'au plan culturel, entre cette idéologie d'origine occidentale et scientiste et les « écologies du Sud », fondées sur les logiques paysannes, les rationalités techniques locales ancrées dans le besoin de sécurisation du lendemain, la symbolique des lieux et du temps. Une fois encore, l'Occident projette sur le monde tropical ses conceptions contingentes du moment. Il n'est plus question, au moins dans le discours, d'exploiter, de rationnaliser. Il ne s'agit plus de détruire la forêt amazonienne « obstacle au progrès », grâce à « la hache du bûcheron, pionnier de la civilisation » (Wallace, 1889). Maintenant

il faut, dans l'intérêt de la planète et des générations futures, « protéger » et « conserver ».

Car, comme à l'époque des lumières ou à l'époque coloniale, c'est bien une vision ethnocentrique des sociétés humaines et des rapports de l'homme à la nature qui est encore véhiculée par l'Occident. A nouveau, celui-ci a la conviction qu'il détient le savoir, le savoir-faire, la vérité. Politiquement, économiquement et techniquement dominant, il répand et impose cette vision au travers de la politique d'aide au développement, des grandes agences internationales et des innombrables ONG qui œuvrent dans le domaine de l'écologie et du développement, dont certaines, puissantes multinationales de l'environnement, expertes en lobbying, ont acquis, face à des états faibles, un pouvoir considérable.

Cette mondialisation de notre conception des rapports à l'environnement, au nom d'une vérité unique dont nous serions les détenteurs, n'est pas sans rappeler la foi qui animait, voici un siècle, le colonisateur convaincu de sa mission civilisatrice. L'Occident, sûr du caractère universel de son mode d'approche et de son bon droit, décide de ce qu'il est « écologiquement correct » de penser, de dire, de faire ou de ne pas faire. Il impose, en particulier à travers l'action des organisations internationales et les conditionnalités de l'aide au développement, des règles de conduite aux gouvernements et, directement ou à travers les administrations nationales, aux collectivités rurales des pays du Sud.

Dans n'importe quel autre domaine, l'intervention de l'Occident dans les affaires intérieures des Etats aurait probablement été dénoncée comme une ingérence inadmissible. Mais la force de « l'évidence écologique » est telle que les gouvernements finissent par trouver normal d'abandonner leur souveraineté sur une portion de leur territoire et de forcer les communautés à cet abandon. On peut se demander au nom de quel droit supérieur, de quelles certitudes absolues, de quel mandat universel, une ONG, sans aucune légitimité politique ou démocratique, fut-elle une puissante multinationale de l'écologie, en arrive à retirer aux paysans le droit d'être chez eux sur leurs terres, d'y faire ce qu'ils y ont toujours fait : gérer leur patrimoine, pour leur imposer des règles et des restrictions qui, au mieux, amputent ce patrimoine foncier et culturel et au pire, les plongent dans une plus grande misère. Est-ce parce que nous sommes dans le monde tropical que les paysans ont besoin d'y être éduqués et guidés ? Ces ONG oseraient-elles faire la même chose en Europe ? Les réactions de nos agriculteurs seraient intéressantes à observer...

Depuis quelques années, les bailleurs de fonds ont ajouté à l'ensemble des conditions posées pour mettre à disposition des crédits destinés à une opération de développement, la « conditionnalité écologique ». Il s'agit de

s'assurer que le projet respecte bien les règles fixées par l'Occident à l'échelon mondial pour la préservation de l'environnement. Cette réglementation présente bien des particularités. Présentée comme légitime et universelle, puisqu'elle se réfère à la dimension mondiale de la préservation du fameux « vaisseau terre », elle n'en est pas moins unilatérale. Car les règles du jeu sont édictées par les pays industrialisés ou par les organisations internationales qu'ils dominent. Pour beaucoup de pays et surtout pour les plus pauvres, cette règlementation est fortement coercitive car elle conditionne une aide souvent indispensable aux investissements, voire au fonctionnement. Derrière la protection de l'environnement ne se cacherait-il pas une manière nouvelle, élégante et apparemment altruiste de continuer d'exercer un contrôle rigoureux sur la mise en valeur et la gestion des ressources et de l'économie des pays les plus pauvres du Sud ?

Les politiques de « conservation » de la nature, la création de « parcs naturels » et de « réserves » illustrent notre manière d'imposer une certaine conception de la protection de l'environnement. L'idéologie qui présida à la création des premiers parcs à l'époque coloniale est parfaitement claire : préserver la nature des indigènes. C'est dans cet esprit que furent créés en Afrique de l'Est dès le début du siècle dernier les premiers parcs nationaux d'où les éleveurs et leurs troupeaux furent impitoyablement chassés.

Le colonisateur d'abord, les grandes ONG environnementales aujourd'hui, ont défini des espaces « sauvages » sur la base de critères paysagers ou cynégétiques et décidé que pour qu'ils restent ainsi il convenait de les isoler et d'en empêcher toute utilisation. Dès l'origine, les Occidentaux n'ont pas pu concevoir l'association et la coévolution de l'agriculteur ou de l'éleveur et des écosystèmes, ce que les populations locales faisaient pourtant depuis toujours.

Dans tout le monde tropical, la diffusion et l'imposition de la conception occidentale de la protection de la nature « sauvage » fondée sur l'exclusion de l'homme ou le strict contrôle de ses activités ont abouti à des situations absurdes. Sans même aborder ici la question du respect des droits de l'homme, il est illusoire d'imaginer que l'on pourra, sur le long terme, « protéger » contre les intérêts les plus élémentaires des populations, sans leur adhésion réelle et sans respecter leurs modes de gestion. D'abord parce que l'on ne peut pas mettre un garde derrière chaque paysan, à supposer que celui-ci, bravant les risques que cela comporte, joue le jeu de l'autorité. Ensuite parce que, même dans ce cas, les conflits incessants et le ressentiment qui en résultent se traduisent par des attitudes de sabotage, par exemple, par des incendies volontaires. Enfin, et surtout, la création des réserves ampute le patrimoine territorial de telle manière qu'elle entraîne, au

minimum, la désarticulation des systèmes d'organisation de l'espace et de mise en valeur ainsi que des pratiques locales de gestion.

La première modification fut la création de « zones tampon » autour des espaces protégés. Conçues comme un espace dans lequel les activités habituelles des populations locales sont admises mais réglementées, leur développement, à partir du milieu des années 70, s'accompagna de compensations financières et matérielles en faveur des autochtones, sous la forme de dédommagements, d'infrastructures et, un peu plus tard, d'associations aux bénéfices tirés de l'éventuelle exploitation touristique des parcs. La forme la plus récente de cette évolution est l'écotourisme, qui connaît beaucoup de succès… auprès des écotouristes. Là encore, il s'agit de tenter de concilier conservation et rentabilité en organisant un tourisme « respectueux de la nature » à l'intérieur des aires protégées. Le résultat auprès des populations est globalement décevant et les impacts en terme de développement local très réduits. Cette politique « d'écodéveloppement » apparaît surtout comme une tentative de faire admettre les réserves par les populations en essayant de leur démontrer qu'elles peuvent en tirer un bénéfice.

Le principe qui consiste à donner de l'argent contre la cession de leurs droits fonciers et l'abandon de leur autonomie d'utilisation du territoire apparaît rapidement aux populations comme un marché de dupes : les bénéfices vont essentiellement à d'autres, tour-opérateurs nationaux ou organismes gouvernementaux. En dehors du fait qu'il semble extrêmement difficile de promouvoir localement un « développement durable » sur la base d'une activité aussi fluctuante que le tourisme, ce concept ne s'abstrait pas de la démarche habituelle : même tempéré par une négociation, il est pensé et mis en œuvre de l'extérieur pour répondre à ce que l'extérieur considère comme un problème. Les groupes autochtones ne peuvent négocier, à la marge, que certaines modalités d'un système déjà défini, à l'échelle mondiale ou nationale, en fonction d'objectifs et de critères qui leur sont étrangers. La négociation ne leur apparaît que comme un ultime moyen de tenter de tempérer les effets de ce qui leur est imposé, le cas échéant par la force. En outre, comme toute activité visant à concilier conservation et rentabilité économique, l'écotourisme se heurte à une contradiction de fond : il ne peut constituer une base d'un éventuel développement que dans la mesure où ses revenus sont significatifs, dès lors comment générer des revenus importants sans impact sur le milieu, ce qui exclut le tourisme de masse ?

On pourrait ajouter que la présence d'espaces non utilisés où la faune prolifère, à proximité de populations qui manquent de terre ou pour qui la viande de chasse joue un rôle alimentaire et culturel irremplaçable, constitue

une véritable provocation. Et que dire des équipements touristiques qui offrent aux étrangers toutes les commodités dont ils ne bénéficieront jamais, pour le profit quasi-exclusif d'un Etat qui leur a confisqué leur terre ?

A Madagascar, devenu l'un des terrains d'action préféré des adeptes de la conservation, le parc national de l'Antsingy du Bemaraha, rendu célèbre au début des années 2000 par des reportages télévisés, reçoit chaque année autour de 10 000 touristes. Les opérateurs locaux ont construit plusieurs hôtels relativement luxueux avec électricité, eau courante, piscines, tennis... Les seules entrées dans le parc rapportent environ 400 000 € par an. Officiellement, la population du village de Bekopaka dont on a ainsi amputé les terres (en particulier, ils enterrent leurs morts dans l'Antsingy) doit bénéficier de près de 40 % de cet argent. Et pourtant, le village n'a pas changé depuis les années 70, époque où j'effectuais la première exploration scientifique et la première cartographie de cette formation karstique. La rue principale est une fondrière marécageuse dès les premières pluies, l'école et le centre de santé sont délabrés, il n'y a ni eau, ni électricité. Le village est totalement isolé en saison des pluies et la rougeole y fait des ravages, la mortalité infantile est de 300 °/∞. Alors où sont les compensations ? Peut-on appeler « compensations » le fait d'obtenir un emploi de personnel de service ou de se prostituer auprès des adeptes du tourisme sexuel ? Quant au personnel du Parc, il doit acheter lui-même ses stylos à bille. Où va l'argent ?

Plus au Nord, dans le parc de la Montagne d'Ambre, les prélèvements en forêt constituent une source complémentaire de nourriture et de revenus indispensables à la survie des familles les plus pauvres en situation de précarité foncière par suite de la création du parc par le WWF au milieu des années 80. Tous les paysans ont besoin pour les charpentes des maisons, les charrettes, de bois d'œuvre que seule la forêt peut leur procurer. Les images satellite montrent que de nombreuses clairières mitent l'espace et que, dans certains secteurs de la forêt ombrophile, la densité du couvert végétal est nettement moins forte. Sur le terrain on a la surprise de constater que les clairières sont des champs de qat et de cannabis. Ils sont situés dans une zone à l'écart des sentiers utilisés par les écotouristes. Quant aux forêts plus claires, elles correspondent à des secteurs d'exploitation forestière récente ou actuelle. Officiellement, les forestiers ont des permis d'exploitation pour les zones forestières situées en limite du parc. Mais ces limites ne sont pas matérialisées et une « erreur » est toujours possible... Il est évidemment difficile de croire que personne n'est informé de ces activités. La loi est faible dans un pays en complète déliquescence administrative, économique et sociale, dans lequel le salaire d'un fonctionnaire ne permettant pas de vivre décemment, la corruption est généralisée. Lors de l'inauguration du

Parc, répondant au Président du WWF qui déclarait que l'on venait de dépenser 85 millions de dollars pour la protection des espèces menacées à Madagascar, le maire de Diégo-Suarez, ville à proximité du Parc répondit « Ne pourriez-vous considérer nos enfants comme des lémuriens ? ».

C'est à ce genre de réalités quotidiennes que se heurtent toutes les politiques de conservation. Parce que ces espaces sont le lieu d'affrontement de stratégies qui se superposent sans pouvoir se rencontrer car elles procèdent de logiques opposées. L'une exogène, conçue par l'Occident à partir de la définition d'intérêts planétaires collectifs à très long terme ; l'autre, endogène, vise simplement à assurer localement le lendemain des individus et de multiples groupes d'utilisateurs qui n'ont pas les mêmes intérêts.

En définitive, lorsque l'on observe les politiques internationales menées en la matière, leurs articulations institutionnelles, leurs centres de décision, il n'est pas absurde de se demander si l'environnement n'est pas progressivement devenu un nouvel instrument, politiquement et éthiquement correct , de régulation politique, sociale et économique à l'échelle mondiale, entre les mains des pays les plus riches et à destination des plus pauvres. Une sorte de nouvelle canonnière autrement plus puissante et efficace que celle de la guerre de l'opium. Et l'on ne peut que s'interroger sur les véritables motivations de ces politiques ou, *a minima*, constater qu'elles se trompent d'objectifs. Car la seule façon de « préserver » les écosystèmes et d'éviter leur destruction, est de lutter contre les racines du phénomène et ces racines sont, fondamentalement, la pauvreté.

L'histoire montre que la transition démographique, la prise en compte de l'environnement, l'amélioration du cadre de vie, le reboisement, la création d'espaces « naturels » destinés à la récréation, au tourisme, à la conservation d'espèces ou de paysages spécifiques, sont étroitement liés au progrès économique et à l'élévation du niveau de vie. Ce n'est pas un hasard si les pays où l'environnement est le mieux pris en compte (Amérique du Nord, Europe du Nord...) sont parmi les plus riches de la planète. C'est parce que nos sociétés postindustrielles sont peu dépendantes de la nature « sauvage » pour leur développement et leur survie économique que nous pouvons lui trouver d'autres finalités et d'autres utilisations.

On mesure l'ampleur de la tâche… et on comprend qu'il soit plus simple de focaliser le discours et l'action sur la critique de l'agression de la nature (sauvage) par l'homme (pauvre), plutôt que d'aborder celui de l'ordre international, du rapport de forces politique, économique et du modèle néolibéral qui sous-tend cette situation. L'idée du « cercle vicieux de

dégradation » et de l'indispensable intervention de l'Occident pour le briser a encore de beaux jours devant lui.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BERGERET A. (1995) – *Les forestiers coloniaux : une doctrine et des politiques qui n'ont cessé de « rejeter de souche »*. Les Sciences hors d'Occident au XXe siècle, Paris, ORSTOM Editions.

BERQUE A. (1996) – *Etres humains sur la Terre.* Paris, Gallimard, Coll. Le Débat.

CHEVALIER A. (1919) – Premier inventaire des bois et autres produits forestiers du Tonkin. *Bull. économique de l'Indochine*, nouvelle série, 137.

CHEVALIER A. (1920) – *Exploration botanique de l'Afrique occidentale française*. Paris, Ed. Lechevallier.

DESCOLA Ph. (1986) – *La nature domestique*. Paris, publications de la Maison des sciences de l'homme.

GOUROU P. (1982) – *Terres de bonne espérance : le monde tropical*. Paris, Plon.

HUTINGTON E. (1915) – *Civilisation and Climate*. New Haven, Yale University Press.

JULIEN (1911) – *Le sud-ouest de Madagascar*. In : *Conférences publiques faites à l'Ecole coloniale pendant l'année scolaire 1911-1912*. Paris, Imprimerie et librairie centrale des chemins de fer Chaix.

LECOMPTE H. (1923) – *Les Bois coloniaux*. Paris, A. Colin.

MARCON Y. (1938) – *Le rôle des services forestiers aux colonies*. Paris, C.R. de l'Association Colonies Sciences.

REPIN Dr. (1863) – Voyage au Dahomey. *Le tour du monde*, 162-163.

SAVAGE V. (1984) – *Western Impressions of Nature and Landscape in Southeast Asia*. Singapour, Singapore University Press.

SCHWEINFURTHG. (1875) – *Au cœur de l'Afrique, 1868-1871. Voyages et découvertes dans la région inexplorée de l'Afrique centrale*. Paris, Hachette.

WALLACEA.R. (1878) – *Tropical Nature and Others Essays*. London, Macmillan.

WALLACEA.R. (1889) – *A Narrative of Travels on the Amazon and Rio Negro.*New-York, (Reedition: 1969), Haskell House Publishers.

CHAPITRE 13

POLITIQUES INDUSTRIELLES ET FORMES SPATIALES DU DEVELOPPEMENT A CEBU (PHILIPPINES) : VERS UNE DEMARCHE MODELISATRICE

Philippe Schar, Véronique André-Lamat et Olivier Pissoat[1]

Le poids économique de Manille au sein de l'espace national résulte d'un processus classique de différenciation spatiale. La période coloniale conduisit à une spécialisation économique régionale du pays fondée sur la production de biens primaires destinés à l'exportation. La transformation de ces productions s'effectuait dans les principaux centres urbains régionaux alors que la concentration des activités commerciales et administratives à Manille dessinait un schéma habituel de primauté urbaine centrée sur la capitale. Après l'indépendance, les différentes phases d'industrialisation n'ont fait que renforcer ce modèle malgré les tentatives de rééquilibrage spatial de l'activité économique initiées par l'Etat, à partir des années 1970, lorsque les Philippines s'orientèrent vers une industrialisation d'exportation.

[1]*Cet article reprend un travail en cours de rédaction, un article inachevé de Philippe Schar. Il s'est agi pour nous, de mettre en forme l'argumentaire, les analyses, les projets cartographiques et de modélisation ainsi que les principales conclusions qu'il avait identifiées. Le texte est en l'état où Philippe l'a laissé, les travaux cartographiques ont été eux finalisés au regard des documents, brouillons et des notes dont nous disposions et que nous nous sentions capables d'intégrer. Nous avons estimé que ces éléments méritaient de trouver une place et une reconnaissance. Les passages en italique correspondent à des passages que nous avons dus construire à partir de notes – Véronique André-Lamat et Olivier Pissoat.*

Il faut attendre la mise en œuvre des lois de décentralisation et l'arrivée massive d'investissements directs étrangers, au début des années 1990, pour qu'émergent, en périphérie, des véritables pôles secondaires de croissance, dont Cebu est l'exemple le plus emblématique.

Les politiques nationales d'industrialisation ou le renforcement du centre

Les Philippines ont été parmi les premiers Etats du Sud-Est asiatique à s'engager sur la voie de l'industrialisation par substitution des importations (ISI)[2],dès leur indépendance en 1946[3]. La mise en œuvre de ce modèle passait par l'instauration de barrières tarifaires, de quotas d'importations et par le maintien d'une monnaie forte. Développer la production de biens de consommation pour un marché intérieur, essentiellement urbain, avait pour objectif affiché de renforcer la base industrielle et entrepreneuriale nationale. Pour ce faire, il s'agissait de privilégier les espaces les plus performants d'un point de vue économique afin de tirer la croissance.

La région de la capitale, appelée aujourd'hui National Core Region (NCR) présentait de nombreux avantages du fait de la taille du marché urbain, des firmes industrielles existantes, de la présence d'un port international, de la disponibilité en capital et en main-d'œuvre, et de la proximité des services (licences d'importation, devises étrangères…). L'investissement privé dans la création de nouvelles unités industrielles y suivit en fait l'investissement public réalisé en termes d'infrastructures. Le centre connut les plus forts taux de croissance, notamment dans les villes de Manille, Quezon et Pasay, aujourd'hui incluses dans Metro-Manila, et plus au sud, dans les provinces limitrophes. Ce renforcement du centre s'accompagna d'un déclin relatif des régions agricoles périphériques en l'absence de politiques de soutien à un secteur fortement pénalisé à l'exportation par le contrôle des changes. L'augmentation des différenciations sociales et spatiales ne correspondait pas à un laisser-faire de la part de l'Etat mais plutôt au choix de privilégier la croissance

[2] D'une manière générale, la substitution à l'importation repose sur des barrières tarifaires ou non tarifaires permettant au pays de produire lui-même ce qu'il importe à l'origine, créant ainsi un développement autocentré.

[3] Ce choix répondait aux incitations de la Banque mondiale qui encouragera par la suite ce modèle de développement dans d'autres pays du Sud-Est asiatique à la fin des années 1950 (Malaisie, Thaïlande et Indonésie) et était dicté par la nature des relations économiques et commerciales qui liaient les Philippines aux Etats-Unis (Trade Bell Act 1946).

nationale, l'aggravation des inégalités étant perçue comme un mal nécessaire mais temporaire devant être progressivement compensé par les effets de diffusion et d'entraînement. Le secteur manufacturier s'accrut à un rythme annuel de l'ordre de 8% durant la décennie 1950 (une des plus importantes croissances de toute l'Asie) et sa part dans le produit intérieur brut passa de près de 11 % en 1947 à 18 % en 1960. A ce titre les Philippines apparaissaient à cette époque comme l'une des principales puissances économiques émergentes de la région.

Les premiers signes d'essoufflement de l'ISI commencèrent à être perceptibles au début des années 1960. A un certain ralentissement de la croissance industrielle qui traduisait une saturation progressive du marché intérieur s'ajouta une crise récurrente de la balance des paiements liée au fonctionnement même du modèle (importations des matières premières, de produits intermédiaires, de machines et d'équipements). Dès 1962, l'Etat tenta d'infléchir sa politique vers une industrialisation d'exportation tout en maintenant un certain nombre de mesures protectionnistes. Cette réorientation progressive s'accompagna des premières actions visant un rééquilibrage de la répartition de l'activité économique au sein de l'espace national afin de réduire les disparités sociales. Le développement économique des régions périphériques fut plus orienté vers une meilleure intégration de leurs productions dans la filière agro-industrielle (incitations fiscales offertes aux entreprises industrielles transformant les matières premières produites localement). Il devait bénéficier d'incitations à la déconcentration industrielle (création du Bureau de l'Investissement – BoI – qui définit des zones privilégiées pour l'investissement industriel) et de l'identification, selon un schéma d'aménagement du territoire courant à l'époque, de pôles régionaux de croissance dans lesquels un effort d'investissement public était supposé être réalisé.

Les mesures en faveur de la déconcentration de l'activité économique furent renforcées au début des années 70 alors que s'affirmait l'orientation claire d'une politique d'industrialisation tournée vers les exportations. L'installation de nouvelles entreprises industrielles fut interdite dans un rayon de 50 km autour de la capitale et les incitations fiscales, offertes par le BoI, furent accrues. Des projets de développement d'infrastructures, liés aux besoins des industries, furent également mis en place dans des zones ciblées (Integrated Areas Development Projects). Par ailleurs, sous la pression des bailleurs internationaux dont dépendaient les Philippines pour financer un déficit budgétaire chronique et en augmentation constante, l'Etat tenta de resserrer les liens avec le capital étranger en favorisant les investissements directs. A cet effet, il créa 4 zones industrielles pour l'exportation (ZI) placées sous le contrôle de la Philippines Export Processing Zone Authority

(PEZA) et bénéficiant d'un statut fiscal privilégié : ZI de Bataan, (1972), de Baguio (1980), de Mactan (1981) et de Cavité (mise en chantier en 1981). Ces différentes mesures ne modifièrent que peu la structure spatiale de la production[4]. L'interdiction d'installer de nouvelles usines dans un rayon de 50 km autour de la capitale se traduisit par une concentration des usines à la limite de la zone d'exclusion, étendant ainsi progressivement les limites du centre industriel et urbain. En règle plus générale, outre la faiblesse des investissements publics dans les espaces périphériques, les incitations à la dispersion industrielle sont apparues, pour les investisseurs, comme insuffisantes pour pouvoir compenser les économies d'échelle, et la proximité des infrastructures et des services qu'une localisation centrale rendait possible (Reyes, Paderanga 1983[5]).

Alors que les pays voisins engagés sur des voies similaires de développement connurent une croissance soutenue au cours des années 1980, les Philippines entrèrent dans une phase de stagnation et de régression économique. La décennie 1980 correspondant aux dernières années de la dictature Marcos est souvent perçue comme une décennie perdue. La croissance nationale se contracta progressivement jusqu'à la récession de 1984-1985 (effondrement de - 8 et - 9 % du produit intérieur brut). A la chute de Marcos en 1986, l'Etat dut faire face à une profonde crise sociale et économique. Outre les mesures de dérégulations classiques, le nouveau pouvoir fixa comme objectif de développer le secteur industriel d'exportation par le biais d'investissements directs étrangers afin d'ancrer plus fortement le pays dans les échanges régionaux et mondiaux. Les diverses mesures mises en œuvre s'accompagnèrent d'un ambitieux programme de décentralisation (Local Government Code – 1991). La présidence d'Aquino (1986-1992) resta cependant marquée par une forte agitation politique et plusieurs tentatives de coup d'Etat militaire ; il fallut attendre le retour à la stabilité après l'élection de Ramos (1992) pour que les flux d'investissements directs étrangers s'accroissent rapidement. Ces flux ne seront, comparativement, que peu affectés par la crise asiatique de 1997.

---

[4] Entre 1970 et 1977, 73 % des entreprises enregistrées sous l'Export Incentives Act étaient localisées dans la NCR, et 12 % dans les régions limitrophes de Southern Tagalog et Northern Luzon**.** De même, près de 55 % des emplois créés par entreprises dans le cadre de projets soutenus par le BoI entre 1985 et 1990 étaient situés dans la NCR, près de 20 % dans le Southern Tagalog et 7 % dans le Northern Luzon.

[5] Reyes G., Cayetano W. et Paderanga Jr., "Government Policies and Spatial Development." In: Pernia E. M. et al. (ed.), *The Spatial and Urban Dimensions of Development in the Philippines*. Manila, 1983, Institute for Development Studies: 197-232.

Investissements étrangers et décentralisation: métropolisation du centre et émergences périphériques

L'organisation spatiale de la production industrielle traduit aujourd'hui les effets combinés de deux des voies privilégiées par l'Etat après la chute de Marcos. La première concerne le rôle donné au secteur privé pour canaliser le flux de capitaux étrangers, notamment à travers la création de nouvelles zones économiques spéciales. La seconde renvoie aux lois de décentralisation offrant la possibilité aux collectivités territoriales, du moins à certaines d'entre elles, de devenir des acteurs majeurs dans les processus de développement locaux. Le corollaire de ces choix est une marginalisation des objectifs d'équité spatiale, préoccupation du seul Etat philippin qui n'a guère les moyens budgétaires de mener une politique redistributive efficace, ni ceux de contraindre les investisseurs privés à des localisations spécifiques. Au-delà d'un discours volontaire affiché de lutte contre les inégalités spatiales, et de réduction de la pauvreté qui leur est associée, l'Etat doit faire face à un dilemme classique : privilégier la croissance nationale ou favoriser le rééquilibrage de l'activité économique. De fait, les faibles ressources publiques disponibles seront majoritairement investies dans les régions les mieux dotées et les plus attractives afin de consolider leurs avantages comparatifs et d'y attirer l'investissement privé étranger[6]. Pour combler le déficit de fonds publics, l'Etat met en place, au début des années 1990, deux procédés permettant le financement d'infrastructures et d'équipements par le secteur privé. Ces mesures permettent à des investisseurs privés, nationaux ou étrangers, de construire, d'entretenir et de rentabiliser des infrastructures et des équipements dont ils sont propriétaires (Build Operate Own Scheme) ou qu'ils doivent rétrocéder aux pouvoirs publics à l'expiration d'un bail fixé au départ (Build Operate Transfert Scheme). Le retour sur investissements et la rentabilité étant les deux principaux aspects pris en compte par le secteur privé, les projets ont fortement tendance à se concentrer dans les espaces déjà les plus attractifs.

Les rôles respectifs des deux agences publiques d'aide à l'investissement ont évolué au cours des dernières années. Les projets enregistrés auprès du BoI sont aujourd'hui, en règle générale, des projets initiés par des investisseurs nationaux et un faible pourcentage d'entre eux concerne l'industrie d'exportation. La majeure partie du développement industriel

[6] NCR, Southern Tagalog et Central Luzon reçoivent respectivement 22,2 18,4 et 15,6 % de l'investissement régional spécifique public entre 1989 et 1992 (National Economic Development Board).

d'exportation se fait par le biais d'investissements directs étrangers dans les zones économiques spéciales reconnues par la PEZA. Si l'on considère, au niveau agrégé des régions, le total de l'investissement soutenu par ces deux agences, on note une diminution assez marquée du poids de la NCR au profit des régions[7]. En dehors de ce centre industriel et urbain, seule la région de Cebu (Vishayas Central) apparaît quelque peu attractive (6 % de l'investissement total en 2000).

En 1986, les 4 ZES publiques regroupaient une cinquantaine d'entreprises dont plus de la moitié pour la zone de Bataan, la plus ancienne. Aujourd'hui, 46 nouvelles zones sont en opération sur tout le territoire philippin (960 entreprises au total dont 435 dans les 4 ZES publiques), auxquelles s'ajoutent 53 parcs technologiques (212 entreprises) et 86 projets de création (zones économiques et parcs technologiques confondus) validés par PEZA (tableau 1).

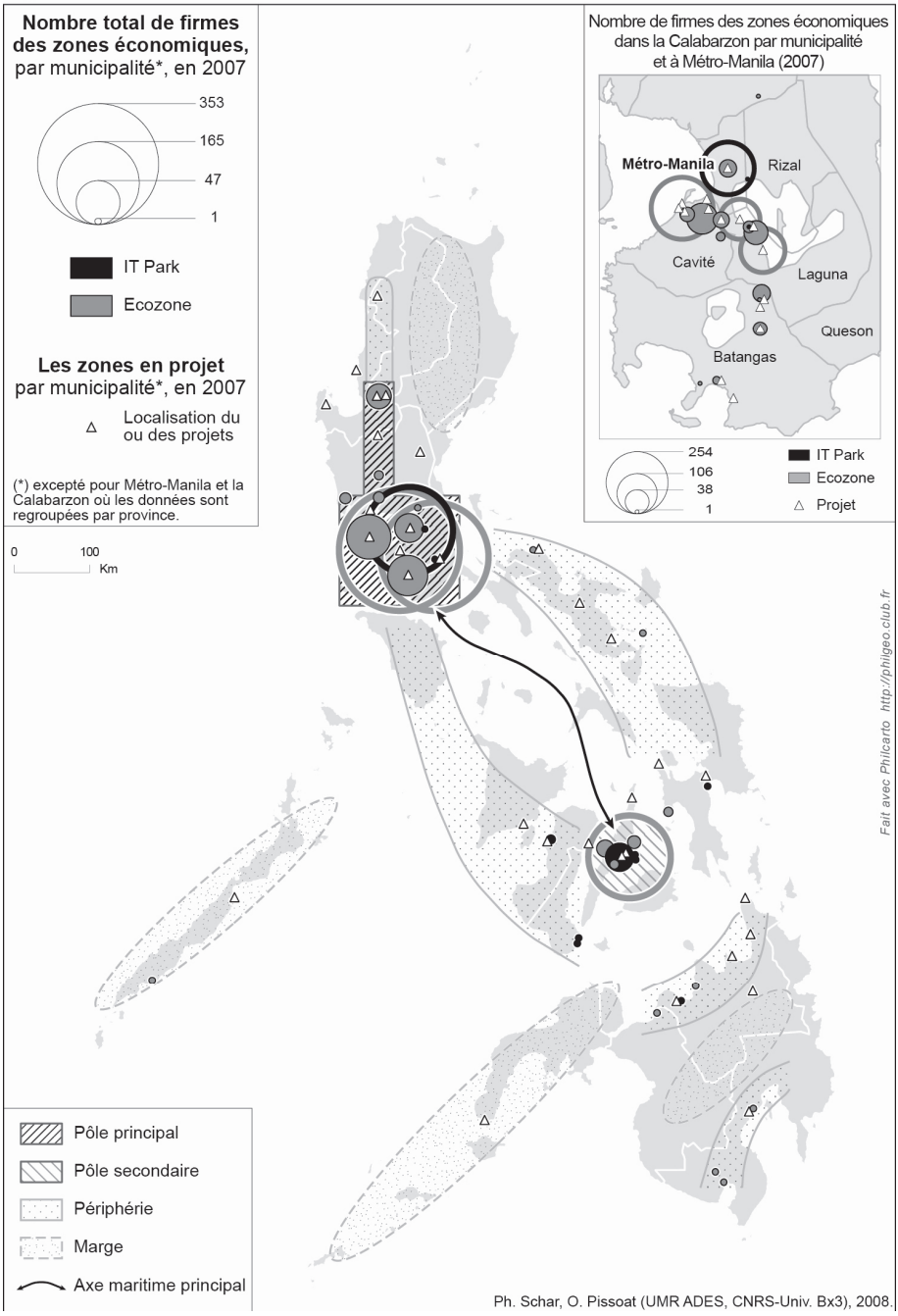
TABLEAU 1 – ZONES ECONOMIQUES SPECIALES ENREGISTREES A LA PHILIPPINES ECONOMIC ZONE AUTHORITY *

Années	Zones Industrielles		Parcs Technologiques		Projets de ZES validés
	Nombre zones	Nombre entreprises	Nombre zones	Nombre entreprises	
1986	4	51			
1992	4	217			
1998	23	x			
2002	41	863	7	37	
2007	50	960	53	212	86

* Ne sont pas pris en compte dans ce tableau, ni dans la figure 1, les Zones Economiques Touristiques (ou les projets de Zones Economiques Touristiques).
(Source : PEZA)

[7] La NCR accueille près de 19 % du total de l'investissement soutenu par ces deux agences en 2000 contre 46 % en 1998. Plus de la moitié de l'investissement réalisé aux Philippines en 2000 est effectuée à Southern Tagalog.

FIGURE 1 – LES ENTREPRISES DES ZONES ECONOMIQUES SPECIALES AUX PHILIPPINES EN 2007



La localisation de ces ZES (figure 1) permet d'identifier, au niveau infrarégional, les lieux privilégiés par l'investissement étranger et souligne de manière claire l'organisation spatiale des Philippines selon un modèle centre-périphérie[8]. Le cœur industriel et urbain du pays ne cesse de se renforcer par une extension progressive de l'aire métropolitaine de la capitale vers les provinces limitrophes. Près de 80 % des ZES et 70 % des entreprises sont regroupées au sud de Manille, dans la Calabarzon[9]. La Calabarzon correspond à un projet de développement régional mis en place par l'Etat (Département du commerce et de l'industrie) en 1990, avec l'appui technique et financier des agences de coopération japonaises, pour favoriser une croissance économique spatialement équilibrée dans une zone essentiellement rurale située au sud et à l'est de la capitale. Le principal objectif était de contenir l'extension spatiale de Metro-Manila en favorisant l'émergence d'un chapelet de centres industriels et urbains secondaires par des investissements en infrastructures, ainsi que l'intensification de l'agriculture et le développement des activités de services. De fait, l'essentiel des zones industrielles créées se situe dans les provinces de Cavité et Laguna, contiguës à Metro-Manila, et à l'intérieur de ces provinces, dans quelques villes, les plus proches et les plus accessibles[10]. Au nord de la capitale, le développement industriel et urbain, plus récent, reproduit le même modèle spatial par la création d'une demi-couronne industrielle et urbaine s'appuyant sur les zones économiques de Bataan, Subic Bay et Clark (deux anciennes bases militaires américaines reconverties en ZES dans les années 1990). Ce type de développement se prolonge vers le nord par un corridor qui relie Manille à Baguio. La concentration des ZES à la périphérie de la NCR traduit un processus de métropolisation commun autour des grandes capitales asiatiques. Se dessine ainsi, autour de Metro-Manila, une urbanisation de type « Desakota », similaire à ce que l'on observe à Bangkok et Jakarta, où se mêlent zones industrielles et urbaines, zones agricoles, anciennes rizières en friches, espaces récréatifs…

[8] Pour une description générale du modèle spatial philippin, voir M. Bruneau (*L'Asie d'entre Inde et Chine, logiques territoriales des États*. Paris, Éditions Belin, coll. Mappemonde, 2006)

[9] Calabarzon : acronyme composé des noms des provinces de Cavité, Laguna, Batangas, Rizal et Quezon, auparavant incluses dans le Southern Tagalog, qui forment une région distincte depuis 2002.

[10] Cette concentration, contraire aux objectifs affichés, traduit pour une bonne part le rôle politique prépondérant de certains représentants de collectivités locales au sein des instances chargées du développement régional.

En dehors de cette région mégapolitaine, l'essentiel du développement industriel se concentre dans MetroCebu qui apparaît, depuis les années 1990, comme le principal pôle secondaire de développement (figure 1). La province de Cebu est d'ailleurs la province du pays qui compte avec Laguna le plus grand nombre de zones économiques en activité (13 dont 12 dans MétroCebu pour un total de 200 entreprises[11]). C'est également une des provinces les plus attractives du pays avec 10 projets de création en cours. L'industrialisation très rapide y est à la base d'un processus de métropolisation qui sera analysé dans la suite de l'article. Les deux grandes métropoles, Manille et Cebu, concentrent 90 % du nombre des parcs technologiques.

Les espaces périphériques s'organisent autour de l'axe maritime principal qui relie Manille à Cebu et auquel se rattachent deux corridors côtiers en cours de formation à Mindanao, autour de Cagayan Del Oro, sur la côte nord, et de Davao, au sud. Si le cœur industriel du pays et Cebu sont caractérisés par une industrialisation diversifiée où domine le secteur électronique, l'industrialisation dans les ZES des régions périphériques apparaît plus fortement liée à la valorisation des ressources locales (agro-industrie ou activités industrielles liées aux extractions minières). Ici le nombre de projets de création de zones économiques spéciales est en forte progression et traduit la volonté des collectivités territoriales, notamment au niveau de la province, de se doter d'un outil de développement local sans que l'on puisse préjuger de la réussite future de ces zones.

Au-delà de cette ceinture périphérique s'étendent des marges plus ou moins intégrées (nord de Luzon, centre de Mindanao, archipel des Sulus, Palawan) où l'instabilité politique et sociale représente un frein majeur à l'investissement étranger.

Si la National Economic and Development Authority (NEDA) continue de fixer les grandes orientations économiques du pays et de mettre en œuvre des plans régionaux de développement, les lois de décentralisation donnent aux collectivités territoriales (provinces et villes) des pouvoirs accrus qui leur permettent de jouer un rôle important dans les processus locaux de développement. La création de zones résidentielles commerciales ou industrielles ne dépend plus d'un organisme d'Etat (National Housing and Land Regulatory Board) mais sont aujourd'hui du ressort des collectivités territoriales. La possibilité offerte de mobiliser certaines taxes et ressources financières et de contrôler les formes d'utilisation du sol leur permet de créer ou de valider des zones économiques dans leur juridiction pour y attirer

[11] 280 et 350 entreprises environ sont localisées dans les ZES de Laguna et Cavité.

l'investissement privé à l'aide d'un certain nombre de mesures fiscales incitatives, avec ou sans l'aval de la PEZA. La promotion des activités économiques au niveau local est ainsi devenue une préoccupation majeure des collectivités. Certes, toutes ne sont pas égales en termes de moyens propres et d'accès à la ressource publique, et seules quelques grandes agglomérations où quelques autorités provinciales se sont dotées d'équipements et d'outils promotionnels attirent les capitaux étrangers. Il en résulte une forme de ségrégation qualitative des territoires qui ne fait que renforcer les déséquilibres existants.

Le « Ceboom » : une croissance tirée par les exportations

La province de Cebu, délaissée par les politiques publiques nationales sous l'ère Marcos, connaît à partir de la fin des années 1980 une croissance économique très rapide fondée sur l'afflux de capitaux privés. Le retour à la stabilité politique nationale stimule l'investissement étranger et les pouvoirs locaux de l'île, renforcés par les lois de décentralisation, mettent en œuvre une forme de gouvernance territoriale très favorable aux entreprises et à leur développement (en leur permettant de gravir progressivement les échelles de la valeur ajoutée).

La période de l'ISI ne modifia pas la structure économique de Cebu qui s'appuya largement sur une industrie de transformation des productions agricoles et minières et leurs exportations (sucre, coprah, chanvre de Manille, cuivre…). Les ressources locales étant limitées, les industriels investirent dans les îles voisines, notamment Mindanao, pour soutenir leurs activités et s'affirmer comme des grands capitaines de l'industrie d'exportation. Par ailleurs, le développement du commerce national permit à Cebu de devenir le premier port de l'archipel philippin, au bénéfice des compagnies locales (Aboitiz). Dans un contexte où les industries de substitution des importations dépendaient de faveurs politiques pour l'obtention de licences, d'injonctions gouvernementales faites aux banques en termes de crédits et d'allocations préférentielles de devises pour l'importation de machines ou de produits intermédiaires, la faible contribution de Cebu à l'ISI est souvent perçue comme la conséquence du retrait de la vie politique nationale d'une figure emblématique de l'île, Sergio Osmeña, candidat malheureux à l'élection présidentielle de 1946 (Mojares).

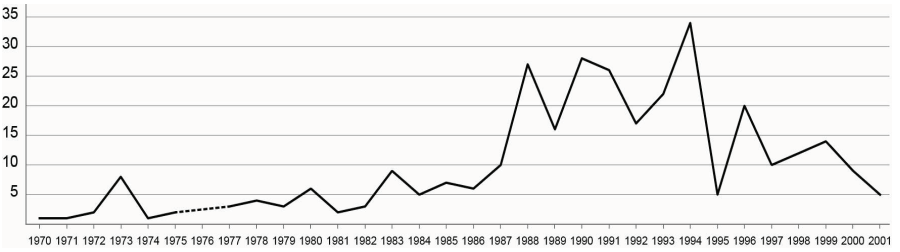
L'isolement politique de l'île grandit sous l'ère Marcos, plus particulièrement durant la loi martiale, du fait de l'opposition de la famille Osmaña au dictateur (Sergio Osmaña Junior fut battu à l'élection

présidentielle de 1969). Bien que la province jouisse d'une économie relativement autonome, prospère et diversifiée, la croissance chuta fortement au cours des années 1970/80. A titre d'exemple, la croissance passe de 9 % par an en moyenne pour la région 7, au début des années 1970, à moins de 5 % à la fin de la décennie. La région 7 fut même classée comme la deuxième région la plus pauvre des Philippines en 1981 dans un rapport de la Banque mondiale. Considérée comme l'un des bastions de l'opposition au régime Marcos, Cebu reçut la plus faible dépense *per capita* de l'Etat de toutes les provinces du pays et continua, jusqu'aux années 1990, à verser au gouvernement de Manille dix fois plus en taxes qu'elle ne recevait en subsides (Churchill).

Une des rares mesures dont bénéficia la province durant cette période fut la création de la zone économique spéciale de Mactan. Cette décision du gouvernement Marcos fut prise sur la base du poids du port de Cebu dans le commerce maritime national et du caractère industriel très marqué de l'île. Cependant, sur les 4 ZES publiques prévues, le projet de Mactan arriva le dernier en termes de priorité d'investissements publics, et ne put voir le jour que grâce à l'arrivée de bailleurs de fonds étrangers qui avaient inclus cette réalisation dans les conditions de leur prêt à l'Etat philippin. Créée en 1979, la ZES n'attira que peu d'investisseurs du fait de la situation générale des Philippines à cette époque, et de la situation politique particulière de l'île de Cebu (seulement 6 entreprises étrangères y étaient installées en 1986).

Le changement de régime s'accompagna de nouvelles opportunités économiques pour Cebu. *En effet, si l'aide publique continue d'irriguer les espaces industriels philippins existants, favorisant ainsi le maintien de la hiérarchie, dorénavant la province de Cebu n'en est plus exclue (figure2).*

FIGURE 2 – INVESTISSEMENT TOTAL DU BOI A CEBU (INDUSTRIES MANUFACTURIERES*) - NOMBRE DE PROJETS FINANCES PAR LE BOI



* Elles représentent 83 % du total des investissements BoI.

Le nombre d'entreprises installées sur les 120 ha de MEPZ, atteignit 34 en 1990, 80 en 1995 et plus de 100 à partir des années 2000 (111 en 2006). Devant le succès et la saturation de la MEPZ, une deuxième zone économique spéciale est créée en 1997 sur un terrain de 63 ha situé à l'ouest de l'aéroport international : la zone économique spéciale de Mactan 2 (MEPZ 2), financée par le groupe Aboitz qui accueille aujourd'hui 49 entreprises. Dans la foulée, 8 autres ZES industrielles ont été créées sur l'île par des investisseurs privés au cours de la dernière décennie, auxquelles s'ajoutent 2 parcs technologiques (figure 3).

De nombreux facteurs expliquent le développement entrepreneurial de Cebu. L'étroitesse de l'île et son caractère montagneux (avec moins de 10% de terres arables*) n'ont pas permis l'installation d'une oligarchie foncière, mais* ont favorisé l'émergence d'entrepreneurs *(business oriented)* qui ne pouvaient compter sur des revenus agricoles. *Cebu, dispose d'une culture propre (cebuano) dont l'identité a été renforcée lors de la période Marcos et la population a développé une « can do attitude ». En outre, l'île a constitué un* refuge pour les communautés chinoises pendant la période nationaliste à la fin du XIXe siècle, *populations* extrêmement bien intégrées aujourd'hui (pas de Chinatown). *Enfin, elle bénéficie de l'aéroport de Mactan, infrastructure de premier ordre, réaménagé par les Américains durant la guerre du Vietnam. Capable d'accueillir des gros porteurs, l'aéroport est étendu début 1992 et acquiert ainsi une dimension internationale.*

L'analyse de l'implantation géographique des projets manufacturiers, soutenus par les aides du BoI depuis 1970, permet d'affiner le paysage industriel de l'île : le nombre d'opérations et d'emplois créés font émerger nettement MétroCebu (figure 3). Dans ce contexte, l'analyse du secteur de l'industrie du meuble, qui représente 39,6 % du total des investissements industriels, s'avère représentative des dynamiques en cours. Ces investissements et leur localisation traduisent, d'une part, une forme de spécialisation et d'autre part, montrent une concentration à Mandaué City (et non à Cebu City), témoignant ainsi d'un déplacement des activités économiques vers le nord, d'une forme de mise en périphérie.

Cette dynamique ne concerne pas uniquement les activités économiques. Si la primatie urbaine de Cebu City et des communes avoisinantes, apparaît nettement à la lecture de la répartition de la population entre 1970 et 2000, l'aire métropolitaine MetroCebu connaît depuis 1990 une dynamique spatiale montrant (figure 4) :

- *Un développement radial des auréoles de* croissance *se structurant autour d'un centre qui se dépeuple ;*
- *Une extension économique vers le nord,*

- *Une extension résidentielle vers le sud,*
- *Une extension vers l'ouest où* se *construit une nouvelle centralité institutionnelle.*

L'analyse combinée de l'action publique, des dynamiques économiques et des dynamiques de population, s'appuyant sur l'élaboration d'une base de données et d'un traitement multivarié des résultats (krigeage), a abouti à une tentative de modélisation de la dynamique territoriale de la métropole de Cebu (figure 5).

FIGURE 3 – LES PROJETS BOI A CEBU ET DANS METROCEBU EN 2008

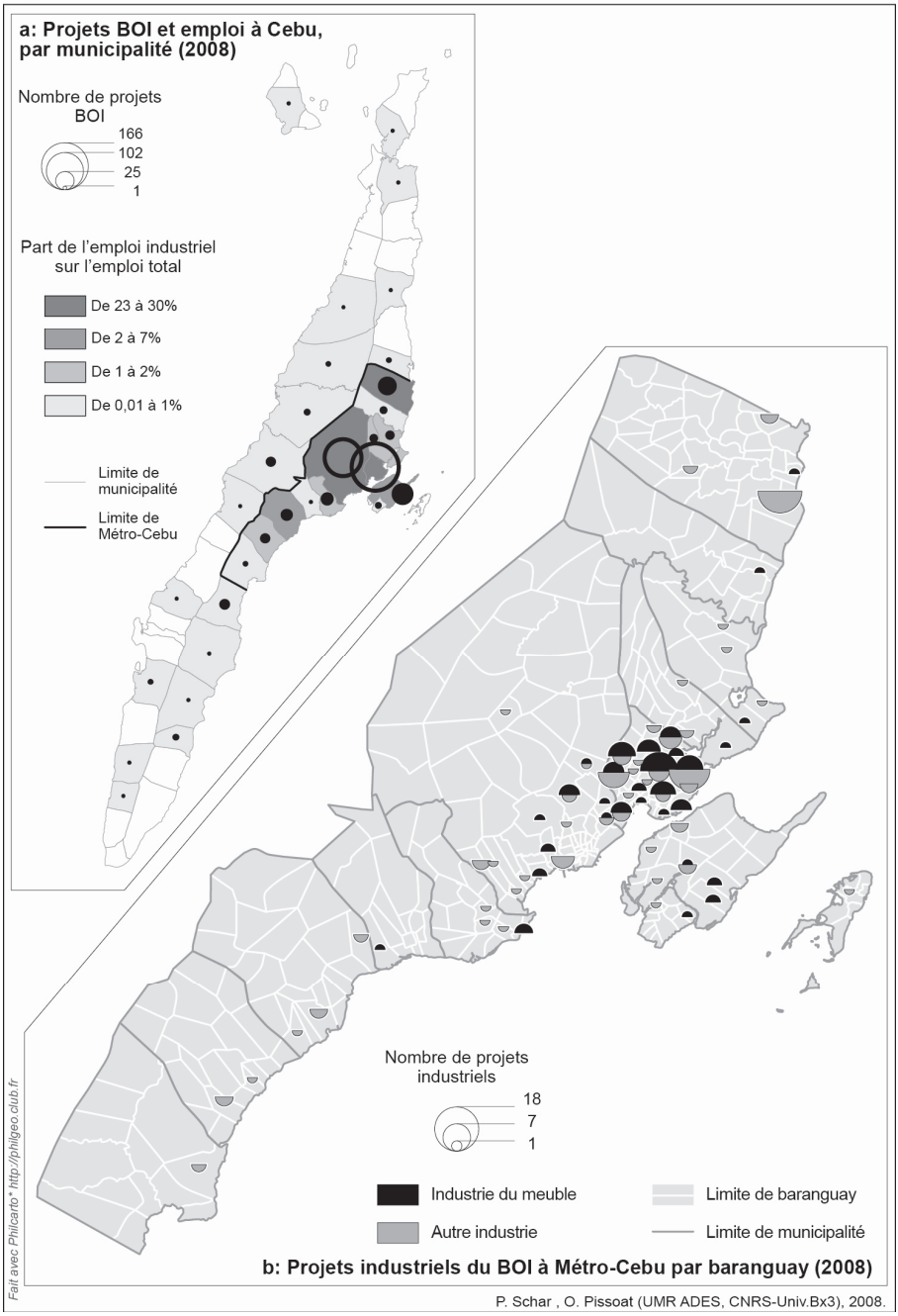


FIGURE 4 – EVOLUTION DE LA POPULATION DE CEBU ENTRE 1970 ET 2000

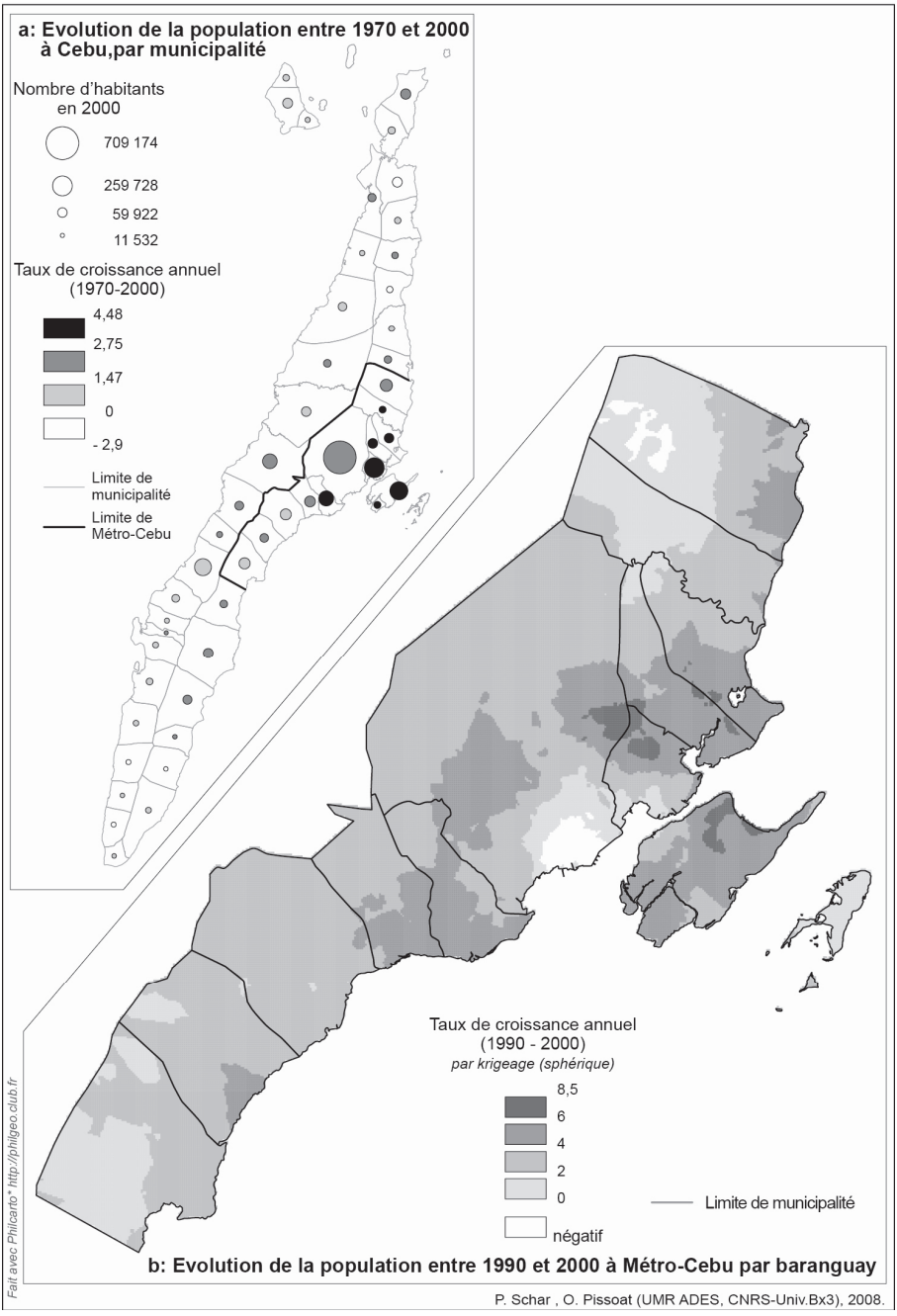
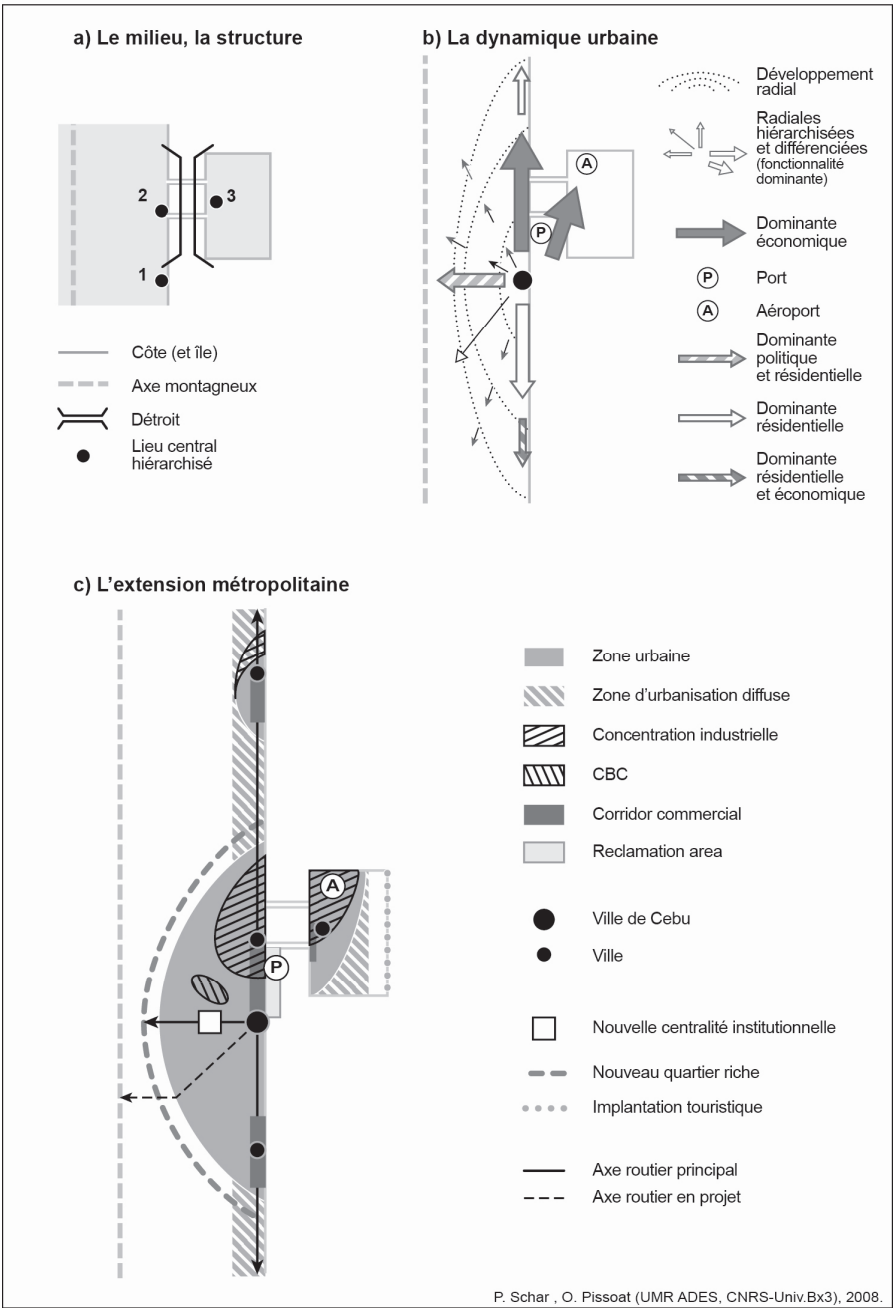


FIGURE 5 – LA METROPOLE DE CEBU : ESSAI DE MODELISATION SPATIALE



LES AUTEURS

Véronique ANDRE-LAMAT est géographe, maître de conférences à l'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3 et chercheure à l'UMR 5185 ADES CNRS. Elle travaille sur les représentations et les modes de gestion de l'environnement, sur la dialectique environnement/développement notamment à travers l'analyse des politiques publiques environnementales et de développement dans les pays du Sud (Madagascar, République de Guinée).

Frédéric BOURDIER est anthropologue, chargé de recherches à l'Institut pour la recherche et le développement (IRD) et membre de l'UMR 912 à Marseille. Ses champs d'activités recoupent principalement l'anthropologie de la santé, les relations écosystèmes sociaux et écosystèmes naturels, l'épidémie à VIH et les dynamiques sociales et spatiales liées aux mouvements de populations. Depuis 1989, il travaille en Inde du Sud, en Amazonie brésilienne et guyanaise, ainsi qu'au Cambodge.

Michel BRUNEAU, géographe, est directeur de recherche émérite au CNRS. Spécialiste de l'Asie du Sud-Est et des diasporas, il a mené ses recherches à différentes échelles, du local au continental, dans divers pays asiatiques pendant une quarantaine d'années (1965-2005) et sur les diasporas et les espaces transnationaux dans une perspective interdisciplinaire, à partir de l'exemple de la diaspora grecque.

Keshab DAS est professeur d'économie et chercheur au Gujarat Institute of Development Research (GIDR) à Ahmedabad en Inde. Il a reçu en 2004 le prix VKRV Rao en Sciences sociales (Economie) pour l'ensemble de ses recherches. Ses travaux portent sur le développement régional, l'industrialisation, le développement des micro et petites entreprises, les clusters industriels, le secteur informel, le travail et l'infrastructure de base dans les zones rurales et urbaines.

Doryane KERMEL-TORRES († 2005). Géographe, elle a effectué la plus grande partie de sa carrière comme chargée de recherche à l'IRD, où elle dirigeait l'UR « *Intervention publique, espaces, sociétés* ». Elle a participé à la création et à l'animation scientifique de l'Unité Mixte de Recherches REGARDS ORSTOM-CNRS (ADES aujourd'hui) – qu'elle a codirigé de 1998 à 2001. Elle a également enseigné à l'Institut d'études politiques de Bordeaux. Ses travaux ont porté sur les interactions entre diverses formes de l'intervention publique de développement – commercialisation des produits agricoles, sécurité alimentaire, décentralisation et industrialisation – et sur les dynamiques économiques, sociales et spatiales du monde rural dans les pays du Sud (Haïti, Inde et Thaïlande).

Frédéric LANDY est professeur de géographie à l'Université de Paris Ouest-Nanterre, directeur du laboratoire GECKO (EA 375) et membre associé du Centre d'Etudes de l'Inde et de l'Asie du Sud (UMR 8564 CNRS-EHESS). Fin connaisseur de l'Inde, il s'est intéressé aux logiques paysannes et aux migrations en Inde, à la diaspora indienne en Afrique du Sud, aux politiques économiques en matière agricole et à leur impact spatial. Il travaille désormais sur les relations entre Etat et citoyens (décentralisation et participation) et sur les parcs nationaux en Inde et au Brésil.

Tara S. NAIR est professeur d'économie et chercheure au Gujarat Institute of Development Research (GIDR) à Ahmedabad en Inde. Elle est également consultante pour le Fonds international de développement agricole, l'Organisation internationale du travail, la CHF International (Cooperative Housing Foundation), le Fonds de coopération économique d'Outre-mer (Japon) et l'Aga Khan Rural Support Programme (Inde).Elle est spécialiste de la microfinance en Inde, au Myanmar et au Bangladesh.

Olivier PISSOAT, géographe, est ingénieur d'études à l'UMR 5185ADES CNRS. Professionnel du traitement de données, du SGBD et du SIG, il est formateur en cartographie et coresponsable du Groupe de recherche en analyse de l'information territoriale (GRANIT) du laboratoire ADES. Il a travaillé en particulier sur le thème de la violence en Colombie.

Jean-Marc QUITTÉ est chercheur associé à l'UMR 5185 ADES CNRS. Il a réalisé sa thèse de géographie tropicale en Inde du Sud sur une filière de légumes produits dans une région de montagnes (Nilgiri) et vendus dans les grandes villes du pays (de Coimbatore à Kolkata). L'approche des échanges marchands par les réseaux sociaux et les proximités géographiques et

organisées, le conduit aujourd'hui à chercher dans le secteur agricole les éléments d'une durabilité économique et sociale, pour les territoires.

George ROSSI est professeur émérite de géographie de l'environnement de l'Université de Bordeaux 3 et membre de l'UMR 5185 ADES CNRS. Spécialiste des relations des sociétés avec leurs milieux, il a été pendant plus de trente ans sur le terrain du développement à Madagascar, en Afrique, en Asie du Sud-Est et en Amérique du Sud. Dans ses travaux il contribue à la réflexion sur le développement durable et la protection de la nature en s'efforçant de battre en brèche la vision écologiste que les pays du Nord portent sur les pays du Sud.

Dominique SOULANCÉ est géographe, maître de conférences à l'Université Charles de Gaulle, Lille 3 et membre de l'UMR 5185 ADES CNRS. Elle s'intéresse à la géographie de la santé et étudie les inégalités spatiales de santé face aux maladies transmissibles. Elle a travaillé en Inde et dans l'Ile de la Réunion sur les maladies liées à l'eau et notamment sur le chikungunya. Ses recherches actuelles portent sur les jardins de la Ravine des Cabris à la Réunion.

Somyot THUNGWA est professeur au Department of Agric Cultural Development, Faculty of Natural Resources, Prince of Songkla University à Bangkok en Thaïlande et ingénieur de recherches en agroéconomie. Il travaille depuis plus de vingt ans sur les dynamismes agraires émergents et a publié de nombreux articles de référence sur l'évolution et la différenciation des systèmes agraires, les pratiques spatiales de mise en valeur de l'espace, le développement rural ainsi que sur la gestion des ressources naturelles.

Il nous est particulièrement agréable d'exprimer notre gratitude et nos remerciements à tous ceux qui ont participé à la réalisation de cet ouvrage :

Michelle et Adèle Schar pour nous avoir ouvert les archives de Philippe ;

Chercheurs et/ou enseignants qui ont travaillé ou côtoyé Philippe Schar à un moment de leur existence et ont accepté de rédiger les textes de ce livre ;

Les Cahiers d'Outre-Mer et Autrepart qui ont autorisé la republication de certains articles.

L'Unité Mixte de Recherche 5185, Aménagement, Développement, Environnement, Santé, Sociétés (ADES) pour son soutien.

Nous ne saurions oublier les personnes dont la disponibilité et les conseils ont été constants : Maryse Gaimard, Anne-Marie Séchammal-Benoît et Pascale Soulancé pour le temps consacré aux relectures et aux précieuses corrections ; Marie-Louise Penin pour la reprise cartographique.

La géographie aux éditions L'Harmattan

COURS (LES) D'EAU FRANÇAIS
Approche quantitative
Giret Alain
Il existe peu d'ouvrages synthétiques consacrés à l'hydrologie des fleuves métropolitains dans leur ensemble. Les cours d'eau français font l'objet de mesures hydrométriques depuis le milieu du XIXe siècle et surtout au XXe siècle. Sont ici analysés plus de 2900 jaugeages depuis 1863.
(31.00 euros, 300 p.) *ISBN : 978-2-296-96556-0*

IMAGINAIRE (L') DES CARTES
Castoldi Alberto
Dès l'Antiquité jusqu'à nos jours, «l'oeil-monde» s'est attaché à donner forme au monde que nous habitons par le truchement et l'imaginaire des cartes. À côté des cartes scientifiques, on découvre, dans un séduisant voyage, les cartes imaginaires, allégoriques, utopiques, littéraires, virtuelles. (Cartes et illustrations en couleur.)
(Coédition Bergamo University Press Edizioni Sestante, 15.00 euros, 100 p.)
ISBN : 978-2-296-55754-3

L'HARMATTAN, ITALIA
Via Degli Artisti 15; 10124 Torino

L'HARMATTAN HONGRIE
Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

ESPACE L'HARMATTAN KINSHASA
Faculté des Sciences sociales,
politiques et administratives
BP243, KIN XI
Université de Kinshasa

L'HARMATTAN CONGO
67, av. E. P. Lumumba
Bât. – Congo Pharmacie (Bib. Nat.)
BP2874 Brazzaville
harmattan.congo@yahoo.fr

L'HARMATTAN GUINÉE
Almamya Rue KA 028, en face du restaurant Le Cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 60 20 85 08
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN CAMEROUN
BP 11486
Face à la SNI, immeuble Don Bosco
Yaoundé
(00237) 99 76 61 66
harmattancam@yahoo.fr

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE
Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31
etien_nda@yahoo.fr

L'HARMATTAN MAURITANIE
Espace El Kettab du livre francophone
N° 472 avenue du Palais des Congrès
BP 316 Nouakchott
(00222) 63 25 980

L'HARMATTAN SÉNÉGAL
« Villa Rose », rue de Diourbel X G, Point E
BP 45034 Dakar FANN
(00221) 33 825 98 58 / 77 242 25 08
senharmattan@gmail.com

L'HARMATTAN TOGO
1771, Bd du 13 janvier
BP 414 Lomé
Tél : 00 228 2201792
gerry@taama.net